# LE MONDE diplomatique

N° 266 - 23' année 💻

LES CHRÉTIENS EN AMÉRIQUE

(Pages 15 à 20)

Algérie : 5,00 DA Maroc : 5,00 dir. Canada : 1.50 \$c. Espagne : 60 pes. Spisse : 3.F.S.

Publication measurable 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

### Nord-Sud-

Par CLAUDE JULIEN

E dialogue entre pays industriolisés et pays en voie de développement pictine dangerousement. Les Nations unies ont bien posé de nouveaux principes, mais ils n'ont pas farce exécutoire. De souveaux organismes ont bien été créés, mais ils butent sur la volonté des puissants de préserves les avantages acquis. Et, au bout du compte, le « nouvel ordre économique international » ressemble étrangement à l'ancien, dont il accentuerait plutôt

Il faudrait beaucoup de noïveté pour s'en étonner. Tel n'est pas le cos des pays en voie de développement qui, à Paris, participent au dialogue Nord-Sud. Ils reprochant à leurs partenaires industrialisés de ne pas accueillir favorablement les propositions qui leur sont soumises, et de ne pas présenter de contre-propositions constructives. On ne saurait mieux définir le blocage d'une négociation qui se perd dans les manœuvres dilatoires.

La réunion de Paris ne pouvait pourtant avoir qu'une raison d'être : mettre a profit le nombre restreint des délégations pour élaborer des solutions qui, autorisant un espoir, enléveraient une part de sa virulence à la conférence de la CNUCED qui vient de s'ouvrir à Nairobi avec la participation de tous les gouvernaments concernés. Cette chance, on n'a pas voula ou pas su la saisir. Ce qui semble confirmer un soupçon déjà ancien : des problèmes de même nature ctant débattus dans deux arènes différentes, les véritables meneurs de jeu ont toujours la possibilité de freiner le mouvement en ren-voyant de l'une à l'autre les questions les plus délicates. C'est ce jeu que les pays sous-développés ont vaulu arrêter en proclamant le 28 avril que l'absence de résultats à la CNUCED compromettrait l'øvenir de la conférenco de Paris.

POUR les nantis comme pour les plus défavorisés, la situation appelle pourtaut des mesures drastiques. La dette des pays en voie de développement dépasse 120 milliards de dollars, et le service de cette dette absorbe chaque année la presque totalité de l'aide qu'ils reçoivent. Aussi les pays du tiersmondo cherchent-ils le salut dans d'autres directions, notamment la trans-formation du marché des produits de base et l'accroissement de leur part ans le commerce des produits manufacturés, tout en réclamant un pouvoir d'intervention dans la réorganisation du système monétaire international.

Mais, en dépit des discours officiels, les pays industrialisés savent que la timide reprise qui se manifeste est étroitement liée à l'approche de l'élection présidentielle aux États-Unis et que, passé le scrutin, les indicateurs économiques retrouveront leur sabre et sombre vérité. Il n'est donc pas question, pour eux, de renoncer aux avantages qu'ils retirent du désordre monétaire et du contrôle qu'ils exercent sur les marchés aussi bien des produits de base que des produits manufacturés.

U. NE telle politique à courte vue pest-elle être abandonnée au profit de l'Slaboration d'un ordre économique mondiel vraiment nouveau ? Celui-ci supposerait de ne plus considérer les pays du tiers-monde comme des réservoirs de main-d'œuvre pour les succursales des firmes transnationales, comme des fournisseurs de matières premières, camme des clients pour des breyets livrés an prix fort, comme déversoir d'une inflation exportée plus généreusement que ne l'est la technologie. Il s'agirait de voir en eux des partenaires offrant à l'Occident la seule possibilité d'une véritable relance économique. Car eux seuls ont des bosoins assex vostes pour permettre à l'industrie capitaliste de mer au plain de sa capacité

Mais cette nouvelle approche remettrait en question les conceptions actuelles de la production et les secteurs qu'elle privilègie. Elle irait à l'encontre du grand dessein qu'analyse plus loin Noam Chomsky. Elle entroînerait une réforme fiscale plus audocieusa que les prudents projets de texation des plus-values, pourtant si mal accueillis. Elle ne saurait s'accommoder de la véritable hémorragie que constituent les sorties de capitaux vers la Seisse (voir page 4 l'article de Jacques Attali).

Ce serait bouleverser trop d'habitudes. Les responsables préférent rester sur les chemins connus et fermer les yeux sur les catastrophes auxquelles ils conduisent. Cela permet ou moins à certains de s'indigner des mesures draconiennes prises en Inde et au Bangladesh pour freiner la courbe démo-graphique (voir page 21). Ils savent pourtont que leur imprévoyance ne leur épargnera pas des épreuves de force : ils les envisagent sans trop d'inquiétude, car la nouvelle idéologie qu'ils élaborent (voir page 4) leur danners les moyens de maintenir l'ordre.

### LE BOURBIER LIBANAIS

Comment la désignation d'un nouveau prisident de la République pourrait-elle, au Liban, dénoue une crise qui s'est encore exacerbée ces dernières semaines, après la mise en cause directe du président Frangié? En réalité, le sort de ce pays — qui abrite une large frac-tion du peuple palestinien, avec ses dirigeants — est trop étroitement lié au conflit israélo-arabe pour qu'il soit permis d'envisager son avenir hors de ce plus vaste contexte. Les articles de Sélim Turquié et Arthur . Rabab, publiés pages 12 et 13, complètent l'analyse de Georges Corm sur la situation intérieure libanaise et le tôle de la

A guerre civile libanaise n'en finit plus de rebondir. Chaque fois qu'un précaire équilibre est trouvé entre les parties en présence, surgit un impondérable qui remet tout en cause et fait sombrer le pays un degré plus bas dans l'anarchie et la désintégration.

C'est ainsi que la tentative de coup d'Etat du général Aziz el Ahdab, le 11 mars, destinée au départ à accé-lérer un début de normalisation, avait lerer un debut de normalisation, avait en réalité eu pour conséquences une re prise des combats sur une plus grande échelle qu'auparavant, la désintégration définitive de l'armée, enfin une évolution apparemment paradoxale de la position syrienne en faveur des forces de droite libanaises. Cette évolution, à son tour, a complique la crise libanaise, entrainant des interventions extérieures plus marquées qui tendent à l'internationaliser ou à l'arabiser : la médiation américaine s'inscrit dans ce contexte, de même que les appels de la gauche libanaise à la Ligue arabe pour mettre fin à l'interrention syrienne.

En réalite, à la veille du coup man-

En réalite, à la veille du coup man-que du général Ahdah, la situation, apparenment en voie de règlement, était explosive. La médiation syrienne, qui avait débouché sur le discours constitutionnel du président de la République au mois de février, n'avait pas réussi à régler les données de base du cerdit interne. du conflit interne.

Les réformes contenues dans le discours restaient dans la plus pure logi-que du système confessionnel, notam-ment sur le plan de la répartition des trois premières magistratures de l'Etat entre les trois principales commu-nautés religieuses : présideuce de la République aux maronites, avec des pouvoirs constitutionnels quelque peu rognés; présidence du conseil sux sunnites, svec renforcement des pou-voirs du premier ministre; présidence de la Chambre des députés aux chiites. Cette répartition, consacrant la pra-tique politique issue du pacte national de 1943, maintient l'exclusion des druzes, dont M. Joumblatt, chef de la Por GEORGES CORM \*

gauche, est un des leaders prestigieux par ses assises familiales et terriennes (1).

sur le plan économique et social, le discours présidentiel ne contenait rien de marquant, sinon des principes nominaux de justice sociale et la création d'un conseil économique et social. Il faut dire aussi que le programme de la gauche ilbanaise dans ce domaine est caractérisé par une très grande timidité, le but recherché n'étant que la mise en place d'un régime de capitalisme national rationalisé.

malisé.

Enfin, sur le terrain, la « médiation » de la Syrie n'avait rien apporté, se contentant de geler les positions militaires mais faisant pénétrer ses troupes dans les régions tenues par les milices de gauche par le biais de la Salka (mouvement de libération palestinien d'obédience syrienne) ou de régiments de l'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.) sous contrôle de l'armée syrienne. En revanche, les règions chrétiennes, tenues par la droite, conservaient intactes leurs structures militaires, qui leur assuraient une quasi-autonomie de fait par rapport au reste du pars. C'est dire qu'en réalité la division du pays sur le terrain restait effective, les commissions mixtes de surveillance du cessez-le-feu n'avant aucun moyen du cessez-le-feu n'ayant aucun moyen reel de dissuasion sur les milices, notamment dans les zones aux mains des milices de droite.

Les négociations sur la composition d'un nouveau gouvernement, qui devait reflèter le nouvel équilibre politique entre la droite et la gauche, ont amené l'une et l'autre parties à tenter par diverses pressions de renforcer leurs positions politiques. En fait, il semble

bien encore une fois que l'extrême droite alt essayé d'éviter de payer les conséquences de ses erreurs cumulées. En favorisant la rébellion parmi les officiers chrétiens des casernes de Younich, voulant porter secours à un village maronite de l'Akkar encercle village maronite de l'Akkar encercle par des combattants de villages musulmans voisins à la suite d'incidents obscurs, l'extrême droite cherchait en réalité à faire pendant à la rébellion du lieutenant Knatib daus la Bega, favorable aux forces de gauche. Face à une nouvelle dégradation de la situation, les Syriens exerçaient une pression encore plus grande sur la gauche, qui réclamait la motifé des sièges du nouveau gouvernement aux fins de l'ameuer à faire des concessions sur ce plan.

Le résultat de cette action fut une

Le résultat de cette action fut une spectaculaire extension de la rébellion du lieutenant Khatib dans la Bega, le nord et le sud du pays. Le coup manqué du général Ahdab, de confession sunnite, réclamant la démission du président de la République, devait être l'ultime sursaut d'un régime poliêtre l'ultime sursaut d'un règime poli-tique en plein effondrement. Appuyé par les officiers supérieurs du haut commandement de l'armée et jonissant de l'appul tacite des phalangistes et du soutien ouvert de la Ligue maro-nite et des Gardiens du cèdre (autres groupes d'extrême droite), le mouve-ment du général, qui ne disposait déjà plus de troupes, n'a fait qu'accè-lèrer la montée en flèche du lieute-nant Khatib dans l'ombre protectrice du leader de la gauche, Kamal Joum-blatt. Ainsi, l'armée libanaise, dernière institution nationale, a c'h e vait de institution nationale, a c h e v n i t de s'écrouler avec le contre-mouvement du général Barakat, inconditionnel du du general Barakat, inconditionnel du président Frangié et originaire de la même région. Le haut commandement de l'armée était désormais sans troupe, même pour garder les bâtiments du ministre de la défense.

### L'« énigme syrienne »

D ANS le même temps, les manœu-vres inlassables du ministre de l'intérieur, M. Camille Chamoun, véri-table chef d'orchestre de la droite, parvenzient à ramener au bercail les phalangistes, qui redonnalent leur soutien à la «légalité» du président Frangiè, faisant fi de l'opinion de la base popu-laire qui avait accueilli avec enthoulaire qui avait accueilli avec enthousiasme le mouvement « correctif » du général Ahdab. Face à une nouvelle dégradation de la situation sur le terrain, notamment à Beyrouth, où les phalangistes reprensient possession des grands hôtels, Kamal Journblatt, fort de l'appoint des troupes du lieutenant K hat ib, décidait de mener une offensive militaire généralisée destinée à briser la droite au cœur de ses bastions, c'est-à-dire en pleine montagne maronite, ce qui provoqua une nouvelle extension de l'aire des combats et un rétrécissement supplémentaire des zones de sécurité dans le pays.

C'est à ce stade qu'intervient l'« énigme » de l'attitude syrienne. Ayant d'abord dirigé ses fou d'es Ayant d'abord dirige ses fou d'res contre le gouvernement du général Ahdab, la Syrie devait ensuite prendre de plus en plus violemment à partie la gauche libanaise et, en fait, soutenir le président de la République en cherchant à lui assurer une sortie « honorable ». Ce dernier, en refusant de tenir compte du veu de la majo-rité de la Chambre réclamant sa démission à la suite du mouvement du général Ahdab et en s'obstinant contre vents et marées à maintenir

Chargé d'enseignement à la faculté de droit et des ectences économiques de l'université Saint-Joseph à Beyrouth : auteur de Contribution à l'étude des sociétés multicon/essionnelles. L.G.D.J., Paris, 1970. une « légalité » depuis longtemps dis-parue dans le fracas des armes, a bel et bien encouragé sur le terrain la cohésion de la droite dans ses posi-tions extrémistes, cohésion que l'on aurait pu croire entamée par le coup du 11 mars

(Lire la suite page 12.)

(1) Il n'est pas indifférent ici de souli-gner le rôle éminent de la communauté druze dans l'histoire de la Montagne liba-naise du trézième au dix-neuvième siècle, rôle qui devait aller en s'amenuisant au fur et à mesure de la pénétration colo-niale occidentale dans la région.

Dans ce numéro :

### NOAM CHOMSKY :

la dé de voûte du système américain (Pages 2 et 3.)

< Crovez-vous

que la Grande-Bretagne soit un pays libre?» (Pages 5 et 6.)

Le Tchad, pays divisé (Pages 10 et 11.)

### Incertain Portugal

Les Portugais ont élu, le 25 arril, les deux cent soixantetro: membres de l'Assemblée de la République. Ce jour. pour cux hautement symbolique, était aussi celui de l'entrée en vigueur de la Constitution élaborée par l'Assemblée êtue un an auparavant, et qui remplace la charte salazariste de 1933. Le nouveau texte prévoit l'élection au suffrage universel d'un président de la République doté de grands pourgirs. Cet événement doit avoir lieu le 27 juin prochain. A l'heure où nous écrirons, c'est le général Ramalho Eanes qui semble avoir le plus de chance de recueillir l'apput des principaux partis et le soutien de la majorité des militaires. Si le chef d'élat-major de l'armée de terre renonçait à briquer la magistrature supreme, le general Pires Veloso. commandant la région du Nord, serait susceptible de se porter candidat. L'amiral Pinheiro de Azeredo, actuel premier ministre, a déjà indiqué qu'il participerait vraisem-blablement à la compétition. Plusieurs autres officiers ont également declaré qu'ils no se déroberaient pas s'ils étaient

i s'imposer, le général Costa Gomes, président de la République et conciliateur né, pourrait être pressenti pour se succèder à lui-même au palais de Belem. Des formations d'extreme gauche, d'autre part, ont déjà annonce qu'elles soutiendraient la candidature de l'ex-général Otelo de Carvalho, ancien chef du Copcon. La droite, pour sa part, pourrait faire appel au général Galvao de Melo, proche du Centre démocratique et social. Si enfin contre la prétérence formellement exprimée par les quatre grandes formations - parti socialiste, parti communiste, parti popu-laire démocratique (P.P.D.) et Centre démocratique et social (C.D.S.). — devait s'imposer l'idée d'une candidature civile, on estime, à Lisbonne, que MM. Mario Soares, secrétaire général du P.S.; Henrique de Barros, ancien prési-dent, socialiste, de l'Assemblée constituante, ou Magalhaes Godinho, ministre de l'éducation des deuxième et troisième gouvernements provisoires, auraient les meilleures chances.

### Les socialistes maîtres du jeu?

PREMIER parti avec 35% des voix. devancant le P.P.D. (24.7.), le C.D.S. (16.%) et le P.C. (14.5.%), le parti socialiste, bien qu'en recul, est maître du jeu au Portugal. Il pout théoriquement faire alliance avec l'une quelcanque des trois autres grandes formations représentées à l'Assemblee et former avec elle une équipe majoritaire : front populaire (avec P.C.) coalition social-democrate (avec te P.P.D.), accord pour un - contrat de progrès - (avec le C.D.S.), ou - gouvernement de salut national - (avec le P.P.D. et le C.D.S.). Toutes ces solutions ont été suggérées, et continuent da l'être, à

M. Mario Soares. Mais le P.S. avait axé sa campagne Mectorale sur le slogan : - Nous gouvernerons seuls, ou nous passerons dans l'op-position. » Ce choix stratégique avait été Par JEAN-PIERRE CLERC

dicté aux dirigeants socialistes par une constatation : rassemblant des tenants de la social-démocratie et des partisans d'un socialisme - à la française -, leur parti est d'une extrême hétérogénéite. Dans ces conditions, toute alliance est susceptible de mettre en cause une cohésion tondée bien plus sur la prééminence d'un homme — M. Mario Soares — et l'existence de deux « repoussoirs » — le capitalisme et. surtout, le communisme que sur una idéologie fermement définie et largement parlagée.

L'alliance avec le P.C. était, de toute laçon, à peu près exclue dès le départ, compte tenu de la profondeur du sentimen: anticommuniste dans la plus grande

partie du pays. Restait un éventuel rapprochement avec le P.P.D. L'aile modèrée du P.S. y était favorable, son aile gauche violemment hostile. Avant le lancement de la campagne, M. Soares avait tranché contre toute alliance, - c'est-è-dire, en fait, contre une alflance avec le P.P.D. Ce choix permettait de prévenir la risque d'une ecission de la gauche du P.S. Il était aussi conforme au sentiment profond de beaucoup de dirigeants socialistes. pour lesquels le P.P.D. est une formation « de droite » qui cherche à attirer une partie de la clientèle du P.S. en se proclamant - social-démocrate -. Enfin, ce n'est un secret pour personne, à Lisbonne que les rapports entre MM, Sa Carneiro, leader du parti populaire démocratique, et Mario Soares sont exécrables.

(Lire la suite page &)



### Un projet mûri de longue date

### LA CLEF DE VOÛTE DU SYSTÈME AMÉRICAIN

Washington possède d'énormes réserves de puissance pour sauvegarder ses intérêts économiques dans le monde

Par NOAM CHOMSKY

santes. On a abandonné l'espoir de

< libérer » l'Europe orientale afin qu'elle puisse accéder au statut béni

poigne de fer du totalitarisme russe

y est dorênevant entérinée de façon

line at ses successeurs.

explicite, comme l'avaient exigé Sta-

Les stratèges du département

d'Etat ont également - et non sans

réticence - renoncé au moins pro-

visolrement, à leur rêve de voir un

jour la Chine à nouveau gouvernée

Américains cherchent à tirer

par le Kouomintano. En revanche.

parti de la rivalité sino-soviétique. Ils

attendent de la China qu'elle loue

dans les affaires mondiales un rôle

conservateur, en apportant son sou-

tien è des régimes-cilents des États-

Unis comme ceux de M. Marcos aux

Philippines ou de Reza Pahlevi en Iran. Et, jusqu'à présent, la Chine

Bien entendu, ce n'est pas tout à

falt ainsi que M. Kissinger formule

las choses. L'interprétation qu'il pré-

fère en donner est que la Russie et

la Chine ont fini par comprendre,

sous la tutelle attentive de M. Kis-

singer, qu'elles devalent tempérer

les attitudes « révolutionnaires » et

- ballloueuses - oul mettaient en

perli depuis vingt ans l'équilibre

i'historiographie officielle), et rejoin

dre les partisans de la paix groupés sous la houlette des Etats-Unis.

mondial (c'est du moins ce que dit

ne les a pas décus.

nouvelle Amérique latine. La

L'article publié ici met en lumière la continuité de la politique étrangère des Etais-Unis. Les récentes déclarations de MM. Kissinger et Sonnen-jeld sur l'Europe apparaissent ainsi dans la logique du grand dessein que l'Amérique, avant même son entrée dans la seconde guerre mondiale, s'appliquait à mettre au point pour assurer son hégémonie sur de vastes régions (1).

U mois d'avril 1973, M. Henry Kissinger proclamait a vec pompe l' année de l'Europe ». La société internationale alialt être remise en ordre sur la base de certaines - réalités nou-velles ». Ces réalités nouvelles, fruits de la réussite de la politique menée par la génération précédente. posaient un certain nombre de problèmes qu'il allait falloir affronter. Aux termes de l'exposé de M. Kissinger su- les - problèmes des retations atlantiques -, les États-Unis avaient espéré qu' - une Europe unie travaillant en coopération avec (eux) dans le cadre de l'association atlantique (les) soulageralt d'une bonne partie de (leurs) fardeaux Internationaux -, mais leurs espoirs n'avaient pas about. Plus profondément encore, d'autres

nes avaient surgi, dus à une négalité fondamentale entre les rôles des partenaires atlantiques. - Les Etats-Unis ont des responsabilités et des intérêts globaux », expilqua M. Kissinger, tandis que leurs alliés européens n'ont, eux, que des « intérêts régionaux ». Alors même que, - dans les relations économiques, la Communauté européenne met de plus en plus l'accent sur sa personnalité régionale », les Etats-Unis iouent un rôle fondamentalement différent dans les affaires mondiales : en particulier, ils doivent agir comme « partie constituente et responsable d'un système commercial et monétaire de plus grande envergure ». Notre tâche, pendant l' - année de l'Europe », allait être de « réconcilier ces deux perspectives ., ajoutalt-II.

Cinq ans auparavant, M. KissInger développait déjà une thèse analogue. Dans sa conception. « les blocs régionaux soutenus par les Etats-Unis devront prendre en charge la responsabilité de leurs périmètres immédiats, les Etats-Unis étant plus soucieux de l'éditice d'ensemble de l'ordre mondial que de la gestion de chaque entreprise régionale ». De même qu'on ne saurait attendre du conseil d'administration de

Le tribut

de pétrole

des importateurs

à la prospérité

General Motors qu'il Intervienne dans les querelles d'ateller d'une petite usine fabriquent des bougles pour Chevrolet... Vollà ce qu'on appelle la « muttipolarité » i Par alleurs, il fallaît éviter que la structure » bipolaire » Etats-Unis/U.R.S.S., qui sous-tend tout cela, ne soit rèellement symétrique. Il valait mieux faire comprendre aux associés subaltemes que toute marque d' « intransigeance » de leur part serait » pénalisée ». Toute autre attitude » ne servirait quère le ceuse de la palx » (2).

En fait, en 1973, la fallite de l'Europe à nous « soulager de nos fardeaux internationaux » commençait à poser un sérieux problème. La réticence dont l'Europe avait fait preuve pour partager le poids du maintien au pouvoir du régime-client des Etats-Unis au Vietnam du Sud était à cet égard d'une portée particullère. Les coûts aussi énormes qu'imprévus des guerres américaines en Asia du Sud-Est contribualent au déclin relatif de la pulssance des Etats-Unis face à leurs rivaux capitalistes. C'est là le facteur décisit qui amena les milleux dirigeants américains à opérer leur revirement contre la guerre ou, plus exactement, contre les tactiques employées.

Cela devint spécialement vrai au début de 1968, après que l'offensive du Têt eut fait tomber d'un coup la toile d'illusions tissée par les propagandistes. La réussite historique du mauvement américain pour la paix aura été d'avoir rendu impossible une véritable mobilisation nationale. Il fallut alors déguiser les coûts réels de la guerre et, la résistance vietnamienne ayant miraculeusement tenu le choc, la facture finit par tomber, décienchant une crise économique. A dater de 1968 l'Europe ne consentit plus à coopérer pleinement à l'agression améri-caine en Asie du Sud-Est, encore moins à prendre en charge la part encore plus importante du fardeau que lui assignalt la doctrine Nixon-Kissinger. Un des objectifs de l' - année de l'Europe - était de remédier à ce genre de vices de fonctionnement dans les - relations

L'« année de l'Europe » s'est achevée sur la crise pétrolière qui suivit la quatrième guerre israélo-araba. Les puissances européannes et le Japan se mirent à explorer la possibilité d'entamer des relations bilatèrales avec les pays producteurs de pétrole, mais ils furent très vite rappelés à l'ardre, et avisés qu'il fallait constituer un « front un! » sous la direction des Etats-Unis, forts de leurs responsabilités, de leurs intérêts « globaux » et de la position unique que leur valait le fait d'être les garants d'« un système commercial et monétaire de

américaine

boux » et de la position unique que leur valait le fait d'être les garants d' « un système commercial et montroire de plus grande envergure ». Il fallait que la distribution et le marché du pétrole restent sous le contrôle effectif des sociétés multinationales de l'énergie, basées pour la plupart aux Etats-Unis. Depuis la deuxième guerre mondiale, cette mainmise sur l'énergie avait très efficacement contribué à assurer la domination des Etats-Unis sur leurs alliès, lesquels se voyaient dûment avertis qu'aucune transformation majeure ne serait tolèrée dans ce système.

La crise pétrollère fut largement utilisée pour résoudre les problèmes des relations atlantiques qui inquiétalent tant M. Kissinger. En effet, à mesure que le prix du pétrole augmentait, l'Europe et le Japon se voyalent contraints par la force des choses à financer le redressement de l'industrie américaine. Les trusts de l'énergle en bénéficièrent direc-tement, si bien que, dès le début de 1975, les Etats-Unis jouissalent d'une balance commerciale favorable avec l'ensemble des pays du Proche-Orient (à l'exclusion d'Israel), ce qui représentalt un progrès substantiel par rapport aux résultats déjà satisfalsants de 1974.

Les principaux pays producteurs de pátrole restent des Etats-clients loyaux. Le monde des affaires amé-

GROSPIRON
RAOULT GROSPIRON SUCTO
DÉMÉNAGEMENTS
EMBALLAGE
GARDE-MEUBLES
EXPÉDITIONS
49, Rue de la Fédération XV'
734-02-66

ricain jubile devant les immenses perspectives que lui ouvrent l'Iran et le monde arabe y compris l'irak, dont le comportement ne différeralt guère selon ces mêmes milleux de celui de ses voisins plus orthodoxes. Tout dans la région promet un evenir doré à l'industrie américaine, qu'il s'agisse du commerce, de la construction, des investissements ou des ventes d'armes. Ce sont l'Europe et le Japon qui, comme l'écrit l'hebdomadaire Business Wesk, - payent la plus grande partie des trais de la prospérité de ce secteur -, tandis que - les pétrodollars qui reviennent aux Etats-Unis per le biais des échanges commerciaux contrebalancent les sorties de devises consacrées aux achats de pétrole en Proche-Orient . Les hommes d'affaires américains notent « une préférence marquée pour les prodults américains - dans cette région, qui est « un des reres points du globe où l'entreprise privée est an train d'opèter un relour » au premier chef, l'entreprise améri-

Pendant ce temps-lè. les profits pétroliers arabes vont alimenter des institutions économiques qui continuent, comme autrefois, à travailler à l'édification d'un monde ouvert à la pénétration économique des États-Unis et à leur contrôle politique. En effet, l'augmentation des tarits pétroliers revient à une espèce de taxation forcée imposée aux pays importateurs, qui sont ainsi contraints de payer un tribut aux institutions

Internationales dominées par les Américains.

On assiste actuellement à la naiseance d'un nouvel ordre économique, au sein duquel les Elats-Unis espèrent bien être en mesure de restaurer une hégémonie que la débâcie indochinoise a sévèrement entamée, tandis que leure associés subalternes se verront à nouveau confinés au développement de leur « personnalité régionale ».

Bref, l' - année de l'Europe - s'est soidée par un succès de taille.

Le concept de « multipolerité » formulé par M. Kissinger définit les Etats-Unis comme la puissance dominante à l'échelon mondial, à contrainte d'accepter la « détente » dans les termes mêmes où l'U.R.S.S. l'avait vainement proposée autrefois. D'après les premières études de M. Kissinger, les Etats-Unis ont manqué l'occasion d'édifier à leur guise un ordre mondial stable à la fois par manque d'audace et parce qu'ils s'embarressalent trop de scrupules moraux déplacés, alimentés par la propagande communiste. Il ne reste plus maintenant qu'à composer avec les réalités qui se sont formées à partir de là La diplomatte Nixon-Kissinger a effectivement représenté une rupture avec le passé dans la mesure où elle admettalt enfin ces réalités déplai-

un pouvoir

incontesté >

dans le monde

Même si les ambitions des États-Unis ont été un tant soit peu mises en veilleuse, les principes qui dirigent actuellement leur politique étrangère relèvent toujours de la conception d'ensemble de la structure de la société internationale qu'ils ont élaborée au cours de la deuxième guerre mondiale. Les planificateurs américains étaient sûrs que les États-Unis allaient étnerger comme puissance dominante à l'échelle mondiale. A partir de quoi les États-Unis allaient dorénavant se poser en « gardiens de la poix mondiale » car, comme

le déclarait Harry Truman en actobre 1945, « nous avons appris une amère leçon, qui est que la faiblesse de notre grande République incite des hommes sans scrupules à menacer les fandements mêmes de la civilisation dans le monde entier». Quant à savoir de quelle nature était la « civilisation » que les Esta-Unis se proposaient de préserver par la force, les évênements ultérieurs allaient le montrer — quoique on ait déjà pu en trouver des exemples édifiants dans l'histoire des Philippines et de l'Amèrique latine.

Mais Il ne faudralt pas croire que ces événements alent sérieusement entamé le système de propagande institué par les universités et les médias. Ainsi, au plus fort de la guerre du Vietnam, l'éditeur d'un recuell de textes de chercheurs en sciences sociales épris de paix » pouvait expliquer dans sa préface que l'application des méthodes des sciences sociales au . jeu de la domination mondiala - allait ameliorer les capacités de décision - des gouvernants et des législateurs de bonne volonté, comme ceux qui dirigent la politique étrangère des Etats-Unis et de nombreuses autres nations - (3). Les bilans rétrospectifs de la guerre du Vietnam dressés par les analystes libéraux, universitaires ou autres, ne s'écartent guère de ce dogme fondamental du système idéologique.

Les procès-verbaux des délibérations du Consail des relations Atrangeres (4) entre 1939 et 1945 donnent apercu instructif de la vision que les Américains avaient alors du monde de l'après-guerre. Un mémo-randum de 1944 esquisse les grandes lignes de la politique que les Etats-Unis se devalent d'adopter - dans un monde où ils entendent exercer un pouvoir incontesté -. Il définit sommairement - les composantes d'une politique Intégrée qui peraux Etats-Unis d'asseoir leur suprématie économique et militaire sur l'ensemble du monde non allemand =, c'est-à-dire tout l'hémicohère occidental. l'Empire britannique et l'Extreme-Orient

Ce monde non allemand dominé par les Etats-Unis, auquel on devalt donner plus tard le nom de - grande zone - (- Grand Area -), - n'était pas considéré par la groupe comme plus souhaitable que l'Instauration d'une économie mondiele, pas même comme un substitut entièrement satisfaisant - (1941). Toutefols, il fallait que la « grande zone » se développe pour elle-même, en même temps que comme noyau à partir duquel devait se constituer l'économie mondiale de l'après-guerre è laquelle on espérait que la défaite des puissances de l'Axe aliait donner naissance. Plus specifiquement, on espérait que - les institution

mises en place alin de réaliser l'intégration de la « grande zone » tourniraient une expérience pouvant contribuer utilement au règiement des problèmes de l'Europe, au point qu'il sulfirait peut-être de reller purement et simplement les économies des pays suropéens à l'économie globale de la « grande zone », iaquelle - et c'est crucial - devalt être entièrement dominée par les Etats-Unis et organisée en fonction des Intérêts économiques et stratégiques des Amèricains. De lonos débats sont par ailleurs consacrés au problème de la garantie du libreaccès aux marchés et aux matières premières, de sorte que le modèle être préservé sans modifications notables en tant que système dominant à l'échelle mondiale.

Les experts du Conseil des relations étrangères soulignalent que leur objectif essentiel, en planifient cette « grande zone », était de « mesurer le marge d'alsance dont l'économie américaine avait besoin pour subsister sans réalustements mejeurs ». Mais "le "groupe" d'experts reconnaissait pourtant, en avril 1941, que la proclamation des buts de guerre « aurait un mellleur etiet de propagande » el elle insistait sur « les intérêts d'autres peuples » au lleu d'apparaître comme « uniquement attachée à ceux de l'impérialisme anglo-américain ». Quelques mois plus tard, la charte de l'Atlantique était promulaitée.

Un point extrêmement important de tous ces projets était qu'il ne fallalt pas laisser l'Europe devenir une puissance économique indépendante d'une stature comparable : celle des Etats-Unis. De même, il fallalt que les systèmes impériaux existants solent démantelés, sans quoi l'économia mondiale ou mêma seulement la grande zone - n'auraient pas été pensables, Pendant la guerre, les Etats-Unis avalent soigneusement mesuré leur alde financière à la Grande-Bretagne, sous forme de prêts à terme, de telle taçon que les réserves britanniques oscillent constamment entre 600 millions et 1 milliard de dollars. Ce qui eut pour effet (et l'on peut ablement supposer que c'étalt voulu) de permettre à ce pays de rester en guerre sans toutefols disposer de la puissance nécessaire au maintien de son indépendance et de son statut împérial. Les Elats-Unis parvinrent à s'assurer une position dominante dans toutes les zones-clés où prédominaient auparavant la puissance et l'influence britanniques, en Amérique latine et au Proche-Orient, ce qui représentait pour eux un pes en avant vers la création sous leur égide de la grande zone e ou, mieux encore, vers l'instauration d'une économie

mondisle vraiment globale.

La diplomatie de l'ère NixonKissinger est plus réaliste, at marque
l'abandon de fait du rêve d'une
économie mondisle en faveur de
son substitut moins glorieux, la
« grande zone » sous contrôle américain (dont la Chine sera malheureusement absente). La GrandeBretagne a effectivement été réduite,
sur le plan matériel et partielle-

la dimensior d'un satellite. L'Europe occidentale prise dans son ensemble a cédé aux États-Unis une part non négligeable de sa souveraineie, notamment par le bials de la pénétration économique. En Amérique latine, maigré la perte de Cuba. le contrôle impérial reste en général ferme et bien établi. Le Proche-Orient est instable, mais la majeure partie de ses ressources énergétiques sont aux mains de régimes-clients : les principales puissances militaires. Israel et Egypte, sont de plus en plus inféodées aux Etats-Unie, don: l'Iran demeure le fidèle allié. L'indochine s'est séparée de la « grande zone », et les Etats-Unis dépensen! une énergie considérable pour évter que la contagion ne gagne

Mais, bien que le monde de 1976 ne corresponde pas exactement à la vision qu'en avalent les théoriciens des années 40, il n'en reste pas moins qu'il existe aujourd'hui quelque chose qui ressemble fort à leur « grande zone » étendue 3 l'Europe occidentale, au sein de laquelle les firmes américaines ont prospèré, les investissements étrangere s'étant multiplié par dix et qu'une économie globale intégrée s'est instaurée, contrôlée dans une large mesure par des sociétés multiplients ayant leur siège aux Etsta-Unis.

# Washington et Moscou contre un socialisme authentique

Dans les mémorandums et les études du Conseil des relations étrangères et d'autres organismes représentatifs des élites régnantes, la nécessité d'une planification globale répondant aux besoins de l'économie et des milieux d'affaires américains revient comme un thème constant et invariable. Il en de même, en général, des rapports du Conseil national de sécurité et d'autres branches importantes de l'exécurif. Par contre, les considérations de ce genre sont régulièrement évacuées de l'historiographie universitaire, où l'on préfère

riographie universitaire, où l'on prétère mettre l'accent sur les grandes déclarations de principes « qui ont un meilleur effet de propagande », comme par exemple la prétandue fidélité des États-Unis aux « principes wilsoniens » de non-ingérence et d'au-

Il y a blen des historiens un peu plus réalistes que les autres pour relever le fait que c'est dans la rhétorique sur les pays situés audelà du rideau de fer que ces principes s'expriment le plus clairement, alors qu'ils sont systèmetiquement foulés au pied partout où prévaut la puissance américaine. Mals ce détail est alors présenté comme une - ironie du sort -, car. entendu, ce ne sont pas de simples faits qui peuvent ébranier les doomes fondamentaux de la relidon d'Etat, tels que les formule le clergé séculier des întellectuels

Etant données la volonté des Américains de créer une économie mondiale dominée par les Etats-Unis et celle des Ausses de maintenir au pouvoir des régimes-clients (ou « amis ») dans les pays conquis par l'armée rouge, il était plus ou moins inéluctable que l'Europe finisse par éciater en un système de colonies russes et de dominions américains. Pour les Erats-Unis, la solution optimale auralt été d'incorporer à la « grande zone » une Europe unie exclusivement préoccupée de sa personnalité régionale ». Puisque c'est impossible. Ils préfèrent une Europe divisée à una région indépendante et uniflée qui risqueralt fort de devenir un véritable rival au sein du système global.

il n'est donc pas étonnant que les velléltés qu'avalent manifestées les Soviétiques dans les années 50 pour explorer la possibilité d'un système européen uni et indépendant alent été traitées par l'indifférence ou une fin de non recevoir : ainsi, par exemple, leur proposition de procéder à la réunification des deux Allemagnes en dehors du cadre de l'OTAN. De toute manière, il est peu probable que ces velléités auraient eu des suites concrètes. La Russie soviétique vous à l'idés d'une Europs indépendants une antipathle aussi fondamentale que celle que lui portent les Etats-Unis, quelle que puisse être la structure politique et sociale de cette Europe unle. Le plus grand danger est d'ailleurs qu'elle se dote d'institutions autheniquement socialistes et forme une société libre, par example en instaurant le contrôle ouvrier sous un régime de libertés intellectuelles et culturelles at de démocratie politique et économique. Perspective qui répugne au moins autant à l'U.R.S.S.

Quand une société parvient à s'évader de la « grande zone » et que les Etais-Unis n'ont pas les moyens de l'y intégrer de force, ils chercheront à entraver comme ils pourront le développement de son économie. On soumetira donc à un blocus ou à d'autres formes de

harcèlement des pays comme la China, Cuba, le Chili d'Altenda et. aujourd'hui, l'Indochine, dans l'espoir que leur économie a écroulera et qu'un régime dur et autoritaire d'installera au pouvoir. Les superpuissances cont unies dans la même crainte de voir apparaître quelque part un régime authentiquement socialiste, capable de servir de modèle à d'autres sociétés et de remporter ce que les théoriciens du Pentagone nomment des succès idéologiques ».

La théorie des « dominos», du moins dans sa version réaliste, était en grande partie une rationalisation de cette crainte. Le Pentagone ne croyait pas vraiment que le Vietnam allait envahir la Thailande ou débarquer en Indonésie ou à San-Francisco. — Il s'agissalt simplement d'histoires fabriquées de toutes pièces qui n'avaient d'autre obiet que de terroriser l'opinion publique américaine. Par contre, et non sans raison d'allieurs. Il craignait que les nationalistas révolutionnaires d'indochine ne favorisent des progrès sociaux qui auraient pu paraître impressionnants à d'autres sociétés paysannes assujettes au modèle de développement dit « du goutte à goutte », qui détourne leurs ressources au profit du monde du capitalisme industriel.

(1) Ce texte est constitué de très larges extraits de la préface que le grand inquiste a mêrleain a rédigée pour un ouvrage collectif à paraitre prochainement aux éditions Maspèro. Les auteurs de cet ouvrage — Pierre Péan. André Farhi et Jean-Pierre Vigler — 'anaiyent, notamment, les moyens par lesquels les Etats-Unis ont établi leur influence sur l'Europe occidentale et les perspectives qui s'ouvrent à eux dans une période de crise dont le terme ne saurait être annoncé par les premières indications d'une « reprise » qui ne semble pes devoir être durable.

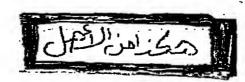
(2) Henry A. Kissinger, American

(2) Henry A. Kissinger, American Foreign Policy, édition augmentée, Norton, New-York, 1974.

(3) Walter Isard (sous la direction de): Vielnam: Some Basio Issues and Alternatives. Peace Rusearch Botisty (International), Schenkman, Cambridge (Massachusetts), 1969.

Cambridge (Massachusetts), 1969.

(4) Citées par Lawrence H. Shoup dans « Shaping the Post War World », The Insurgent Sociologist, volume », printamps 1975. M. Shoup parait être le premier chercheur à avoir entrepris une étude systématique et détaillé des éditoèrations du Council on Foreign Relations, un organisme consultatir formé d'experts extrémement inniuents, calqué sur le modèle du Royal Institute of International Affairs britanique. Une caractéristique de la littérature universitaire (et cels n'a rien de surprenant) est d'ignorer obstinément certains éléments qui jouèrent un rôle crucial dans la mise au point de notre actuelle politique étrangère, comme l'influence des intérêts des grands monopoles et de leurs représentants.



Il arrive parfols que les principes de base de la politique américaine - le maintien de l'ordre et de la stabilité - solent exprimés assez franchement. Ainsi, une étude, réalisée en 1955 sous l'égide de la Fondation Woodwrow-Wilson et de l'Association nationale de planification, situe is danger principal du communisme dans la transformation économique des pays communistes « sulvant des modalités qui restreignent leur désir et leur capacité à jouer un rôle complémentaire par rapport aux économies industrielles des pays occidentaux ». Autrement dit, le danger réside dans la refus des pays en cause à jouer le rôle qui leur est assigné dans l'économie globale. Pls encore, l'epparition d'un socialisme authentique pourrait bien faire peser des menaces sur l'ordre et la stabilité au sein même de la puissance impériale. Car il est possible, après tout, de soulever certaines questions sur l'usage et le contrôle des forces productives ou sur la redistribution des richesses dans une société où Il reste encore beaucoup de sous-

D'énormes

associés

conglomérats

à un État fort

allmentés chroniques. Pour des ralsons identiques, I'U.R.S.S. ne peut lolérer l'apparition en Tchécoslovaquie de ferments socialistes infiniment plus dangereux que ne le serait, par exemple, un mouvement lasciste soutenu de l'étranger.

C'est la deuxième guerre mondiale qui a permis aux Etals-Unis d'organiser une grande zone étendue, et de se rapprocher, sans lamais vrålment l'atteindre, de son rève d'une économia capitaliste à l'échelle planétaire. C'est elle aussi qui a mla fin à la grande dépression. Les mesures du New Deal n'y avaient ou arrondir certains angles. Les administrateurs des grandes sociétés rassemblés à Washington pour prendre en main la gestion de l'économie de guerre ont appris quelque chose que les Allemands et les Japonals avaient compris sans avoir jamais lu Keynes : que la production massive d'armements. encouragée par l'Etat, peut résoudre, au moins provisoirement, une crise des institutions capitalistes.

Utile leçon, qui fut aussitôt mise à profit dans le monde de l'aprèsguerre. L'Etat conservait son rôle central pour stimuler la production industrielle et encourager la recherche. Mais il était tenu de le remplir de manière à ne pas contrarier les intérêts du capitalisme des nonapales ; au contraire, il fallait qu'il les favorise partout où cela lui était possible. C'est donc tout naturellement qu'en opta pour la production d'orments à grande échelle, pour un programme massif de construction d'autoroutes et, un moment, pour un programme spatial fantostiquement onéreux et absolument inutile. Dans

le même temps, la production des biens utiles était graduellement transférée en d'autres lieux de la « grande zone » où les salaires étaient plus bas, les problèmes « secondaires » (comme la pollution) plus faciles à ignorer, et la force de travail plus aisément contrôlable.

Aux Etats-Unis, cela entraina. parmi d'autres conséquences, une détérioration inexorable de la base matérielle Indispensable à la bonne marche d'une société industrielle; ainsi, par exemple, du déclir progressit de l'industrie des machines-outils. En même temps, l'alde accordée par le gouvernement à l' - agri-business - at à la mécanisation agricole aboutissalt à un phénomène massif d'exode rural. Dans une économie réglée sur une production à haute technologie, cette « immigration de l'intérieur - ne pouvait être absorbée comme l'avaient été précédemment les vaques successives d'immigrants venus d'Europe. Les conséquences durables en sont le problème racial, qui affecte toujours es zones urbaines, et la crise géné-

ralisée des villes, qui doivent fournir des services mals ne peuvent

offrir des emplois. La presse économique nous en avertit constamment, les Etats-Unis souffrent d'une grave crise de liquidités. Le gouvernement fédéral dispose de capitaux gigantesques, dont une bonne partie est allégrement encloutie dans des entreprises hasardeuses qui visent au maintien « de nos responsabilités et de nos intérêts globaux -, comme en Asie du Sud-Est. Les grandes sociétés sont accablées de dettes et commencent à se ressentir du manque de capitaux à investir. Tout cela aura fatalement pour conséquence une accélération du processus de concentration industrielle, au fur et à mesure que les secteurs les plus

faibles céderont le pas aux puiseants monopoles; ce processus mène droit à ce que l'hebdomadaire Business Week décrit comme un système de Zalbatsu : une poignée d'énormes conglomèrats associés à un Etat fort. Pour garantir les investissements, l'Etat doit trouver un moven de contingenter les services et d'imposer de force une compression des salaires (ce qu'il fera par le biais de l'inflation si c'est l'unique recours qui lul restel.

L'attitude adoptée par le gouvernement fédéral dans la crise de la ville de New-York est fort Instructive à cet égard. Contrairement à certains Elats, comme le Texas ou la Californie (qui ont bénélicié, eux, de la recherche spatiale et de la production d'armements stimulées par le gouvernement), la ville de New-York verse au gouvernement fédéral une masse d'impôts nettement supérieure au volume des services qu'elle reçoit en échange. Or gouvernement fédéral ne fait montre d'aucune vellété de compenser ce déséquilibre : le président se me à annoncer une intervention fédérale pour soutenir les - services essentiels - - c'est-à-dire la police et la corps des pompiers. On ne ait iamais, après tout : acculée au désespoir, la population de New-York serait bien capable de se mettre à piller les banques ! Par contre. la santé et l'instruction publique ne sont pas considérées comme - essentielles .. pas plus que la possibilité de trouver un travell gratifiant - ou du travait tout court. New-York s'effondre petit à petit, en même temps que le cours des obligations émises par la municipalité, et les charges des autres grandes villes vont augmenter en conséquence. Les grands monopoles et leurs représentants au gouvernement n'entendent pas, en effet, tolerer une diminution sérieuse du budget fédéral d'armements : par contre, ils considérent que les problème des services municipaux et des collectivités locales ne sont pas de

Aujourd'hul, on a largement admis nécessité d'instituer une planification centrale sur une échelle beaucoup plus étendue que jadis. Puisque nous assistons à l'émergence d'un système de Zaibaisu, cela ne peut vouloir dire qu'une chose : que les gens qui contrôlent les institutions économiques centrales, et monopolisent par là même les fonctions de planification, useront de leur pouvoir pour manipuler d'une manière encore blus systématique l'exécutif d'Etat et l'utiliser à leur seul profit.

leur ressort.

La crise que traversaient avant la guerre les institutions capitalistes a about à la montée du fascisme dans une partie du monde industriel et au rentorcement des institutions capitalistes d'Etat dans le reste. La crise actuelle mênera ce processus à un stade supérieur, surtout dans une société aussi atomisée et (c'est très important) aussi dépolitisée que la société américaine. Il n'existe pas aux Etats-Unis de partis réformistes de masse pour défendre les

droits des travailleurs et ceux de la - cous-classe - des sans-emploi. Ce qui pourrait entraîner (beaucoup le prévolent déjà) l'apparition d'une sorte de «texcisme bénin» c'est-à-dire des structures institutionnelles de type l'asciste, mais sans les excès de terreur de l'Etat policier.

### Un ordre stable favorable à la prospérité

Si la défaite indachinoise s'est indubitablement traduite par un net recul de la stratégie globale américaine, il serait faux de penser qu'elle lui a porté un coup fatal. Il s'agit simplement d'une aventure que sa témérité même condamnait à avorter, qu'il faut s'efforcer de liquider et d'oublier le plus vite possible afin que l'entreprise principale puisse reprendre son caurs normal. Car les objectifs de cette entreprise l'Europe, le Japon, le Proche-Orient sont d'une tout autre importance que

le sort d'une société paysonne pardue quelque part au fin fond de l'Asie du Sud-Est, et c'est pour cette roison que les impérialistes les plus sonsés tenaient tant (de leur point de vue, c'était d'ailleurs tout à fait juste) à ce que l'on en revint à des perspectives un peu plus réalistes dans les affaires globales.

La « multipolarité » s'avère donc n'être rien de plus que la énième mouture d'une doctrine déjà bien familière. Les Etats-Unis vont s'elforcer de mettre sur pied une économie globale organisée de manière à satisfaire les besoins du capitalisme International dont ils restent la base principale. La concentration que va se poursuivre, et l'Etat se mettra de plus en plus au rieur comme à l'extérieur. A l'intérieur, les forces qui s'y

apposent sont faibles et dispersées,

néralement bien tenues en main. Les Etats-Unis sont toujours à même d'imposer à l'ordre mondial la siructure qui leur convient, structure au sein de laquelle lis permettent à leurs alliés européens de continuer à gèrer leur entreprise « régionale », à condition de ne pas outrepasser tes limites que leur a fixées la seule vraie puissance mondiale. Les associés subaltemes de la détente doivent contribuer au maintien de l'ordre international de la mantère qui leur est prescrite; en échange de quoi les Etats-Unis leur abandon nent la charge de régler leurs problèmes intérieurs, quitte à leur prèter main-forte si le besoin s'en fait sentir. Le monde de la prochaine génération ne devrait pas différen

qu'à maintenant. Au moment où la guerre du Vietnam touchait à sa fin. on a vu se manifester un émoi certain en face des perturbations qui semblaient imminentes. La presse économique américaine discutait des problèmes avec une franchise inaccoutumés.

sensiblement de ce qu'il était jus-

Ainsi, dans son éditorial du 7 avril 1975, l'hebdomadaire Business Week parlait des . lerribles bévues de notre politique strangère dont le pays est en train de subir les consétude - l'apparente impuissance du président Ford at du secrétaire d'Elat Henry Kissinger lace à un désordre mondial prandissant ». Le succinctement, et avec beaucoup de justesse. - la structure économique internationale au sein de laquelle les tirmes américaines ont prospéré deputs la lin de la seconde guerre mondiale », structure qui est aujourd'hui - mise en péril - :

- Alimentée à ses débuts par les dollars du plan Marshall, fentreprise américaine a prospèré et s'est agrandie en tablant principalement sur les commandes étrangères, malgré la - querre troide - maloré la décoionisation, maigré la création de nouvelles nations militantes et souvent anticapitalistes. Aussi négatif que pouvait être tel ou tel phénomène, le « parapluie » de la puissance américaine parvenait toujours à le contentr (...). La progression des tirmes multinationales n'était que l'expression économique de la siructuration politique du monde dé l'après-guarre. .

Mais, à présent, - cet ordre mondial slable et si propice aux opéra-tions commerciales est en voie

L'éditorial passe alors en revue certains des problèmes qui concourent à le détruire. « Même en Europe occidentale - qui constitue la ciel de voute de l'ordre international édilié par les Etats-Unis — la stabilité est de plus en plus menacée . ; il a agit, evidemment, d'une allusion au manque de coopération manifesté par les pays européens au moment de la crise du pétrole. On pouvait également craindre, à l'époque, que e le mai qui ronge le Portugal ne contamine l'Espagne ». A cette sèrie de - coups de massue - venait s'ajouter un problème potentiel : celui qui surgirait « si le Japon ne pouvait continuer à écouler le tiers de sa production en Aste du Sud-Est ..

Mais les auleurs ne vont pas Jusqu'à dire, à ce propos, qu'un des objectifs majeurs de l'intervention américaine au Vietnam fut, précisèment, dès le départ, d'assurer au Japon le libre accès aux marchès du Sud-Est aslatique, de sone qu'il ne soit pas tenté de se montrer - plus accommodant - à l'égard de la Chine communiste. Et le Congrès ne falsait que poser un problème supplémentaire par son refus de comprendre ce que M. Kissinger appelle - les relations normales entre l'exècutit et le tégislatit - - sutrement dit con refus de laisser la bride sur le cou à l'exècutif pour tout ce qui concernait la gestion globale.

Ces craintes n'étalent guère fondes. Ce serait bien mal comprendre le système politique américain que de nenser que le Congrès pourreit adopter une attitude de nature à eaper dans ses fondements - la structure économique internationale au sein de laquelle les firmes américaines - ont si blen - prospéré -. ou d'entraver de quelque manière que ce soit la puissance américaine, qui don être toujours prête à se déployer pour - contenir les phénomènes négatifs ». Une fois le premier choc passe, le Congrès se montrera aussi coopératif qu'il l'a toulours été. Il ne saurait en êtra autrement, étant donnée la répartition du pouvoir au sein de la société

Le monde n'est pas devenu ingousubis par les Etats-Unis en Asie du Sud-Est L' « ordre mondial stable si propice aux opérations commerciales - n'est pas er vole d'écroutement D'immenses réserves de puissance économique et mititaire sont là pour sauvegarder les intérèts des milleux d'affaires américains dans te monde entier (5), maigré les périls qui menacent de toute part 1' - ordre - et la - civilisation -.

NOAM CHOMSKY.

(5) Chomsky utilise en anglais la formule e to make the world sale for American business s, paraphrase de la formule du président Wilson e to make the world safe for de-

### UNION SOVIÉTIQUE

### Critiqué à l'Ouest et par les contestataires de l'Est

### Le bilan de la «détente» au cœur de nouvelles polémiques

A « détente » a fini par engendrer à l'Ouest un certain sentiment de désillusion qui apparaît notam-ment à l'occasion de la campagne électorale aux Etats-Unis. Plusieurs electorale aux Etats-Unis Plusieurs candidats à l'investiture, par exemple MM. Reagan chez les républicains et Jackson chez les démocrates, accusent l'administration en place d'avoir capitulé devant les Soviétiques. Ils répondent à une inquiétude diffuse lorsqu'ils promettent de mettre fin au recul de l'Occident. Un sentiment comparable est perceptible dans certains milieux dirigeants d'Europe orientale: les communistes les plus militants reprochent à leurs leaders orientale: les communications plus militants reprochent à leurs leaders de ne pas profiter, autant qu'ils pour-raient le faire, de la crise économique et morale qui frappe le monde capita-liste depuis plusieurs années.

A l'Ouest, un document a permis de cristalliser le malaise. Il s'agit de l'exposé fait en décembre dernier par M. Sonnenfeldt devant les amhassadeurs américains en Europe réunis à Londres. Sans doute le conseller de la life de la conseller de la life de la conseller de Londres. Sans doute le conselller de M. Kissinger se serait-il exprime autrement s'il avait su que le contenu de son rapport serait divulgué. En faisant quelques constatations qui peuvent paraître banales, il va à contrecourant des aspirations d'une partie de l'opinion. Qui peut nier pourtant que l'Union soviétique soit devenue et doive apparemnent rester pendant une période indéterminée une superance dont l'influence est reconnue puissance dont l'influence est reconnue en Europe orientale? C'est à partir de cette réalité que le secrétaire d'Etat construit sa politique. Son conseiller souhaite alors a une érolution suscep-tible d'institutionnaliser les relations entre l'Europe orientale el l'Union soulétique ». sorielique ».

Soviétique ».

Une telle appréciation ne pouvait que choquer des millions de citoyens américains originaires de Pologne, de Hongrie, de Tchécoslovaquie, qui n'ont pas abandonné l'espoir d'assister à l'anéantissement des régimes imposés après la guerre aux pays d'Europe de l'Est. Ils retiennent de l'exposé de M. Sonnenfeldt ce qui les scandailse et oublient la justification qui en est donnée: « Répondre aux aspirations ciridentes de l'Europe orientale à une existence plus autonome au sein d'une soniétique. » Il faut donc ériter les « excès de zèle » qui provoquent des résultats contraires à l'objectif visé.

L A thèse de M. Sonnenfeldt a au moins le mérite de rendre compte non de tout ce qui a été dit, mais de ce qui s'est fait depuis trois décennies.

Au début des années 50, les hommes politiques américains se partageaient en deux écoles en ce qui concerne la conduite à tenir à l'égard de l'U.R.S.S.

Les uns disaient avec George Ken-nan qu'il importait avant tout d'em-pecher une nouvelle expansion de l'Union soviétique. C'était la doctrine de l' « endiguement », qui trouva son illustration lors de la guerre de Corèe. Le président Truman engagea de longues opérations militaires avec pour seul résultat mais c'était nour lui ce longues operations militaires avec pour seul résultat. mais c'était pour lui ce qui comptait, de ramener les Nord-Corèens à leur point de départ. Le pont aérien organisé pour annihiler les effets du blocus de Berlin-Ouest décidé par Staline constituait une autre application de la doctrine de l' s'endiguement ».

A cette époque, des républicains, alors dans l'opposition, fuisaient de la propagande pour une autre doctrine défendue par Burhnam, celle du « refoulement ». Le partage admis à Yalta était immoral; il fallalt obliger les Soviétiques à abandonner ce qu'ils avaient conquis. Cette doctrine inspira des discours tonitruants mais une fois avalent conquis. Cette doctrine inspira des discours tonitruants mais, une fois parvenus au pouvoir, les hommes d'Etat qui en chantalent les vertus se gardèrent bien de la mettre en pratique. Le décalage apparut vite entre une propagande qui annonçait de prochaines libérations et une politique beaucoup pius mesurée. L'expérience de 1956 est instructive. Les Poionais et les Hongrois s'étaient révoltés contre les gouvernements staliniens en place, mais ils ne bénéficièrent pas des concours qui avalent été inconsidérément promis aux révoltés. Les grands Elais ne voulaient tés. Les grands Etats ne voulaient absolument pas passer de la «guerre froide» à la guerre thermonucléaire.

La cause devait être entendue. D'ail-leurs quand, en 1968, les Tchécoslo-vaques essayèrent de donner un arisage humain » au socialisme, ils ne frient jamais entrer en l'ane de compte une intervention des «démo-craties bourgeoises». Seuls les Sovié-tiques affirmérent, pour justifier l'ac-tion des troupes du pacte de Varsovie, que les impérialistes s'apprétaient à détruire le socialisme à Prague.

De ces précèdents de 1956 et 1968, on ne peut guère tirer que des leçons négatives. Le premier a montré que, à moins de provoquer une épreuve de force aux conséquences redoutables pour l'humanité entière, les Occidentaux ne pouvalent modifier l'ordre établi à l'Est. Ils n'ont pas pris directement part aux changements enregistres dans cette région au détriment

de l'URSS.; ils ont donné un appul à la Yougoslavie lorsque le schisme a été consommé, mais ils n'avaient pas été mêlés à la querelle Tito-Staline.

Le second cas, celul de 1968, prouve que, contrairement à certains espoirs, la «détente» internationale ne provoque pas nécessairement la détente à l'intérieur du camp socialiste. Les dirigeants soviétiques ont même affirmé à maintes reprises que la acceptant les courses le made capitaliste. cooperation avec le monde capitaliste exigeait un surcroit de vigilance. Ceci explique dans une certaine mesure la désillusion d'une partie de l'opinion publique.

Le malaise est d'autant plus aigu que beaucoup ont en depuis un an le sentiment que le communisme inter-

### Par BERNARD FERON

national étendait son empire. Il y eut en Indochine la déroute des protégés des États-Unis. L'Angola est considéré comme une nouvelle démocratie populaire. L'an dernier, de nombreux Américains croyalent que M. Cumhal allait conquérir le Portugal. Ils redoutent de voir une partie de l'Europe occidentale. Il faile demain peut-être, l'Espagne et la France après-demain, passer sous le contrôle des « rouges ». Les mieux informés font sans doute une distinction entre M. Berlinguer et M. Husak par exemple, mals au bout une distinction entre M. Berlinguer et M. Husak par exemple, mais au bout du compte un succès des communistes a libéraux » serait, à leur point de vue, un désastre. M. Kissinger disait en dècembre aux ambassadeurs américains en Europe: il importe peu que tel parti suive ou non la ligne de Moscou. « ce n'est pas uniquement parce que Cunhal est stalinten que nous sommes contre une telle évolution au Portugal; même l'impact d'un parti communiste italien qui a offert l'apparence de gouverner de façon efficace serait dévastateur en France et dans l'OTAN ausst ».

Le secrétaire d'Etat s'en tient à une

Le secrétaire d'Etat s'en tient à une Le secrétaire d'Etat s'en tient à une politique qui a également la faveur d'une partie de la direction soviétique. Il faut maintenir le statu quo et organiser la coopération nécessaire de superpuissance à superpuissance ou de bloc à bloc. Les gouvernements en place à Washington et à Moscou ont le même intérêt à conserver l'état de choses dans la zone de l'autre superpuissance — en Europe — pour n'être pas troublès dans leur propre zone. Ce n'est pas une nouvesuté: on s'est déjà rendu compte lors de la campagne pour l'élection présidentielle en France que le Kremlin ne souhaitait guère la victoire de l'union de la gauche. Et il a sulvi avec quelque appréhension les progrès du P.C. italien qui, s'ils se confirmalent, risqueraient de bouleverser toutes les règles du jeu. du teu.

Mais, aux Etats-Unis, M. Kissin-ger doit rendre des comptes à un public mai préparé à suivre sa diplo-matie des « petits pas ». Il attache la plus grande importance à des accords de désarmement dont la complexité rebute une opinion très sensibilisée par rebute une opinion très sensibilisée par les informations qui font état d'un renforcement constant de l'armée et de la marine soviétiques. Le secrétaire d'Etat a même été accusé d'avoir, par excès de confiance en soi ou par défaut de compétence, fait aux Soviétiques des concessions dangereuses. En cette période préélectorale, les critiques ne s'embarrassent pas trop des subtilités d'une stratégie fondée sur l'équilibre nucléaire.

Soljenitsyne apporte sa caution puis-sante à ceux qui dénoncent les mélaits de l'apaisement. Ressalsissez - vous. de l'apaisement. Ressalissez-vous, bientôt il sera trop tard, répète-t-ll. Avec Sakharov. Il reproche à l'Occident de n'avoir pas su profiter de ses atouts pour obliger les dirigeants du Kremilin à céder. L'U.R.S.S. a besoin d'une aide technique et économique. En échange de matériel, de crédits, il faut exiser de son gouvernement. En échange de matériei, de crédits, il faut exiger de son gouvernement qu'il respecte tous les droits de l'homme, dit le prix Nobel de la paix. Quand l'U.R.S.S. se sera enrichie au détriment de l'Ouest capitaliste, elle n'aura plus à offrir quoi que ce soit pulsqu'elle n'aura plus rien à demander. L'académicien, qui, en 1963, croyait encore à la convergence des deux systèmes, redoute maintenant que les contestataires soviétiques ne fassent les frais de la « détente ».

Ses craintes ne sont pas tout à fait irréelles. Dans son livre sur la vie quotidienne des Russes. M. Hedrick Smith, ancien correspondant du New York Times à Moscou (1), montre comment le gouvernement soviétique sait profiter de la multiplication des contacts avec l'étranger pour réduire la dissidence à l'intérieur. Les membres de l'intelligentsis ont de plus en plus de l'intelligentsis ont de plus en plus de l'intelligentsia ont de plus en plus l'occasion de voyager, mais, pour

Les Rustes : la vie de tous les jours en Union soviétique, Ed. Pierre Belfond. Paris, 1976.

obtenir le visa de sortie ou pour être nommés dans une délégation, ils doivent faire preuve d'un loyalisme total. Dans l'espoir de faire le déplacement dont ils révent, ils taisent leurs désaccords s'ils en ont. Par un mélange de répression et de récompenses, les autorités étouffent le mouvement de contestation. Ainsi Sakharov est-il actuellement plus isolé dans son pays qu'il ne le fut dans le passé.

Le bilan n'est cependant pas complètement négatif. La répression est réelle mals tempérée par la nécessité de ne pas faire trop de bruit. Le Kremlin se soucierait-il autant d'éviter les scandales s'il ne recherchait les crédits de l'Occident? Auraltil accordé à une centaine de milliers de juifs l'autorisation d'émigrer s'il n'avait été engagé dans une série de nègociations avec Washington? L'in-transigeance prônée par le sénateur Jackson aurait-elle permis d'obtenir davantage? davantage?

davantage?

Au début de 1975, le Kremlin a renoncé à l'application du traité de commerce soviéto-américain parce qu'il ne voulait pas se soumettre — pour l'émigration des juifs — au jugement du Congrès. Le gouvernement est sûr d'avoir l'appui de la majorité de la population quand il se fait le champion de la fierté nationale. Sa réaction était prévisible. Mais, trop souvent, ceux qui distribuent recommandations et mises en demeure sur la politique à suivre à l'égard de l'URS.S. ignorent tout, ou à peu près tout, de la mentalité des habitants de ce pays.

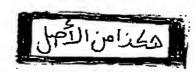
A ses lecteurs aui vivent hors de France

Le Monde présente une

Sélection hebdomadaire

lis y trouveront une sélection des informations, commentaires et critiques parus dans leur quotidien.

Numéro spécimen sur demande.



« Crise » économique « crise » des démocraties

# NOUVELLE IDÉOLOGIE

A recette est fort ancienne : un gouvernement impuissant à résoudre les problèmes qui lui sont posés ne saurait évidemment avouer son incapacité; il se doit d'en rendre responsables les individus les groupes, les courants de pensée qui, critiquant ses conceptions et ses méthodes, l'empêchent — et empêcheralent tout autre gouvernement — de gouverner efficacement. Il se voit donc contraint de renforcer l'autorité dont il dispose, 

a Au cours de la dernière décennie, nous au cours de la dernière décennie, nous contraint de l'écont l'entre décennie de la dernière décennie de la dernière décennie de la dernière de

sommes allés trop loin en défiant l'autorité, en la démantelant, en exposant tous ses abus - importants et mineurs, réels et imaginaires. Le résultat est qu'il est aujourd'hui devenu très difficile pour quiconque de gou-verner ce pays. » Ainsi s'exprime Samuel P. Huntington, professeur à Harvard, conseiller du gouvernement (1), Ce qui le préoccupe, ce ne sont pas les abus de pouvoir, même « réels » et « importants », mais la dénon-

ciation qui en est faite. Le pays dont parle S. Huntington, c'est évidemment les Etats-Unis. Mais, dans toutes les capitales européennes, des confidences analogues sont formulées par des ministres en exercice ou par des hommes proches du pouvoir. Tel est le cas à Londres, et surtout à Rome où sucun gouvernement ne paraît apte à gouverner vraiment, mais aussi à Bonn où un gouvernement qui, mieux que d'autres, parvient à maîtriser la crise économique et s'en autorise, au besoin, pour faire la leçon à ses partenaires de la C.E.E. mesure néanmoins à chaque élection le déclin de la faveur publique. Tel est encore le cas, bien entendu, à Paris, où la majorité se sait menacée non seulement par les pro-grès de l'opposition, mais aussi par ses

contradictions internes.

Le même phénomène atteignant tous les pays d'Occident, il paraitrait naturel que les hommes au pouvoir et leurs conseillers mettent une certaine obstination à en rechercher les causes véritables. Mais ils préfèrent se comporter peu ou prou comme le professeur Huntington qui voit d'abord dans cette crise politique généralisée le fâcheux aboutissement des intolérables « défis » lancès à une autorité dont nul ne saurait pourtant contester la lucidité, la compé-tence et le courage politique. Les gouvernements ne sont ni responsables ni coupables de leurs propres échecs, dont la faute in-combe principalement à des forces malé-fiques qui, par irresponsabilité ou par perversité, sapent les projets les plus géné-reux et les mieux conçus.

A travers toute l'acrimonie, ou parfois la hargne, mise à dénoncer ces sombres com-plots, perce parfois, malgré tout, une tentative d'explication politique : « *Pour* être élu président, il jaut metire sur pied une coalition. (...) Pour gouverner le pays, vous avez besoin d'une coalition tout à fait différente. » Ces deux phrases ne visent pas le président Giscard d'Estaing dont les ré-

formes — abaissement de la majorité, libéralisation de la législation sur l'avortement - n'ont pourtant pu voir le jour que ment — n'ont pourtains pur voir a jour que grâce aux voix de l'opposition, alors que ses autres projets — réforme fiscale, réforme de l'entreprise — sont contestés d'abord dans sa propre majorité électorale. Non, la remarque est due, une fois de plus, au professeur Huntington, principal théoriclen d'un professeur resultant qui songa non seulement résseur Hunington, principal ineutateur du néo-conservatisme, qui songe non seulement au président Ford, dont nul ne sait encore s'il dispose d'une majorité électorale, mais aussi à ses prédécesseurs à la Maison

L'une des principales causes du malaise réside pourtant là : conduite sans rigueur aucune, la compétition électorale porte les candidats à multiplier des promesses contradictoires que, de toute évidence, ils ne pour-ront tenir. Pour conquérir le pouvoir, ils courtisent des groupes — citadins et ruraux, cadres supérieurs et petits salariés, jeunes et vieux, etc., — bien incapables de constituer l'assise d'une harmonieuse majorité de gouvernement. Ce démagogique racolage de suffrages souvent antagonistes fonctionnait tant bien que mai dans des sociétés relati-vement stables ou en lente évolution. Mais les sociétés qui ont connu de brutales mutations économiques, sociales, culturelles, et qui voient s'exaspèrer les contradictions d'intérêts, appellent des réformes profondes que des « majorités » aussi hétérogènes, dépourvues d'une définition de l'intérêt général, ont beaucoup de mal à faire adopter. Dans une société « en miettes », une stratégie électorale tous azimuts ne peut fournir qu'une « majorité » numériquement faible et fragile dans sa cohésion. Divisée sur les solutions à apporter aux problèmes les plus pressants, elle s'affirme plus volontiers contre l'opposition, accusée des plus noirs desseins, qu'il convient de tenir en échec par un autoritarisme de plus en plus affirmé.

#### Deux boucs-émissaires

P OUR expliquer leurs difficultés à mettre L' en œuvre les grandes transformations annoncées en période électorale, mais peu prisées par certains groupes d'intérêts qui les soutiennent, les hommes au pouvoir — Richard Nixon en fut un exemple éclatant, - rejettent le blame sur deux boucs

- Les opposants : il est en effet plus facile de maintenir ou de regrouper une majorité contre un adversaire auquel on attribue les pires intentions que pour un programme de transformation sociale qui, visant l'intérêt général, suppose nécessa ment des sacrifices de la part des groupes privilégiés. Dès lors, l'action du gouverne-ment, tout comme la campagne électorale elle-même, devient essentiellement un exer-

cice de relations publiques : l'action psychologique prime l'action proprement politique ou économique; on gouverne moins pa-actes que par signes et par symboles. Les efforts sont dirigés moins vers less problèmes efforts sont dirigés moins vers les problèmes concrets que contre l'opposition et les soiutions qu'elle préconise. Dans ce jeu publicitaire, les véritables questions sont ou paraissent reléguées au second plan. Des groupes extrêmement minoritaires, plus bruyants qu'efficaces, y trouvent une incitation à récourir à des méthodes ll'ègales. Ils offrent ainsi à Pautorité l'occasion de brandir le slogan inn and order, quis de Ils offrent ainsi à l'autorite l'occasion de brandir le slogan law and order, puis de prendre des mesures soit illégales (et c'est le cambriolage du Watergate), soit formellement légales mais qui violent la légitimité démocratique (et c'est une forme larvée de chasse aux sorcières » comme celle qui sévit en Allemagne fédérale) (2);

- Les institutions : l'inefficacité des hommes au pouvoir, ne provenant ni de leurs limites personnelles ni de l'incohérence de la majorité qui les soutient, découle nécessairement de l'inadéquation des structures aux problèmes des sociétés modernes. Il convient donc de renforcer — en droit ou de fait — les pouvoirs de l'exécutif, et d'accroître les moyens dont il dispose, no-tamment pour assurer le maintien de l'or-dre : augmentation des effectifs policiers, perfectionnement de l'arsenal scientifique de répression, prolongation de la garde à vue. restriction, comme en Allemagne, des droits de la défense. Parallèlement, on accuse une e dégénérescence » non seulement des insti-tutions politiques, mais aussi d'institutions telles que l'Eglise (elle faillit à sa mission et intervient dans des domaines qui ne sont pas de son ressort), l'armée (elle perd le sens de la discipline), l'Université (elle se politise), la justice (elle se départit de sa sérenité), l'administration (elle se sclerose, abuse de ses pouvoirs, se syndicalise, repond mal aux impulsions qui lui sont données), etc.

Si cette « dégénérescence » est patente. ses causes restent mystérieuses. Elle ne peut s'expliquer que par l'action subversive, et. en tout cas, les gouvernements successifs sont innocents d'une telle détérioration d'institutions qui constituent autant de pillers de la société. Ils n'ont jamais sollic:té l'autorité spirituelle, jamais imposé à l'armée d'impossibles missions, sources de malaise et de rancœurs ; ils ont toujours prévu en temps utile l'évolution de l'enseignement, toujours respecté l'indépendance et l'impartialité de la justice, toujours traité l'administration comme il convensit...

Et pourtant la texture sociale se relache. Il devient de plus en plus difficile de réaliser un consensus et donc de gouverner efficacement. Les auteurs de The Crisis of Democracy laissent percer leur nostalgie de la belle époque de la guerre mondiale et de la « guerre froide », où il était relativement facile de créer un consensus par la mobilisa-

« Une Suisse au-dessus de tout soupçon », de Jean Ziegler

### LA FORME LA PLUS ACHEVÉE DE SOCIÉTÉ CAPITALISTE

violence peut être sans clameu le pillage sons soldats et l'injustice couverte par l'honorabilité. Parce qu'elle est aujourd'hui passée dans l'usage de ces nouvelles techniques de domination, la Suisse est en avance sur son temos. Elle est même. en un sens, le modèle prémonitoire de la future organisation rationalisée, aseptisée du capitalisme où le pouvoir se fonde sur l'usage de dissuasion plus que sur la force, où il se camoufle derrière des « fondés » (de pouvoir) qui séduisent, convainquent, extorquent sans canonnières, ni « marines », ni chars dans les rues de villes victimes. Le pouvoir invisible des comptes sera le grand pouvoir des machines abstraites de demain. C'est dire l'importance de l'analyse clinique de Jean Ziegler (1): elle va bien au-delà de ce au'il nous rappelle de la puissance de la Suisse et de son

vante des impérialismes modernes. Elle est en fait pour lui, et devrait être pour ses lecteurs. L'occasion d'une réflexion sur la nouvelle stratégie des pouvoirs financiers et la forme moderne de la réplique qui s'impose.

Quelques chiffres expriment ce pouvoir: six millions d'habitants, dix millions de comptes en banque, quatre mille banques dont cinq controlent un bilan supérieur au produit national brut du pays. A Lugano, ville de vingt-cinq mille habitants, il y a trois cents banques et 15 milliords de francs déposés !

Mois la Suisse, montre Jean Ziegler, n'est pos que cela. C'est aussi un pays dont le bilan commercial avec le tiers monde est excédentaire de 86 milliards de francs, un pays qui a deux fois plus d'avoirs à l'étranger (166 milliards) qu'il n'y a d'avoirs étrangers dans ses banques. Un pays tout entier tourné Par JACQUES ATTALI

vers le recyclage rentable des fonds qui viennent s'y refaire une virginité par le biais de ses firmes ou des firmes qui ont des filiales. Un pays où l'imbrication entre le pouvoir d'Etat et le pouvoir du capital est partout, au point où l'on ne sait plus qui supporte l'autre, qui fonde l'autre, qui sert l'autre.

JEAN ZIEGLER décrit avec une minutie passiannante la fanction de ce pouvoir, la récupération et la circulation des élites politiques par les grandes instances financières. Le plus intéressant lieu de convergence me semble être le « département du commerce », fer de lance de l'administration économique Internationale suisse, dont les similitudes

\* Directeur de l'Institut de recherche et d'information socio-économique.

d'Etat sont considérables, sinon que dans son rôle d'organisation des échanges extérieurs, elle est dominée par quelques grandes firmes pesant dans les moindres détails sur ses décisions. Le livre de J. Ziegler est à la fois brutal et nuance. Il montre qu'il est impossible de considérer seulement la Suisse comme le « cerveux du monstre ». simple relais dans une hiérarchie avramidale du capitalisme mondial inscrit dans une logique d'ensemble où la révolution serait particulièrement significative et efficace. Elle est en fait beaucoup plus sous le couvert de la démocratie la plus traditionnelle, la plus bonhomme; elle est la forme la plus ochevée de société capitaliste, tel qu'on peut prévoir que deviendront les pays européens dans les vinot ans à venir Un pays sons beaucoup d'industrie laurde, où s'organise la technologie et

la conception de ce qui est produit ailleurs au profit de capitalistes suisses. Un lieu où viennent s'accumuler les compétences et les institutions financières, où se développe une rente par la production et la manipulation de signes comptables, où la violence interne et externe a pris une forme symbolique. Une violence propre, clinique. Comme on commence à l'observer dans les formes modernes de politique ou d'écoute sociale.

Un tel lieu de concentration du savoir et de la technologie est un obstacle majeur à toute tentative d'indépendance efficace pour les pays n'ayant pas atteint ce niveau de développement, et la Suisse est devenue la forme moderne du développement inégal. Qu'il s'agisse des pays du tiers monde, mis en coupe réglée par des grandes firmes dont le déshonneur tache l'emblème de la Croix-Rouge. Ou des pays voisins de la Suisse dont le patrimoine se réfugie dans ses coffres. Quand, selon les estimations les moins incertaines (mais encare, à mon avis, très approximatives), 400 milliards de francs français se trouvent dans les bonques suisses, le problème n'est plus seulement d'empêcher la fuite des capitaux. Il est de les faire rentrer. Ces 400 milliards sont la production de quatre mois, le dixième du patrimoine national. On me pardonnera de ne pos entrer ici dans plus de détails : des mesures techniques et judiciaires peuvent et seront prises. Les révéler serait les rendre obsolètes : le secret est une arme que les banquiers ne sont plus les seuls à utiliser.

Enfin, il y a dans le livre de Ziegler un octe d'espérance un peu tou et qui peut être pour un sociologue l'aspect le plus passionnant de sa recherche.

Il parle, en fait, non pas de son pays, mais à son pays, avec un courage admirable et avec, au bout du compte, beaucoup d'amour pour ce qu'il pour-rait devenir. Car, enfin, qui oserait écrire : « Une Allemagne » ou « Une France au-dessus de tout soupçon »? On y verra sons doute au bout du compte que la violence n'y serait pas que symbolique. On trouverait, derrière la même collusion des pouvoirs publics et prives, derrière le même pillage cynique et méthodique du tiers monde, derrière la même complexité des réseaux de pouvoirs et de secret, beaucoup plus de song et autont d'urgence d'un changement radical.

(i) Une Suisse au-dessus de tout soup-on, de Jean Ziegler, édit, du Seuil, coil. Combats », Paris, 1976, 192 p., 25 F.

### ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ET **NOUVEAUX GOUVERNEMEN**

(8 mars 1976)
Président de la République : général
Pinochet; ministre de l'intérieur : général
Pinochet; ministre de l'intérieur : général
Pinochet; ministre de l'intérieur : général
Prado : détense nationale : général Herman Brady Roche; économie, développement et reconstruction : M. Sergio
de Castro Spikula; finances : M. Jorge
Cauas Lama; éducation : contre-amirul
Arturo Troncoso Daroch; justice :
M. Miguel Sohweitzer Spetzky; travaux
publics : M. Hung Leng Puelma; serj-M. Miguel Schweitzer Spetky; travaux publics: M. Hugo Leon Puelma; agriculture: général Tucapel Vallejos Reginato; terres: général Mario Mac-Ray Jaraquemada; travall et prévoyance sociale: M. Sergio Fernandez Fernandez; santé publique: général Fernando Matthel Aubel; mines: M. Enrique Valencuela Blanquier; logsment et urbanisme:

Calendrier des fêtes nationales 17 NORVEGE Fête de la Consti-25 ARGENTINE Fête nationale (an-

niversaire de la révolut. de 1810)
25 JORDANIE Fête de l'Indépendance
27 AFGHANISTAN Fête de l'Indépendance

Fête nationale

1 TUNISIE 2 ITALIE Fête nationale 4 TONGA 12 PHILIPPINES

Auniversaire de la proclamation de la République Fête nationale Anniversaire de la proclamation de l'indépendance Fête nationale 13 GRANDE-BRETAGNE

REPUBLIQUE POPULAIRE DU CONGO (18 décembre 1975)

(18 décembre 1975)
Président de la République, président du Conseil d'Etat : commandant Marien Nyouzbi : premier ministre, chef du gouvernement : commandant Louis-Sylvain Goma ; ministre des affaires étrangères : M. Théophile Obenga : ministre délégué à la présidence du conseil des ministres, chargé du plan : M. Diop Mamadou; mines et énergie : M. Alphonse Boudo-Nesa ; information et sports : M. Abel Wilson Ndessabeka ; administration du territoire, chargé des postes et télécommunications : M. Louis Zatonga ; commerce et industrie, chargé du tourisme : M. Saturnin Okabe ; finances : M. Alphonse Poaty : santé et affaires sociales : M. Danuel Kouka-Mbemba ; économie rurale : M. Marius Mouambenga ; justice M Daniel Kouka-Mosmoa; economie rurale: M. Marius Mouambenga; justice et travall: M. Pierrs Ngaka; enseignement primaire et secondaire: M. Francois Okobo; travaux publics, transports, urbanisme, habitat et environnement: M. Jean-Jacques Onisa-Onisa; enseignement ment supérieur, chargé de la culture et des arts : M. Jean-Baptiste Tati-Loutap.

GRANDE-BRETAGNE (8 avril 1976) Premier ministre : M. James Callaghan lord président du conseil. vice-premier ministre : M. Michael Foot ; lord chanministre : M. Michael Foot; lord chan-celler (justice et Chambre des lords): lord gluyn-Jones; intérieur : M. Roy Jenkins; chanceller de l'Echiquier : M. Denis Bealey; secrétaire au Poreign Office . M. Anthony Grosland; secrétaire aux prix et à la consommation, trésorier-payeur général : Mme Shirley Williams; energie : M. Anthony Wedopood Benn; industrie : M. Eric Varley; environne-ment . M. Peler Shore; défense : M. Roy Mason; affaires écossaises : M. Bruce Mülan; secrétaire pour le pays de Galles : M. John Morris; secrétaire pour l'Irisande du Nord : M. Merlyn Rees; agriculture et pscheries: M. Frederick Peart; emploi: M. Albert Booth; commerce: M. Edmund Dell; affaires sociales: M. David Ennals; chanceller du duché de Lancastre: M. Harold Lever; lord du sceau privé: lord Skepherd; éducation et sciences: M. Frederick Mulley; développement: M. Reginald Prentice: plan et administration locale: M. John Silkin.

KAMPUCHEA (14 avril 1976)

Président du présidium : M. Khisu Samphan; premier vice-président : M. So Phim; deuxième vice-président : M. Nhim Ros premier ministre : M. Pol. Pot; vice-premiers ministres : MM. Ieng Sary vice-premiers ministres: MM. leng Sary (chargé des affaires étrangères). Von Vet Ichargé de l'économie) et Son Sen (chargé de l'économie) et Son Sen (chargé de la défense nationale); information et propagande: M. Hu Nim; santé: M. Thiounn Thiorun; affaires voclases: Mme leng Thirith; travaux publics: M. Toch Phoeun; culture, education et engignment: Mme Vira education et enseignement : Mme Yun MALAISTE (5 mars 1976)

Promier ministre et ministre de la détense · M. Datuk Hussein bin Onn; vice-premier ministre de l'éducation : M. Hahathir bin Moha-l'éducation : M. Hahathir bin Mohal'éducation : M. Mahathir bim Mohamed, min i stres sans portefeuille : MM. Datuk Abdul Samad bin Idris, Datuk Athi Nohappan et Tan Sri Chong Hon Nyan, ilinairos : M. Tengku Tan Sri Razalejah Hamzah : Intérieur : M. Tan Sri Hafi Muhammad Ghazali bin Shajie ; justice : M. Tan Sri Datuk Haji Abdul Kadur bin Yusoj : commerce et Industrie : M. Datuk Haji Hamzah bin Datuk Abu Samah : travall et main-d'œuvre : M. Datuk Lee San Choon : industries primaires : M. Datuk Musa bin Hitam; entregises publiques : M. Datuk Haji Mohamed bin Yaacob; terres et développement régional : M. Datuk Raji Mohamed Asri bin Haji Muda; science, technologie et entrepresent Monames : M. Datus major dioppement régional : M. Datus major Mohamed Asri bin Haji Muda : acience, technologie et environnement : M. Tan

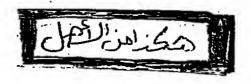
Srr Ong Kee Hui; santé: M. Tan Sri
Lee Siak Few; blen-être social: M. Puan
Hojjah Aishah binti Haji Abdul Ghani;
culture, leunesse et sports: M. Datuk
Ali om Haji Ahmad: Information:
M. Datuk Amar Haji Abdul Taß bin
Mahmud; gouvernement local et territoire fedéral.: M. Tuan Haji Hassan Adli
bin Huji Arshad; logement et développement des villages: M. Bnoik Michael
Chen Wing Sum; communications:
M. Tan Sri V. Manickavasagam; travaux
publies: M. Datuk Haji Abdul Ghani
Gilosg: affaires étrangères: M. Tengku
Datuk Ahmad Rithasddeen Al Haj bin
Tekngu Ismail.
Au 30 avril, le titulaire du portefeuille
de l'agriculture n'avait toujours pas été
désigné.

REPUBLIQUE MALGACHE

REPUBLIQUE MALGACHE (11 janvier 1976)

REPUBLIQUE MALGACHE
(11 janvier 1976)

Premier ministre, ministre de la défense : colonel Joël Rakotomialae;
ministre de l'intérieur : lieutenant-colonel Jaona Mampila; ministre du travail
et de la fonction publique : M. Jean
Marius Randranto; postes et télécommunications . M. Andriantiana Rakotovao;
ministre conseiller à la présidence de la
Réoublique, chargé de l'information, de
l'ori-nication idéologique et des recherches : M. Lucien Xavier Michel Andrianoruhis jeka : écunomis et commerce :
M. Justin Rarivoson ; finances et plan :
M. Rasukaboana Rakotovao ; travaux publics - M. Célestin Radio ; éducation
nationale : M. Justin Radotoniana ;
développement rural et réformes agraires :
M. Pierre Rajaonah : recherche scientifique M. Rémi Tlandrana : santé :
M. Jean-Jacques Saraphin ; transporta,
ravitaillement et tourisme : M. Boariste
Vacaba . Oppulation et condition sociale : M. Georges Thomas Indrianjaly ;
jeunesse : M. Richard Christian Remit ;
jeunesse : M. Portos Ampy : affaires étransères : M. Jean Bemananjan ; arts et
culture révolutionnaires : M. Gaston
Laha.



tion de toutes les énergies contre le l'ascisme, puis contre le communisme. Alors les « moyens traditionnels de contrôle social » fonctionnaient au maximum de leur efficacité. En l'absence d'une nouvelle croisade, le tissu même de la société se détend ; chaque groupe social perd de vue l'intérêt général, dont on oublie de dire qu'il fut trop longtemps identifié à l'intérêt d'une couche dominante : l'esprit critique se développe et gagne les rouages dont on attendait une passive obèissance.

D'un pays à l'autre, ce tableau général appelle des retouches particulières. Par exemple, un gouvernement français n'a pas à redouter, comme le gouvernement américain, une télévision indépendante, sans laquelle le dénouement du Watergate, crime de lese-autorité, n'était pas concevable. En revanche, il doit affronter une coalition des partis de gauche et les progrès du parti socialiste, phénomènes qu'interdisait la croisade de la « guerre froide » et que la « détente » a au contraire rendus naturels et possibles. C'est donc pour des causes différentes que les « moyens traditionnels de contrôle social » ont perdu, d'un pays à l'autre, une bonne part de leur efficacité. Mais, partout, l'autorité a plus de mal à s'exercer. Pourquoi ne pas la renforcer? Tei est l'ultime service que les homnes au pouvoir peuvent rendre à la démocratie, faute de quoi celle-ci ne tarderait pas à disparaitre dans le chaos et l'anarchie frayant la voie à une solution totalitaire.

#### Prétexte démocratique enjeu économique

MAIS la démocratie ne serait-elle pas ici un prétexte? Sans être indiffé-rents aux libertés individuelles, à la justice, à l'égalité des citoyens, les hommes au pouvoir les subordonnent toutefois à un objectif qui leur paraît déterminant : la prospérité économique. La démocratie a bien fonctionne en periode d'expansion et semit menacée par des revendications excessives aggravant la récession ou la crise. Toute la « guerre froide » a été marquée par une prospérité dont on a voulu faire le principal argument de la supériorité de l'Ouest sur les pays de l'Est. Les régimes socialistes sont allégrement tombés dans le même travers lorsque, avec Khrouchtchev, ils ont annonce, sans aucune chance de tenir leur stupide pari, qu'ils auraient tôt fait de rattraper le niveau économique de l'Occident.

De fait, par une étrange connivence, dans les deux camps le développement économique est devenu prioritaire. L'Ouest a connu un essor extraordinaire, mais au détriment de principes démocratiques violés par l'inégale répartition des fruits de la croissance, par la tolérance ou le renforcement de grands privilèges, par le pillage du tiers-monde. A l'Est, le système socialiste, tout en oubliant d'immenses pans de son idéologie, n'a réalise que de bien plus modestes performances. Ce décalage a pourtant été interprété comme une preuve décisive de la supériorité de la « democratie » sur le « socialisme », alors même que cette « démocratie » était subordonnée à un capitalisme privé dont les grandes firmes sont plus puissantes que jamais, et que ce « socialisme » n'était jamais qu'un capitalisme d'Etat demeurant totalitaire après la répudiation du stalinisme.

La rhétorique en honneur en Occident ne s'est guère encombrée de telles subtilités. Elle a cherché — et sens doute réussi — à attribuer à une démocratie qui pourtant s'anémiait les réussites matérielles d'un capi-talisme en pleine expansion qui affermissait sans cesse son emprise sur le pouvoir politique au point de faire régresser la démocratie dont on vantait les mérites. Rien de plus dangereux que cette confusion entre democratle et capitalisme : une sérieuse crise du second risque d'annoncer l'agonie de la pre

Interrogé sur la crise des régimes démocratiques, un économiste américain met le doigt sur la plaie : « Bien que notre système économique au produit d'extraordinatres résultats (...), les taudis (dans les quartiers noirs) sont pires aujourd'hui qu'il y a vingt ans. (...) Nous avions pensé que la prospérité dissoudrait la plupart de nos maux sociaux et politiques. (...) L'ensemble de l'Occident et le Japon se sont assuré d'extraordinaires augmentations de production (...), mais cette augmentation de la prospérité matérielle n'a pas apporté de satisfaction sociale » (3). Or, s'il en est ainsi, c'est précisément parce que l'expansion économique n'a pas été accompagnée d'une équivalente expansion démocratique, seule capable d'orienter la prospérité nouvelle vers la satisfaction des besoins

sociaux, l'èlimination des taudis noirs, etc. Parce que les deux systèmes ont cohabité depuis deux siècles, la confusion entre démocratie et capitalisme reste enracinée dans les esprits. Ce n'est pourtant pas la démocratie, mais le capitalisme, qui a besoin d'exploiter les Noirs et les « Chicanos » aux Etats-Unis, ou la main-d'œuvre immigrée en Europe. Ce n'est pourtant pas la démocratie, mais le capitalisme qui trouvait intérêt dans les guerres coloniales ou dans l'instauration de dictatures dans les pays dont il exploite avec profit les ressources naturelles.

Si la démocratie est identifiée à l'expansion économique, si cette expansion devient le signe privilégié de la vitalité d'une démocratie, alors il est légitime, dans l'intérêt même de la démocratie, de renforcer le caractère autoritaire du pouvoir pour mieux lui permettre de surmonter les difficultés economiques. Une opinion publique persuadée que la « société de consommation » constitue l'enviable aboutissement de la démocratie acceptera, pour conserver ce douteux privilège, quelques entraves à ses libertés démo-

Le problème majeur des sociétés occidentales, tel qu'il apparait dans l'importance que lui accordent les discours officiels, est donc de résoudre leurs difficultés économiques, ce qui vaut bien une sourdine aux droits des citoyens. Dans une phase difficile, le gouvernement n'a aucune chance de ramener la prospérité si des individus et des groupes s'achament à faire valoir leur droit de critique, qui sape l'autorité pourtant gardienne d'une richesse matérielle sans laquelle les libertés perdent leur sens concret. En poussant le raisonnement jusqu'à l'ab-surde, on arrive à justifier la dictature au nom de son efficacité économique supposée, efficacité économique indispensable à la démocratie. C'est ce que fait Samuel P.

a Prenez l'exemple du Brésil, qui a, dans les sept ou huit dernières années, connu un développement très spectaculaire. Il aurait eu de grandes difficultés à accomplir cela avec un régime démocratique » (4).

Le professeur de Harvard ne porte ainsi aucun jugement de valeur sur la dictature militaire et sur ses moyens, ferme les yeux sur la misère des trois quarts de la population brésilienne, oublie les difficultés économiques que le Brésii connaît du fait de la crise mondiale. Il ne dit rien non plus de la notoire inefficacité économique de la dictature au Chili. Son jugement est rejoint par celui d'un Européen, qui constate avec satisfaction que les pays « qui ont adopté le système de la libre entreprise ont été capables d'élever de manière significative le niveau de vie de leurs populations ; cela vaut pour la Corée du Sud, pour Taiwan, pour le Brésil. » (5). Le libre entreprise serait la garante de la démocratie politique...

#### Le néo-conservatisme

F ORT heureusement, l'Europe occidentale et les Etats-Unis ne sont pas dans la situation de détresse économique que connaissent ces infortunés pays. Il n'est donc pas question de leur appliquer une dictature aussi féroce. Mais, la démocratie étant un luxe de pays riches, la Corée, Taiwan et le Brésil pourront y accèder le jour où la dic-tature leur aura permis d'atteindre un niveau économique suffisant. La dictature militaire joue dans cette optique le rôle assigné à la dictature du prolétariat dans les systèmes communistes, en attendant le dépérissement de l'Etat.

Le soutien donné par l'Occident aux régimes dictatoriaux qui s'accommodent de la « libre » entreprise confirme que les objectifs poursuivis par le capitalisme transcendent les objectifs démocratiques, qui, de toute facon, ne peuvent être réalisés que dans un

climat de prospérité. Une question se pose toutefois : les mêmes gouvernements peuvent-ils appliquer ce raisonnement à certains pays a exotiques » et, simultanément, inverser leur hiérarchie des valeurs lorsqu'il s'agit de leurs propres pays ? Il serait reconfortant de le penser dans la mesure où les populations des pays hautement industrialisés ne sont quand même pas comparables à celles sur lesquelles règnent le général Gelsel ou le president Park Chung Hee...

Il existe entre elles et entre les conditions objectives de leurs pays respectifs une différence au moins de degré. Sans donc pro-mettre aux pays industrialisés, en vue d'assurer la prospérité, un régime de fer et de sang il convient tout de même d'inciter leurs peuples à plus de modération dans l'usage de leurs libertés, à plus de respect pour une autorité qui, au besoin, sera renforcée.

« Je pense parjois que l'Amérique s'en trouverait mieux si elle pouvait fermer pour un an ou deux le New York Times et le Washington Post. »

Ce n'est pas un extrémiste de droite, un « fasciste » plus ou moins inconscient, qui conclut ainsi sa réflexion sur le devenir des démocraties. C'est un politologue respecté, auteur de nombreux ouvrages faisant autorité, ancien professeur à Oxford, président de l'University College à Buckingham, Max Beloff (6).

Telle est, à peine formulée, la nouvelle idéologie d'une classe sociale au pouvoir, et qui entend bien y rester. Pour sauvegarder ses privilèges économiques, elle n'envisagerait pas sans un serrement de cœur une brutale rupture de la tradition démocratique. Mais. après tout, dans des situations désespérées Allemagne nazie, France de Vichy, — elle a quand même choisi contre la démocratie et, par la suite, elle n'a pas eu à le regretter trop amèrement... Bien évidemment, nous n'en sommes pas là. Mais déjà on rêve à haute voix d'une démocratie plus musclée, assurant l'ordre per des a moyens de contrôle social » assez sophistiqués pour que nul n'alt « besoin » de recourir à des procédés plus barbares.

(1) Dans U.S. News and World Report (8 mars 1976), qui consacre seize pages à huit interviews regroupées sous le titre général (1s Démocracy Dying?). Voir dans le Monds diplomatique de mars (p. 14) le compte rendu du livre The Crisis of Democracy, qui exprime des préoccupations analogues et dont le professeur Huntington est d'ailleurs l'un des co-auteurs.

fesseur Mühringson est discheris tal des sattetus.

(2) Cr. les articles du professeur Gruenwald dans le Monde diplomatique de décembre 1975, et de Daniel Vernet dans le numéro d'avril 1976.

(3) Robert L. Heilbroner, président du département économique de la New School for Social Research, à New-Tork, dans U.S. News and Monde Bennet en cit.

Research, a New-York dans U.S. News and World Report, op. clt.

(4) Dans l'interview citée plus haut.

(5) Friedrich A. Hayek, économiste, e visiting professor » aux universités de Salzbourg, Chicago, Londres, dans U.S. News and World Report. op. cit.

(6) Is Democracy Dying?, op. clt.

### « Croyez-vous que la Grande-Bretagne soit un pays libre?» Par CHRISTIAN MARTIN

La Grande-Brétagne est connue pour eire 1 du monde. L'Habeas Corpus, l'indépendance de la télévision et la « civilité » de policiers non armés font partie des éléments qui bâtissent cette réputation. L'octroi de la plupart des libertes britanniques fut lié à l'action d'un groupe social précis, l'aristocratie des dix-septième et dix-huitième siècles. Ces anciennes libertés aristocratiques ont-elles été préservées lorsqu'elles ont été mises à la disposition des citoyens ordinaires? Par ailleurs, les libertés britanniques ne sont définies dans aucune Constitution ; il n'existe qu'un dédale de droits communs et coutumiers. Fait significatif : Sir Leslie Scarman, président du tribunal du banc de la reine, a récemment lancé un appel en faveur d'une « charte des droits ».

On observe, dans la période de crise actuelle, la même évolution dans tous les pays libéraux : apparition de législations répressives nouvelles, développement des appareils policiers, multiplications des abus (1). Qu'en est-il en Grande-Bretagne, un des pays les plus traditionnellement liberaux mais aussi les plus touches par la crise? L'affaire irlandaise et la situation économique (près de 24 % d'inflation en 1975 et 5 % de la population active au chômage) menacent-clies les libertes? La presse conservatrice a pris l'habitude de lancer des appels en javeur d'un gouvernement autoritaire qui saurait se faire obeir des travailleurs et des Irlandais en colère. Ces incitations ne font que renforcer les craintes de la gauche quant aux menaces qui pesent, selon elle, sur les libertes. La télévision nationale avait accorde, à la fin de l'année dernière, une a tribune ouverte » au Conseil national pour la défense des libertes civiles. Cette organisation choisit d'ouvrir l'emission en posant aux téléspectateurs une question : « Croyezvous que la Grande-Bretagne soit un pays libre? »

E 21 novembre 1974, deux atlantats à la bombe font vingt morts dans des bars de Birmingham. La plupart des journaux réclament l'interdiction de l'IRA et la pendalson des coupables. Une semaine plus lard. M. Roy Jenkins. ministre de l'intérieur, propose au Pariement un projet de loi sur la prévention du terrorisme. Le débat à la Chambre des communes et à celle des lords ne dure qu'une seule nuit. La loi provisoire sur la prevention du terrorisme (- Prevention of Terrorism (temporary provisions- Act -) entre en vigueur le 29 novembre. En la présentant. M. Jenkins decrit les pouvoirs qu'elle lui donne comme étant - draconiens et sans precédant en temps de paix . Certains commentateurs laissent alors entendre que le ministre essale d'abuser les parlementaires et l'opinion publique et que les nouvelles mesures de lutte contre le lerrorisme ne sont draconiennes qu'en apparence. Les quinze premiers mois d'application de la loi semblent prouver outils avaient tort.

La loi sur la prévention du terror sme se divise en trois parties. La première autorise le ministre de l'intérieur à interdire toute organisation impliquée ou encourageant les acles de terrorisme en Grande-Bretagne, en rapport avec les affaires d'Irlande du Nord. L'IRA, nommément désignée, est désormais une organisation proscrite, la seule jusqu'à maintenant. Il est interdit de lui appartenir mais aussi de la soutenir d'une quelonque manière, par exemple en collec-

7,57

tant des fonds ou en organisant des réunions en sa laveur.

L'appartenance à l'IRA étant extrêmement difficile à prouver, le pouvoir n'a quère tait usage de la nouvelle législation sur ce point précis. En revanche, la police a eu largement recours aux dispositions concernant to soutien à une organisation interdite. La loi ne fait pas distinction entre l'IRA provisoire et l'IRA officielle, pas pius qu'entre les ailes sations. La police harcèle parlois des vendeurs de journaux républicains politiques Certains militants décident d'autocensurer une propagande pourtant parlaitement légale. De nombreux Irlandais craignent, enlin, que le simple fait de reclamer l'unification de l'Irlande ou le retrait des troupes britanniques solt consicéré comme un délit.

Dans sa deuxième partie, la foi permet d'expulser de Grande-Bretagne tout suspect, a l'exception des personnes qui y sont nees ou qui y ont residé pendant plus de vingt ans. La police peut demander au ministre de l'intérieur l'autorisation d'expulser un suspect si elle n'a pas les preuves nécessaires à son arres Le ministre et lui seul - le pouvoir judiciaire n'a aucun droit de regard. décide du bien-londe de cette mesure. Un suspect trappé de mesure d'expulsion peut faire appel dans un délai ne dépassant pas qualre jours. A la fin du mois de novembre 1975, soixante-six personnes avaient été invitées à quitter le territoire, dont seize avaient fait appel auprès d'une

sident est lord Alpert, un ancien ministre conservateur. Ni le suspect ni son avocat n'ont le droit de connaître les motifs de la mesure d'expulsion : ils doivent démentir des accusations dont ils n'ont pas connaissance. Des seize personnes avant fait appel, cing seulement ont entrepris cette démarche avec succès. Une cinquantaine de suspects ont été effectivement expulses vers l'Irlande du Nord sans qu'on v soit certain qu'il s'agisse vraiment de terroristes. L'Ulster a été ainsi coupée du reste du Royaume-Uni - ce qui a d'ailleurs alarmé la communauté protestante irlandalse - et est devenue une espèce de terre d'exil pour

La troisième et demière partie de la loi permet à la police de détenir un suspect pendant quarante-hult heures afin de l'interroger. Après autorisation du ministre, ces quarante-huit heures peuvent être prolongées d'un nouveau délai de cinq jours. Près d'un millier de personnes ont été ainsi détenues dans des postes de police ou aux frontières. Cinq pour cent d'entre elles se virent incuipées, finaniement, pour des délits n'avant le plus souvent, aucun rapport avec le terrorisme. Une seule personne a été accusée et condamnée pour appartenance

La police utifise, en falt, ses nouveaux pouvoirs pour rassembler des informations sur la communauté irlandalse et ses organisations. La plupart des víctimes de la foi évoquent les opérations de foulles

que des policiers mandats, effectuent à l'aube à leurs domicites, saisissant carnets d'adresses, dossiers et correspondance privée. Elles racontent aussi les longues séances d'interrogatoires et, el aucune ne se piaint de brutalités policières, les procèdés de coercition psychique (privation de commell, de nourriture, de se changer de větements ; Impossibilité d'avertir parents ou emis) semblent couramment utilisés. La police et le gouvernement tiennent

à conserver les pouvoirs extraordinaires

que leur confère cette loi. Les députés,

que les terroristes prennent partois pour cibles, soutiennent massivement le gouvernement. Ainsi la loi a-t-elle été prorogée pour la seconde fois, le 25 mars demier. La quasi-totalité des journaux avaient fait campagne pour le maintien croit les sondages, dans sa forte majorité l'opinion publique, exaspérée par les attentats, n'aurait pas admis son abrogation. En 1975, les actes de terrorisme ont fait six morts et près de deux cents blessés en Grande-Bretagne. Les villes anglaises ne vivent certes pas dans un état de terreur permanente mais les fréquents attentats sont là pour rappeler que l'homme de la rue peut être la victime d'une action aveuglo dans un bar, un restaurant un magasin ou le métro. Les Britanniques réputés tolérants sembient de moins en moins enclins à assumer cette réputation lorsou'il s'aoit de l'IRA ou même de la communauté irlandaise en général.

### Une tradition de libéralisme

U N tel contexte de réactions émotion-nelles rend difficile la tâche du Consell national pour la délense des libertes civiles. Pourtant, quitte à être accusée de sympathiser avec les terroristes, cette organisation poursuit se campagne contre la loi de 1974 qui « accrolt, selon elle, le risque de punir les innocents et de perpétuer le cycle de la nce . Pour le Consell toujours, la definition que la loi fait du terrorisme utilisation de la violence à des fins politiques - — est si large qu'elle permet-trait aux autorités d'utiliser des pouvoirs exceptionnels dans des situations qui ne le requièrent pas.

Le N.C.C.L. reconnaît pourtant que, jusqu'à maintenant, l'application de la loi de novembre 1974 n'a pas eu des consèquences aussi redoutables que l'on pouvall le craindre lors de son entrée en vigueur. L'année 1975 a pu apporter la preuve que la société britannique reste libérale. Le 11 décembre, la Chambre des communes a repoussé une nouvelle fois.

par une majorité de cent vingt-neut voix, le rétablissement de la peine de mort pour les terroristes. Un an auparavant, cent cinquante-deux députés avaient voté contre, ce qui indique que des person-nalités réputées libérales et autrefois adversaires de la peine capitale ont, entre temps, changé d'avis. La plupart des adversaires de la pendalson continuent de sléger du côté travailliste. Mme Thatcher, le nouveau leader tory, s'est prononcée, quant à elle, pour un retout aux exécutions. En revanche, l'anclen dirigeant conservateur, M. Heath, pourtant visé personnellement, et à deux reprises,

(1) Ct. l'article de Gérard Soulié dans Monde diplomatique de décembre

(1) CL l'article de Gérard Sonilé dans le Monde diplomatique de décembra 1975. (2) On ne traitera lei que des répercus-sions de l'affaire irlandaise sur les libertés en Grande-Bretagne mêma. Les normes britanniques en matière de libertés n'ayant jamais été appliquées en Irlande du Nord. do Nord.

(3) 

Conspirer s. aut termes de la loi anglaise. signifie : 

56 mettre d'accord pour faire quelque chose s.

The second secon

plus, contre la pendalson.

Autre preuve du libéralisme de la société britannique : l'acquittement, par un tribunal d'Old Bailey, après un procès qui a duré près de deux mois fin 1975, des quatorze pacifistes membres d'un groups qui menaît campagne pour le retrait des troupes britanniques d'Irlande du Nord. L'accusation leur reprochait d'avoir pris part à une conspiration (conspiracy) (3) incitant des soldats à déserter et plus précisément d'avoir été en possession d'un trac intitule : . Quelques informations à l'usage des soldats mécontents. - Ce tract expliquait aux soldats comment abandonner le service armé. La peine maximale encourue pour la possession de tels tracts est de deux ans de prison ou 200 livres d'amende, mais l'accusation de « consolization » est passible de peines illimitées. Deux des pacifistes ont été condamnés à des ames après avoir reconnu qu'ils avaient - aidé des déserteurs » en leur fournissant un refuge, de l'argent et de faux papiers. Il n's failu que quatre-vingt-dix minutes su jury pour releter l'accusation de conspiration. La défense a fait valoir que les tracis distribués se contentaient d'énumèrer les droits des soldats et d'indiquer la procédure à suivre par ceux qui désirent quitter l'armée.

(Lire la suite page 6.)

#### Un groupe de pression classique

Le Conseil national pour la détense des libertes civiles (N.C.C.L.) fut crèt en 1934 par un groupe de juristes de journalistes et d'hommes politiques libéranx ou radicaux décides à défendre les libertés contre le gouvernement conservateur particu-lièrement répressif de l'époque.

Le N.C.C.L. constitue un groupe de Le N.C.C.L. constitue un groupe de pression dans la plus classique tra-dition britannique. L'efficacité de son action repose notamment sur le so utien qu'il trouve auprès des hommes de loi, des journaiistes et des députés. Son secrétaire général, Mme Patricla Hewitt depuis 1974, jone un rôle crucial: c'est elle qui jone un rôle crucial: c'est elle qui ione un rôle crucial ; c'est elle qui décide des questions prioritaires à court et à long terme. Le personnel permanent (une

vingtaine de personnes) est respon-sable devant un comité exécutif éin chaque unnée par les quelque cinq mille membres de l'organisation. Les ressources financières proviennent des cotisations des membres et des presnications affiliées, et surtout des

(Suite de la page 5.)

D'autres cas similaires restent pourtant en Instance Une commission de juristes a été chargée de réexaminer les lois sur la trahison, la sédition et l'incitation à la mutinerie et à la désertion maintenues entre-temps en vigueur. La loi sur l'incltation à déserter, qui date de 1934, a été ressuscitée en 1972 lorsque Michael Tobin a été condamné à deux ans d'emprisonnement pour avoir été en possession sans les avoir distribués — de tracts essayant de persuader les soldats à déserter. En 1974, Pat Arrowsmith était, à son tour, condamnée à dix-hult mois de prison pour avoir, elle, effectivement, distribué des tracts à des soldats. La cour d'appel a finalement décidé sa mise en liberté afin d'éviter que ne se développe une polémique d'ordre politique.

Pour le Consell national de défense des libertés civiles, la loi de 1934 représente une entrave directe à la liberté d'expression. Définie en termes vagues, elle peut être utilisée pour essayer de museler toule propagande à l'égard des forces militaires et du rôle qu'on leur fait jouer. Le simple fait de détenir des matériaux de propagande de cette nature est considéré comme un délit si l'accusation parvient à prouver — ce qui n'est pas difficile — l'intention de les utiliser à des fins subversives.

La présence de l'armée britannique en Irlande du Nord à coîncidé avec un accrolssement du nombre des soldats qui

s'absentent eans permission et aussi avec un décilir des chiffres de recrutement. Lorsque le service militaire obligatoire est aboll, en 1958, le gouvernement britannique décide, afin de pouvoir disposer du temps nécessaire à la formation de hauts contrats à long terme. De très jeunes garçons, engagés alors qu'ils viennent de quitter l'école, se trouvent ainsi pris dans une espèce de plège. Le gouverne ment accepte finalement, en 1970, de permettre aux recrues de quitter l'armée à l'âge de vingt et un ans en les dispensant, dans certains cas. de rembourse les frais de leur formation. La décision continue pourtant d'appartenir à la hiérarchie militaire qui persiste, par allieure, dans son refus de reconnaître aux soldats le drolt de se syndiquer. C'est sans doute à l'occasion de la

C'est sans doute à l'occasion de la crise irlandaise qu'ont eu lleu les plus sérieuses tentatives de censure politique en Grande-Bretagne. En 1971, la B.B.C. institue une sorte de « code malson » qui revient à Interdire l'IRA d'écran en dehors des journaux télévisés. Le N.C.C.L. estime alors que la B.B.C. tend ainsi à confondre l'intérêt national avec celui du gouvernement et que « la télévision britannique risque fort de ressembler à la télévision française qui est sous contrôle gouvernemental ». Les protestations des journalistes aboutissent finalement à l'abandon de cette pratique. Pourtant, aujourd'hui encore, l'infande reste un sujet périfleux, dont tout journaliste de la B.B.C. se méñe.

#### Les effets de la crise irlandaise

A gauche et l'extrême gauche redoutent que les effaires irlandaises n'alent déjà corrompu les institutions, l'armée et les forces de sécurité, mais aussi, dans une certaine mesure, la presse et le Parlement Dans un livre sur les libertés en Grande-Bretagne (4), Barry Cox se demande dans quelle mesure le pouvoir n'a pas Intégré dans son Idéologie les théories de contre-guérilla élaborées par certains militaires , tel le général Kitson, et qui reviennent à attribuet à l'autorité militaire d'importantes fonctions de supervision dans la vie civile. Un député travalliste a précisé ces craintes dans une interview accordée au magazine Tim out. D'abord partisan de la loi de 1974, M. Robin Corbett lui est maintenant hostile, et il explique qu'il a, en fait, été la victime d'une manœuvre ntale consistant à faire croire que cette loi n'était que provisoire. - Or, elle est délibérément concue pour être permanente. El ça n'est pas tout. L'Irlande du Nord constitue un terrain d'entraîne ment pour l'armée, dans le cadre de ses opérations contre une population insurgée. Tout cela fait partie de plans de confrontation evec les travailleurs organisés. -

Depuis le début des attentats en Grande-Bretagne, on assiste au développement des apparells policiers. L'Irish Squad a double d'effectifs. La Bomb Souar créée de toutes places avec des officiers de la Special Branch, a acquis à la fols des techniques policières traditionnelles et une grande sensibilité polltique. Par allleurs, en cas d'incident maleur, mais aussi de catastrophe ou de grève incontrôlables par la police, le ministère de la défense peut désormais Invoquer la procédure d'alde militaire au pouvoir civil. Après avis tavorable du conseil des ministres ou d'une commission de hauts fonctionnaires, une unité spéciale de l'armée de l'air cultterait alors sa base d'Hereford afin d'aider la police Catte procédure n'a jamais été utilisée, mals l'accrolssement des activités de la Bomb Squad et de la Special

Branch, ainsi que la prorogation de la loi sur la prévention du terrorisme signifient qu'en cas d'agitation sociale majeure tout ministre de l'intérieur, travalliliste ou conservateur, disposerait d'un instrument répressif fin prêt et d'une organisation de police politique perfectionnée pour l'utiliser.

Les autorités britanniques ont d'ores et déjà montré, depuis le début des années 60, qu'elles savent inventer de nouveaux délits, ressusciter d'anciennes lois et utiliser les lois sur la conspiration pour répondre à l'usage - devenu, à leurs yeux, trop fréquent - du droit de manifester. Le processus parlementaire bipartisan a perdu beaucoup de son sens pour une minorité active, et, s'il n'y a eu, depuis le début du siècle. aucun exemple de véritable violence insursion de la contestation, utilisées de ce côté-ci de la Manche, sont devenues courantes en Grande-Bretagne : slt-in, agat, occupations de locaux ou d'usines. Un groupe d'habitants d'une banlleue

de Londres décident, en mars 1974, de mener une campagne contre l'agence immobilière Prebbles, à laquelle ils reprochent ses opérations de spéculation ainsi que des évictions de locataires. Un piquet est formé devant l'agence qui, au bout de Sept manifestants sont arrêtés. L'un d'eux passe un mois en prison. En mal 1975, la cour d'appel confirme i'llégalité du piquet, estimant que le préjudice que cette affaire porte à l'agence est plus grave que celul qu'elle fait subir à la liberté d'expression. Aujourd'hui encore, Prebbles continue de poursulvre les manifestants en justice pour - diffamation, dommages, ingérence et conspiration ». L'accusation fait valoir qu'aucune foi n'autorise les rassembleme publique, même si ces rassemblements sont non violents, et même s'ils n'obstruent pas la circulation, La défense remarque, en revanche, que, dans une société démocratique, chacun a le droit

inaliénable d'organiser un piquet pour exprimer son mécontentement et attirer l'attention du public.

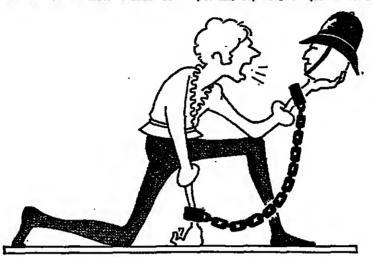
l'attention du public.

En 1978, des ouvriers du bâtiment en grève manifestent contre l'emploi de personnel extérieur à leur entreprise. Ils essalent, par des arguments pacifiques, de dissueder ces travailleurs de prendre leur poste sur le chantier de construction. Les autorités décident de donner une leçon à ces militants : six des grévistes sont accusés de « conspiration visant à intimider ». Le jury de Shrewsbury condamne trois des accusés à des pelnes de prison allant jusqu'à trois ans. La cour d'appel confirme cette sentence un

La foi sur les plquets de grève est extrêmement confuse. Sur un plan strictement lègal, le droît de piquet est pratiquement ilmité à une action symbolique. Lorsque des grévistes utilisent le piquet pour exercer des pressions sur d'autres travailleurs, ils ne se fondent pas sur la loi mais sur un éventuel soutien du

Accusée de « rassemblement lilégal » et de « conspiration », les étudiants sont condamnés pour ces deux délits. Alors qu'une seule et unique personne accusée d'occupation illégale n'est passible que d'une contravention, deux personnes accusées du même délit encourent une peine d'emprisonnement. Un des parsonnagès de « Monty Python », feuillaton populaire de la B.B.C., a dénoncé catte situation absurde : « Yous êtes accusé de conspirer quelque chose qui n'est pas normalement considéré comme un délit. »

La majorité des 'Britanniques considèrent que l'existence de corps de police locaux et autonomes les protège contre une force centralisée et contrôlée par le gouvernement. En pratique, les commissaires de police disposent d'une fiberté quasi totale pour s'occuper des affaires qui sont de leur ressort, et l'acceptation de cet élitisms professionnel a limité la responsabilité de la police à l'égard de la justice. Queique dix mille plaintes sont pourtant déposées chaque amée contre



PLANTU

public. En 1972, les mineurs qui avaient, eux aussi, organisé des piquets de grève jouissalent de ce soutien et le tribunal les acquitta. Un an plus tard, les ouvriers du bâtiment étalent isolés et lie furent condamnés.

La commission des lois a récemment proposé la définition de deux nouveaux délits passibles d'emprisonnement : pénétrer de force dans une propriété privée ; s'y installer et refuser d'obtempérer aux ordres d'évacuation du propriétaire. Des travailleurs occupant leur usine, des étudiants leur faculté, pourraient tomber sous le coup d'une telle loi dont un des objectifs est la lutte contre le squatting. Cette technique, qui consiste à s'installer dans une maison inoccupée, est née à la fin de la seconde guerre mondiale et a été reprise en 1969 pour dramatiser le problème du logement. On compte aulourd'hul quelque cinquante mille squatters dans l'ensemble de la Grande-Bretagne, dont trente mille à Londres. Jusqu'à maintenant, la loi considère que les squatters sont coupables d'une violation de propriété, ce qui n'est pas passible d'emprisonnement. Certains squatters obtiennent même des municipalités leur relogement après s'être longuement battus contre des ordres d'expulsion.

D'ores et déjà, les charges de conspiration sont de plus en plus utilisées dans les affaires d'occupation. En effet, si l'occupation illégale d'un local n'est passible que de contravention, la « conspiration visant à occuper » est passible d'emprisonnement. Un groupe d'étudiants du Sierra-Leone accupent, en 1972, le haut commissariat de leur pays, à Londrès.

la polica, dont une très falble minorité (deux cent trante-cinq en 1989) aboutit à des poursuites. Jusqu'à maintenant, seule la police a le pouvoir d'enquêter et de juger les plaintes qui sont déposées contre elle. L'impartiallé de cette procédure ayant été mise en doute, M. Jenkins, ministre de l'intérieur, a annoncé, en 1974, qu'il se proposait de créer une commission officielle pour superviser les enquêtes. En 1976, cet élément indépendant n'existe toujours pas.

Les policiers britanniques font rarement preuve de la même brutalité que leurs confrères de certains autres pays. Pourtant, à deux occasions et sous le gouent travailliste de M. Wilson. vernement travailliste de M. Wilson. l'attitude de la police britannique a été mise en cause. En juin 1974, elle disviolemment une manifestation d'extrême gauche organisée pour protester contre une marche du Front national d'extrême droite, à Londres. Cette Intervention provoque la mort d'un manifes-Interrompt, de manière tout aussi brutale, un Festival de musique pop à Windsor, deux cents personnes sont arrêtées en une seule journée. De nombreux spectateurs sont matraqués. On ne comprend pas la raison de cette intervention si on ne se réfère pas aux déclarations d'un des policiers qui y ont participé, le commissaire Holdsworth : - Le Festival de Windsor m'est apparu comme étent une manifestation contre l'Establishment et toutes tormes d'autorité. - La société - permissive - a ses limites...

Jusqu'à preuve du contraire, de tels incidents demeurent pourtant l'exception plutôt que la règie. En revanche, les abus de pouvoir tendent à devenir de plus en plus fréquents dans la police. Depuis 1967, elle peut foullier sans mandat des personnes ou des locaux, à condition d'avoir des motifs « raisonnables » de penser qu'elle peut ainsi découvrir des armes, de la drogue ou des objets volés. On a déjà évoqué les raids dont les sympathisants de l'IRA sont les victimes depuis la loi de 1974. Mais la détention pour interrogatoire est devenue pratique courante dès les premiers attentats de l'IRA à Londres, entre 1970 et 1973, alors que la loi de 1974 n'existalt pas et que la mesure était Illégale. En 1973, trente mille personnes - en majorité des jeunes gens - ont été interpellées dans la rue aux termes des lois contre la drogue. Un quart seulement d'entre elles ont été arrêtées.

Enfin, selon le Conseil national pour la défense des libertés civiques, - una partie significative de la communauté noire estime qu'elle est mai traitée par la police et que celle-ci fait preuve de davantage de témérité forsqu'il s'egit de pénétrer dans un domicile appartenant à un Noir ». En octobre 1974, la police effectue une descente au « Carib Club », un club pour Noirs, sous prétexts d'y chercher un voleur de volture qui s'y était réfugié. Des combats éclatent : cent quarante policiers Interviennent, quarante personnes sont arrétées. Onze seulement sont poursuivies en justice. Huit sont acquittées et le jury ne parvient pas à rendre un verdict sur les trois autres cas. C'est, en fait, la police qu'on socuse d'avoir utilisé inutilement la force et d'avoir - fabriqué » des preuves.

#### La lutte contre la discrimination raciale

S I le racisme ne prend généralement pas en Grande-Bretagne, les formes violentes qu'on a pu déplorer en France, la discrimination raciale n'en est pas pour autant absente. C'est en 1985 que le Parlement britannique vote le premier texte destiné à la combattre : la loi sur les relations raciales (Race Relations Act) a pour objet de répondre à la situation sociale nouvelle créée par l'arrivée de nombreux Immigrants du Commonwealth. Cette loi de 1965, qui rend lilégale la discrimination dans les lleux publics formes de discrimination les plus flagrantes. En 1988, elle est remplacée par un nouvel instrument qui couvre égale la discrimination dans l'emploi, le logement, le commerce et les services. En 1978 pourtant, la majorité des immigrés nuent à exercer les métiers les plus incrats et les moins bien rémunérés et à vivre dans les logements les plus médiocres. Des formes de discrimination. certes plus subtiles que dans le passé, persistent. Le taux de chômage parmi la communauté de couleur est deux fols olus élevé que parmi les Blancs, Le gouvernement a donc décidé de présenter un nouveau projet de loi destiné, en principe, à accorder au million et demi d'immigrés (40 % d'entre eux sont nés en Grande-Bretagne) les mêmes droits qu'aux Britanniques, Cette nouvelle loi définit de manière plus précise et plus complète ce qui constitue une discrimination. Elle réunit les deux organismes officiels auprès desquels sont déposées les plaintes en une seule - Race Relations Commission • afin d'accélérer les pro-

Le N.C.C.L a fait remarquer que ce nouvel organisme a occupera de la question
générale de la discrimination raciale mais
pas des plaintes des particuliers. Ceux-ci
devront désormais s'adresser aux tribunaux industriels (au niveau de l'emploi)
ou de comté (pour les autres cas). Or,
constate le N.C.C.L., la justice continue
de représenter, pour de nombreux immigrés, un territoire inconnu, ainon hostile.
Les dommages et intérêts versés à la
suite de plaintes ont, par allieurs, été
jusqu'à maintenant al modestas que l'on
peut craindre que la très grande majorité
des victimes de discriminations raciales
ne préfèrent s'abstenir d'entreprendre de
telles démarches.

Le Conseil national pour la défense des libertés civiles se demande enfin e'il n'est pas paradoxal de prendre des mesures pour réduire la discrimination à l'intérieur du pays alors que les lois sur l'immigration sont discriminatoires à l'égard des membres de groupes ethniques minoritaires qui demandent à entrer en Grande-Bretagne.

Malgré cela, quatre-vingt-neuf mille immigrants de couleur sont arrivés en Grande-Bretagne en 1874 (contre cinquante-trois mille en 1964). L'annonce récente de ce chiffre a permis à M. Enoch Powelf, champion de l'extrême droite nationaliste, de relancer sa campagne contre l'immigration des gens de couleur qui submerge la population britannique » et « risque de faire couler une rivière de sano dans les rues de ses villes ».

Jusqu'll y a deux ans, la loi de 1971 sur l'immigration représentait aussi un des plus flagrants exemples de discrimination sexuelle. Seul, le citoyen britannique de sexe masculin avait le droit de fairs venir dans son pays son conjoint étranger. Comme la remarquait alors le N.C.C.L., « cela revenalt à traiter les temmes comme de simples appendices de l'homme . Le ministre de l'intérieur devait pourtant décider; en 1974. d'amender cette loi et d'autoriser les maris étrangers de femmes britanniques à apporte une nouvelle victoire sur le front de la lutte pour les droits des femmes : dans cette société britannique traditionnellement mâle, une forte majorité de parlementaires votent en faveur d'un projet de loi contre la discrimination xuelle. Le texte, entré en vigueur le 29 décembre demier, interdit toute forme de discrimination dans l'éducation, l'emploi, le logement et les services. La nme a désormals le droit de suivre n'importe quel type d'enseignement, d'exercer le métter de son choix, d'avoir un salaire égal à celui de l'homme. Mariée ou non, elle a droit aux prêts hypothécaires et aux mêmes facilités de crédit. Accompagnée ou non, elle a le droit de se faire servir dans n'importe quel bar. La nouvelle législation prévoit divers recours contre les cas de discrimination : plaintes auprès des tribuneux ou du ministère de l'éducation. La commission pour le respect de l'égalité entre les sexes. crèée pour assurer le respect des nouvelles dispositions, recoit plus de deux mille cinq cents appels des ses quinze premiers jours de fonctionnement.

croyez-vous que la Grande-Bretagne soft un pays fibre? certes, la tradition libérale continue de s'y manifester : refus de la pelne de mort, même pour les terroristes : acquittement de pacifistes ; vote de lois contre le discrimination sexuelle ou raciale.

La loi de novembre 1974 sur la prévention du terrorisme prouve pourtant que, dans une altuation « exceptionnelle », de tortes pressions politiques peuvent menacer les libertés et la suprématie du pouvoir judiciaire sur l'action policière. L'invention de nouvelles lois, la résurrection de vieux textes législatifs ainsi que l'attitude de la police montrent que le pouvoir est décidé à se défandre contre le recours croissant à de nouvelles formes de manifestation et d'expression de déviance. La loi sur l'immigration indique, quant à elle, qu'en période de chômage les autorités n'hésitent pas à prendre des mesures qui porte atteinte à la liberté de mouvement et aux principes humanitaires.

Comme les autres démocraties, la Grande-Bretagne se met à l'heure de la crise. Mais si les difficultés doivent tavoriser l'avènement de l'Etat policier, la société britannique est mieux armée pour se défendre grâce à ses traditions plus anciennes et mieux ancrèes, grâce aussi à l'action du Conseil national pour la détense des libertés civiles.

CHRISTIAN MARTIN.

(4) Civil liberties in Britain, Penguin Books, Harmondsworth.

# APOLITISME > ET COLLABORATION — Chantons sous l'occupation >

« Je veux qu'on ne tourne actuellement pour les Français que des films lègers, superficiels, divertissants, mais stupides. Le peuple français s'en contentera probablement.»

J. Goebbels, le 15 mai 1942.

POUR l'Etat nazi, les productions culturelles (« théâtre, beaux-arts, littérature, cinéma, chanson, presse, publicité, vitrines...», précise Hitler dans Mein Kampi) constituent des instruments politiques de propagande au service de l'idéologie national-socialiste. En France occupée, les bureaux de la Propagandastaffel, installés dans un hôtel des Champs-Elysées, contrôlaient et censuraient l'information et la vie artistique du pays. Cela, le film de André Hallmi, pudiquement, ne le rappelle pas; il le suppose connu, comme l'expurgation brutale de tous les artistes chassés par le nazisme pour des raisons ethniques, politiques ou esthétiques. Les julis surtout, du monde des spectacles, qui virent leurs affaires et leurs places occupées sans remords par joutes sortes de « charognards ».

C'est sur cette double constatation (politisation de toute la vis culturelle par les nazis et répartition impudique des vides créés par les persécutions nazies) que s'édife Chantons sous l'occupation et que prennent sens les matériaux disparates qui l'organisent : presse filmée d'époque, extraits de films, témoignages d'aujourd'hul. Le montage parallèle d'images de la vie insouciante, frivole (cabarets, chansons, réceptions, cinémas...) que poursuivait le monde des artistes e, et de celles des réalités politiques (discours de Pétain, rafles antisémites, rationnement, travali obligatoire...) que connaissait le pays, souligne la fonction distrayante (au sens fort du terme), allénante, des spectacles sous

Halimi dénonce ainsi (au grand scandale de certains) une des zones d'apolitisme les plus protégées — celle de la chanson, des variétés, du musio-hali — préservée jusqu'à présent de l'analyse idéologique. Il ruine l'alibi d'innocence, d'irresponsabilité qui protège les actes frivoles des artistes mondains et démontre que les comportements de « gens publics », lorsqu'ils sont montrés à tout le pays (au moyen des Actualités mondiales, filiale de la Deut.:che Wochanschau, qui avaient le monopole de l'information filmée mais devaient être projetées dans des salles à demi éclairées pour décourager les protestations des spectateurs) possèdent une indéniable portée politique; ils permettaient aux nazis de faire

croire que la vie était « normale », que la répression n'était qu'un épiphénomène.

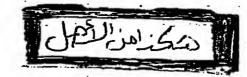
En poursulvant leurs activités, les artistes favorisalent le dessein hillérien de faire de Paris la capitale des plaisirs de l'Europe nouvelle, son lupanar, repos du guerrier aryen, arrière doré de tous les fronts. « Plus de 50 % des spectateurs étaient des Allemands », confirme un témoin dans ce film. Prétendre alors que ce fut pour la France une manière de sauvegarder sa culture, c'est oublier que d'autres manières plus dignes l'enrichlesalent mieux, comme le prouve l'admirable exemple de Vercors écrivant et éditant dans la clandestinité le Silence de la mer.

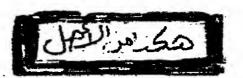
A INSI, en s'en prenant aux cigales de l'occupation, la fourmi Halimi soulève le problème des compilicités entre l'art et le pouvoir, non plus, comme Sartre l'avait fait à la libération, à propos des écrivains, mais à propos des chanteurs, des comédiens, des danseurs et de tous ces « amuseurs publics » dont la profession est de faire partie du Tout-Paris en toutes circonstances. Par ce bials, le film peut es lire comme une parabole sur une actualité plus récente incitant à s'interroger sur le comportement des gens du spectacle durant la guerre d'indochine ou celle d'Algérie.

Et. même aujourd'hul, alors que les programmes de télévision font l'objet de choix conscients, déterminés, d'exclusions admises, tolérées, que certains chanteurs et certaines personnalités ne sont jamais invités, des producteurs déplacés, des émissions supprimées, nous pourrions nous demander si le prétendu apolitisme des variétés (qui eont les émissions dominantes) ne sert pas trop blen les desseins des

C'est cela aussi que dévolle le film de Hallmi: tout pouvoir voulant timiter l'exercice des libertés démocratiques Intensifie les entreprises idéologiques d'abétissement; les eaitimbanques modernes (chanteurs, cinéastes, comédiens) lui en fournissent, souvent inconsciemment, les moyens. Mais le film pourrait leur ouvrir les yeux; déjà François Truttaut y contribue en demandant: « Aujourd'hui, en 1976, quand nous taisons financer nos films par des banques étrangères liées aux fabricants de napalm, quand nous acceptons d'alter les présenter dans des pays où des prisonniers politiques sont exécutés per pendaison, ne sommes-nous pas, à notre tour, des « collaborateurs » ? » (1).

(1) Pariscop. nº 414 au 23 avril 1976, page 7.





### Dans le désir de ne pas renouveler les erreurs de 1954

### Les catholiques dialoguent avec le pouvoir révolutionnaire

E grave incident qui, à Salgon en février dernier, eut pour théâtre l'église de Vinh-Son, et au cours duquel un groupe contre-révolutionnaire armé fut arrêté par les forces de sécurité, ravét sans doute une importance plus politique que religieuse. Mais qu'un prêtre ait été mêlé à l'équips rebeile et que son église ait pu servir de dernier retranchement - sinon de quartier général - au réseau a frappé de etupélaction les milieux confessionnels qui commencent à se centir à l'aise dans le nouveau régima. L'archeveque de Saigon, en particulier, restait affligé qu'on ait pu - profiter de la religion et de l'établissement religieux pour s'opposer à la révolution

See Court

37 th 15 to 1.

w sag

-.-. -. .

..... · ,

. .

Cette présence symbolique de catholiques dans l'activité subversive s'inscrit pourtant dans la droite ligne de la politique suivie au Vietnam par l'Eglise jusqu'à la victoire des révolutionnaires en avril 1975 : né li y a cinquante-trois ans à Hanol, ordonné prêtre en 1950, fuyant le Nord en 1954 à la tête de ses paroissiens, Nguyen Quang Minh, le curé de Vinh-Son, est issu de cette époque où l'épiscopat les chrétiens dans la - croisade anti-

- inita

1

of the second

Company of the Party of the Par

1.30

· Penn

. . . . .

14 0 % . 3.

1.02

i mi

la discrimination raciale

. . .

- - - - -

1 45 fa 1 5

6000 70

. . . . -

W 20 00

11 1227

79.55

V Mag

2.75%

67.

.. - - - - - -

\_\_ -- -- -- -- --

فيتين والمستنان 

CHESTIAN MARTE ...

Les centaines de milliers de catholiques accords de Genève n'ont pas pour autant, aujourd'hul, basculé en bloc dans la contre-révolution ; il est significatif que, devant les murs de l'église encerclée, côtoyant les forces de sécurité, d'autres prêtres alent appelé le groupe rebelle à se rendre, comme le Père Nguyen Huy Lich, provincial des dominicains du Vietnam du Sud, lui aussi originaire du Nord.

Minoritaires - Ils sont trois millions pour quarante-cinq millions d'habitants. -les catholiques sont également dispersés, déracinés souvent : de l'exode de 1954, la chrétienté vietnamienne a conservé une répartition déséquilibrée, proportionnellement deux fois plus nombreuse au Sud qu'au Nord ; sur le tissu lâche des vieilles paroisses méridionales, tranchent toujours les noyaux serrés des paroisses nordistes.

L'Eglise vietnamienne, née avec les premières missions du saizième siècle, est devenue puissante à l'ombre du drapeau tricolore, recrutant principalement chez les pavsans pauvres et les divers « laisséslement, elle garde les traits forts de l'Edlise coloniale, où la pratique religleuse n'élimine pas les superstitions et se méle d'un anticommunisme sans partage — ne prie-t-on pas encore parfois pour la conversion de la Russie > ?

La communauté catholique était le plus sor soutien de l'ancien régime eaigonnais et lui foumissalt les plus anticommunistes de ses cadres. - L'obstacle principal de la paix au Vietnam est l'Eglise catholique », écrivait en 1970 un groupe de chrétiens du Sud, dans une lettre ouverte au pape. Eglise en mutation aussi : les courants nouveaux qui l'animent au Sud y contrastent vigoureusement avec la fixité des communautés nordistes, où le concours annuel de récitation du catéchisme n'est pas rare : maintenant qu · les pulssances de l'argent et de l'impérialisme ont été balayées de notre pays ». soulignait un document publié par huit groupes catholiques au lendemain de la libération, « l'Eglise catholique dolt montrer qu'elle est capable de se renouveler » pour s'adapter à la cituation.

ES conséquences de la victoire révo-lutionnaire au Sud se sont déjà fait sentir dans l'Eglise du Nord, comme en témolgnèrent trois prêtres de Salgon, dont le Père Lich, à l'issue d'un séjour à Hanol à l'occasion des fêtes du 2 coptembre. Ils contribuèrent à effacer l'image d'une Eglise persécutée par le régime.

« Les catholiques ont été traités comme tout le monde - par le gouvernement, reconnaît aujourd'hui le vieil archevêque de Hanoi, Mgr Trình Nhu Khué, Forte d'environ un million deux cent mille ames. cette Eglisa conserve sans doute 62 peau du Vatican flotte encore, ici et ià, sur les paroisses rurales alors que, dans loujours - à Dieu de détrôner l'ennemi de

L'intégration progressive des catholiques du Nord à la communauté nationale est cependant amorcée depuis plusieurs années : les citadins du Sud ont constaté avec surprise, dans les rangs de l'armée battante catholiques originalres du Nord ; surtout, l'épiscopat comme le clergé paraissant avoir oubilé la résistance qu'ils opposaient à la construction du socialismo, en Interdisant notamment aux croyants la fréquentation des coopératives lorsque ces demières furent mises sur pied : l'Eglise du Nord se persécutait ellemême en s'excluent de l'effort de déve-

Le « déblocage » s'est surtout effectué à partir de la libération du Sud : pour la première fois depuis 1954, après avoir résisté - pendant vingt ans, l'archevêque de Hanoi s'est rendu à un bureau officiel de la capitale... pour y présenter ses félicitations au régime et au Parti des travailleurs. Pourquoi un tel revirement quand le gouvernement lui, n'a pas modi-716 son attitude ? - Car evant, répondit Mgr Khué au Père Lich étonné, nous n'étions pas sûrs que les communistes pouvaient gagner. Maintenant, nous le

L'évêque de Thai-Binh, qui était si réticent devant les écrits « progressistes » du Père Tran Tam Tinh, relevant de son rinage sur le tombeau de Ho Chi Minh et demande à rencontrer les autorités. Le petite minorité de prêtres politisés existant au Nord s'est réconciliée avec ses évêques... La hiérarchie du Nord, sans doute, ne participe guère encore à l'édification du socialisme; elle commence tout juste à se sentir à l'aise.

M AIS, au Sud, que devienment les can-taines de milliers de catholiques nordistes qui ont migré en 1954 ? Rien sujourd'hul ne distingue, en apparence. leurs villages ou leurs quartiers; pour tant, - c'est eux qui profitaient le plus de la guarre, dit un intellectuel du Sud, et ant qu'elle est finie, c'est eux qui ont le plus à perdre... ».

implantés par leurs curés en bordure des grandes bases militaires, ou sur les principales voies d'« inflitration » de la résistance — Salgon paraissait verrouillée par une ceinture de paroisses nordistes, les « réfuglés de 1954 » qui ne se sont pas fondus dans la masse anonyme des citadins, soit la grande majorité, se voient sulourd'hui menacés dans leurs revenus. Ainst, au nord de Ville-Ho-Chi-Minh, ils se pressent per dizalnes de milliers en paroisses étriquées, qui ont gardé les - autour d'un édifice souvent vaste et clinquant : l'église. Coincés entre le périmètre militaire de l'aéroport de Tan-Son-Nhut et le centre de Saigon, ils tiraient surtout leurs richesses des divers trafics possibles entre les deux, depuis la contrebande jusqu'à la prostitution. Cette population ne s'est jamals intégrée au Sud, seulement à la guerre, et à la guerre

Maintenant que la guerre n'est plus qu'un souvenir, les difficultés croissent vite, auxquelles s'ajoutent de multiples incompréhensions : le curé tout-puissant, chef ladla incontesté dans sa paroisse, formé lui-même à l'ancienne école, s'y

retrouve mai dans la nouvelle réalité. Menacés dans leur pouvoir temporel par l'émergence des « comités populaires révolutionnaires - dans les quartiers, ces hommes percoivent de facon quasi magique leur rapport avec les autorités : Dans leur esprit, note un jeune prêtre selgonnais, tout ce qui vient du gouvernement est une tactique pour les persé-

Los signes do renouveau ne manquent cependant pas, du fait souvent de prêtres faisant bon accueil au regime, Sous l'impulsion du R.P. Phan Khac Tu, aujourd'hui vice-président de la Fédération des syndicats de libération de Ville-Ho-Chi-Minh, des coopératives se sant montées chez ces anciens réfugiés: ainsi la coopérative - Thanh Can -, qui fabrique depuis juillet 1975 divers objets métalliques à partir des rebuts de métaux

Caisse de résonance aux rumeurs les plus folies - re disalt-on pas, à la

#### Par HUGUES TERTRAIS

veille de la crise de Saicon, que l'évéque de Ban-Me-Thuot. Mgr Mai, avait eté coupé en trois morceaux?. — la population catholique du Sud, surioul celle qui est bien remise de la psychose qui régnait à la veille de la victoire révolutionnaire : - On no peut pas vivre avec les communistes », s'obstine-t-on à répéter au mépris de toute évidence. Les « communistes . ont-its t'air sympathique? - Ce sont des diables déguisés en anges ...

Dans les premiers mois du nouveau régime, une sorte de fièvre religieuse s'était en outre développée : prêtres ordonnés presque en cachette, à des le Sud, - comme si cela allait être bientôt interdit : couples unis à la hâte. souvent cinq par cinq: les Jeunes filles ne risquaient-elles pas d'être mariées aux invalides de guerre ? A l'origine de cette petite panique, il n'y a pas que les rumeurs : une vieille lutte contre les révolutionnaires avait, de longue date, forgé les formules destinées à couper court à toute déclaration apaisante.

L'Action catholique vietnamienne pouvait par exemple écrire en 1965 : « N'oublions pas que le communisme se déclare le champion de la justice sociale. Nous savons que ce prétexte est une illusion, car, dans la réalité, le communisme établit un régime cruel et inhumain. »

L'affrontement avec le régime révolutionnaire aura cependant été évité au Sud, malgré certains responsables catho-liques qui semblaient se préparer à de chaudes résistances; leurs demiers combats n'ont pas été totalement oubliés : ators que s'approchait, en avril 1975, l'Armée populaire de libération, un vieux manuel de recettes était réédité à Saigon pour - résister aux communistes -, intitulé : - Vivre sa foi - ; parallèlement, un « second » était adjoint à chaque évêque, diocèse de Saigon, la nomination de Mgr Thuan comme - évêque coadjuteur avec droit de succession », rendue publique après la libération, parut spécialement - inopportune - à de nombreux prêtres : « Il est impossible de trouver quelqu'un de plus anticommuniste pour ce poste », commentalt un professeur de séminaire. Enfin, aubitement, le nombre de paroisses augmenta par promotion de diverses chapelles d'appoint; l'administration religleuse s'éparpillait, s'atomisait, comme el elle prenait le maquis...

Le tension resta vive quelques mois, pour ne retomber qu'à l'automne, entre d'une part les groupes catholiques progressistes et. d'autra part, le délégué apostolique. Mgr Herr Lemaitre, et Mgr Thuan. Les deux préfets durent finalement muitter le terrait : le premier repagno l'Europe : la secono, non reconnu par le gouvernement, fut raccompagné dans son diocèse de liha-Trang.

- Pourquei vouloi détendre l'Eglise quand ello n'est pas menacée? », demendait un jeune prêtre... il semble qu'assez rapidement l'archevêque de Salzor, se son posé la même question, en appeiant les catholiques a giuna syst teurs compatriotes pour reconstru-re le pays. Après avair laisse des créties organiser de larges rencontres avec des représentants du F.N.L., Mgr E.ah pr.: 'ui-même de il organisar un séminaire élarai sur les questions ou traus! et de la praduction, puis un meeting pour saiver l'annonce de la réunification : il fit fire dans toutes les églises une lettre pastorale qui se terminait sur une note cot miste :

- La réunification sur la base du socia lisma réunit le Nord et la Sud, donne au pays la prospérité, à tous et à chacun le bonheur et le respect : et là où règnent le Justice et l'Amour, à est le Seigneur. La hiérarchie du Sus revena! de Délà en cotonna lorsque toutes les écoles secondaires avalent été rendues publiques. Mgr Binh avait céde aux autorités — à leur grande surprise - la propriété de

A UJOURD'HUI, les demiers bastions ée situent dans les diverses congrégations étrangeres endore présentes au Sud : Missions étrangères de Paris et jésuites surtout, dont quatques-uns, déja expulsés de Onine, révent de reconstituer Changhai de 1943 : à l'exception de certaines religiouses, la plupart vivent dans les lamentations ou poiporient des rumeurs terrifiantes...

Des missionnaires, certes, ont déjà été expulsés, en septembre 1975 principalement, et il ne reste plus un étranger en globale touchant auss: bien ceux ou celles qui conservent l'estime des Vietnamiens que des hommes d'Eglise jugés dangereux : à Mgr Seitz, par exemple, ancien évêque de Kontum, les autorités reprochaient l'annonce de persécutions en cas de victoire révolutionnaire et surtout le renvoi au Nord. « à pied et à marche forcée -, des réfugiés de 1954. Cela signifierait, disait-il en 1969, - un million et demi de morts avan: d'arriver au but... -.

· Enfants, allez précher la bonne nouvelle dans tous les coins du monde. Mais Dieu ne vous e pas dit d'y rester et d'y gouverner les Eglises ... », écrivait à cette époque et non sans malice un intellectuel liques et la Nation. Dans ces mêmes milieux, on ne cachait pas que le meilleur service que les étrangers pouvaient encore rendre à l'Eglise du Vietnam était de partir. Mais certains de ces missionnaires répétaient qu' « il vaut mieux se laisser expulser, ainsi le monde verra qu'il n'y a pas de liberté religieuse ».

A la vérité, estime l'un des prêtres catholiques sont trop longtemps restés un corps étranger dans le pays - ; alors que le marxisme a été introduit au Vietnam par des Vietnamiens. - le christianisme l'a été par des étrangers. Nous étions des catholiques vietnamiens, nous devons devenir des Vietnamiens catholiques ».

Le courant progressiste de l'Eglise du Sud, qui s'élargit maintenant de jour en jour, est une réalité déjà ancienne. Animé par des prêtres, des intellectuels, des militants et des militantes issus de la J.O.C. comme de l'Université, il s'est constitué sur de solides bases théologiques, à la différence sans doute de ce pas fait l'expérience du néo-colonialisme américais et n'a pas été touchée par les crises des Eglises occidentales.

Le concile Valicae !! ? Certains prêtres voudraient en faire un point central de recherche; d'autres font valoir que, sans mouvement révolutionnaire ou progressiste dans le tiers-monde, le concile n'aurait jamais vu le jour. - Ce que nous pensons possible de roaliser aujourd'hui, estime l'un de tes prêtres, nous le devons autant au mouvement revolutionnaire vietnamien chent ensemble, c'est un mouvement hisconque qui nous a conduits la. - Mais · nous ne voulons absolument pas constituer une Eglise séparée », insiste un autre, répondant d'avance à une accusation qui leur est souvent portés.

Dans l'hebdomadaire Cong Giso và Dan Toc (les Catholiques et la Mation), qui a recu la seconde autorisation de paraître, après l'ancien mensuel catholique Doi Dien, devenu Dung Day, l'on retrouve chaque semaine, à côté d'une lesture de l'Evangile dominical, nouvelles et reporlages sur l'actualité nationale et internationale, religieuse ou non.

Du côté des diriceants révolutionnaires. il semble que l'on ait déjà dépassé la qui était rappelé à Saigon à l'occasion de l'affaire de l'église de Vinh-Son : - A présent, comme par la passé, souligne la communiqué, le Front national de libépectent et détendent la liberté de croyance. veillent de lout cœur et à lous égards a le vie des religieux en général et des chrétiens en particulier. - Pour la lête de Noël, le comité de gestion militaire de Ville-Ho-Chi-Minh levait le couvre-feu. alors que cette date ne signifie rien dans calendrier traditionnel.

Comme les autres religions. l'Eglise catholique est représentée dans les comites du Front national de libération : le R.P. Truono Ba Can, ancien aumonier national de la J.O.C., en est l'un des vice-présidents pour Ville-Ho-Chi-Minh ; la même politique est suivie au Nord et

Aujourd'hui, on se préoccupe cependant de la question religiouse dans des termes certains dirideants s'intéressent notamment aux contradictions qui existent entre l'Eglise comme appareil, avec tout ce qu'il peut véhiculer au Vletnam, et l'Evanglle comme approche. De leur côlé, des prêtres gile: «Si le révolution est un renversement du capitalisme, de l'injustice, pour bătir une société plus juste dans laquelle personne n'aura ni l'occasion ni les moyens d'exploiter son prochain, cette

C'est une vole nouvelle que cherche le Vietnam. Pragmatiques, les révolutionnaires veulent innover, sur des chemins non défrichés en U.R.S.S. ou en Chine. Du côté de l'Eglise, les problèmes à résoudre sont multiples : elle est encore culturellement marquée par des superstitions, économiquement souvent en contradiction avec le régime, politiquement liée aux étrangers... Il s'v ajoule les déséqu libres produits par l'histoire, comme le manque de prêtres au Nord — les séminaires reprennent de l'activité - el par génératrice de chômage...

La réflexion approfondie engagée de

part et d'autre pourrait fournir un apport original. S'il est encore trop tôt pour dire que la voie vietnamienne n'est pas seulement militaire ou économique, mais aussi culturelle et, pourquoi pas ? religieuse. le problème subsiste : comment définir - le mode d'existence de l'Evangile - dans une société du tlers-monda sortle de la colonisation et accomplissant la révolution socialiste ?

### Dans les revues...

El La NOUVELLE REVUE SOCIALISTE ouvre un dessier sur le tiers-monde, pins largement consecré à l'Amérique du Sud, au conflit isreèlo-arabe, à l' « ère post-vicinamienne » en Asie, et à Madagastar. Ces études particulières sont priscédes d'un double exposé général : sur la position des socialistes français à l'égard du tiers-monde ; sur un projet d'une nouvelle organisation mondiale. (N° 19, mensuel, 12 F. – 12, cité Malherbes, Paris-5°.)

E C'est un « nonvel ordre économique », plus précisément : ses « espoirs et aléas », qu'expose dans sa revue le groupe de recherche d'ECONOMIE ET HUMANISME ; nouvel ordre qui paraît lui-même à la fois espéré et aléatoire. (N° 228, mars-avel, bimestriel, 15 F. - 99, qual Glemeneau, 63300 Calluire.)

69300 Calluire.)

5 Dans FUTURIBLES, les auteurs de c Environnement Europe et iters-monde », paru dans le numéro précédent, apportent une conclusion — provisoire — à leur étude. Dans le même cahler, S.-C. Kolm, directeur de recharche à l'Ecole des hautes études, s'interroge sur le Portugal, (N° 5, hiver 1976, trimestriel, 22 F. – 18, rue Cernuschi, Paris-17°.)

E LA NOUVELLE CRITIQUE a réuni une intéressante étable ronda à avec des spécialistes qui font un bilan de l'actuelle situation linguistique en Afrique et exa-minent l'avenir des langues africaires. (Nº 83, avril, mensuel, 18 F. - 2, pl. du Colonei-Fablen, Paris-19-.)

ETUDES, par la plume de P. Gérard S., ancien rédacteur en chaf d'un hebdomadaire malgache, actuellement responsable des programmes radiodiffusés en français par Radio - Vatican, public un exposé approfondi sur les perspetités politiques de l'us et les structures de la société malgache. En outre, deux études parallèles sur les P.C. Italien et français. (N° d'avril, mensuel, 10 F. - 15, rue Monsieur, Paris-7°.)

ELEUROPE EN FORMATION publie un important numéro où il est fait un large relevé des « repères pour un fédéralisme révolutionnaire ». Il s'ouvre par un « Traises-vous, bevards ! » d'Alexandre Marc, qui dans un précédent numéro s'écriait : « Silence, menteura » Dans l'esprit du directeur de la revue, ce sont les mêmes : les « européanistes » qui célèbrent l'Europe et l'empéchent de se faire. Voic: donc des éléments pour les vrais constructeurs, qui ne peuvent bâtir que sur un fédéralisme « révolutionnaire ». (N° 196-192, janvier-mars 1976, dix numéros par an, ce n° triple : 30 F. - 4, bd Carabacel, Nice.)

E La REVUE FRANÇAISE DES SCIEN-CES POLITIQUES s'affirme avec ca deuxième numéro. Contribution au bi-centenaire des Etats-Unis: à propos du Watergate et des réactions, bien plus morales et religieuses que politiques, qu'il a provoquées. Hubert Gourdon écrit une manière de « Dieu est-il américain? ». Une étude de J.-P. Boyim sur l'Angleterre et l'Europe, autour du référendum bri-tamique. (N° 2, avril, 28 F. – Presses de la Fondation nationale des sciences poli-tiques, 27, rue Saint-Guillaume, Paris-7°.) Dans REPERES, cahiers du CERES :

le & schiame yougosiave > et les multi-nationales françaises, première étuds du CERES sur la place de la France dans « le champ de l'impérialisme » mondials (Mars, mensuel, & F. - Edit. J. Mandrin, 5, rue Payenne, Paris-3\*.)

E SSPRIT donne la primeur d'importants extraits de l'Age de Fautogestion, de P. Rosanvallon (à paraître au Seuli). Une contribution de E. Vincent au débat sur le « neuraité ou la cuipabilité » de la science et de la technologie. Un exposé de G. Thill sur le débat nucléaire de Bruzelles : « Science, politique, foi ». (N° 4, avril, mensuel, 14,40 F. – 19, rue sacob, Paris-6°.)

El Le nº 4 de la revue RELATIONS
INTERNATIONALES, que dirigent J. Freymond et J.-B. Duroselle, est entièrement
consacré aux interactions entre la politique
intérieure et la politique extérieure. On
remarque notamment les articles intitulés
e 1831 : l'année de la Tunisie » et « 1911 :
l'année du Maroc », sinsi qu'une étude
d'Esri Noelte sur le reflet de l'opinion
publique américaine dans la politique
êtrangère de Boosevelt à l'égard de
l'U.R.B.S. entre 1941 et 1945. Cette excellente revue, encore trop peu connue,
annonce pour les prochains mois plusieurs
numéros spéciaux qui ne manqueront pas
de retenir l'attention : « Diplomatie secrète et diplomatie ouverte », « l'Europe
dans le monde ».
Cette publication franco-sulsas est due à
l'initiative de la Société d'études historiques des relations internationales
contemporaines, de l'Institut universitaire
des hautes études internationales (Genève)
et de l'Institut d'histoire des relations
internationales contemporaines (Panthéon-Sorbonne). (Décembre 1975, quatre internationales contemporaines (Pan-théon-Sorbonne). (Décembre 1975, quatre numéros par an. 25 F. - Librairie Sollee, 1, ruc de Médicis, 75006 Paris.)

numéros par an. 25 F. - Librairie Soiles, I., rue de Médicis, 75006 Paris.)

El Dans la perspective des élections présidentielles aux Este-Unia, Alexander Cockburn et James Ridgeway esquissent dans la NEW YORK REVIEW OF BOOKS les grandes lignes de la nouvelle politique de l'énergie qui est en train de se mettre en place aux Etats-Unis et soupésent les attitudes des candidats à la présidence à la lumière de leurs initiatives ou de leurs déclarations publiques. Evoquant le débat en cours sur le prix du gas naturel, les autsurs montrent que les grandes compagnies pétrolières, en faisant pression pour augmenter ce prix sur le marché intérieur afin de reniabiliser la production de gaz synthétique à partir du charbon, ne se comportent pas différemment à l'égard des consommateurs américains qu'ils ne le fent à l'étranger. (Vol. XXIII, n° 6, 15 avril, bimensuel, 75 cents. - 250 West 57 Street, New-York, N.Y. 10019.)

D ISRAEL & PALESTINE annonce l'abandom de la publication de son édition en français, pour des raisons économiques. Elle sera remplacée par une c lettre d'arsai et de Palestine » en français, couvrant chaque mois les principaux évênements. L'édition internationale (en anglais) continuera de paraître régulièrement. Dans son dernier numéro, l'édition française consacre un long article à la politique américaine en Proche-Orient faisant état d'un plan inspiré par la CIA. « visant à redistribuer les cartes au Moyen-Orient » et prévoyant l'éclatement du Liban. (N= 10-11-12, 2vril, mensuel. - B.P. 130-10, 7563 Paris cedex 10.)

E.F. 130-16, 75163 Paris cedex 10.)

M IMPACT, public per l'UNESCO, a choisi pour thème de sa dernière livraison « Science et guerre », où divers auteurs envisagent la question dans la perspective d'un hypothècique désarmement. (Vol. 26. nº 1/2, janvier-avril, 32 F. - 7, place de Fontenoy, 7570e Paris.)

Fontenoy, 15109 Paris.)

68 La réforme des politiques traditionnelles de santé, pour les adapter aux besoins des populations du tiers-monde, est le thème principal des derniers CAR-NETS DE L'ENFANCE, revue de l'UNICEP. (N° 33. janvier-mars, trimestriel, 6 F. Palais Wilson, C.P. 11, 1211 Genève 14.) S RAISON PRESENTE public les exposés et discussions d'un colloque sur le thème : « Marxiame et rationalisme ». (N° 37, 1° trimestre 1976, trimestriel, 15 F. – 16, rue de l'Ecole-Polytechnique, Paris-5°.) E LES CARHERS DU GRIF consarrent un numéro au travail des femmes, où est un numéro au travall des femmes, où est dénoncé le mythe de l'égalité: salaire, condition, promotion, etc. Point de vue: « Les femmes, colonie intérieure ». (N° 11, avril, cinq numéros par an, 12 F. - 11, rue du Musée, 1050 Bruselles. A Paris : « Parallèle », 17, rue Salut-Honoré, 1°.) S un numéro de POLITIQUE AUGOUR-D'HUI, présenté par Madeleine Rebérioux qui y a. par allieurs, largement contribué : les « Antimilitarismes » — au pluriel. Des étapes, dans une histoire de trois quarts

de siècle — et davantage, avec les chansons, vieille a tradition populaire > — débouchant de façon diffuse sur l'actualité qu'on sait. (N° de janvier-février, himestriel, 17 F. – 14-16, rue des Petits-Hôtels, Paris-10°.)

ELES CAHIERS DE LA CINEMA-THEQUE consacrent un important numéro spécial à l'analyse de l'œuvre du cinéaste américain David Wark Griffith avec, en particulier, des textes de Guido Aristarco, Barthelemy Amangual, Marcel Oms et une minuteuse filmographie établie par Jean Mitry. (N° 17, trimestriel, 15 F. – Palais des Congrès, \$5008 Perpignan.)

15 F. - Palais des Congrès, \$6000 Perpignan.)

ELES CARHERS DU CINEMA proposent une perspicace lecture du film « Jaws » (c les Dents de la mer ») et des naisyes de quelques films politiques récents : c la Cécilia », « l'Ollvier », c Bonne chance la France », « la Spirale » et « Nationalité immigré », suives d'un riche entretien avec le réalisateur de ce dernier film : Sidney Sokhona. (N° 283, avril 1876, mensuel, 10 F. - Passage de la Boule-Blanche 75011 Paris.)

E CA CINEMA public, entre autres, une

E CA CINEMA public, entre autres, une E CA CINEMA public, entre antres, une étude sur l'économie de la « nouvelle vague », une analyse très fouillée du film palestitulen de J.-L. Godard « Icl et ailleurs », des réflexions sur l'œuvre de J.-M. Straub, et deux entretiens avec quatre « cinéastes du dessiliement »: Techiné, Biette, Jacquot et Smihl. (N° 9, trimestriel, 16 F. – 14, rue de l'Armorique, 75015 Paris.)

75015 Paris.)

6 FEUILLE FOUDRE: à propos du film e les Derniers Cris de la Esvane », les rédacteurs de la revue se demandent s'il faut intervenir ou critiquer et expliquent longuement pourquoi, en définitive, ils choisissent l'intervention. Ils proposent des critiques négatives des films « Allonsantan » et « le Voyage des conédiens » et présentent une première description d'un film sur la Résistance réalisé par le collectif de la revue. (N° 5, trimestriel, 4,58 F. - Boite postale 16, 94201 1777.)

### INCERTAIN PORTUGAL

(Suite de la première page.)

Mais, pour - gouverner seul - en toute tranquillité, il fallalt que les socialistes aient la majorité à l'Assemblée de la République. Compte tenu du système électoral, ils devaient, pour ce faire, recueillir au moins 42 % des voix. Ils n'en ont

Si, comme il est vraisemblable, M. Mario Soares est désigné par le prochain président de la République pour former le gouvernement, il devra pratiquer, devant l'Assemblée législative, le difficile système des «majorités circonstancielles ». Le gouvernement « homogène » qu'il devralt former - et qui pourrait comprendre, il l'a annoncé, outre des ministres socialistes, des indépendants, situés à gauche et à droite du P.S., et, peulêtre, des militaires - sera contraint de négocier en permanence. Il devra quêter taniôt à sa droite, tantôt à sa gauche, les voix supplémentaires qui lui seront nécessaires pour faire approuver son programme, pour faire passer les lois et voter le budget et, enfin, pour éviter les motions de censure.

M. Alvaro Cunhal, secrétaire général du P.C.P., a déjá annoncé que, pour se part, il ne iguerail pas ce ieu-là, «Les socialistes vont-ils, les jours pairs, faire approuver les textes per le P.P.D., et les jours Impairs par le P.C.? -, a-t-il Ironique-ment Interrogé. Le P.P.D. et le C.D.S., pour leur part, ont annoncé leur opposition à un - gouvernement minoritaire », qu'ils considèrent antidémocratique par essence. el très dangereux dans le cas d'une démocratie aussi jeune et fragile que celle du Portugal, « Vous avez su ne pas être Kerenski. Sachez ne pas être Allende -, a dit M. Freitas do Amaral au secrétaire général du P.S. Mais le leader du C.D.S.

A PERPIGNAN

Les socialistes maîtres du jeu?

a également annoncé qu'il pratiquerait une - opposition civilisée ».

M. Soares a annoncé, durant la campagne électorale, que les quatre années à venir ne seralent pas consacrées à « éditier le socialisme » au Portugal, mais à résoudre les problèmes concrets du pays. De leur côlé les leaders du P.P.D. et du C.D.S. ont assuré qu'ils n'entendaient pas remettre en cause, dans leur principe, les - acquis fondamentaux de la révolution - : la réforme agraire et les nationalisations. M. Freitas do Amaral a même déclaré qu'il ne souhaltait pas restaurer au Porlugal un capitalisme qui y avait - lait taitlite -. Le secrétaire général du P.S. deviait donc, théoriquement, avoir une certaine marge de manœuvre.

Il estime que ses adversaires n'ont pas le choix. Le P.C. prendra-t-il le risque de s'allier au P.P.D. et au C.D.S. pour renverser les socialistes ? Ces trois partis formeront-ils, ensuite, un gouvernamen commun ? a narquoisement demandé le secrétaire général du parti socialiste. Mais, dans ces conditions, le P.S. ne serat-il pas poussé à gouverner plus à droite qu'il ne le voudrait ? Et le parti communiste ne sera-t-il pas tenté de faire sentir dans les usines et dans la rue un polds qui ne lul serait pas reconnu au Parlepremier plan de l'actualité qu'au début de l'été, lorsque sera formé le gouverne-ment. Elles n'en pésent pas moina, d'ores et déjà, sur la solution des problèmes les plus îmmédiats, tels que le choix d'un candidat à la présidence de la République.

l'ordre respectivement de 3 et de 25 %.

Le parti communiste manifeste une bonne

lenue, de même que l'extrême gauche.

C'est la formation conservatrice dirigée

par M. Freitas do Amaral, le Centre démo-

cratique et social, qui enregistre la seule variation importante, avec une progres-

sion de plus de 8 %. Elle double ainsi

sa mise et dépasse d'une courte tête

le P.C.P., devenant la troisième formation

politique du pays par le nombre de ses

Des calculs plus raffinés - tenant

compte de la diminution du nombre de

suffrages exprimés, mais aussi des votes

blancs et nuis - montreraient que le P.S.

el le P.P.D. ont, en réalité, perdu environ

10 % de leurs électeurs de 1975. En ce

qui concerne le parti communiste, la situa-

tion est plus complexe. Il est en progres-

sion apparente de 2% par rapport à l'an

demler. Si l'on effectue les corrections

Indiquées ci-dessus, ses gains sont un

peu plus élevés. Mais un phénomène sup-

plémentaire a loué: l'abstention, à ce

scrutin, du Mouvement démocratique poqu-

laire héritler des anciennes commissions

démocratiques électorales antifascistes,

qui a appelé à voter pour le P.C. Les

trois grands partis non communistes ont aussitôt assuré que les deux cent trente-

cinq mille voix recueillies en 1975 par le

M.D.P.-C.D.E. (soit 4,12% des suffrages

exprimés) devalent, en bonne logique,

être décomptées de celles obtenues par

Or de nombreux indices permettent de

et notamment à Braga, au nord, et à

Un fossé entre le Nord et le Sud

penser que dans plusieurs circonscriptions

Faro, à l'exireme sud - le P.S. a béné-

UNE analyse plus délaillée des résul-

selon laquelle les Portugals ont, dans leur

ensemble, manifesté un certain désenchan-

tement envers la - processus révolution-

naire - engagé deux années auparavant.

En effet les électeurs se sont comportés

de façon totalement différente selon qu'ils

votaient dans des zones où la - révolu-

tion - s'était traduite par des mesures

concrètes, ou bien dans des régions qui,

pour tout changement, n'avaient connu-

qu'un redoublement de la traditionnelle

propagande menée par l'Eglise et les

nolables contre les rouges. Ainsi, l'Alen-

tejo — cette grande plaine située au sud

du Tage, où les immenses domaines

appartenant à des propriétaires plus ou

moins absentéisles avalent été occupés el

transformés en coopératives - a massi-

vement voté pour le parti communiste.

Ainsi encore, les habitants de la circons-

cription de Setubal, dont la frange septen-

trionale fait partie intégrante de la cein-

tats permet de nuancer l'impression

élecleurs et de ses députés.

triquement, les socialistes auraient perdu un peu plus de leurs électeurs de 1975 que ce que suggère une analyse superficielle des chiffres.

> Si l'on admet qu'il y a actuellement deux camps au Portugal, il s'avère que 53 % des Portugais environ ont voté à gauche, soit, à peu près, 5 % de moins

> On peut admettre, en première analyse qu'il y a eu un glissament de proche en proche. Un nombre appréciable de voix gauchistes, tout d'abord, se sont portées vers le P.S., pour « voter utile contre la réaction ». Même en tenant compte de ce phénomène conjoncturel, le nombre de révolutionnaires (P.C.P. et extrême gauche) a diminue depuis l'an demier. C'est la traduction électorale de la réaction - antigonçalviste » qui a culminé en juilletaoût demiers parmi la population, et le 25 novembre sur le plan militaire.

Un nombre important d'électeurs sociaiistes, d'autre part, ont voté pour le P.P.D. ou pour le C.D.S. Ce phénomène était atlendu. L'année dernière, beaucoup de Portugais avaient, contre leurs sentiments conservateurs, voté socialiste, ils v avalent vu le moyen le plus efficace de « barrer la route au communisme ». Ils oni, simplement, retrouvé cette année leurs familles naturelles. Enfin. de nombreux électeurs du P.P.D., dans le nord du pays notemment, ont voté pour le C.D.S. ils ont affirmé ainsi qu'ils tiennent le parti popufaire démocratique - membre de la coglition gouvernementale - pour coresponsable des difficultés actuelles du pays, dans le domaine économique notamment. En outre, tout permet de penser que la triés du Mozambique et de l'Angola, qui s'étalent inscrits sur les registres électoraux depuis l'an demier ont voté pour le C.D.S., seul parti qu'ila ne pouvalent accuser d'être responsable de leurs malheurs, pulsqu'il n'a participé à aucun gouvernement depuis la « révolution des

ture industrielle de Lisbonne - avec en

particuller les chantlers navals de la Lis-

nave et de Setenave - ont également.

cette annés, donné la majorité au P.C.P.

tantes - conquêtes révolutionnaires - qui étaient ainsi plébisollées : la réforme

agraire et les nationalisations. Dépassant

désormals le parti socialiste dans trois

grandes circonscriptions où le proiétariat,

rural et urbain, est maloritaire (Beia,

Evora et Setubai), le P.C.P. peut se pré-

senter comme le parti ouvrier du Portu-

gal. Il conteste ginsi les prétentions du

P.S. stoon à lui ravir ce titre du moins à

le partager avec lui. Un cadre du parti

sion : - Notre avance s'est surtout mani-

festée la cù la révolution s'était concré-

tisée. » M. Marcelo Curto, secrétaire natio-

nal du P.S., secrétaire d'Etat au travall, a

confirmé, à sa facon, cette analyse, il a.

en effet, déclaré que l'avance du P.C.P.

uniste a tiré pour nous cette conclu-

Dans les deux cas, ce sont d'impor-

ficié d'una bonne partie des voix du M.D.P.-C.D.E. Au parti communiste, un interiocuteur a admis devant nous que sa formation avait sans doute recueilij au moins la moltié des voix du M.D.P.-C.D.E. Ainsi le - courant communiste - aurait effectivement perdu un petit nombre d'électeurs depuis le 25 avril 1975. Symé-

La lecture des résultats montre qu'il y a un certain glissement du centre de gravité politique du pays vers la droite. Mais le « raz de marée » conservateur, voire réactionnaire, que la plupart des observateurs avaient pronostiqué na s'est pas produit. M. Freitas do Amaral a d'ailleurs lui-même reconnu — rare franchise l — que les résultats de son parti, le C.D.S., n'étalent pas conformes à ce qu'il attendalt

s'expliquait par la « position cohérente de défense de la réforme agraire assumée par ce parti », alors que le P.S., empêtré dans le coalition gouvernementale, n'avait pas appuyé ouvertement cette réforme. Dans les circonscriptions du Nord, au

contraire, où deux années de « processus révolutionnaire - n'ont pratiquement pas changé la vie quotidienne des Portugais, on constate une avence quasi générale de la droite la plus conservatrice. Dans celle région de minuscules exploitations agricoles, assez isplée du reste du pays, ou l'Eglise calholique conserve une grande influence, le C.D.S. est partout en progrès. Ses gains par rapport à l'année dernière vont de 7 à 14 %, selon les circonscriptions. En revanche, le P.S. qui dans le Nord, est nettement le parti de la gauche, voil son score diminuer dans loutes les circonscriptions, saut dans celles de Viseu, de Viano-do-Castelo, à l'extrême nord, et. curieusement, à Braga, capitaie de l'intégrisme catholique portugais. Ainsi le fossé qui sépare le nord du

pays - où le P.C. a partout moins de 10% des voix — du sud — où, sauf dans l'Algarve, le P.P.D. et le C.D.S. recusuilleat, chacun, également moins de 10 % des suffrages - s'est plutor creusé à l'occasion de ces demières élections. Lisbonne, située au centre du pays, et qui est l'endroit où se sont joués les épisodes politiques les plus - chauds - de la révolution, enregistre deux mouvements contradictoires: le P.C. y a gagné plus de trois points, et le C.D.S. plus de huit. Le P.S., en revanche, y est en baisse de 8% Néanmoins, comme dans les deux autres circonscriptions centrales, celles de Santarem et de Portalegre, les résultats obtenus par les quatre grands partis y sont plus équilibrés que dans le reste du pays, avec une sensible prédominance du parti socialiste.

A ce phénomène inquiétant pour l'unité nationale, les demières élections ont apporté deux compensations. D'une part. je vote des - iles adjacentes - a été moins « autonomiste » que celui de l'année précédente. Le P.P.D. qui était l'agent de propagation du séparatisme aux Açores st à Madère, a subl une sévère défaite dans les deux archipels, perdant de 9 à 11 % de ses voix il demeure le premier parti dans les quatre circonscriptions insulaires. Mals le P.S., qui arrive en ecconde position partout, a progressé de 5 à 12 %. Le mouvement autonomiste s'y était fortifié, en 1975, su fur et à mesure que le Portugal semblait évoluer vers l'extrême gauche, ce dont les habitants des onze iles portugalses de l'Atlantique - qui vivent du tourisme et, pour les Açores, des revenus que leur procurent les bases étrangères - craignaient de supporter les conséquences. La « normalisation » du pays après le 25 novembre constitue l'explication la plus plausible du reclassement politique enregistré aux Açores et à Madère le 25 avril demier.

Il existe un autre facteur favorable à bonne implantation du P.S., matgré son recul dans les deux tiers des circonscriptions. Ce parti arrive encore en tête dans huit des dix-huit circonscriptions - conlinentales - essentiellement dans le centre du pays - et notamment à Lisbonne. Il anregistre, en revanche, des progrès dans certaines zones septentrionales où li était assez mai représenté. Alors que les communistes le Centre démocratique et social et le Parti popufaire démocratique enregistrent, dans leurs scores, des amplitudes considérables de 1,5 % à 44,3 % pour le P.C., de 4,2 % à 32,1 % pour le C.D.S. et de 6,2 % à 57 % pour le P.P.D. - le P.S. oblient partout des résultats honorables, recuelliant de 22.6 % & 44.7 % des voix. La formation de M. Mario Soares n'est pas devenue - le grand parti majoritaire » qu'elle ambitionnait d'être. Elle n'en demeure pas moins, dans les circonstances présentes, le mellieur ciment de l'unité nationale portugaise.

. JEAN-PIERRE CLERC.

#### cratique - gardent, et de join, la première et la deuxième place. Elles enregistrent l'une et l'autre un lèger recul, de

La droite en progrès

E N attendant, les états-majors ont commencé à étudier à la toupe les résullats des élections législatives. Imprévi-sible Portugal I Après la tourmente qui, l'été et l'automne demiers, l'avait conduit au bord de la guerre civile, ce pays vient d'élire une Assemblée législative qui ressemble beaucoup à la Constituante qu'il avait désignée une année auparavani jour pour jour. Avant toute étude détaillée des résultats par parti ou par région, par-delà toute analyse prospective des solutions ouvertes par le scrutin, c'est en effet, la relative stabilité du corps électoral qui force l'attention.

Les deux principales formations du pays. qui sont également celles qui se situent au centre de l'échiquier politique - le parti socialiste et le parti populaire démo-

Les Amériques latines dans le miroir du cinéma

'AVENEMENT du cinéma latinoaméricain comme élément spécifique du combat culturel pour la resendication d'une identité latinoaméricaine coıncide avec l'épanonisse-ment du cinéma cubain des 1963, et avec l'éclosion du cinéma novo brésilien. Des films nouveaux relèguent soudain à l'arrière-plan la plupart des fletions précédentes : les prolifiques cinématographies mexicalnes et argentines qui dominaient le marché sud-américain se voient définitivement discréditées à cause de leur démarche folkloriste et de lear gout du

compromis. Le mérite principal du Festival de Perpignan aura été de le souligner. Il nous rappela par ailleurs que de nombreux films étrangers, ayant l'Amé-rique latine pour objet, ont répandu dans te monde une image faisifiée de la réalité sud-américaine. En porticonsidèrent généralement l'Amérique latine comme une simple extension du cadre aventurier où lis installent habituellement leurs fictions. Dès 1916. David W. Griffith établit dans The Americano le modèle narratif de bien des films qui abordent la vie politique en Amérique du Sud ; un ingénieur des mines nord-américain (Douglas Fairbanks), dans one République tropicale d'opérette, contribue à renverser une dictature militaire abusite, épouse la fille du nouveau président et devient ministre de l'armée...

D'antres fictions hollywoodiennes attribuent aux hommes d'Amérique du Sud un comportement psychologique primaire : ils sont instinctifs, cruels, « machistes », superstitieux... Même lorsque des films lijustreut des combats politiques importants, c'est pour mieux insister 'sur l'aspect anecdotique, folkinsister our l'aspect anecdotique, folk-lorique, et réduire leur portée, leur sérieux. Dans Viva Villu ide Jack Conway - 1935), Viva Zuputa (d'Ella Kazan - 1952) et le Gaucho (de Jacques Tourneur - 1953), la révolte des héros Hent davantage à des raisons d'ordre sentimental, à un conflit amoureux, qu'à que prise de conscience politique. Les femmes sont d'ailleurs présentées comme des freins au progressisme, ne révant que d'intégration sociale et d'ordre bourgeois ; les masses servent à peine d'appoint à la fiction. elles sont méprisées, sous-estimées, prêtes à sulvre aveuglément des chefs charismatiques au projet politique

Un seul film bollywoodien a su donner des combattants politiques sud-américains une description favorable. celui de John Huston, les Insurgés (1949), qui sacrifie aux règles du thriller, mais présente avec sympathie la préparation d'un attentat contre le par un réseau clandestin de militants

E festival permit de mesurer l'infinence que ces films ont exercée sur le regard que les cinéastes sudaméricales allaleut lougremps porter sur leur propre réalité; il distingua toutefois l'empreinte positive que le travail de S.-V. Eisenstein et de son opérateur Edound Tissé dans Que Viva Moxico (1932) (œuvre inachevée dont nous vimes les montages approximatifs réslisés par Sol Lesser - Tem-pète sur le Mexique. 1933 - et par Marie Seaton - Time in the Sun. Mane Seaton — Inne in the Suit, 1939) laissa sur le réalisateur mexicain Emilio Fernandez et son photographe Gabriel Figueroa, qui imitèrent les cadrages et le montage des Soviétiques dans des œuvres baroques comme Maria Candela Ria (1943) ou Enamo-

rade (1947). C'est contre toute infinence, contre l'impérialisme culturel, que le nou-veau cinéma latino-américain semble se définir. Des œuvres comme Lucia

(de H. Solas - 1968), le Sang du Condor (J. Sanjiues - 1989). Trois tristes (igres (de R. Ruiz - 1969), les Dieux et les Morts (de R. Guerra -1978), la Terre promise (de M. Littin -1973) ou l'Eunemi principal (de J. Saujines - 1974) contribuent à éla-borer que dramaturgie nouvelle nourrie des traditions narratives vernaculaires, attentive aux mentalités populaires, à la mémoire collective. Ils élaborent en commun une autre histoire de leur continent qui tient compte du courage du peuple, de sa culture et de ses luties. Les cluéastes européens, surtout

après la mort de « Che » Guevarra et les événements chillens, se sont intéressés à la problématique lating-amériraine dans des films froidement poli-tiques (Etat de siège, Opération liberte...) qui ne savent s'articuler à la culture populaire des peuples qu'ils défeudent. De tous, la Spirale (de Mattelart. Meppiel et Mayoux) est celul qui définit le mieux les méthodes impérialistes de désorganisation d'un pouvoir de gauche et qui mesure les dangers d'un usage réactionnaire des es de l'information.

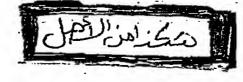
E l'œuvre du réalisateur classique argentin Leopoldo Torre-Nilsson, present à Perpignau, était projetée analysée. Elle confirma ce que la confrontation des autres films avait dejà fait ressortir, que jusqu'en 1963-1965 les cinéastes sud-américains poursulvaient une carrière d'auteur, captives par des modèles étrangers (dans le cas de Torre-Nilsson : Welles. Vis-conti et Bardem), faisant des problèmes psychologiques de quelques personnages en huis clos (la Chute -1959, et Solvante-dix fots sept - 1962. sont caractéristiques de cette veine) l'essentiel de leurs préoccupations. Si des problèmes directement politiques sont abordes (dans Fin de fête - 1960) ils sont traités dans les limites parlementaires d'une démocratie tradition-

L'impact des nonveaux films latinoaméricains les tire cependant de leur tour d'ivoire : Torre-Nilsson réalise alors des œurres qui apparemment colneident avec les préoccupations (sujets historiques, personnages popu-laires, luttes pour l'indépendance, esthétique de la violence...) des auteurs de la nouvelle génération. Mais ses films (Martin Flerro - 1968, la Tierra en armas - 1976) reprennent en fait, en les aggravant, les struc-fures des fictions d'avant, les structures des fictions d'aventures américaines : héros coupé du peuple ou conduisant le peuple, personnalisation de l'intrigue, narration à effets, goût du spectaculaire, racisme... et démon-trent qu'en Amérique latine, comme ailleurs, le cinéma politique doit prendre source dans le militautisme de ses anteurs et leur culture populaire : il ne relève jamais des oppor-

tunités carriéristes.
Il faut savoir gré aux organisateurs de ce premier Festival de Perpignan d'aroir présenté un programme dout la vocation auti-impérialiste n'étouf-fait ni l'hymour ni la tolérance; ils ont osé présenter des œutres ontrancièrement réactionnaires (parmi les-quelles l'incrovable et caricatural film anti-castriste Commando à Cuba de A.C. Ganuaway - 1964), confiants en la maturité du public. Ils rappelèrent enflu que l'idéologie de l'Impérialisme imprègne tous ses produits culturels. même les plus anodins comme les dessins animés, les documentaires ou les réportages. Ils sont de la sorte parve-uus à faire d'un festival de cinéma un passionnant forum d'initiation à la lecture politique de tous les films.







### Pretoria doit s'efforcer de briser son encerclement par des régimes progressistes

Kinshass, le dernier carré des dirigeants du FNLA boucle ses valises. Le président du Front, M. Holden Roberto, se prépare à partir pour la Tunisie. Les dernières troupes de l'UNITA, qui continuent à recevoir une aide matérielle de l'Afrique du Sud et de certaines puissances occidentales, en particulier via la Zambie, sont adossées à la frontière zambienne dans l'extrême sud-est du pays. Mais on ne voit pas comment l'UNITA pourrait gagner un appui populaire qui lui permettrait de sortir de son ghetto. La victoire du M.P.I.A. est acquise. De son côté, le Front de libération du Mozambique tient fermement la situation. L'accession au pouvoir de ces deux régimes, progressistes à l'intérieur et anti-imperialistes à l'extérieur, place l'Afrique du Sud dans une situation délicate.

Depuis 1973, Pretoria savait que les jours du colonialisme portugais étalent comptés. Ce facteur contribuait à lancer le gouvernement Vorster dans sa politique de « détente » qui n'était rien d'autre que l'adaptation de la politique étrangère sud-africaine à la nouvelle orientation de sa politique intérieure. Pariant des Bantoustans, M. John Vorster souhaitait établir avec eux « une politique de bon voisinage basée sur deux principes : l'indépendance politique et l'interdépendance économiqua. » L'Afrique du Sud voulait appliquer les mêmes principes à ses relations avec les Etals voisins. Elle devait s'engager dans cette voie parce que le glacis portugais en Angola allait disparaitre. Pretoria a toujours considéré le Zambèze comme sa ligne de défense naturelle et le rio Save, qui traverse le sud du Mocambique, comme sa ligne de défense naturelle et le rio Save, qui traverse le sud du Mocambique, comme sa ligne de défense avancée. D'autre part, le maintien du système de l'apartheid limite le marché intérieur et subordonne la croissance économique sud-africaine à la conquête de marchés extérieurs.

Très vite, les Etats africains a modérés » ont saisi la main tendue par Pretorla. Puisque l'armée sud-africaine est invincible, estimpient-ils, il fallait èviter avec Pretoria toute confrontation armée qui, de toute façon, précicipiterait l'Afrique australe dans le champ de l'afirontement entre les grandes puissances. En fait, la séduction qu'exerçait la force de l'économie sud-africaine auprès de ces régimes, tous intégrés au système économique occidental, étouffait leur opposition au régime de Pretoria, surtout si elle était d'abord justifiée par une solidarité raciale. Les succès de cette politique ont été tels que l'Afrique du Sud, peu à peu, gagnait son pari : diviser suffisamment l'Afrique pour paralyser toute menace sérieuse et pour élargir son espace économique.

Sous la pression de l'alle droite du parti nationaliste, fort de promesses américaines qui ne seront pas tenues, surestimant la force politique et le potentiel militaire du FNLA et de l'UNITA, Pretoria s'est lance dans l'intervention en Angola parce que sa politique de « détente » lui paraissalt suffisamment avancée pour bloquer toute riposte africaine. Avant même que cette dernière ne s'organise, l'intervention des troupes cubaines transformait en déroute l'expédition angolaise. La politique de « détente » a sans doute sombré dans ce fiasco.

E mythe de l'invincibilité de l'armée sud-africaine s'est ainsi effondré, mème si l'appui des troupes cubaines a joué un rôle primordial pour emporter vite la décision militaire. L'image que l'Afrique du Sud sonhaitait donner d'elle-même — un pays africain comme les autres, désireux d'établir des relations normales avec les autres Etats de l'Afrique — a disparu pour révèler une pu i sance agressive et expansionniste. A tel point que tous les chefs de file de la coopération avec l'Afrique du Sud — MM. Houphouêt-Boigny, Bongo, Senghor, Tolbert, Kaunda — ont affirmé que la « détente » ne pourrait survivre au désastre angolais. La position diplomatique de Pretoria est encore plus mauvaise qu'au début des années 70. Sa situation stratégique a elle aussi empiré.

La falbiesse des intérêts économiques sud-africains en Angola ne peut pous-ser Luanda à modèrer son hostilité à l'encontre de Pretoria. Par contre, la République populaire du Mozambique est obligée de tenir compte de sa dépendance, héritée de la période coloniale, à l'égard de l'Afrique du Sud. Mais les dirigeants du Frellmo ne cachent pas que la reconstruction nationale vise aussi à une indépendance complète par rapport aux circuits économiques occidentaux, et donc par rapport à leur centre le plus puissant en Afrique: Pretoria.

A l'est comme à l'ouest, l'Afrique du Sud est donc adossée à deux Etats qui lui sont résolument hostiles et qui veulent bloquer son expansion économique. La seule brèche par laquelle Pretoria peut éviter un encerclement total s'ouvre vers le nord à travers

la Rhodésie et la Zambie. Or les chances d'une solution négociée, donc de l'installation en Rhodésie d'un régime qui accepteraît de négocier avec Pretoria, sont frès faibles.

Pretoria, sont frès faibles.

Quel que soit l'interlocuteur avec lequel le régime de M. Smith ou un quelconque des représentants de la minorité blanche conclurait un accord, aucune solution durable ne peut être trouvée sans l'aval du commandement militaire unifié de l'A.N.C. Les quatre chefs historiques du mouvement nationaliste — MM. Nkomo, Sithole, Muzorewa et Chikarema — ont perdu la conflance des quinze mille combattants qui ont choisi une nouvelle stratégie : la guerre populaire prolongée. Ils veulent désormals une véritable révolution dont les méthodes et les objectifs sont très proches de ceux du Frelimo.

Cette évolution du conflit rhodésien illustre la conséquence principale de la déroute sud-africaine en Angola: la stratégie face aux régimes blancs

#### Par RENE LEFORT

d'Afrique a basculé. Les partisans des solutions négociées rangent leurs dossiers. A l'inverse, les partisans de la lutte armée intensifient leurs préparatifs quand lis ne sont pas déjà passés à l'action. Il leur est maintenant possible de s'infilter à travers 1500 kilomètres de frontières communes avec un Angola dont le président Neto déclarait récemment : « Nous sommes désormais en mesure de contribuer à l'indépendance d'autres pays.» Le président de l'AN.C. sud-africain affirme: « Les victoires de l'Angola et du Mozambique commencent à sortir nos militants de l'impasse où les avait conduits la répression de ces dernières années.» Il révèle aussi que l'entraînement des combattants s'intensifie et que le déclenchement de la lutte armée est proche.

Au contraire, la Zamble et le Zaire, qui étalent en Afrique australe les plus fervents partisans de la politique de « détente», sont acculés à la défensive. Après le « sommet » de Lusaka, le président Kaunda a dû pour la première fois admettre que la seule perspective qui s'ouvrait aux nationalistes rhodésiens était l'intensification de la lutte armée, alors qu'il n'avait pas hésité un an plus tôt à recevoir officiellement en Zamble même le Dr Vorster pour arracher au régime de M. Smith des concessions qui

permettralent l'accession au pouvoir en Rhodésie des représentants de la hourgeoiste noire. Pourtant la prépondérance dans le mouvement nationaliste rhodésien de l'alle militaire de l'AN.C., qu'une guerre prolongée ne peut qu'accentuer, isolerait encore plus la Zamble de son tuteur économique sud-africain. Par contre, la Zamble a cédé aux pressions sud-africaines en continuant à soutenir l'UNITA, retardant ainsi une normalisation de ses relations avec Luanda, qui conditionne l'exportation du cuivre zambien. Le président Kaunda ne semble même plus avoir les moyens de s'en tenir à une politique cohérente.

P OUR la première fois depuis son accession au pouvoir, le président Mobutu a dû cesser officiellement toute aide au F.N.L.A. et admettre que le seul mouvement représentatif du peupie angolais est le M.P.L.A. L'effondrement de l'économie zabroise, largement imputable aux dépenses que Kinshasz a engagées dans ses opérations militaires en Angola et à la fermeture du chemin de fer de Benguela, ne laissait pas de toute façon une quelconque marge de manœuvre au règime de M. Mobutu. En échange de cette volte-face, Luanda s'est engagé à empêcher l'armée des opposants katangais réfugiés au nord-est de l'Angola de s'infilirer au Zafre. Mais déjà la guérilla s'étend dans les régions frontalières avec le Soudan et la Tanzanie. En fait, malgré une aide américaine accrue, le président Mobutu aura beaucoup de mal à se remettre de sa défaite dans l'opération angolaise, où il avait jeté tout son poids. Seule l'accession au pouvoir de personnalités « modérées » pourrait bloquer la radicalisation de l'opposition actuelle.

Le division du continent africain

La division du continent africain face au régime de Pretoria pourrait être dépassée. La crise angolaise à démontré une fois de plus que, dans un confilt majeur, l'O.U.A. est incapable de surmonter ses divisions. Les régimes progressistes d'Afrique semblent donc avoir perdu leurs dernières illusions sur les capacités offensives de l'organisation africaine. Autour des anciennes colonies portugaises, les seules à avoir conquis leur indépendance par une guerre populaire prolongée, un front des pays africains convaincus que seule une confrontation armée viendrait à bout du régime de Pretoria est en train de se constituer. Les premiers jalous en ont été posés lors de la rencuntre de Conakry

où M. Fidel Castro a déclaré: « Si l'Afrique noire organise une armée multi-africaine pour règler une jois pour toutes son compte avec l'apartheid, la responsabilité en reviendra entièrement aux Sud-Africains. » Cube semble devoir jouer un rôle

Cuba semble devoir jouer un rôle essentiel dans cette offensive, et pourrait être, au moins sur le plan matériel, l'intermédiaire indispensable du soutien des pays du bloc socialiste. La base arrière de cette offensive serait l'Angoia, où rien ne laisse prévoir un départ rapide des forces cubaines qui y stationnent. On assiste donc à la renaissance d'une sorte d'OSPAAAI. (1) qui, après la fin des conflits dans le Sud-Est asiatique et la stabilisation en Amérique du Sud, concentrerait ses activités sur l'Afrique australe. Mais les différents Etais qui la composeraient ne semblent pas être d'accord sur la place respective qu'occuperaient dans ses iuttes de l'ibération nationals les forces intérieures et les aides extérieures.

L'Afrique du Sud a donc anéanti par son intervention angolaise l'acquis patiemment gagné dans sa politique de «détente». La crise politique interne va s'y aiguiser entre les tenants d'un assouplissement de l'apartheid et les «durs» du règime dont l'intransigeance depuis vingt-cinq ans ne fait que s'accentuer. L'inflation, aggravée par la baisse du prix de l'or et la hausse des dépenses militaires, va s'accélèrer. Perdant des marchés limitrophes et des voies de communication, la production devrait continuer à décrotire.

à décroltre.

Pretoria, ayant perdu la manche militaire, va maintenant essayer d'intiuencer l'évolution en Angola et au Mozambique; il s'agit de chercher d'abord à provoquer l'effondrement de l'économie, espérant ainsi détacher du MPI.A. et du Frelimo une population qui dans sa majorité n'a découvert que très récemment les mouvements de libération. La crise atteignant son point culminant, Pretoria frapperait alors un grand coup pour renverser ou diviser ces régimes radicaux et favoriser l'accession au pouvoir de factions plus modérées. Comptant sur l'énorme capacité d'intégration du système impérialiste. l'Afrique du Sud pense qu'elle pourrait alors, peu à peu, trouver des accommodements avec ces nouvelles autorités et regagner les positions qu'elle a perdues en Afrique australe.

(1) OSPAAAL : Organisation de solidarité des peuples d'Asla, d'Afrique et d'Amérique latine, créée à l'initiative des autorités cubaines.

### UNE ÉTUDE SUR LA LITTÉRATURE ALGÉRIENNE DE LANGUE FRANÇAISE -

### Textes profanes et parole sacrée

LORS qu'à peine douze ans nous séparent de l'accession de l'Algérie à l'indépendance, il n'est certainement pas facile de dresser le bilan d'une littérature aigérienne. C'est pourtant cette gageure qu'a tentée Charles Bonn dans un ouvrage qui propose une intéressante approche de cette littérature au triple plan de ses structures profondes, de ses rapports avec le politique et enlin de la relation qu'elle entretient avec ses lecteurs réels ou potentiels (1).

Prise entre ces trois poles, in littérature doit trouver ce que Michel Foucault appelle son existence escarpée», et c'est sans douts au niveau de l'imaginaire que se déchiffrent le mieux les intentions réelles des écrivains algériens. C'est la raison pour laquelle l'auteur s'attache en premier lieu à défecter, sons l'idéologie du discours social, les structures profondes de l'imagination créatrice articulées autour d'un certain nombre d'obsessions foudamentales : l'enfance, l'affrontement de la terre et de la cité, la trahison des pères et enfin le combat contre la ville.

e Chez nous. l'enfance est un monde privilégié, remarque Kateb Yacine. Nous balgnons dans un univers féminin. Les femmes ne sortant pas sont coupées du temps et racontent des bistoires. Elles sont portuses d'un monde epchanté fermé aux hommes à partir de douze à treize ans.» Et pourtant, en dépit de cet attachement au jardin clos de l'enfance, la littérature algérienne est le plus souvent une littérature de l'errance et du déracinement dans laquelle s'affroutent impitograblement in fascinante cité des Européens et l'obsédante terre des ancêtres. A la terre, l'amant, le voyageur ou le passager clandestin associent en général l'image de la mère et surtout d'une unité refermée sur elle-même, tandis que la cité irréelle et étrancète devient le lieu de la quête problématique d'un père toujours fuyant et toujours absent.

Désirée ou refusée, hostile ou familière, la ville est en effet l'une des dimensions essemielles du romanesque algérien, et l'approche que fait d'ello le colonisé est toujours fourde de concupiscence: a Rêves de possession: s'anseoir à la table des colons, coucher dans le ilt du colon, avec sa femme si possible » (Fanos). Mais en tant que lieu privilégié du regard étranger, la ville fonc-

tionne à la manière d'un plège dont il faut se méfler : « Se trouver face à une multitude de fenètres braquées sur soi n'a rien de particulièrement réjouissant, confie Kateb Vacine. J'ai déjà été pris au plège quatre ou cinq fois, et à chaque fois je n'ai pas donné cher de ma

A cet espace de la cité s'oppose celui de la mère, maison-caverne, ombre et silence. Mais la nous n'a eu de vrai père. C'était lui qui avait pris sa place, c'était lui le maître. Et les pères n'ont plus été chez nous que des reproducteurs. Ils n'ont plus été que les violateurs et las engrosseurs de nos mères, et ca pays n'a plus été ou un pays de bétards.»

Ainsi la quête du père est-elle le pius souvent vaine, car, ou bien il est absent, ou bien il a trahi. A l'époque coloniale, c'est surtout ce

### Par JACQUES CHEVRIER

grotte est aussi le séjour des ancêtres, et, al la ville demeure toujours le lieu de l'altérité, l'espace maternel constitue par excellence le lieu de l'unité et de la paix des origines. Il fant bieu cependant sortir de la caverne et basculer dans la lumlère et la discontinulté. Ce brusque franchissement qu'accompagne toujours la tentation de la fuite constitue pour le héros une des hantises les plus fortes de la littérature algérienne, car il s'agit d'un moment décisif qui prend les dimensions d'un véritable rite de passage après lequel tout retour est impossible. Au cours de son entreprise, le héros trouve appui auprès des vieillards dont la sagesse et la sérénité le conduisent à la rencontre des terribles ancêtres loudateurs qui, dans leur alfrontement à la cité, atteignent parfois à la dimension tragique des dieux anclens immolès sur la scène urbaine.

T OUTEFOIS. si dans son passage de l'espace maternel cios à l'espace ouvert des adultes l'adolescent des romans algériens entre parfois en contact avec l'ancêtre, jamais il ne rencoutre le père. Pourtant la quête du père est l'ane des constantes de cette littérature. Toute l'histoire de Nedjan est celle d'une quête éperdus des pères par les quatre amis condamnés à une perpètuelle estrance, comme des ombres sans fusil. Mais, de même qu'ils nient l'identité des pères, les autres (c'est-à-dire les Européens) ont supprimé le père, quand ils ne l'ont pas réduit à une existence humiliante : « Du jour où le Français est entré dans ce pays, plus aucun de

deuxième aspect que l'on retiendra : « Les hâritiers des preux se vengealent dans les bras des demi-mondaines ; cr furent des agapes, des fradaines de vaincus, des tables de jeu et des passages en première classe en direction de la métropole.» Ainsi, quand les fils as réveillent, leur première victoire est souvent remportée sur le père : les pères de Nedjma se réfugient à la mosquée, egarage de la mort lente », où Lakhdar vient les narquer. Souvent même les fils ont appris à ignorer le père et à s'adresser directement à l'ancêtre-fondateur : grâce à cette création de l'imaginaire collectif, la communanté peut en effet s'inventer une revanche fictive, transformant en victoire mythique une défaite une démension supplémentaire, c'elle d'une réponse possible à sa quête d'Identité alors que le père fait défaut : «Il peut désormais se regardet comme un enfant trouvé ou adopté, auquel sa vraie famille, royale blan entendu, ou noble, ou pulssante en quelque façon, se révilers un jour avec éclat pour le mettre enfin à son rang.»

Mais, pour les écrivains erilés, pour ceux que l'indépendance n'a pas satisfaits, ceux qui crient à la révolution confisquée, le fondateur ini-même a trahi une fois sa vanité satisfaite : « Le fondateur, notre chef clandestin ? Le voici qui bombe le torse et nargue les sorciers ». disnit déjà Kateb Yacine en 1956. Ainsi la père, l'ancêtre on Dieu iui-même se dérobent au moment où on croyait les rejoindre. Et la longue marche vers la caverne, la longue vie en creux des fils dans l'attente du père s'avère inutile et même culpabilisante. Ali Boumadhi peut alors constater, à la fin du Village des asphodèles : « L'époque hérolque de la chevalerie est définitivement révolue ; celle des technocrates, des comptables et des marchands de tapis commence. »

CEPENDANT, st l'écrivain a pour fonction de traduire l'imaginaire, il est aussi amené à prendre position. À se définir par rapport à une idéologie et même à en élaborer les grandes lignes, soit pour intter contre le colonialisme, soit pour prendre part au processus révolutionnaire déclénché par la guerre de libération nationale. La littérature algérienne de langue française a d'abord été en ellet une arme, conçue sous la forme d'une réponse à la phraséologie négative du colonisateur, et c'est donc tout naturellement que, l'Indépendance une fois acquise, elle a continué à exèrcer un rôle idéologique. Toutefois, dans son souci d'efficacité,

l'idéologie a trop souvent tendance à se constituer en discours social, c'est-à-dire en norme. Elle suscite alors des textes en général médiocres et cherche à récupérer toute la littérature qui s'est faite à sou insu ou avant son apparition.

Il est hors de doute que, comme dans la pinpart des pays du tiers-monde, la littérature algérienne traverse une crise dont une des canses fondamentales doit être recherchée dans une série de malentendus cristallisés autour de la notion ambigué d'engagement. S'il est notmai en effet que la littérature se prononce sur les problèmes de l'heure on commet par contre trop sonvent l'erreur, à l'échelon des dirigeants, de confondre l'engagement personnel de l'écrivain avec la pure et zimple propagande. D'où la boutade désabusée de Kateb Facine: « Quant aux artistes nous n'en avons pas yn un seull's pur seull.

artistes, nous n'en avons pas vu un seul i »
Reste à déterminer malgré tout quel est
l'impact réel de la littérature algérienne sur le
public auquel elle s'adresse désormais en priorité.
Question difficile dans la mesure où l'acte de
lecture se laisse difficilement réduire à des explications rationnelles, mais à laquelle une enquête
systématique permet cependant d'apporter d'appréciables éléments de réponse. Les analyses
auxquelles se livre l'auteur ne pouvant trouver
place ici, nous retiendrous de cette enquête cinq

1) Le littérature algérienne de langue trançaise touche une minorité de « clarcs », en majorité citadins :

2) Les femmes sont peu concernées par le problème ;

3) Le choix de la langue française apparaît lié au désir de modernité et de liberté individuelle;
4) La secture est perçue comme un acte

5) Les lecteurs réclament une littérature authentiquement nationale qui aborderait les problèmes politiques, les problèmes de la femme et de la famille et enfin le problème du couple et la situation de la femme dans l'Algérie et le Maghreb d'aujourd'bui.

Si l'on en croit l'auteur de cette étude, la littérature algérienne reste un phénomène marginal en raison de son caractère sérieur et élimire, mais surtout dans la mesure où l'idéologie actuelle semble vouloir la restreindre et l'enfermer dans une fonction commémorative et etinographique. Or le public est avide de nouveanté; il attend de l'éctivain qu'il désigne ce qui est confusément resenti comme une tare dont il est dangereux de parler.

En réalité, il est permis de penter que, pardelà le contenu de la littérature, c'est l'objet littéraire lui-même qui fait problème dans un pays à forte tradition orale comme l'Algérie. On peut donc se demander, ainsi que le suggère Jean Duvignaud, si le refus des éctivains de nommer cetrains étaits ne provient pas du fait que la langue française reste le lien par arceilence de la laicité, dans un monde où la Farole appartient encore pour une grande part an registre du sacré.

(1) Charles Bonn, la Littérature algérienne de langue française et ses lectures. Ed. Nasman, Sherbrooke, Québec, 1974, 256 pages, 7 dollars.

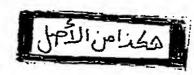
### ETUDIANTS ET ADULTES < DISCOVER THE AMERICAN WAY OF LIFE >

4 SEMAINES DANS UNE UNIVERSITE AMERICAINE

ler juillet - 29 juillet

An Intensive English Programme
Socio-Cultural and Socio-Economic Studies
Activités récréatives et sportives sur le compus.

INSTITUT DE RECHERCHE EN EDUCATION
80, rue du Cherche-Midi, 75006 PARIS.
Tél.: 548-10-94 ou 548-20-03 (le soir):



### LE TCHAD, PAYS DIVISÉ

### Une "indépendance" qui se conquiert

Eleveurs et paysans ont payé un lourd tribut à l'administration néocoloniale. Leur révolte coincide souvent avec les objectifs du FROLINAT.

Reportage de DIDIER BAUSSY \*



COMBATTANT DU FROLINAT DANS L'ENNEDI Un terrain propice à la guérilla.

E 21 avril 1974, Mme Claustre, une archéologue française, M. Marc Combe, un agent
de la Mission de réforme administrative
(organisme créé par la France pour réorganiser
l'apporeil administratif tchadien et dant le directeur, M. Pierre Claustre, est le mori de l'archéologue), le docteur Staewen, un médecin allemand,
neveu par alliance de l'ancien président Heinemann, sont enlevés à Bardal dans le Tibesti, dans
l'extrême nord du Tchad, par un groupe de
rebelles. Au cours de l'attaque de la mission
dirigée par le médecin allemand, l'épouse de ce
demier et deux officiers tchadiens sont tués.

Un peu plus d'un mois et demi plus tard, le 12 juin, le docteur Staewen est libère après que des négociateurs envoyès par le gouvernement de Bonn eurent versé aux rebelles une ronçon de 5 millions de francs et accepté de faire diffuser un communiqué dans lequel ils exposaient leurs

Mme Française Claustre et M. Marc Combe, citoyens français, subiront un autre sort. Considérés par leurs ravisseurs comme « prisonniers de guerre », ils vont être l'objet d'une négociation beaucoup plus compliquée. Un an plus tard, les deux Français étant toujours prisonniers au Tibesti, l' « affaire Claustre » éclate au grand jaur, à l'initiative du mari de l'archéalogue. Ce qui n'aurait pu rester qu'un « fait divers » devient une affaire politique qui met en lumière la nature des relations entre la France et l'une de ses anciennes coloniers.

En négociant directement avec les rebelles du Tibesti, le gouvernement français a fait peu de cas de la souveraineté d'un Etat dont les frontières avaient été dessinées par la France (I) et qui avait reçu sa Constitution de la France. En refusant de livrer des armes à Hissène Habré, ce même gouvernement a cherché à ménager son système d'alliances avec ses anciennes colonies. Son attitude ne fut tempérée que par le souci de préserver les avantages qu'il retire de sa politique dans cette partle de l'Afrique.

Les résultats de cette politique furent laurds de conséquences. N'Djamena dénanca les accords de coopération avec la France et demanda le départ des troupes françaises qui stationnaient au Tchad. La France se voyait ainsi imposer des limites à l'utilisation de bases militaires qui lui étalent surrout Indispensables pour le ravitaillement de

Les négociations reprises par les Tchadiens pour la libération de Mme Claustre (M. Marc Combe avoit pu fausser compagnie à ses ravisseurs début juin 1975) n'eurent pas plus de succès que celles qui avoient été conduites par les Français. Et le véritable problème qui se posait aux dirigeants tchadiens n'était pas résolu : celui de la rébellion armée qui s'étendait sur presque les trois quarts du territoire du Tchad, et dont les rebelles du Tibesti n'étaient qu'une faction dissidente.

quarts du territoire du Tchad, et dont les rebelles du Tibesti n'étaient qu'une faction dissidente. Depuis dix ans, le Front de libération nationale du Tchad (FROLINAT) lutte contre le pouvoir issu de la décolonisation et de l'« indépendance » pour faire aboutir un programme politique qui s'appose à toutes les formes du néo-colonialisme et qui prévoit l'édification d'une société socialiste. Le FROLINAT est né le 22 juin 1966 à Nyala,

Le FROLINAT est né le 22 juin 1966 à Nyala, au Soudan, de la réunion, dans une organisation politique et militaire, d'un certain nombre de mouvements et de partis d'apposition au régime du président Tombalbaye. Le premier secrétaire général du Front, Ibrahim Abatcha, représente l'Unian nationale tchadienne (U.N.T.), le porti progressiste qui avait, en 1958, préconisé le « non » au référendum constitutionnel proposé par le général de Gaulle. L'U.N.T. avait été interdite en 1962 et ses dirigeants emprisonnés par le président Tombalbaye.

### Premières dissensions

P EU de temps après la formation du Front, la direction d'Ibrahim Abatcha est contestée par le représentant du Mauvement national de libération du Tchad (M.N.L.T.), Mahamat Moussa, qui estime que la direction du Front dolt lul revenir, sous prétexte que sa formation est numériquement plus Importante et qu'il a déjá arganisé au

Ouaddal un foyer de lutte armée. Ainsi, aux premières heures de son existence, se manifestent à l'intérieur du FROLINAT des tensions entre les différentes tendances qui s'étaient réunies dans le but de renverser le régime de Fort-Lamy. Aux nationalistes progres-sistes qui veulent étendre la lutte de libération à tout le pays en combattant le néo-colonialisme valoir un point de vue régionaliste ou religieux. Mahamat Moussa se retire du Front quelques mois après sa formation. Jusqu'à son ralliement au régime de N'Djamena, en octobre 1975, il combattra épisodiquement les forces gouverne-mentales, mais aussi parfois les combattants du FROLINAT; son action, cependant, ne dépassera jamais les frontières du Ouaddai et ses forces seront toujaurs limitées à quelques petits groupes armés. Quelques années plus tard, après la mort, au cours d'un accrochage, d'Ibrahim Abatcha en 1968, Abba Siddick étant devenu secrétaire général du Front, l'éviction de Baghalani, un chef musulman qui avait été, lul aussi, un des fondateurs du Front et qui combattait pour des motifs essentiellement religieux, signifie blen la volonté des dirigeants du FROLINAT de ne pas se laisser déborder par des éléments fanatiques.

Ces dissensions furent exploitées par les autorités françaises et tchadiennes. En effet, en leur donnant une importance qu'elles n'avaient pas, elles purent affirmer que la rébellion était le fait de « soulévements de tribus », de « voleurs de bétail » au encore de « fanatiques religieux armés par l'étranger », et surtout pas d'une organisation politique qui combattait pour renverser non seulement le régime de Fort-Lamy, mais aussi le système néo-colonial qui le soutenait.

L'intervention française et son inefficacité démentirent ces assertions. ldriss, le chef d'état-major des F.P.L., qui fit pour nous le point de la situation militaire du FROLINAT :

« Au nord, nous c-t-il dit, nous controlons l'Ennedi et la plapart des zones qui l'entourent, ainsi que les pravinces du Biltine et du Ocaddoi, jusqu'au Salamat. Au centre, les provinces du Botha et du Guera. A l'ocest, l'essentiel du territaire du Chari-Boguirmi, à l'exception de la capitale. Au sud, nous ne contrôlons pas la Logone occidental, ni le Logone oriental, ni le Mayo-Kebbi. Dans le Sud, nous ne possédons pas de camps dans toutes les régions, mois nous avons de nombreux agents qui préparent le terrain sur le plan politique. Il ne faut pas oublier qu'on y trouve de nombreuses bases militaires françaises. Il en va de même pour le Kanem, pour lequel nous avons établi un plan militaire en vue d'y étendre notre contrôle et le faire communiquer avec les régions qui nous sont acquises.

— Qu'entendez-vous par « contrôler » une

» Nous ne disposons pas d'installations fixes à proprement parler, mais, dans chaque région, nos forces ormées s'installent dans des camps qui ne restent jamais plus de trois ou quatre mois à la même place. Cette mobilité est commandée par notre tactique militaire, mais elle permet aussi un brassage des combattants et des populations. »

Le FROLINAT contrôle-t-il ginsi plus de a maitié du territoire et prés de 40 % de ia population du Tchad? Plusieurs indices donnent crédit à ces affirmations. Tout d'abord, les diregeants du Front et Mahamat Idriss ont proposé de faire accompagner des abservateurs dans les zones contrôlées, invitation que nous-même avans déclinée pour des raisons d'emploi du temps. Ensuite, dans les comps que nous avons visités tants qui venaient de la plupart des régions du Tchad. Presque tous nous ont dit s'être engages dans les rangs du FROLINAT après avoir rencontré des bandes rebelles qui opéraient près de leurs villages. Enfin, tous les témoignages de voyageurs qui se sont rendus ces demières années au Tchad concordent pour affirmer qu'en dehors des régions de la zone cotonnière à l'ouest du Chari, des environs immédiats de la capitale et du Kanem, il est impossible de circular dans le pays sons escorte militaire.

En progressant dans son contrôle politique du pays, le FROLINAT vise un objectif que ni le colonisateur ni le réglme past-colonial n'ant atteint : réaliser au Tchad l'unité nationale. Y arrivera-t-il dans ce pays artificiellement façonné par la colonisation et qui reste fortement divisé?

### La persistance de la rébellion



En 1969, l'armée française intervenait donc pour liquider les rebelles tandis que, pour supprimer les « causes de la rébellion », des experts français (pour la p l u p a r t d'anciens militaires) développaient un programme de réformes administratives, surtout destiné à rallier au pouvoir central les chefs tradition-

nels dont l'autorité avait été supprimée por le président Tombalbaye. L'intervention française sous cette double forme fut un échec : les quatre mille hommes du corps expéditionnaire, malgré leur équipement de lutte antiguérilla, n'arrivèrent pas à anéantir la rébellion. Bien sûr, le FROLINAT fut durement touché, sas camps fixes furent détruits par les raids aériens, et il subit de nombreuses pertes. Mais la présence étrangère ranima les souvenirs de la colonisation et poussa de nombreux paysans à rejaindre ses rangs, donnant à sas dirigeants de meilleurs arguments pour faire valoir leur cause auprès des pays qui étaient susceptibles de les aider. Ainsi, le gouvernement algérien, qui savait par expérience ce que représentait une intervention armée de la France, et les pays qui avaient soutenu le F.L.N.

renforcèrent-ils leur soutien au FROLINAT.

Quant à la Missian pour la réforme administrative (M.R.A.) (2), si elle put opérer dans les zones aù la rébellion n'agissait pas encore, elle eut beaucoup de difficultés à travailler dans les

En 1971, l'intervention militaire française cessait « officiellement ». Malgré les démentis des autorités, on peut affirmer que l'armée française est intervenue directement par la suite, surtout en apportant l'aide de son aviation à l'armée tchadienne, dans laquelle servolent par ailleurs, « sous uniforme tchadien », deux cent solxante militaires français. Faut-Il rappeler que la garde nomade et les services de renseignements tchadiens étaient commandés par un officier français, le commandant Gouvernec ?

Un groupe de combattants du FROLINAT naus a mené jusqu'à Am-Djarras, dans le Biltine, où se déroulèrent encore en navembre 1974 de via-

 Réalisateur du film le Tehad des rebelles (Agence française d'imagen, 26, rue de l'Étolle, Devient lents combats entre l'aviation française et les troupes du Front. Les parois de la montagne, creusée dans cette région d'innombrables grottes, laissaient voir en de nombreux points des traces de mitraillages aériens. On nous a montré des éclats d'obus, de roquettes et aussi une bombe qui n'avait pas explosé.



Géographiquement, le Tchad est divisé en quatre régions d'inégales superficies, et aux caractéristiques climatiques et écologiques très différenciées. Le Sud tropical, qui représente à peu prés le quart de la superficie du territoire, est peuple de plus de la moitié de la population

(54 %) et, à l'intérieur de cette zone, près de la moitié de la population totale du pays se trouve concentrée à l'ouest du Chari. C'est dans cette dernière région qu'a été développée, par la puissance coloniale, la culture du coton et que vivent traditionnellement les ethnies saros dont est issue la classe politique

La partie sahélienne du Tchad s'étend audessus du dixième parallèle sur également à peu près le quart de la superficie du territoire. Environ 30 % de la population y vit, partagée entre des activités agricoles et l'élevage. A part quelques plantations de coton, l'agriculture y est surtout de subsistance (mil, sorgho), et l'élevage se développe selon des transhumances annuelles entre le sud et le nord de cette région jusqu'à la limite de la zone désertique. La majorité de sa population

Intercalée entre cette zone mixte et le Nord désertique (BET), se dessine la zone subdésertique où vit environ 12 % de la population. Les habitants y subsistent exclusivement d'activités pastorales et sont dans leur majorité islamisés.

Les trois préfectures du BET (Borkou, Ennedi, Tibesti) correspondent à la partie désertique du territoire. Environ quatre-vingt mille personnes y vivent (2 % de l'ensemble de la population). L'objectif visé par les troupes gouvernementales aldées par l'aviation française était le camp où se trouvait l'état-major des Forces populaires de libération (F.P.L.), l'armée du FROLINAT.

Quelques mois après ces c o m b a f s, naus rencontrions dans un camp de l'Ennedi, où s'entrainaient près de trois cents hommes, Mahamat

### Une mosaïque d'ethnies

C'est la région traversée par les grands nomades sahariens. Dans les oasis du Tibesti et de l'Ennedi, quelques populations ajautent au nomadisme des activités semi-sédentaires. Ainsi, les Toubous vivent une partie de l'année d'une agriculture essentiellement axée sur le paimier dattier et d'un petit élevage de moutons et de chèvres.

Sur ce découpage en régions climatiques, il faut superposer un découpage selon les groupes ethniques, bien plus complexe. Plus d'une centaine de langues sont parlées au Tchad, et cela rend bien compte des particularismes culturels et ethniques qui font de ce pays une mosaïque de micro-sociétés souvent très Indépendantes les unes

Cependant, l'implantation de l'islam sur la plus grande partie du territoire a eu pour conséquence la diffusion de l'arabe comme langue véhiculaire. Aujourd'hui, sans aucun doute, l'arabe tchadien est la langue la plus répondue dans le poys. Cette diffusion de l'arabe véhiculaire explique la pénétratian relativement modeste du français, qui n'a pu servir d'outil centralisateur et unificateur au service du nouvel Etat. Ainsi, bien que le français soit la langue officielle, moins de 10 % de la population peut l'employer pour s'exprimer (3).

### Éleveurs et agriculteurs

L A population du Tchad peut donc être partagée en deux groupes sensiblement d'égale importance. D'un côté, les papulations islamisées et, de l'autre, les ethnies animistes, parmi lesquelles la colonisation a fait de nombreux chrétiens.

Les deux groupes se distinguent aussi par leurs activités économiques. Si les islamisés de la réglon sahélienne sont à la fois agriculteurs et éleveurs, en général, dans les autres régions où ils vivent, l'activité principale de leur groupe est l'élevage (4). Les animistes, quant à eux, sont, dans leur immense majorité, des agriculteurs. L'élevage

d'ailleurs leur est Interdit par la trypanosomiase qui sévit dans la plus grande portie des territoires qu'ils occupent.

Il existait traditionnellement entre les éleveurs et les agriculteurs des liens fondés sur l'échange de leurs produits. Ces relations n'étaient pas toujours pacifiques, surtout à l'époque où la capture des esclaves était une entreprise très rentable. Cela peut expliquer en partie l'attitude différente de chaque groupe face au colonisateur : les agriculteurs, en général, acceptèrent avec une relative docilité la présence de l'étranger, et nombreux furent même parmi eux ceux qui adoptérent la religion de l'homme blanc. Au controire, les namades et les agriculteurs-éleveurs islamisés, surtout quand ils étalent organisés en féodalités, apposerent une resistance farouche à la penetration coloniale, et il fallut une succession de campagnes très meurtrières pour que l'ensemble du pays fut enfin pacifié en 1920 (5). Une fois terminée la pacification, la « mise en valeur » du pays pour le compte de la puissance coloniale allait pouvoir commencer. Les agriculteurs en furent les premiers bénéficiaires — ou plutôt les premières victimes, — quand il fut décidé que le Tchad serait producteur de coton.

(1) À la suite de la convention franco-anglaise du 21 mars 1899 (un an après Fachoda), qui établissait la souveraineté française sur le Kanem, le Baguirmi et le Tibesti. (2) M. Pierre Claustre en a été le directeur de 1973 à mars 1974. Son dernier représentant a quitté le Tohad en janvier 1976.

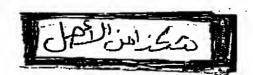
le Tenad en janvier 1976.

(3) Ce fait a d'ailleurs fini par être admis par le pouvoir central quand, en février 1975, Il a été décidé que le passeport trhadien ne serait plus soulement rédigé en français mais aussi en arabc.

(4) Il faut aussi signaler l'existence, dans les villes du Sud, de colonies importantes d'artisans et de commerçants musulmans qui tiennent une place importante dans la vie économique.

(5) Le RET restant d'aussi admissible de militale.

(5) Le BET restera sous administration militaire française jusqu'en 1985, c'est-à-dire cinq ans après l'indépendance du Tchad.



### Les ravages de la culture du coton



L'introduction de la culture commerciale du coton au Tchad (comme, dans d'autres pays d'Afrique, l'introduction l'arachide, du café ou du cacao) permettalt de monétoriser le système d'échanges qui, traditionnellement, fonctionnait sur le principe du troc, et payson en contri-

buable tout en ouvrant le marché africain aux produits européens. La vie de la plus grande partie de la population en fut dramatiquement transformee, car très vite les cultures com-merciales se sont trouvées en concurrence directe, pour la main-d'œuvre et pour les terres, avec les cultures vivrières. Plus la culture du coton s'étendait, et plus il était difficile pour les populations de s'appravisionner en produits vivriers, à tel point que lorsque la sécheresse atteignit la zone sahélienne (1969-1974), ses populations ne purent pas s'approvisionner dans les régions du Sud qui, elles, n'avaient pas été atteintes. Et la disette se

L'introduction de la culture du coton a ainsi progressivement accentué la division entre agriculteurs et éleveurs en les cloisonnant dans leurs types d'activité et en supprimont les échanges économiques qui les reliaient. Elle a aussi procuré à l'État nouvellement formé une classe politique liée aux intérêts de la puissance coloniale.

Venue au pouvoir après l'indépendance, cette classe politique, née dans les écoles primaires des régions cotonnières (7), a continué docilement la politique économique de l'ex-colonisateur, toujours pour le profit de ce demier. Bien sur, elle en a tire pour son propre compte de nombreux avantages et l'assurance d'être protégée, tandis que le sort de l'immense majorité de la population subissait la pression de plus en plus intolérable de l'impôt et avait de plus en plus à craindre les abus d'une administration qui s'identifiait à la classe dirigeante.

#### Le rôle de l'impôt

CETTE degradation de la condition des paysons apparaît d'une façon éclatante lorsque l'on rapproche l'évolution du prix du coton, payé au producteur par la COTONFRAN, puis par la COTONTCHAD, de celle du montant de l'impôt de capitation exigé pour les adultes de plus de quinze ans. Ainsi, en 1929, le prix payé au pro-ducteur de coton était de 1 franc par kilo et le montant de l'impôt de 5 à 10 francs par an : était donc nécessaire de produire entre 5 et 10 kilos de coton pour payer l'impôt d'un individu. En 1944-1945, le prix d'achat du coton ctait passé à 2,25 francs et le montant de l'impôt à 55 francs : il était donc nécessaire de produire 25 kilos de coton pour payer l'impôt. En 1960, le producteur recevait 25 F par kilo de coton mais devait payer 1.000 F d'impôt, soit produire 40 kilos de coton. En trente ans (de 1930 à 1960), si le prix payé au producteur a été multiplié par 25, le montant de la pression fiscale a mentation de la pression fiscale par rapport au prix du coton payé au producteur s'est poursuivie. Et, en 1970, l'agriculteur devoit payer 1,250 F d'impôt, alors que le kilo de coton lui était payé 26 F par la COTONFRAN (8).

### LE MONDE DIPLOMATIQUE

Fondsteur : Hubert BEUVE-MERY Directeur de la publication : JACQUES FAUVET Rédacteur en chef : CLAUDE JULIEN Rédactrice en chel adjointe : MICHELINE PAUNET

Prix de l'abondement annuel (en francs) Etranger ..... 73

PAR AVION (Abonnement et taxes) 

Afrique francophone. Guadeloupe, Gusane française, Martinique, Réunion neunini omorus, Madagascar, Laos, Viet-nam du Sud, Nouvelle-Calédonie, Nouvelles - Hébrides, Polymésie française, Ca m b od çe, Saint-Pietre - et - Miquelon, Wallis et

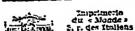
Arabie Shoudite, Iran, Irak, Ernei, Jordanie, Liban, Libye, Egypte,

Jordanie, Liban, Libye, Egypte, Syrie

Birmanie, Chine, Corke, Hongkong, Japon, Indonésie, Macuo, Mainiste, Mongolie, Philippines, Singapour, Talwan, Timor, Thailande, Vietnam du Nord, Australie, Nouvelle-Zelande, autres pays d'Oréanie d'Océanie ...... 140 Autres pays d'Afrique, d'Ame-

Rédaction et administration: 5, rue des Italiens. 75427 PARIS CEDEX 09 (Chèque postal : Paris cº 4207-23)
Tèl. Rédaction : 246-72-23
Tèl. Abonnements : 520-63-03
Tèles: Le Monde 650-572 Paris
Adr Telègraphique : Jourmonde Paris

Edité par la S.A.R.L. ie Monde. Jacques Fauvet, directeur de la publication. Jacques Sauvageot.





Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration. Commission paritaire des journaux et publications : 2º 57433

L'impôt est bien le moteur du système d'exploitation du payson : le seul moyen dont ce demier dispose pour se procurer l'argent d'un impôt qui sans cesse augmente est d'augmenter sans cessé sa production de coton. Pour ce faire, il doit délaisser ses cultures de subsistance et se procurer, en les achetant, les vivres qui lui sont nécessaires et qu'il ne peut plus produire. Il devient alors la proie de tous ceux qui, spéculateurs et usuriers, détienment le pouvoir de

L'impôt était étendu aux agriculteurs ne pro-duisant pas de coton et aux éleveurs. De ce fait, ces demiers furent encore plus exploités dans la mesure où pour eux s'ajoutait à l'impôt de capitation une taxe sur les bavins et les avins (9).

#### La résistance ou la tuite

CETTE mesure touche l'activité traditionnelle la plus importante du pays et frappe près de la moitié de sa population. Mais les éleveurs n'acceptèrent pas passivement cette controlnte imposée par un pouvoir qu'ils avaient toujours refusé, qu'il soit colonial ou issu de l'indépen-dance. Ils fuirent ou résistèrent en prenant les armes. Les nomades arrivaient tant bien que mal à échapper aux contrôles des fonctionnaires. Les éleveurs, qui étaient également des agriculteurs fixès à la terre, s'opposèrent sur place aux envoyés du pouvoir central chargés de les recenser et de collecter l'impôt, 'et qui se signalaient souvent par leurs moladresses et leur cupidité.

Car les mœurs de l'autorité administrative avaient bien changé depuis l'indépendance. L'administation française, au temps de la colonisation, assurait la collecte de l'impôt avec rigueur, mais aussi, la plupart du temps, avec équité. Les percepteurs de la nouvelle administration vont se livrer à d'innombrables abus, n'hésitant pas, par exemple, à percevoir l'impôt pour leur propre compte, plusieurs fois par an chez les mêmes contribuables, bien souvent avec la complicité des outorités locales et des forces de l'ordre. Lo révolte des éleveurs et des agriculteurs-éleveurs islamisés contre les collecteurs d'Impôt venus pour la plupart des régions animistes du Sud-Ouest pouvait, en se généralisant, se transformer en

une guerre à caractère tribal et religieux, comme ce fut le cas, à son début, pour la jacquerie des Maubis de la région de Mangalmé, en 1965. Mais le FROLINAT sut conférer à ces révoltes une autre dimension : la première mission que se donnérent les quelques militants qui commencèrent l'action du Front fut, en effet, de fournir un contenu politique nationaliste à cas révoltes spontanées et d'étendre le combat contre l'administration tribalisée du président Tambalbaye à la lutte contre le néo-colonialisme français. Et, progressivement, furent réunies les condi-tions nécessaires à la réussite de cette lutte :

- Un soutien actif de l'étranger : le FROLINAT trouva une aide auprès d'un certain nombre de gouvernements, de pays arabes pour la plupart, surtout la Libye qui a une frontière commune avec le Tchad;

- Un terrain propice à la guérilla : les régions du nord-est du Tchod furent utilisées comme des « sanctuaires » au pauvaient s'entraîner les combattants des F.P.L.;

- L'appui de la population : l'importance du rôle des milices dans l'organisation de la lutte rend bien compte de la volonté de faire participer l'ensemble de la population à la libération du pays. En effet, l'influence du Front a pu s'étendre par la création, dans les villages des zones contrô-lées, de comités de miliciens qui assurent la permonence du Front auprès des populations. Car si les miliciens jouent un rôle militaire en ren-seignant les F.P.L. sur les mouvements des troupes gouvernementales, ils sont également chargés auprès de la population d'appliquer la loi du FROLINAT et de collecter les cotisations. Souvent, les présidents des comités de miliciens sont d'an ciens chefs traditionnels qui ont mis leur autorité au service de la rébellion. Par hains du pouvoir central, au par conviction politique? En fait, Ils n'ont guère le choix car; pour eux, la loi du FROLINAT est impitoyable : les chefs qui ne se soumettent pas ou qui trahissent sont liquidés

Le Front bénéficie aussi d'un soutien de la part des communautés tchadiennes qui vivent à l'extérieur du pays. Bien implanté parmi elles, il en abtient des aides financières et des possibilités

Le Front dispose alors de tous les moyens pour exercer une action de longue durée, au moment où le président Tombalbaye voit son pouvoir s'épuiser, surtout à partir de 1973.

### La chute de Tombalbaye

A cette époque, les relations entre les gou-vernements français et tchadien sont très tendues. Il semble que la France ne veuille plus soutenir un homme compromettant et qui se toume un peu trop vers d'autres partenaires; en mêma temps, elle ne peut tolèrer la victoire de la rébellion qui accroît son impact sur les popu-lations décimées par la sécheresse. Elle continuera donc à aider l'armée tchadienne en attendant la venue au pouvoir d'un homme plus docile. Le président Tombolboye réagit brutalement, comme un homme menacé. Il fait emprisonner ceux parmi ses proches qui pourraient prendre sa place avec le consentement (ou l'aide?) de la France, tel le général Malloum, son chef d'état-major là la même époque, le docteur Outel Bono, un opposant qui faisait figure de représentant de la troisième force entre le régime et le FROLINAT, est « mys-térieusement » assassiné à Paris), puis il s'attaque oux institutions.

Il dissout le parti unique, qui d'ailleurs ne s'était jamais opposé à sa politique, et le remplace por le Mouvement pour une révolution culturelle et sociale (M.N.R.C.S.), chargé de véhiculer une propagande délirante et de mettre en action un programme cotonnier parfaitement irréa-lisable (récolter, en 1975, 750 000 tonnes de coton graine, c'est-à-dire multiplier par 8, sans modifier les conditions d'explaitation, le tonnage d'une récolte habituelle), tout cela sur un fond d' « authenticité africaine ».

Les valeurs occidentales sont rejetées et remplacées par l'enseignement de la tradition et la pratique des rites de l'ethnie du président. C'est la politique du « yondo », le tribalisme devient ouvertement une méthode de gouvernement. Cette pseudo-africanisation — à la zaîroise — de la vie politique va contre les intérêts et le confort de la clientéle la plus proche du président, en particuller l'armée. Quand le dictateur s'en prend directement à celle-ci en la critiquant publiquement, il s'engage dons une épreuve de force qui a toutes les chances de le conduire à sa perte. Et, le 13 avril 1975, il est abattu par un caup

### «Du tombalbayisme sans Tombalbaye»

Le lendemain, le M.N.R.C.S. est dissous par les militaires et quelques personnalités trap compromises a vec l'ancien chef d'Etat sont emprisonnées. comme Abdoulaye Dionoumo, l'ancien responsable des approvisionnements pendant la sécheresse. Le 16 avril est constitué le

Conseil supérieur militaire, le nouvel executif, composé de neuf membres, dant la présidence est confiée au général Malloum, l'un des premiers détenus libérés des prisons du dictoteur.

CONGO

La politique des nouveaux dirigeants, jusqu'à la dénonciation des accords de coopération avec la France et la demande du départ des troupes francaises stationnées au Tchod, ne se distingue pas tondamentalement de celle du régime qu'ils ont renversé. En effet, si des mesures d'apaisement ont été prises pour « récupérer » la classe poli tique qui, après l'avair soutenu, s'était détachés du précédent régime, il n'en reste pas mains que les tentatives de réaliser une « réconciliation nationale », c'est-à-dire de régler le problème posé par la rébellion, ont été bien timides, et les arguments utilisés bien peu crédibles.

S'adressant à leurs « frères de l'intérieur », les militaires se présentent eux aussi comme des rebelles qui ont combattu et vaincu la dictature. Le FROLINAT répond qu'une réconciliation nationale n'est possible que sur un programme politique qui conduirait le pays à « une indéper nationale véritable et qui permettroit l'édification d'une société socialiste », glors que, jusqu'à présent, la politique du Conseil supérieur militaire est du « tombalbayisme sans Tombalbaye ». Dans ses tracts, il rappelle aussi que les partis politiques et la principale fédération syndicale sont toulours interdits ou Tchad et que le congrès des associations d'étudiants n'a pas reçu l'autorisation de se réunir à N'Diamena.

### L'accord secret avec la Libye

T ES rebelles du Tibesti mettent d'autres conditions à toute négociation, conditions qui font apparaitre d'ailleurs les principales raisons de leur opposition au FROLINAT.

Cette rébellion est le résultat d'une dissidence, une de plus, à l'intérieur du FROLINAT. M. Goukouni, un de ses chefs, avoit com-mandé jusqu'en 1971 l'armée qui opérait dans les provinces du BET. Ses troupes étaient composecs essentiellement de Toubous (groupe ethnique rassemblant les ethnies teda et daza); cette armée avait danc la particularité d'être structurée autour d'un groupe ethnique détermine, qui opérait sur un territoire bien délimité et dont le com-mandant en chef était le fils d'un chef traditionnel, le derdel, exilé par le président Tombalbaye. Au Tibesti se retrouvait le problème pasé par Mohamat Moussa dans l'Ouaddaï en 1966.

Comme ce dernier, M. Goukouni, en conflit avec la direction politique du Front, se rettrait et restait dans le maquis du Tibesti avec un groupe de combattants teda.

allait avoir à affronter une situation nouvelle issue des monœuvres du président Tombalbaye. Celui-ci, en effet, dans un accord secret avec le colonel Khadafi, avait vendu une partie du Tibesti à la Libye. M. Goukouni et ses hommes se trouvaient en face d'un nouvel ennemi : l'armée libyenne, qui, en 1973, occupait le poste tchadien d'Aozou. Or le FROLINAT était soutenu par la Libye et c'était de Libye que partaient les indispensables convois d'armes et de ravitaillement vers les maquis de l'intérieur.

Il était exclu pour le Frant de ramore avec son principal soutien extérieur, encore moins d'engager des combats pour reconquérir les terri-toires d'Aozou. Ce que MM. Goukouni et Issène Habré, un ancien sous-préfet qui l'avait rejoint, vant essayer de faire, mais avec des effectifs et des mayens extrêmement faibles.

L'enlèvement des otages devait leur permettre de se procurer des armes à bon compte (ils ne disposent d'aucun soutien extérieur). De plus, la notoriété qu'ils comptaient retirer de cette opération pouvait leur donner l'espoir d'attirer dans leur mouvement des combattants des F.P.L. Il ne semble pas qu'ils saient parvenus à leurs fins. Leur action, paradoxalement, va servir les Intérêts du FROLINAT. par la population tchadienne, ne pouvait être définitive. Par ces accords, en effet, le gouvernement tchadien permet afficiellement aux avions militaires français d'utiliser la base de N'Djamena. En contrepartie, la France s'engage à former le plus rapidement possible les codres militaires qui manquent encore à l'armée tchadienne, ce qui permettra sons doute d'augmenter le nombre de conseillers françois qui servent « sous uniformo chadien ». L'armée tchadienne reçoit en outre le matériel utilisé augaravant par les troupes trancaises.

Cette décision de renforcer l'armée tchadienne, dans l'espoir de compenser le vide que laisse le

départ des troupes françaises, montre blen que ces demières lougient un rôle important dans la politique intérleure du rait avoir des conséquences importantes, même si les nouveaux accords de coopération tendent à en amortir les effets, quant à la stabilité du pouvoir de N'Daimena face au FROLINAT. En effet, lo Front a taujours affirmé que seule la présence militaire française entravait sa progression dans les régions du Sud-Ouest et qu'elle était donc le seul obstacle à sa victoire dans l'ensemble du pays. Si cette analyse est exacte, le FROLINAT peut, à moyen terme, accéder au pouvoir par la poursuite de la lutte armée qu'il entretient depuis presque dix ans. Cette hypothèse n'exclut pas les possibilités de négociation. Jusqu'à ce jour, le Conseil supérieur militaire n'a obtenu que le ralliement de M. Mahamat Moussa, mais il semble bien que l'ancien leader du F.L.T. ne représentait que luimême. D'autre port, les négociations avec MM. Isséne Habré et Goukouni, par l'intermédiaire du pére de ce demier, le derdei, que l'on avait fait reve-

nir de Libye, n'ont pas abouti. En face du FROLINAT, dont la position est renforcée par le départ des militaires français, le Conseil supérieur militaire, s'il n'arrive pas à trouver une force de remplacement, sera peut-être conduit finalement à proposer une négociation sur le terrain politique choisi par le Front. A moins que celui-ci, comme l'attentat à la gre-nade contre le général Molloum, le 13 avril demier à N'Djamena, tendrait à le démontrer, n'estime au'il est temps pour lui de passer à l'action dans les villes avant même d'avoir réussi à contrôler tout le territoire. L'action du FROLINAT peut encore, si elle n'entraîne pas une insurrection généralisée, aboutir à une révo-lution de palais : le Front aurait des alliés à l'intérieur du régime actuel. (Copyright Didier Baussy

et le Monde diplomatique.)
(Dessins de PLANTU.)

(6) Voir Qui se nouvrit de la famine en Afrique?, Comité information Sahel, Maspero, 1974.

(7) Ces dernières annèes, encore plus des trois quaris des écoles primaires du pays se trouvaient dans les régions de l'ouest du Chari.

(8) La COTONFRAN ne deviendra la COTONTICHAD que le 14 avril 1971.

(9) En 1970, cette tare a été supprimée, les éleveurs ayant été considérablement appauvris par la sécheresse. A l'époque, il avait été prévu de la ritablir en 1976.



L'intervention française dans ce que les responsables tchadiens considéraient comme une question de politique intérieure faisait ressortir au grand jour la dépendance de l'Etat « souverain » du Tchad à l'égard de son ancienne métropole. Après l'échec des négociations conduites por les Français, le gouvernement tchadien, pour ne plus avoir à subir d'autres humiliations qui l'au-ralent encare affaibli auprès de l'opinion nationale et internationale, annonçait que désormals les négaciations pour la libération de Mme Claustre ne se feralent que dans le cadre de celles qui doivent conduire à la « réconciliation nationale et par conséquent sous sa seule responsabilité. Pour bien signifier à tout le monde cette volonté d'être maître chez soi, le Conseil supérieur milila France et exigeait le départ des troupes fran-

### Hypothétique négociation

TES nouveaux accords de coopération signés à N'Diamena par M. Chirac, premier ministre français, les 5 et 6 mars derniers, indiquent blen qu'une telle mesure, au demeurant approuvée

### La crise intérieure libanaise

### CONVERGENCE SYRO-ISRAÉLIENNE

ES responsables israéliens ne donnent guère l'impression de s'in-quiéter des derniers développements de la guerre civile au Liban. A court terme, ils ne voient se profiler aucun risque d'affrontement majeur dans lequel ils seraient impliqués, et l'intervention syrienne n'est pas jugée, jusqu'ici, comme une menace pour leur ségurité,

Cette attitude est relativement ré-cente. Elle aurait été adoptée à la fin cente. Elle aurait été adoptée à la fin du mois de mars après que des assurances concernant les intentions syriennes eurent été fournies à Israël. Dans la mesure où l'intervention des forces controlées par Damas devait être limitée, où elle ne visait pas à menacer Israël, mais à bloquer la progression de la gauche libanaise et de ses alliés palestiniens. Israël n'avait aucune raison de se fâcher.

Un accord alus ou moins facite aurait.

Un accord plus ou moins tacite aurait donc été conclu. D'après les révélations de la presse américaine — renseignée de la presse américaine — renseignée par des fuites très intentionnelles, — les termes de l'accord auraient été discutés par le canal des ambassadeurs américains en poste à Damas et à Jérusalem. Hussein de Jordanie, en visite à Washington, aurait, de son côté, cautionné les « bonnes intentions » du président syrien, M. Hafez El Assad.

Cette « alliance objective » israélo-syrienne, fût-elle conjoncturelle, cadre syrienne, fût-elle conjoncturelle, cadre mai avec l'idée que la population israélienne se fait de la Syrie, considérée comme une espèce d'ennemi héréditaire, de mai absolu. Dés lors, on comprend qu'Israël ait nié qu'un quelconque accord permettant une intervention limitée de la Syrie au Liban ait jamais été passé. Mais les molles dénégations des autorités n'ont apparemment convaincu personne. Une caricature parue dans le quotidien caricature parue dans le quotidien Haaretz montre MM. Rabin et Ford donnant le feu vert au président Assad dépassant, aux commandes d'un char, une guérite libanalse (1)...

Aujourd'hui, les responsables israé-

liens peuvent donc affirmer en toute sérénité qu'ils n'interviendront pas dans les affaires intérieures d'un pays voisin tant que leur propre sécurité ne sera pas menacée. Reste évidemment à savoir jusqu'où une interven-tion syrienne peut aller sans constituer une telle menace, qui exigerait une réplique. Ici, les choses deviennent moins précises. Les autorités sionistes ont établi une a lique rouge » au-delà de laquelle, à leurs yeux, la poussée syrienne deviendrait dangereuse. Cette ligne n'est pas purement géographique. Elle se définit par la combinaison de plusieurs facteurs : aspect territorial, importance des forces engagées, objec-tif poursulvi. Ainsi quand, après avoir imposé un blocus terrestre et naval au camp progressiste et palestinien, la Syrie intervient militairement — mais de façon limitée — en faveur de la drolte, Israël n'a rien à redire. Et l'imprécision de la formule lui laisse toute latitude pour, le cas échéant, changer de politique. Mais, par l'intermédiaire des Etats-Unis, il sera toujours possible d'avertir les Syriens s'ils adaient trop loin.

sible d'avertir les Syriens s'ils adlaient trop loin.

Cependant, il ne faut pas surestimer la « collusion syro-isracitenne », selon la formule employée sans relâche par les radios égyptienne et iraklenne. La rencontre ne s'est faite que ponctuellement, sur un objectif limité. Israél continue de considerer la Syrie comme son voisin le plus dangereux et, surtout, la position d'Israél à l'égard de la guerre civile au Liban ne peut être réduite à l'attitude adoptée au cours du dernier développement du conflit.

On ne peut ignorer que, dès le pre-

On ne peut ignorer que, des le pre-mier jour, Israël est partie prenante dans la guerre, même si son rôle effec-tif n'a pas été très spectaculaire. Car, indirectement, cette guerre est aussi un épisode du conflit israélo-arabe.

épisode du conflit israélo-arabe.

Les premiers mois de l'année 1975, qui ont précèdé le déclenchement de la guerre civile, ont été marqués par une recrudescence des incidents à la frontière israélo-libanaise. Le conflit palestino-israélien ne connaissait pas de réptt. Le scénario était simple : de la frontière libanaise étaient tirés des coups de feu ou des obus de mortier. Des commandos de trois ou quatre fedayin traversaient la frontière, se falsaient intercepter et, le plus souvent, décimer par l'armée israélienne. Mais ils savaient ce qu'ils faisaient leur action n'avait pas d'objectif militaire de nature à gèner réellement leur adversaire; ils prétendaient simplement rappeler au monde que le problème n'était toujours pas règlé et créer une certaine insécurité aux frontières nord certaine insécurité aux frontières nord

La réplique de Jérusalem est hien connue. Des incursions étaient lancées en territoire libanais, des maisons « connues pour abriter des terroristes » étaient dynamitées, des Libanais, sou-vent communistes, étaient capturés et emmenés en Israël. Les protestations de Beyrouth, plus ou moins véhémentes selon l'importance de l'attaque, étaient selon l'importance de l'attaque, étaient toujours accueillies de la même façon. En substance, les dirigeants israéliens répliquaient: Quand vous vous déciderez à tenir en main vos Palestiniens, nous n'aurons plus à intervenir pour le faire (2).

En écho, les dirigeants des partis chrétiens de droite libanais reprenaient l'assument avec une rigueur crois-

l'argument. Avec une rigueur crois-sante, ils exigeaient que l'Etat restaure sa souveraineté sur « l'ensemble du

#### Par SELIM TURQUIÉ

cuter les termes de l'accord intérimaire culer les termes de l'accord qui sera signé le avec l'Egypte, accord qui sera signé le 2 septembre. En attendant, il n'est pas trop mécoutent de voir la résistance palastinienne « fixée » par le conflit

Cela ne l'empéche évidemment pas de Cela ne l'empéche évidemment pas de maintenir sa pression sur les Palestiniens. Ainsi, au cours du mois de juillet, le gouvernement israélien lance un assaut combiné de forces terrestres, aériennes et navales sur des camps de réfugiés dans la région de Tyr, au Sud-Liban, assaut qui fera treize morts et trente-sept blessés. Quelques jours plus tard, un autre raid de l'aviation israélienne contre le camp d'Aîn-El-Héloueh, près de Saida, fera cinq tués et permettra de détruire, d'un seul coup, deux cent vingt-sept maisons et et permettra de détruire, d'un seul coup, deux cent vingt-sept maisons et abris. Une opération similaire est lancée, début août, contre le camp d'El-Bas, près de Tyr. Au lendemain de cette initiative, qui avait mis à contribution des forces des différentes armes, M. Shimon Pérès, ministre israélien de la défense, devait déclarer: « Tout a été fait pour éviter les pertes civiles. Mais le fait est que les terroristes occupatent des régions peuplées... » Durant tout le mois d'août, la tension est ainsi maintenue: la presse israélienne ne fera pas mystère du fait que cette politique est liée à la signature de l'accord avec l'Egypte.

Au lendemain de la signature de l'accord intérimaire, M. Rabin déclare: « Nous devons maintenant joire jacs à des problèmes dans d'autres secteurs, « Nous devons maintenant jaire jacs à des problèmes dans d'autres secteurs, le terrorisme au Liban et la position syrienne. » (3) En début du mois de septembre, la guerre civile est alors suffisamment avancée pour permettre aux dirigeants Israéliens d'en tirer des conclusions philosophiques. « Les chrétiens, déclare le premier ministre, peuveut subir le même sort que les Assyriens et les Kurdes, ce qui prouve que, une jois de plus, les majorités arabes musulmanes ne permettent à aucun autre groupe minoritaire de vivre en Proche-Orient, à moins d'être totalement dominé. Il y a également un enseignement à tirer à propos de la position de l'O.L.P. en javeur d'un État laïque et démocratique en Palestine. » (4) Depuis cette déclaration, la presse, la radio et la télévision israéliennes reprennent régulièrement l'argument pour conforter la justesse de la position intransigeante prise par le gouvernement. Un parallèle entre le triste sort des maronites, « massacrés dans l'indiférence mondiale » (5), et celui d'Israél, très isolé sur le plan international, a vite fait d'être tracé. international, a vite fait d'être tracé. Pour les besoins de la cause, la guerre civile libanaise est présentée au grand public en termes confessionnels, la dimension sociale et politique de la confrontation étant largement sousestimée.

#### Un cours imprévisible

S I la propagande a ses impératifs, la guerre sur le terrain possède aussi les siens. Après la signature de l'accord intérimaire, la préoccupation majeure en Israël consiste à empêcher une intervention syrienne au Liban. A ce moment, une telle intervention n'aurait pas eu d'autre mobile que de faire contrepoids, sur le front nord-israélien, à la relative détente sur le frond sud. D'autant que, sans perdre de temps, le régime syrien passe un accord avec le régime jordanien et poursuit son assistance au camp progressiste liba-

En conséquence, les mises en garde adressées à la Syrie se multiplient. 
« Israël n'interviendra pas dans la crise civile, déclarait fin septembre M. Shimon Pérès, tant qu'elle restera une aflaire intérieure libanaise. Si la syriena. » (3) En début du mois de reconsidèrer très sérieusement sa position. » (6) En affirmant, en octobre, que la Syrie a échoué dans sa tentative de mobilisation du monde arabe contre l'accord du Sinal, M. Rabin devait rêitèrer les mêmes avertissements. Au cours du mois de novembre, l'ambas-En conséquence, les mises en garde cours du mois de novembre, l'ambas-sadeur israélien aux Etats-Unis fera de même. En attendant, le nombre d'incidents à la frontière libano-israé-

lienne a beaucoup diminué. En revanche, sur le plan diploma-tique, Israël rencontre quelques diffi-cultés. Alors que le mandat des forces de l'ONU sur le Golan approche de son terme, la Syrie réussit à faire inviter, pour la première fois, des représentants de l'O.L.P. à la réunion du Conseil de sécurité devant débattre, début janvier, de la situation en Proche-Orient. La réaction israélienne est vive. Le les décembre, une trentaine d'avions israéliens lancent une attaque contre des camps de réfugiés au nord et au sud du Liban. De source israélienne, on recompaira que ce raid aura llenne, on reconnaîtra que ce raid aura fait soixante-dix sept morts et cent

inquante blessés.

Intervenant au beau milieu d'un dé-licat cessez-le-feu dans la guerre civile, ce raid meurtrier sers regardé un peu partout comme une provocation. Le pape lui-même déplore cette attaque. Fait plus grave pour Israēl, les Etats-Unis n'apprécient pas non plus, condamnent le raid et enjoignent à contaminent le l'ain et allognent a Israël de ne pas recommencer sans les consulter au préalable. Effectivement, cette action sera la dernière opération d'envergure lancée par les Israéliens au Liban. A partir de cette date, les Etats-Unis tentent de controler de plus près les différents perteconistes près les différents protagonistes.

Il ne reste plus aux Israéliens qu'à se cantonner dans une politique plus tra-ditionnelle qui consiste à mettre en garde la Syrie contre une ingérence directe dans la guerre civile. « La prin-pale menace à la paix, déclare M. Pérès au mois de mars, vient aujourd'hui des

Syriens, qui essayent de renforcer leur influence au Liban et de le transformer en un pays de confrontation (avec Israël). » (7). M. Rabin surenchérit en conseillant à Damas de « ne pas fouer avec le feu. » (8) Cependant, des la fin du mois de mars, le revirement de la politique israélienne se fait déjà sentir : la Syrie peut sans crainte intervenir pour limiter les ardeurs de la gauche libanaise.

la gauche libanaise.

Même lorsqu'il adopte une relative passivité, le gouvernement israélien continue de jouer son rôle dans le déroulement de la guerre civile libanaise. Si une partie du peuple palestinien ne se trouvait pas au Liban et si elle ne s'y trouvait pas en armes, jamais une crise intérieure libanaise n'aurait pris une tournure aussi tragique. Si Israél n'était pas en mesure d'intervenir au Liban, si la situation dans la région n'était pas aussi délicate, jamais on n'aurait, sans réagir, laisse une guerre aussi totale se dérouler jusqu'à ses plus ultimes conséquences — le disparition d'un Etat et d'une armée centralisés. Le puissance et la proximité d'Israél ont permis à la guerre civile d'aller aussi loin.

L'Amérique, de son côté, n'est pas

L'Amérique, de son côté, n'est pas trop mécontente de la tournure que prennent les événements. Pour Wash-ington, il est « misonnable » que la Syrie freine les succès du camp pro-gressiste, même st, par la même occa-sion, elle renforce son influence au Liban. Il est également « raisonnable » qu'Israël admette que, dans ce cas précis, l'intervention syrienne sert ses propres intérêts.

Dans la partie qui se joue, d'autres enjeux que la seule issue de la guerre civile libanaise sont en cause. Si, sous le parrainage des Etats-Unis, les Pales-tiniens du Liban étaient « ramenés à uniens du laban etalent « ramenés à la raison » par la Syrie, un pas important serait franchi sur la vole d'une pax americana dans toute la région. Mais, parce que plusieurs batailles se jouent dans la guerre civile libanaise, son évolution reste imprévisible et peut déjouer les plus habiles stratégies.

(1) Haaretz du 13 avril 1976.
(2) Cette attitude à l'égard de la résistance palestinienne au Liban est classique. Ainsi, le 7 septembre 1975 (déclaration reprise par le Jerusalem Post de la resiste pas par le Jerusalem Post de la septembre, le premier ministre, M. Rabin, affirmait : « Le problème est évident. Il n'existe pas de gouvernement stable au Liban avec qui négocier. Il n'existe pas de problèmes territoriaux entre le Liban et Israel. Mais il existe le problème des organisations terroristes et de la faiblesse du gouvernement ithanals. »
(3) Déclaration du 7 septembre, reprise par le Jerusalem Post du 8.
(4) Déclaration du 17 septembre, reprise par le Jerusalem Post du 8.
(5) On peut trouver, à partir du mois d'octobre, de nombreux commentaires de la presse israélienne abordant ce thème. Voir par exemple le Jerusalem Post du 3 novembre 1975.
(6) Déclaration du 24 septembre 1975, reprise dans le Jerusalem Post du 25.
(7) Déclaration du 3 mars 1976, reprise dans le Jerusalem Post du 4.
(8) Déclaration du 10 mars, reprise dans le Jerusalem Post du 11.

### Une explosion politique et sociale

CEPENDANT, la seule dynamique du conflit palestino-israélien à partir de la frontière libanaise ne saurait suf-fire à expliquer le déclenchement de la guerre civile. Le feu a été réellement mis aux poudres lorsque ce conflit s'est conjugué avec l'explosion d'une crise politique et sociale due aux conditions internes du Liban.

L'exemple le plus révélateur de cette coincidence est peut-être la rébellion du Sud-Liban un mois ayant le déclenchement de la guerre civile proprement

Au début du mois de mars 1975, en effet, la population du sud du pays manifeste contre la décision des autorités libanaises de concéder le mono-pole de l'exploitation des produits de la pêche à une société industrielle nouvellement créée. L'incident prend tout son sens quand on sait que cette population est excédée par la passivité du pouvoir, alors que les bombardements et les incursions israéliennes sont monet les incurante et que le P.-D.G. de la société industrielle en question n'est autre que M. Camille Chamoun, minis-tre de l'intérieur et chef de la deuxième milice chrétienne de droite du Liban. Les affrontements avec l'armée liba-naise feront plusieurs morts du côté des manifestants, l'un d'entre eux étant Maarouf Saad, député progressiste du Sud. La protestation populaire prend alors une telle ampleur que l'armée croît plus prudent d'évacuer le Sud, le laissant sous le contrôle de la résistance palestinienne et des partis de gauche. Cette nouvelle situation pousse les Israéliens à multiplier les incur-sions en territoire libanais, ce qui a pour effet d'envenimer la crise inté-

rieure du pays.

A cette occasion, c'est toute la struc-A cette occasion, c'est toute la struc-ture politique et confessionnelle sur laquelle repose l'édifice national qui commence à se craqueler. La domina-tion politique des dirigeants de la com-munauté chrétienne est de plus en plus mal supportée alors que le Sud (musul-man chitte) est soumis aux bombardeman chiite) est soumis aux bombarde-ments et aux incursions, que la misère s'ajoute à l'insécurité et que la bour-geoisie, sous le règne du président Frangié, continue de s'enrichir avant qu'il ne soit trop tard. Pour couron-ner le tout, une bonne partie de la population du Sud évacue la région pour aller s'entasser dans des bidon-villes aux portes d'une capitale où s'étale le luxe. Il ne faut plus qu'une étincelle pour mettre le seu aux pouétincelle pour mettre le feu aux pou-dres. A Beyrouth, le 13 avril, des mili-ciens phalangistes tuent les vingt-trois occupants palestiniens d'un autobus, en réponse à l'assassinat anonyme, à la porte d'une église, d'un des leurs. Le départ de la guerre civile est donné. Dès lors, l'attitude israélienne devant

la crise libanaise, comparée à ce qui se passe quotidiemement à Beyrouth, devient assez passive. Les incidents de frontière ont toujours lieu, mais per-dent de leur importance. Israël a mieux à faire, car il est occupe à dis-

### **LE BOURBIER**

(Suite de la première page.)

En réalité, le seul élément de sur-prise dans l'attitude de Damas est la grave erreur d'appréciation tactique qui lui fit accorder son soutien à un qui lui fit accorder son soutien à un président impopulaire de part et d'autre, et dont le départ rapide aurait pu ouvrir la vole à une stabilisation progressive en réduisant le poids des extrémistes dans les groupes de droite et en permettant ainsi l'émergence d'un centre introuvable depuis le début de la crise. Sur le fond, l'intervention syrienne n'a pas changé de logique : maintenir l'équilibre politique et confessionnel du Liban, pour empê-cher que la situation libanaise n'échappe à tout contrôle, et préserver ainsi les à tout contrôle, et préserver ainsi les chances d'une négociation internatio-nale giobale destinée à régler le lourd nale giobale destinée à régler le lourd contentieux israélo-arabe. Après avoir soutenu les forces progressistes dans leur attitude pro-paiestinienne durant les années 1970 à 1974 et pendant les premiers mois de la guerre civile, la Syrie, cherchant à assurer son propre équilibre interne et régional, ne pouvait, après l'accord du Sinal et la montée en flèche des tendances de droite à l'échelle régionale, que rêtablir l'équilibre au Liban, seul pays où les Palestiniens échappaient à tout contrôle idéologique et militaire. Son rapprochement avec la Jordanie s'inscrit dans la même logique que son rapprochement avec les Phalanges Ilbanaises et son attachement au président Frangié. sident Frangié.

Deux autres facteurs importants devaient être pris en compte à Damas : d'une part, la pression du régime bassiste irakien sur le plan intérieur syrien et son appul aux organisations palestiniennes du Front du refus ; d'autre part, les conséquences internes qu'une confessionna-lisation absolue de la guerre civile libanaise pouvait entraîner en Syrie, pays qui comprend lui aussi de nombreuses minorités ethniques et relimieuses.

L'erreur tactique du soutien au pré-sident Frangié devait provoquer un autre développement spectaculaire sur le terrain libanais : la rencontre his-torique de M. Yasser Arafat avec M. Georges Habache, chef de file des organisations palestiniennes du Front du refus, en rupture de ban avec l'OLP, accusée de défaitisme dans la recherche d'une solution négociée au problème palestinien. M. Kamal Joumblatt devait lui aussi se rappro-

cher du Front du refus et lier encore plus étroitement sa cause à celle du mouvement palestinien.

L'Etat libanais disparu, la logique de la guerre civile devient donc naturellement celle d'un affrontement sans meret, par Libanais interposés, entre droites et gauches dans le monde arabe, conflit qui se polarise sur la nature des solutions à apporter au problème palestinien. Dans cette tourmente, où rares sont les purs, la Syrie est le seul pays du « champ de bataille » à disposer d'une force militaire opérationnelle après la neutralisation de l'Egypte : il paraît normal qu'elle y soit de plus en plus impliquée et que la crise qu'elle cherchait à mattriser ait tendance à lui échapper pour s'arabiser et s'internationaliser.

Les perspectives d'une solution sem-L'Etat libanais disparu, la logique

Les perspectives d'une solution sem-blent plus é loignées que jamais, d'autant qu'une grande inconnue de-meure sur cet échiquier compliqué :

la position de l'Union sovietique à l'égard du régime syrien et sur le fond du problème palestinien. L'URSS, peut aujourd'hui avoir intérit à prendre ses distances à l'égard du régime de Damas et de toute forme de négociation sur le problème israéloarabe, pariant sur l'échec à long terme des formes de divite à l'échelle vierte. des forces de droite à l'échelle régio-

· -- -- -

₹. • . .;

des forces de droite à l'échelle régionale.

Si les Etats-Unis, de leur côté, cherchent à gagner du temps pour ménager les intérêts israéllens en maintenant la région en état de « déstabilisation », tout en renforçant la sécurité des pays du Golfe, où se trouvent les réserves stratégiques d'énergie pour les trente prochaines années, on pourrait fort bien assister à une « balkanisation-vietnamisation » progressive du conflit dans une région a une continuation-viernamisation » progressive du conflit dans une région qui, en tout état de cause, n'aura plus le même intérêt stratégique une fois que de nouvelles formes d'énergie auront pris la relève du pétrole.

### Les carences de la gauche

TOUTEFOIS, la récuverture du dos-TOUTTEFOIS, la récuverture du dos-sier des minorités dans cette région du monde, moyen d'interven-tion historique du colonialisme occi-dental dans les pays du Proche-Orient sert les intérêts des forces hostiles à une paix fondée sur la justice. On peut s'étonner ici que la gauche liba-naise ait accepté de se laisser enfer-mer dans le piège du blocage politico-confessionnei que l'extrême droite liba-naise lui a tendu, et d'entrainer les confessionnel que l'extrême droite liba-naise lui a tendu, et d'entraîner les Palestiniens dans ces sables mouvants. En réalité, en plaçant au départ ses revendications dans le cadre des insti-tutions confessionnelles islamiques tra-ditionnelles du Liban, la gauche a certes bloqué la liberté d'action de l'alle musulmane de la droite liba-naise, qui n'a plus eu comme recours naturel que de se jeter dans les bras de la Syrie. Cependant, elle a en même temps aggravé la déviation bras de la Syrie. Cependant, elle a en même temps aggravé la déviation et la perversion confessionnalo-racistes de la dialectique de la lutte entre Libanais, d'autant plus que sur le terrain des combats, qui n'epargnent pas les innocents — comme dans toute guerre civile — elle-même n'a pas toujours su éviter et en tout cas réprimer certains abus et cartaines flambées de violence d'origine confessionnelle qui n'avalent rien à voir avec les objectifs d'une victoire militaire.

Parallèlement au maintien du blo-

cage politico-confessionnel, aucune politique de rechange ne s'esquisse dans les régions tenues par la gauche, notamment sur le plan économique et social, où les relations traditionnelles social, où les relations traditionnelles entre oppresseurs et opprimés restent inchangées, alors que la condition essentielle du succès durable de toute force militaire progressiste est l'introduction rapide de changements dans les rapports de production dans les régions militairement libérées. En réalité, le Front des forces progressistes libanaise est un assemblage hétéroclite de groupes, et souvent de groupuscules indisciplinés, que lient ensemble la forte personnalité et la grande habileté politique de M. Kamal Joum-

### CITE UNIVERSITAIRE

< PAVILLON DU LAC >

Buttres, Bouillabaisse, Poissons beurre blanc, Gibiers.

Ouvert to les jours. Terrame chauffée.

588-32-52 Salle pour banquets, 10 à 40 couverts.



La première publication française exclusivement consacrée au monde arabe

Des rubriques politiques, culturelles, économiques et le supplément "France-Palestine"

En vente dans les principaux kiosques, les drugstores, à Paris en province et au Maghreb : 4 F

Spécimen sur demande : 12-14, rue Augereau 75007 PARIS - Tél. 555.27-52 - 705.81-45

Centre France-Pays Arabes á LYON : 36, rue Tramassac, 69005 Lyon — Tél. : 37-16-63 Centre France-Pays Arabes à NANCY : 45, rue de Metz, 54000 Nancy



### et le conflit israélo-arabe

### LA LEVÉE PALESTINIENNE EN CISJORDANIE

T E 12 avril dernier, un événement est venu sanctionner l'importance de la poussée nationaliste palestinienne en Cistordanie occupée.

A l'origine, les autorités israéliennes avalent voulu s'appuyer sur les élections municipales pour tenter de mettre sur pied, avec le concours des élus, un statut d' - autonomie interne - dans les territolres arabes s'élendant à l'ouest du Jourdain. Cette politique, qui avait le soutien du roi Hussein de Jordanie, visait à briser le projet poursuivt par t'O.L.P. d'élablir un État palestinien Cisjordanie et à Gaza. Pour réussir, la manœuvre israélienne supposait que les dirigeants nationalistes se fassent battre aux élections ou, mieux encore, qu'ils refusent de s'y présenter sous prétexte qu'elles avaient lieu sous contrôle israélien. L'exemple des précédentes élections municipales, boycottees en 1972 par les nationalistes palestiniens, vanalt étayer cette hypothèse.

Mais, quatre ans plus tard, le climat a complètement change dans les territoires occupés. En effet, c'est seulement depuis la guerre.d'octobre 1973 que l'O.L.P. a travaillé dans l'optique de la - création d'une autorité nationale sur loule portion de territoire ilbérée par l'ennemi (1) ». De plus, ses victoires diplomatiques ont largement stimulé le mouvement natiopeuple palesilnien et de vivre dans une région de Palestine, telle est la réalité première pour les habitants de - la rive ouest du Jourdain -, qui préférent utiliser cette appellation géographique, politiquement neutre, pour désigner leur région.

Longtemps, ces Palestiniens de l'intérieur ont attendu de l'extérieur leur libération. Occupés par un Etat dont la puissance militaire est supéneure à celle de plusieurs pays arabes réunis, ils ne pensalent pas devoir jouer un rôle prépondérant dans le combat contre l'occupation. Même aujourd'hul, après des semaines de manifestations et d'agliation, ils savent que leurs seules forces ne suffiront pas. Mals, désormais, ils teront ce qu'ils pourront, leur expérience récente

leur ayant appris qu'ils peuvent plus qu'ils ne le pensaient. En grande partie grace aux autorités d'occupation. Ils se retrou-vent plus unis qu'ils ne l'avalent jemais

Pourtant, au moment où s'ouvre la campagne électorale. la direction du mouvement nationaliste (2) donne l'impression d'hésiter. La population n'a pas de consigne précise, alors que l'échéance et les enjeux du scrutin sont connus de tous. Finalement, le Front national prend l'initlative de constituer des listes de large coalltion et lance un appel à une parti-cipation massive aux élections. Par contre, le Front du retus (3), soucieux pour des raisons opposées à celles des Israéliens — à éliminer la perspective d'un mini-Etat palestinien, lance un appe au boycottage. Enfin, jusqu'au dernier jour, l'O.L.P elle-même reste dans l'expectative, multipliant les prises de position ambigues (4). Pourtant, toute la campagne orchestrée par les - listes du bloc pa-triotique », dressées à l'initiative du Front national, s'articule autour de la reconnaissance de l'O.L.P. comme « représen-

tant légitime du peuple palestinien ». organisé sous t'égide de la loi lordanienne. Cependant, les autorités israéliennes l'ont modifiée dans un sens progressiste. Alors que, sulvant cette loi, seuls les hommes possédant des propriétés avaient le droit de prendre au vote, pour la première fois les élections du 12 avril ont été ouvertes à tous les hommes et à toutes les femmes de plus de vingt et un ans.

Cette modification a provoque, au sein de la population, de nouvelles objections à la participation électorale. Pour les partisans (et surtout les partisanes) du Front du refus, accepter la transforma-tion de la loi jordanienne revenalt à reconnaître l'autorité de l'occupant. Le Front national a adopté cette position de compromis, bancale mais efficace, qui consistait à demander aux femmes de participer au scrutin mais de renoncei volontairement à présenter leur candida-ture. Ainsi fut fait.

#### La déconfiture des notables

E 12 avril, tous les courants politiques hostiles a une collaboration avec Israèl, à l'exception du Front du refus, se sont donc présentés sur les mêmes listes. En règle générale, les candidats étaient jeunes, instruits (médecins, ingénieurs ou professeurs), parfois commerçants et, autant que possible militants fraiche-ment (ibérés ou même encore emprisonnès. Dans le camp des adversaires, des listes du - bloc patriouque -, la défaite était déjà sensible. Ceux que l'on appelle « les collaborateurs » avaient beaucoup de

mal à constituer des listes complètes et se retrouvaient, le plus souvent, contraints de se présenter à titre individuel. Exemple significatif, le notable le plus connu pour ses accointances avec les autorités israéliennes et le royaume hachémite, le cheikh Jaabari, dont la famille assure sa domination sur la ville d'El-Khalil (Hébron) depuis une cinquantaine d'années, renonça à faire acte de candidature. En un seul jour, le roi Hussein de Jordanie vit s'écrouler toute l'auto-

#### Par ARTHUR RABAB

rité qu'il s'était acquise sur les munlcipalités de Cisjordanle. Les élections se déroulent dans une parfaite régularité. el la participation masculine et féminine est massive : n'est pas moins clair : la rive quest s'est

forte propagande nationaliste palestinienne, les autorités israéllennes avaient tenté de freiner le mouvement en imposant aux strictement municipaux. Au lendemain des élections, s'abritant darrière le même argument - nous ne sommes, après tout, disent en substance les élus, qu'un

gne plutôt sur les positions des « co-lombes », favorables à une annexion partielle des territoires, englobant près du tiers des terres occupées. Pour les habitants de la rive ouest, qui n'entrent pas dans toutes ces considérations, cette déclaration vient couronner l'attitude jugee provocatrice des dirigeants israéliens.



(Photo Gamma) LE MOIS DERNIER EN CISJORDANIE Les nouveaux élus n'entendent pas discuter de questions politiques avec les autorités israéliennes.

dotée d'une administration municipale qui, à une exception près (celle de Bethléem). est favorable à l'O.L.P. Ces premières élections libres en Cisjordanie ont fourni son assise municipale à un éventuel Etat palestinien sur la rive quest du Jourdain. Au lendemain de la victoire nationaliste, quelle va être et quelle peut être l'attitude d'Israel ?

Une tendance minoritaire s'est manifestée en laveur d'un dialogue constructif avec los nouveaux élus. Ce qu'il est convenu d'appeler la • gauche sioniste » a fait valoir que, les nouvelles autorités municipales étant réellement représentatives, il ne restait plus qu'à traiter avec etles. Mais, dans les faits, il devait en être autrement. électorale laissait percer une tation ne manquent donc pas.

ont fait savoir qu'elles n'entendant pas discuter de questions polítiques avec Israel. Pour cela, ont-elles ajouté, Israel devra s'adresser à l'O.L.P.

Cela ne signifie pas pour autant que les mairles vont s'en tenir exclusivement aux questions municipales. Elles entendent, par exemple, s'opposer à toute implantation de colonies de peuplement, demander que l'on mette fin aux difficultés de circulation sur les ponts reliant la rive quest à la Jordanie, que l'on supprime les taxes imposées aux étudiants arabes et qu'on ilbère les prisonniers dits « administratifs » détenus sans inculpation ni jugament, comme le permet la loi britannique d'occupation, reprise et mainnue par Israël. Les sujets de confron-

sur la rive ouest, les autorités d'occupa-

tion ont répondu par la manière forte. Au

lendemain de la marche du Goush

Emounim, le premier ministre, M. Rabin,

déclare que le Jourdain constitue la

frontière de défense naturelle d'Israel. Ce

talsant, il laisse entendre, en termes de

politique intérieure israélienne, qu'il s'ali-

cette agitation et paraît vivre dans un autre monde. Les plus lucides parmi les Israéllens comprennent que les Arabes se soulèvent contre l'occupation, mais estiment que leur gouvernement n'a pas d'autre choix que de réprimer la révolte. Les rares personnalités qui s'opposent à l'occupation et proposent une politique conciliatrice avouent que leur perspective a peu de chances d'être adoptée.

d'israel, elle semble étrangère à toute

Neuf années d'occupation de la rive quest du Jourdain se soldent donc par un échec. Aujourd'hui. la altuation y est comparable à celle dans laquelle se sont trouvés nombre de pays colonisés au moment de l'éruption des mouvements de tions ont passé des alliances de classes pour chasser l'occupant, ici et là, celui-cl a tenté d'utiliser la manière forte pour mater la rébellion. Icl et là, la répres-

aion a nourri, uni et élargi le mouvement. Mals, dans le cas présent, la situation d'ensemble est blen plus explosive. Car les manifestations en Cisjordanie ne peuvent être dissociées de la lutte que mène à l'extérieur une fraction blen plus vaste du peuple palestinien.

### LIBANAIS

blatt, secrétaire général du Front de soutien arabe à la résistance palesti-

Dans ces conditions, il est difficile de savoir si l'évolution de la crise libanaise se fera plus dans le sens d'une « balkanisation », qui pourrait se propager en d'autres pays, et notamment en Syrie, ou d'une « vietnamisation ». Les projets de fédération le manisation de l'était de la desite libranise. interne agités par la droite libanaise

favorisent la première hypothèse, cependant que la gauche s'y refuse à juste titre et que la résistance pales-tinienne semble encore garder espoir dans la reconstitution d'un Liban refuge pour son autonomie; elle a d'ailleurs annoncé son intention de

### Vers un « gel » provisoire du conflit?

ESPOIR de voir le Liban retrouver sa stabilité, son autonomie et un minimum d'unité paraît, dans l'immédiat, assez utopique. On ne voit pas, en effet, comment l'election d'un nouveau président de la République pourrait modifier les données de la situation libanaise, en l'absence de toute force militaire à l'échelon nationalité. toute force militaire à l'échelon national capable de s'opposer aux milices et de refaire l'unité du pays. Le Liban d'hier est mort sous les coups répétés de l'extrème droite chrétienne, qui a nils en route la dialectique de la violence confessionnelle et qui s'est arhamée à créer ou amplifier des contradictions entre l'Etat, qu'elle dominait de concert avec la droite musulmane, et la résistance palectinienne. Il serait étounant que les Phalanges, qui ont parfois essayé de tenir des positions centristes mais qui Phalanges, qui ont parfois essayé de tenir des positions centristes mais qui se sont toujours laisse déborder par les manœuvres de leurs alites d'extrême droite, puissent maintenant ressortir de l'ornière. Le Liban de demain n'est pas encore conçu, semble-t-lifaute d'une tactique efficace de la gauche articulée sur une stratègue effectivement révolutionnaire, brisant le blocage politico - confessionnel et freinant la dégradation des conditions de vie des masses déshéritées, à que: freinant la dégradation des conditions de vie des masses déshéritées, à queique confession qu'elles appartiennent.

Les projets de fédération avec la Syrie, dont on parle de temps à autre, pourraient peut-être arrêter le cycle interminable de violences, mais trop de forces et d'intérêts contradictoires agitent les milices qui se battent sur le soi libanais et dont la puissance de feu augmente tous les jours. En fait, les deux logiques de la halkanisation et de la vietnamisation risquant de continuer de s'amplifier de concert. D'un de la vietnamisation risquant de conti-nuer de s'amplifier de concert. D'un côté, balkanisation, que la Syrie s'efforcera de récupèrer, pour empé-cher Israèl d'en tirer atantage et pour assurer son emprise régionale en vue d'une négociation « satisfaisante » pour elle, en tant que force « centriste » ; de combattre toute sécession portant atteinte à l'unité du pays, ce qui implique la mise en place d'un pro-cessus de vietnamisation.

l'autre, vietnamisation, les événements du Liban renforçant la logique du Front du refus, pour qui le chemin de Tel-Aviv passe par les capitales arabes. Les deux processus paraissent extremement dangereux, puisque la Syrie elle-même risque d'être victime de la balkanisation, cependant que, dans le second cas, compte tenu de l'équitibre des forces régional et interpational et de l'absence de structus. requimore des forces regional et inter-national et de l'absence de structu-ration et d'unité de la gauche arabe. l'issue de la lutte peut ne pas être favorable à la cause palestinienne, ni, de façon plus générale, à celle de la libération du monde arabe de toutes les forces néocoloniales d'oppression, internes et externes.

Cest pourquoi la Syrie, qui a toujours cherche à empècher le problème
libanais de déborder du cadre syropaiestinien, sera peut-être amenée,
dans le futur, à richamer elle-même
une intervention arabe dans un cadre
onusien ». Ce serait une façon de
geler » provisoirement un conflit
colonial insoluble dans le cadre actuel
de l'équilibre des forces internationales, sans toutefois empècher que les
forces de l'histoire n'accomplissent
leur lent cheminement souternain. La
situation libanaise, elle-même issue
d'ambiguités coloniales dans son système confessionnel, est désormais intimement rivée au conflit israélo-arabe.
Depuis 1863, les dirigeants ilbanais
ont accepté de su bir les menaces
americano - israéllennes visant à les
pousser à rééditer un second « septembre noir » contre la résistance
palestinlenne. De même, ils ont laissé
les forces israéllennes dévaster le StudLiban sons tample faire intervenir

palestinienne. De meme, is ont imise les forces israéliennes dévaster le Sud-Liban sans jamais faire intervenir l'armée, qui, en revanche, était de plus en plus fréquemment appelée à réprimer les manifestations étudiantes, paysannes et ouvrières. Tout le pays paie aujourd'hui le prix de cette poli-

GEORGES CORM.

### L'aboutissement de neuf ans d'occupation

L 'ETINCELLE devalt pourtant venir d'ailleurs. Cinq jours après le scrutin, un partisan de la liste victorleuse à Ramellah est assassiné par un riche notable, candidat malheureux aux élections. La manifestation de protestation qui se déroule aussitôt se heurte à l'armée. Celle-ci ouvre le feu et tue un enfant de six ens.

Au même moment, le départ est donné à une marche de deux jours à travers les territoires occupés, organisée par le Goush Emounim (le - bloc de la foi -). organisation israélienne regroupant les partisans d'une annexion totale des territoires sous contrôle israéllen. Les placards publicitaires d'appel à la marche, publiés dans toute la presse israélienne, demandent aux participants d'apporter - leurs armes à feu et leurs instruments de musique (5) . Protégée par l'armée, la marche réunira plus de vingt-cinq mille personnes, de souche populaire pour la plupart. Elle se dérou-

lera cans incidents majeurs. Par contre, à cette occasion, toutes les villes de la rive ouest se mettent en grève. Des enfants et des jeunes gens attaquent les soldats Israéllens à coups de pierres. Ceux-ci répliquent en ouvrant le feu de nouveau. Un homme de cinquante-cinq ens est abattu à Naplouse. Plus de dix blessés par balles sont dénombrés. Dans la plupart des villes, lo couvre-feu est impose. A la vague nationaliste palestinienne

(1) Adoptée par le Conseil national palestinien, cette position a ôté entérinée par le «sommet» arabe de Rabat, en octobre 1974. A la mème réunion, les chefs d'Etat arabes ont enlevé au roi Bussein sa «ouveraineté sur la Cisjordanie pour la transmettre à l'O.L.P.

(2) Cette direction est assurée par le Front national, coalition clandestine de plusieurs organisations, allant de la fraction régionale du parti communiste palestiniens en Cisjordanie occupée :1 au parti Bass et aux réseaux de la résistance palestinienne.

(3) Le Front du refus regroupe les organisations de la résistance palestinienne (notamment le F.P.L.P. dirigé par Georges Habache, et le Front de libération arabe, pro-irakien) hostiles à la perspective de création, dans l'actuel rapport des forces, d'un Etat palestinien en Cisjordanie et à Oaza. Cette dernière orientation est soutenue par la majorité de la résistance, notamment le F.D.L.P. dirigé par Kayet Hawatmeh.

(4) A posteriori, l'O.L.P. se félicitera tout de même des résultats électoraux et de la poussée autionaliste en Cisjordanie.

(5) De telles annonces ont été publiées, par exemple, dans les numéros du Jerusalem Post parus dans la semaine précédant le 12 avril.

### Le Monde. de l'éducation

Le numéro de mai est paru

### • M. HABY: « On est allé trop loin dans certaines réformes. »

Parlant des programmes de l'école élémentaire, le ministre de l'éducation estime qu'il faut « donner un coup de frein » à la réforme des mothematiques et à celles du français et des activités d'éveil, et réhabiliter la notion de « connaissances ».

Dans les collèges, M. Haby estime que les programmes actuels du premier cycle doivent être à la fois élargis à des domaines nouveaux (sciences économiques et humaines, sciences physiques

#### et technologie) et rendus moins ambitieux dans leur contenu. ■ LES BONNES AFFAIRES DE L'«ANGLAIS RAPIDE»

Comment on peut faire de confortables bénéfices en promettant monts et merveilles aux apprentis managers désireux d'apprendre en quelques heures la langue du dollar.

### également dans ce numéro :

La vie dans les lycées : débat avec les lecteurs. Allemagne de l'Est : une formation professionnelle pour tous les enfants. Suisse : l'allemand à la française. Animation culturelle dans le Nord. Philippe Soupault interviewé par des écoliers.

En france, un étudiant sur dix est étranger. Des professeurs jugent la réforme. La formation continue dans les entreprises beiges. Comment s'inscrire en maternelle.

Le numéro: 5 F - Abonnements (11 numéros par an)

France: 50 F - Etranger: 68 F

5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09



# Objectifs militants

mions, il y o deux ans, dans cette mème page (1), l'avènéma militant d' « ayant-gaugarde et d'extrême gouche.

Des réalisations, peu nombreuses mois décisives, sont venues depuis exaucer ce souhait. En particulier, Milestones (1974), de Kramer-Douglas, et Numéro deux (1975), de Jean-Luc Godard; ces films apèrent aujourd'hui, dans un cinéma militant en crise d'identité, une coupure semblable à celle que produisit en 1968 la Horo de los homos, le célèbre film péroniste de Octavio Getino et F. Ezequiel

Ce que minent désormais les œuvres de Kramer et de Godard,

est l'arrogance friable des démonstrations militantes, ainsi que leur didactisme, leurs certitudes, le ton volontariste de leurs commentaires. Ni Godard ni Kramer ne s'opposent, sur le terrain de celui-ci, au sur-pouvoir télévisuel. La télévision n'est pas leur sur-moi. Ils déplacent 'ordre du discours militant, le font dériver vers d'autres fronts, vers d'autres rivages. La où de nombreux cinéastes militants s'efforcent, sons aménité, et sans y parvenir, de nous faire « prendre conscience », Godard et Kramer y parviennent et nous font prendre plaisir. Ils parlent politiquement les thêmes que le film militant s'obstine à forclore; le corps, la sexualité, l'histoire, le couple... Ils utilisent et assument la fiction, l'articulent à un discours politique béant, troué, conscient des stratégies mais indifférent aux tactiques, non dogmatique, radicalement subversif. Ils élaborent, et sont les seuls oujourd'hui à le faire, un cinéma militant, non plus de la réalité ou du monde (pièges de toutes les normativités) mais du sujet. Ils réintroduisent surtout, dans une problématique militante obsédée par le didactisme, l'efficacité, l'impact, le prosélytisme (qui reposent sur la surélévation de l'influence du cinéma, piège où tombent, entre autres, tous les publicitaires), un débat vivifiant, fondamental, sur

qui roppeloit aux partisans d'un art pédagogique : « Si l'art éduque, il le fait en tant qu'art et non pas en tant qu'art éducatif car, s'il est éducotif, il cesse d'être art, et un art qui se nie lui-même ne

peut éduquer personne. » L'exemple de Kramer et Godard, les problèmes de déontalogie militante qu'ils posent rejoignent les préoccupations de cinéastes qui remettent de plus en plus en cause une certaine conception du film militant. De ceux-là, nous analysons les œuvres dans cette pages: Bonne chance la France (1975) de Cine-Lutte, et Quand tu disais, Voléry (1975) de René Vautier, évoquent des grèves ouvrières et permettent la circulation d'une parole née de la lutte, de corps éponouis dans une culture nouvelle. Les productions du Havre relèvent d'un autre registre, c'est l'orsenal rhétorique du discours - critique populaire qui les organise ; il permet la création d'œuvres grinçantes, railleuses et justes, qui sont les seuls films populaires français d'aujourd'hui.

IGNACIO RAMONET. (1) «Filmer an militant», le Monde diplomatique, mai 1974.

«Quand tu disais, Valéry»

### L'intérieur du combat

E l'anticolonialisme au socialisme : les trois longs métrages que René Vautier a réalisés (avec le concours de Nicole Le Garrec pour les deux derniers) dans le cadre de l'unité de production Cinéma Bretagne illustrent bien le propos que s'est assigné que Avoir vingt ans dans les Aurès dénoncait la répression française en Algérie, la Folle de Toujone établissait une certaine relation entre la revendication nationaliste du Maghreb et la revendication régionaliste en Bretagne : Quand tu disais, Valéry s'ottache maintenant à illustrer la lutte des classes en France en exaltant la détermination des mille ouvriers d'une usine de la zone de Saint-Nazaire, qui se sont battus durement pour conserver leur

Les foits : en 1967 avait commencé à Trignac lo fabrication de corovanes Caravelair dont M. Trigano avait pris le contrôle en 1971. Se disant favorable à l'union de la gouche, ce c patron moderne » pratiquait dans son usine une politique jugée démagogique par nombre de ses ouvriers, qui consistait notamment en une décentralisation très poussée, au moins en apparence, de la responsabilité. Mais, en 1973, M. Trigano démissionnait du conseil d'administration de la S.E.M.M. et s'apprétoit à déplacer son entreprise ofin, dit-on, de bénéficier dans une autre région des fructueuses primes d'installation. Dés lors, les travailleurs de l'usine amorcèrent une longue série de grèves pour protester contre les premiers licenciements. Leur mouvement, d'une persévérance émérite, fut marqué par de nombreux rebondissements. C'est ainsi, par exemple, qu'en juin 1974, ateliers et personnels étaient « rachetés » tout uniment par un nouveau pré sident-directeur général, M. Maury, qui manifestait l'intention de transformer l'usine en fabrique de matériel ogri-cole sous le sigle SOTRIMEC. Une partie des ouvriers suivirent dans cette nouvelle perspective un stage adéquat de formation professionnelle : en voin, puisqu'en 1975 leur nouveau patron

C 'EST en février de cette année-la que René Voutier et Nicole Le Garrec interviennent : pendant quatre mois, ils suivent de l'intérieur le déroulement de la lutte avec une caméra 16 millimètres. Pour le financement, ils renouvellent d'une certaine manière l'expérience de Jean Renoir avec la Marseillaise en 1938 : c'est-à-dire qu'ils sollicitent et obtiennent une souscrip-

Pour des projections-débats - QUAND TU DISAIS, VALERY : Réalisation René Vautier et Micole Le Garrec (150 mn. couleur, 16 mm). Diffusion : Unité de production

Diffusion: Unité de production Cinéma Bretagne, 35. rue Singer, 85016 Paris, tél.: 224-74-24.

BONNE CHANCE LA FRANCE: Réalisation collectif Ciné-lutte (100 mm, noir et blanc, 16 mm.).

Diffusion: Ciné-lutte, 58, rue des Batignoiles, 75017 Paris, tél.: 228-25-80.

Pilms de la Maison de la cuiture du Havre.

Diffusion: Unité cinéma, Maison

Diffusion : Unité cinéma, Maison de la culture du Havre, 76800 Le

vient de paraître

mille ouvriers qui sont membres du Centre de culture populaire de Saint-Nazaire (parmi lesquels les mille salariés de la S.E.M.M.-SOTRIMEC). C'est avec un premier budget de 100 000 francs qu'a donc été commence Quand tu

disais, Valéry. Le titre du film donne une idée assez juste de son contenu: les auteurs, cinéastes et ouvriers, l'ont apparemment concu comme une brutale apostrophe envers les responsables de la situation d'insécurité dans laquelle vit aujourd'hui une grande partie des salariés en France et, par-delà le patronat et l'administration locale, ils interpellent l'actuel président de la République sur les paroles d'une chanson dont le refrain accompagné à l'accordéon est ainsi libellé : « Quand tu disais, Valéry, que tout changerait, Valéry,
 nous on savait qu' c'était d' la

D'une durée initiale de 140 minutes. ce long métrage militant a été ramené à 2 heures ofin de rendre sa projection plus facile. Les auteurs espèrent qu'il pourra sortir dans les circuits commerciaux en octobre prochain. En attendont, il a été déjà été vu par quarante mille spectateurs dans de nombreuses usines (ainsi que dans plusieurs villes étrangères : Amsterdam, Alger, etc.). Pour faciliter sa présentation durant la pause de midi, il a été délibérément conçu en cinq parties, respectivement intitulées : « Vivre à Trignac », « Il n'y a pas de bon patron », « la Vie d'ou-vrier », « le Changement et la continuité », « Nos libertés et leur justice ». Plusieurs sont d'une acuité assez surprenante: le choix du direct, par la vertu conjuguée d'un regard très quotidien et d'un montage rigoureux, se en conférant à l'œuvre un ton d'authenticité sur le plan de la restitution du vecu des grévistes, il lui ménage, grâce aussi a une bande sonore très étudiée, un rythme alerte et incisif aui est souvent du meilleur effet. A l'exception de certains éléments qui paraissent escamotés pour des raisons de « ligne », sons doute, Quand to disais, Valery procure le sentiment de vivre de l'intérieur le combat mouvementé des ouvriers. A cet égard, la scène de la séquestration des syndics fait figure de morceau de bravoure : la coméra y des grévistes... à tel point qu'un tribunal de Saint-Nazaire a exigé la coupure de deux plons (au total : 40 secondes) au cours desquels était montrée une bousculade un peu violente entre séquestrants et séquestrés.

On peut ne pas partager la ligne politico-syndicale de ce film qui, à la diffé-rence du Caup pour coup de Marin Karmitz, ou de Bonne chance, la France de Ciné-Lutte, se veut exemplaire d'un certoin type de démarche et de stratégie (peut-être moins représentatif que les auteurs ne le laissent entendre) : mais on ne peut pas ne pas reconnaître du témoignage de René Vautier et Nicole Le Garrec sur un aspect impartant de la réalité d'aujourd'hui.
GUY HENNEBELLE.

« Bonne chance la France »

### Une double scène

B ONNE chance la France est une ceuvre collective du comme lutte C'est aussi un collectif de films. une collecte (militante) d'images, pulsqu'en falt, sous ce titre, trols films nous sont proposés: un simple exemple (sur la grève à l'imprimerie Darboy au printemps 74), l'autre façon d'être une banque (grève au Crédit lyonnais à la même époque), et un court métrage sur l'activité militante d'un comité de soutien à la candidature de M. Giscard d'Estaing à la présidence de la République. On voit que depuis le moment du toumage il s'est passé des choses.

Alors pourquol réunir ces trois films en un seul programme? Pourquoi l'Inti-tuler Bonne chance la France? Tout simplement pour proposer un certain tableau de la société française, développer une certaine imagerie politique de la France au moment où celle-cl est en pleine fébrilité électorale, al l'on s'en tient à la scène politique, ou en pieine ábuilition si l'on prend soin de regarder ce qui se passe, au même moment, du côté des

C'ETAIT là le parl du film de Cinélutte : mettre en scène une double scène, mettre en scène deux fois des choses sinon contradictoires, du moins qui ne coïncidaient pas de façon automatique: comment, au moment même où un pays choisit un président, un régime, un type de société, allleurs, dans la « France d'en bas », des gens, des travallieurs, hommes et femmes, s'interrogent sur la façon et les moyens de lutter, de s'organiser, de vivre. Et puls comment représenter cette interrogation, ce questionnement, avec des images et des sons, des images nouvelles qui apparaissent inédites à ceux pour qui et avec qui elles

Cette opposition, cette nature différente des choses on voit comment Eisenstein les aurait abordées de son temps, du point de vue du montage contradictoire, du montage alterné, saisissant, jouant des oppositions juxtaposées. Mais à l'époque du muet. Aujourd'hui, il e'agit d'intégrer les sons. Et le cinéma militant français est en butte au son. Littéralement. il ne sait que faire du son, il hésite entre le son direct, le son parlé, bredoulllé (parce que les gens en lutte bredouillent, bégayent quant à leurs objectifs politiques, et c'est une situation dont il faut partir, tenir compte), et le son off, plaqué, qui s'impose aux images, de l'extérieur des luttes des discours populaires, au nom d'un savoir scientifique, venu

Dans Bonne chance la France, ces difficultés, qu'on auralt crues presque Inhérentes au cinéma militant, sont levées : on a une gamme plus riche de sons, d'enregistrements, de positions des parleurs. C'est là l'Intérêt du film, sa profonde nouveauté. Il y a du son direct et il y a du son off. C'est peut-être assez courant, sauf que ce sont les mêmes qui parient in et off : les gens concernés, les personnages qui sont dans l'image, sont aussi dans la bande son, ils sont filmés, mais ils sont aussi dans le studio d'enregistrement où ils commentent leurs

C'est ce qui donne cette impression

assez forte de travail collectif. Les commenter les images, ils sont mis en position de commenter les images et les sons, de commenter le cinéma. lis passen du rang de sujets filmés, de sujets à filmer ou à faire parler, au rang de mani-C'est là une chose capitale pour le cinéma militant, et le cinéma documentaire en général. Posons-nous la question : que deviendralent la télévision, ses documents filmés quotidiens, si la quantité innom-brable de personnes filmées, interrogées, avaient le droit, le pouvoir de dire leur mot quant au montage, quant à la voix off, quant aux discours ? Ce principe cratique - que seul le cinéma militant peut Intégrer quand II n'est pas

dogmatique - est un principe anti-media

parce qu'il conçoit une information qui

est un vecteur à double sens : celui qui parle dans le réel est aussi celui qui peut parler dans le film, dans le media, et. inversement, celui qui tient une position dans le media, le cinéaste par exemple, est contraint de définir sa place dans le réel.

QUELLE est votre position en tant que cinéastes par rapport à nos luttes ? Telle est la question que cemblent poser les travailleurs de l'Imprimerie Darboy ou du Crédit lyonnais. A cette question, Cinélutte répond : nous sommes avec vous dans la lutte, à condition que vous sovez avec nous dans le film. C'est là un simple exemple de partage démocratique des tâches, des savoirs, des responsabilités, dont on almerait que le cinéma en général

SERGE TOUBIANA.

### AU HAVRE

### «Le langage riche et vivant des masses»

N s'étonnera sans doute un jour de découvrir que des films de première importance, en ce qu'ils reflètent au plus juste la réalité française depuis 1968, aient été réalisés dans un atelier de province, au Havre, loin des circuits classiques de production — information — diffusion, sans avoir surgité cette numeur qui eccept. avoir suscité cette rumeur qui accom-pagne nombre de pseudo-événements cinématographiques parisiens.

Il est vrai que les Havrais ont le privilège de disposer, au sein de leur Maison de la culture, d'une unité de production 16 mm professionnelle et de la présence de deux animateurséastes : Christian Zarifian, réalisateur, et Vincent Pinel, responsable de l'unité Cinéma. Le principe de leur intervention culturelle est posé clairement des 1969 : mettre leurs compé-tences de cinéastes professionnels et leur expérience du travail collectif à leur experience du travail collectif à l'écoute, et au service de groupes constitués et relativement homogènes, car c'est toujours d'entreprises collectives qu'il s'agit, avec des jeunes travailleurs pour On voit bien qu'erest pas toi (1969), avec une classe de lycéennes pour A sutore (1970), avec une cravailleurs proupe de jeunes travailleurs. un groupe de jeunes travailleurs, lycéens et chômeurs pour Moi fdis qu'c'est bien (1973-1974).

Ces films-là, patiemment et sans éclats, mettent en place des jalons pour ce qui pourrait bien être une alternative au cinéma classique comme d'autre de d'autre et de la comme d'autre et de la comme de la comme d'autre et de la comme cinéma d'auteur et de professionnels, sans rejoindre les rangs du cinéma militant comme cinéma de l'acmé des militant comme cinéma de l'acmé des luttes. Ce qu'ils remettent en cause, au plus profond de l'institution du spectacle cinématographique, ce sont les rapports auteur - acteurs - spectateurs. Ici les acteurs, ordinairement objet soumis de la fiction classique, sont le sujet moteur et énonciateur du film; c'est depuis leur inscription sociale et culturelle vivante, depuis leur situation bistorique concrète qu'ils sociale et culturelle vivante, depuis leur situation historique concrète qu'ils occupent l'écran avec des paroles et des gestes que nul ne leur a dérobés et auxquels nul ne les a contraints, et sans jamais déléguer leur pouvoir de contrôle tout au long de l'élaboration et de la diffusion même du film. Ces bases de travall produisent un cinéma inconfortable, qui offre peu de prises à ces discours comuns repé. cinéma inconfortable, qui offre peu de prises à ces discours connus, repérables, codés qui avalisent tant d'autres films, un cinéma difficile à tenir à distance, à maîtriser, à classer de façon rassurante. Sur un marché où la notoriété d'un film dépend si souvent du discours qui peut le prendre en charge pour le précéder (publicité). l'accompagner (critique) ou le signer (l'auteur), ces films provoquent sonvent de la gêne, voire de l'agressivité, par leur manque têtu de complaisance à entrer dans ce circuit langagier de la marchandise cinématographique.

C EST que la parole qui se déploie dans un film comme Moi fdis qu'éest bien, loin d'être souffiée ou qu'est bien, loin d'être souffiée ou voiée, est une parole inattendue, plus exactement inentendue, vivante et riche, celle d'une partie de la population, ici de jeunes ouvriers, qui n'a jamais eu pouvoir, à l'êcran, de tenir son propre discours, frontalement, sans y être autorisé par la caution du réalisateur ou du discours directement politique.

politique.

Cette parole dérange en ce qu'elle ne prétend pas donner de leçon (contrairement, souvent, à la parole militante), elle ne cherche pas à se

garité ne lui fait pas peur, mais vulgarité aux yeux de qui?), elle ne se donne pas comme une parole desirable, elle ne s'autorise d'aucun prestige culturel emprunté, mais de la seule conviction de sa véracité. Ce qui fait la force de cette parole exemplaire, incontournable, d'une cer-taine façon irréfutable, c'est qu'elle est rarement déportée, contrairement à celle de la petite bourgeoisie, vers un ailleurs, vers d'autres modèles culturels, un autre espace social, un passé ou un futur mythiques; elle est entièrement assumée comme présente, ici et maintenant, à elle-même plus qu'aux prestiges des idéologèmes

relèvent pas du cinéma dit militant, l est peu question de luttes comme événements paroxystiques. C'est pour-tant un cinéma de lutte, celle que mène une culture et une idéologie populaires dominées pour frayer quel-ques traces, témoigner de son existence quotidienne, et cela sur des écrans d'où elle a toujours été écartée, tout au moins recouverte par d'autres dis-cours mieux intégrés ou plus pres-tigieux

L'important, enfin, est que ces films du Havre ne soient plus tout à fait une exception unique et exemplaire: dans d'autres ateliers de province. des films collectifs, des bandes vidéo (1), pris en charge par d'autres groupes, commencent à préfigurer un événement plus important que bien des grands films, un autre usage social du cinéma.

ALAIN BERGALA

ALAIN BERGALA.

(1) Dans le sillage direct de l'entreprise havraise, signalons le Dernier départ, un film réalisé à Orléans autour de Domi-nique Fournier et Montevidéo, una banda vidéo réalisée avec des élèves de C.E.T. à Ronen autour de Thierry Nouel.

### BIBLIOGRAPHIE

#### «Cinéma militant», de Guy Hennebelle

Une somme! Le dossier établi par Guy Hennebelle aborde l'histoire, les structures, les méthodes, les idéologies et l'esthétique du cinéma militant (1). On y trouve toutes les adresses des groupes de cinéastes militants, et dix-huit d'entre eux s'expliquent dans des entretiens sur la conception qu'ils se font de leur labeur et sur leurs objectifs. La partie la plus riche est cependant celle qui étudie l'idéologie et l'esthétique du film militant avec, en particulier, un intéressant texte de J.-P. Fargier. L'index qui termine le livre est impressionnant par la précision, la finesse du classement et le nombre des films décrits et répertoriés. Le travall de Guy Hennebelle établit désormais le cinéma militant parmi les genres consacrès de l'histoire du cinéma.

(1) Numero special de la revue Cinéma d'aujourd'hui, nºº 5-6, Pierre Lherminier éditeut, Paris, 1976, 238 pages, 24 P.



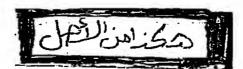
CINEMA D'AUJOURD'HUI Nº double 5-6. Mars-avril 1976

### Cinéma militant

un dossier exceptionnel réuni par Guy Hennebelle

TEXTES. ENTRETIENS. DEBATS. NOTICES. INDEX 228 pages, 100 photos - 24 F

1, rue de Metz, 75010 Paris C.C.P. La Source 34795 10 S



general property to ord to were they w

To CLOSE

CHOMAS CIDA-121

or the second

.7 Sue 🛬 Contag.

a mierzy.

SEPGE TOURS

42.04 155

1000年11日本

e william

3 11 mult



En Amérique latine

## LES CHRÉTIENS ENTRE LA DICTATURE ET LA RÉVOLUI

Par YVES MATERNE \*

la deuxième Conférence genérale de l'épiscopat latino-américam. L'ouverture se fait en présence du pape Paul VI. « Moment décisif du processus historique du continent... »; « Au seuil d'une nouvelle époque de notre histoire... »; « L'enfantement douloureux d'une civilisation... » : ces expressions émaillent le texte des conclusions de la rencontre. Elles

ces expressions émaillent le texte des conclusions de la rencontre. Elles tradutent un fait admis par les quelque six cents évêques titulaires du continent: l'Amérique latine est en pleine phase de « transformation ». Ce phénomène ne peut laisser les catholiques indifférents, même si c'est pour des raisons diamétralement opposées. Le président de la Conférence de Medellin, le cardinal Landazuri, parle de la nécessité de « s'engager du côté des efforts d'émancipation », de « s'identifier aux pauvres du continent » et d'exercer « la fonction prophétique de l'amour : dénoncer ce qui opprime l'homme ». Les objectifs sont clairs. Mais les moyens proposés ne le sont pas.

Tué dans les maquis de Colombie en 1966, le Père Camilo Torrès entendatt servir non pas l'Eglise en tant qu'institution, mais un peuple écrasé par tout un système qui, estimait-il, ne pouvait être renversé que par la lutte armée. Prêtres ou non, d'autres chrètiens, sur le continent, se sont enga-ges dans la même voie et, aux côtés de marristes, ont payé de leur vie le choir marxistes, ont payé de leur vie le choix qu'ils avaient fait.

Au Brêsil, des manifestations à caractère religieux, inspirées par le colonel (depuis général) Vernon Walters pour le compte de la C.I.A., avaient précèdé et préparé le coup d'État qui, en 1964, instaura une dictature contre laquelle se dresse aujourd'hui une partie de l'épiscopat. Au Chili, la direction du parti démocrate-chrétien a harcelé le régime Allende puis s'est jaite complice du régime Allende puis s'est faite complice du putsch du général Pinochet, à l'égard

duquel M. Eduardo Frei, en accord avec Washington, semble vouloir aujourd'hui prendre ses distances.

Ces quelques exemples suffisent à mon-trer qu'il était important de clarifier les positions, très diverses, souvent contradictoires, des chrétiens en Amérique latine.

c Quand les chrétiens auront le courage de donner un témoignage révolutionnaire intégral, la révolution latino-américaine sera

invincible >, disait «Che > Guerara. Bien que ce dernier se soit lourdement trompé dans la confiance excessive qu'il plaçait en un certain type de lutte révolutionnaire, il atait raison de penser que, sur un continent profondément marque par le christianisme, l'attitude des chrétiens serait décisive. Aussi déplorait-il que « leur doctrine soit utilisée par les réactionnaires . De fait, on verra plus loin comment les dictatures et les services américains exploitent à leur profit certaines institutions reli-

Les articles réunis ici (1) n'épuisent certes pas le sujet. Leur scule ambilion est d'in-troduire à la compréhension d'une situa-tion complexe dont l'évolution aura des effets politiques déterminants.

(I) Avec le concours de DIAL (Diffusion de l'information sur l'Amerique latine, 170, bd du Montparnasse, 75014 Paris), association à but non lucratif fondée voillà cinq ans pour diffuser en traduction française des documents sur les divers aspects de l'actualité en Amérique latine.

#### Devant la misère l'injustice et l'oppression

### Du conservatisme à la recherche d'une authentique libération

EFUIS la séparation de l'Eglise et de l'Etat, à la fin du dixneuvième siècle et au début du vingtième, l'Eglise catholique d'Amérique latine vit en régime d'autonomie administrative. Par la suppression de l'antique institution du 
« patronat », disparue avec les liens coloniaux, le catholicisme n'est plus aujourd'hui considéré officiellement comme religion d'Etat dans pratiquecomme religion d'Etat dans pratique-ment toutes les nations du continent.

Néanmoins, l'importance sociolocelui-ci bénéficie d'une considération particulière : certains Etats, comme la Colombie, le reconnaissent « com-me un élément jondamental du bien commune et du déscionement intéme un element jondamental an den commun et du développement inté-gral de la communauté nationale » (concordat de 1975). Les gouverne-ments de peuvent négliger son poids

dans l'équilibre des forces politiques de la société. De ce fait, les institutions ecclésiastiques continuent de jouer un rôle non négligeable dans le jeu des institutions politiques, civiles ou militaires.

Pour la période qui va de 1959, date de la révolution cubaine, à 1973, année du coup d'Etat au Chili, le comportement de la hiérarchie catholique s'ordonne autour de deux motsclès, employés successivement au cours de ces quinze dernières années : « la transformation », comme fait, social, économique et politique, et social econor comme invitation à l'action; « le pluralisme », comme norme dans la situation de division entre membres de l'Egitse, et comme doctrine uni-taire. Ces dernières années voient naître un troisième mot-clé, celui des « droits de l'homme » et de leur défense.

### L'avancée de Medellin

D E même que le siècle précédent avait vu le participation de clercs au mouvement d'émancipation coloniele, de formation des Etats nationaux et d'organisation de l'Etat libéral, de même aujourd'hui l'industrialisation et l'émancipation accuse. trialisation et l'emancipation écono-mique ne laissent pas indifférents certains milieux ecclésiastiques. Pour eux, Cuba est devenu un point obligé de référence, même s'il n'est pas cité

de reference, meme s'il n'est pas cité expressément.

Jean XXIII ne s'y est pas trompé.

Sensible aux nouveaux équitibres mondiaux qui se cherchent, il écrit à plusieurs reprises aux différents épiscopais latino-américains pour, littéralement, les « répeuller ». Le courant du coxcile Vatican II met quelque temps à arriver sur le continent; mais, quand il le touche de ses remous, il trouve un milieu favorable. remous, il trouve un milieu favorable.

### LIRE PAGES 16 A 20

P. 16-17. - Le rôle particulier des mouvements protestants copulaires, Christian Lalive d'Epimay. - L'action idéologique et culturelle de l'Eglise, Gonzalo Arroyo. — Mystiques violentes et stratégie non violente, Michel de Certoau.

P. 18-19. — Suite de l'article de Gonzalo Arroyo sur l'Eglise. -La démocratie chrétienne chilienne et la junte, Julio Silva

P. 20. — Espoirs et désillusions des démocrates-chrétiens au Venezuelo, Luis Ugalde.

préparé par le renouvezu pastoral importé d'Europe.

Fruit de cette maturation, l'évolu-tion des mentalités en milieu catho-lique trouve son point d'aboutisse-ment et son expression dans la tenue à Medellin (Colombie), en 1968, de

### De la division au pluralisme

L'es programme de Medellin était simple dans son énoncé : « La recherche d'un type de présence plus intense et renouvelée de l'Eglise dans l'actuelle transformation de l'Amé-rique latine.

Ses retombées vont mettre à rude épreuve la hiérarchie catholique des différents pays du continent. Au cours des années suivantes, après 1968, les évêques sont en effet aux prises avec un double mouvement dont les contradictions vont s'amplifiant. C'est, d'une part, la prise de position politique de type socialiste par des chrétiens, plus spécialement des prêtres et des religieuses se réclamant de l'e esprit de Medellin ». Ce sont, d'autre part, les activités des groupes intégristes et la poussée des forces conservatrices de l'Eglise.

« Prêtres pour le tiers-monde » en

forces conservatrices de l'Eglise.

« Prétres pour le tiers-monde » en Argentine, « Prêtres pour l'Amérique lutine » en Colombie, « Prêtres pour le peuple » au Mexique, « Chrétiens pour la libération » en Equateur et en Argentine, « Chrétiens pour le socialisme » au Chili, « Eglise et Société en Amérique lutines » en Bolivie, « Eglise solidaire » au Péron : tous ces groupes, parmi d'autres, reprennent à leur compte l'analyse politique sous-jacente aux documents de Medellin. Le sous-développement n'est sous-jacente aux documents de Medellin. Le sous-développement n'est pas un retard dans le développement n'est pas un phénomène de dépendance; l'action à mener passe donc par une modification structurelle des rapports de dépendance interne et externe. La « théologie de la libération » inspire ce courant de pensée et d'action qui se veut évangélique au plan de la foi, populaire quant au style de vie et socialiste du point de vue politique. moyens proposés ne le sont pas.

Malgré un accord apparent, de graves
divergences subsistent au sein des
épiscopats. Elles ne vont pas tarder
à se préciser. C'est précisément la « théologie de la libération » qui donne l'occasion aux forces conservatrices de l'Eglise de se manifester fortement à partir de 1972. A cette date, le nouveau bureau du CELAM, organisme de coordination continentale des épiscopats, s'emploie à contrecarrer ce courant de pensée. Il est en cela par-faitement soutenu par le Vatican — en particulier par la Commission pontificale pour l'Amérique latine — inquiet de l'évolution des catholiques du continent. La Colombie s'illustre particulièrement dans cotte effontire

inquiet de l'évolution des catholiques du continent. La Colombie s'illustre particulièrement dans cette offensive en règle, dans la personne du père Veckemans, jésuite belge parti du Chili à l'arrivée d'Allende et accusé d'avoir reçu de l'argent de la C.I.A. pour son Centre d'études sociales.

Du côté des intégristes, l'activité de leurs divers mouvements n'est nullement négligeable dans la mesure où, au-delà des campagnes bruyantes de « Tradition, Pamille et Propriété » issu du Brésil et ramifié en Argentine, au Chili, et en Colombie, ce courant de pensée inspire directement un certain nombre de groupements. C'est le cas, en particulier, des « Hispanistes » au Chili, groupe issu de l'Université catholique il y a quelques dizaines d'années.

Soumis à de fortes présions internes et sensibles aux nombreuses soilicitations des pouvoirs en place, les épiscopats latino-américains ne peuvent qu'ennegister l'irrémédiable division des catholiques. Pour eux, la tâche prioritaire est donc de sauvegarder l'unité formelle de l'Eglise. Au temps d'Allende comme sous Finochet, tel est l'effort constant de Lournaliste.

. Journaliste.

l'épiscopat chilien. Sa déclaration de 1971 intitulée « Evangile, politique et socialismes » demeure actuelle : « le service de l'unité » rendu par l'Eglise

service de l'unité » rendu par l'Eglise est c un service capital à l'epoque où nous visons ». L'unité des catholiques dans la divergence de leurs choix de société n'est possible que dans a le respect du pluralisme politique ». Trois ans plus tard, les évêques brésiliens arrivent à la même conclusion dans leur document sur a l'Eglise et la relitique ».

Ainsi, sans remer l'acquis de Medellin, la hiérarchie catholique est amenée à tenir ouvertement compte de ses dissensions internes. Elle mesure les risques des tensions considérables dont elle est le lieu: l'éclate-ment du bloc catholique. Le mot d'ordre du « pluralisme » est dans la logique de son comportement. Paradoxalement, malgré leur vives critiques envers le caractère artificiel d'une telle unité, les catholiques de

gauche en mesurent l'importance pour eux-mêmes. Les différents « chrétiens pour le socialisme », par exemple, savent qu'ils ont politiquement plus d'influence comme groupe dans la mouvance de l'Eglise que comme force d'appoint fondue dans rti. C'est parce qu'ils introdi sent dans l'Egjise un l'acteur de désequilibre favorable aux courrnts de gauche.

### Les droits de l'homme

P OUR les secteurs d'Eglise sen-sibles à la problématique sociale, économique et politique du continent, le respect des droits de l'homme est devenu le nouveau centre de cristalli-sation des efforts pastoraux. C'est en sation des erioris pistorans. Cest en effet l'intensification et la généralisation de la répression, avec son cortège d'arhitraire, de tortures et d'assassinats, qui amène les épiscopais à définir comme essentielle la défense des droits de l'homme. Leur effett en ce tens et d'autent plus effort en ce sens est d'autant plus grand que des secteurs ecclésiastiques sont eux-mêmes plus directement touches par la répression.

sont eux-memes plus arrectement touches par la repression.

Mais c'est aussi la permanence de problèmes fondamentaux non résolus de la société latino-américaine qui autorise l'action des chrétiens: principalement le droit à la terre, à la santé et au travail. Loin de n'être préoccupée que d'elle-même et de ne défendre que ses droits, l'Eglise s'efforce, à travers ses éléments les plus lucides et les plus avancés, de défendre les droits des paysans et des ouvriers. En l'absence des médiations normales de la société que sont les syndicats et les partis, l'Eglise jone un rôle de « substitution politique », comme disent les politologues, ou « tâche prophétique » comme disent les théologiens.

Il faut ici souligner l'importance du travail irremplaçable effectué par ces organisations ecclésiastiques que sont les Commissions Justice et Paix du Brésil, d'El-Salvador et de Bolivie, pour ne citer que les plus connues;

ou le Comité œcuménique de coopération pour la paix au Chili, aujour-d'hui dissous sur ordre du géneral Pinochet, mais continuant sous d'au-tres dénominations.

En schématisant, on peut conclure que, considérée au niveau de sa hierarchie, l'Eglise catholique n'ap-paraît pas révolutionnaire : elle re-fuse de reprendre à son compte l'analyse marxiste de la société. Elle l'analyse marxiste de la société. l'analyse marxiste de la société. Elle n'apparaît pas non plus traditionaliste: au Chili, en son temps, elle n'a pas refusé de collaborer avec un règime socialiste; au Pèrou, elle suppite par certains côtés aux failles idéologiques du règime; au Brésil, elle tend à demeurer « la voir des hommes sans voir ». Elle se veut, dans l'état actuel de l'évolution sudaméricaine, le lieu d'une unité possible malgré les contradictions d'un pluralisme allant jusqu'aux choix politiques les plus extrêmes. Elle veut sauvegarder une unité au plan qui lui semble essentiel: celui des valeurs de la foi chrétienne. Elle estime qu'aux côtés de l'action politique, mais sans lui être forcément réductible, la foi vècue est aussi une force de libération.

L'avenir dira ce qu'il en est de cette analyse. En attendant, le fait que la répression politique épargne de moins en moins les milleux catholiques — et chrétiens en général — montre que les choix de Medellin ne sont pas, dans les faits, remis en question.

### FONDATION DE L'ÉCOLE INTERNATIONALE DE GENÈVE

LA GRANDE-BOISSIERE 62, route de Chêne 1208 GENEVE (Suisse)

Tél.: 022-36.71.30

LA CHATAIGNERAIE 1297 FOUNEX (Vaud)

(Suisse) Tél.: 022-76.17.76

**BACCALAUREAT INTERNATIONAL** Maturité fédérale suisse · Baccalauréat trançais

Sports d'été et d'hiver

Internat et externat pour filles et garçons

#### Apport d'une dignité et dépolitisation des masses

### Le rôle particulier des mouvements protestants populaires

A population latino-américaine est, du point de vue numérique, la pre-mière fille de l'Eglise catholique. ements de tous les pays Indiquent que la population, pour au moins aussi -- mēme au Mexique où le confilt entre l'Eglise et l'Etat provoque une guerre civile et religieuse (1), — la reli-gion catholique jouit d'un statut priviléglé, le plus souvent inscrit dans la

Si le statut juridique et les recense ments décennaux mettent en lumière la primauté de l'Eglise catholique, d'autres indices en marquent les limites. Par exemple, la très faible densité de prêtres, malgré le grand appoint fourni par les Eglises d'Europe et d'Amérique du Nord. Et ce clergé déjà clairsemé sation au cours des demières années. Autre exemple : la fréquentation de la messe est très faible. Et si l'on adoptait ce critère de la pratique du culte pour établir un classement des diverses religions, alors, dans plusieurs pays du sous-continent - Bresil, Chill, Halti dans tous les cas. - ce ne serait plus le catholicisme qui occuperait le premier rang, mais l'expression chrétienne la plus récente, le pentecôtisme.

Son nom renvole à la Pentecôte, la première Pentecôte telle qu'elle est des apôtres, jour de l'Irruption de l'Esprit parmi les disciples du Christ. Cette irruption se traduit par des faits merveilleux : faculté de se faire entendre en des langues étrangères, don de prophé-

Vers la fin de la première décennis de ce siècle, presque simultanément sur divers points du globe, mais surtout et d'abord aux Etats-Unis, des communautés à la recherche d'un renouveau spirituel redécouvrent la lettre de ce texte des Actes ainsi que des grands textes prophétiques sur le pouvoir de l'Esprit (particulièrement le chapitre 2 du livre

Cette orientation va démarquer le

Cl. J. Meyer : In Christiade, Paris, Payot, 1974.

renouveau pentecôtiste des reviveis qui, périodiquement, seconalent la torpéur des grandes Eglises protestantes. L'Esprit est pouvoir; sa venue et sa présence dans la communauté sont constatables en ceci qu'une « tolle sacrée - s'empare de l'assemblée et que plusieurs fidèles se révêlent porteurs des charismes - des dons - distribués par l'Esprit. Parmi la communauté en transe, certains témoignent en des lan-gues étranges (glossotalie), d'autres prophétisent; certains dansent et d'autres Imposent les mains aux malades. Parfols même se déroulent de très délicats simu-

A la transe de la communauté réunie succède l'autre manifestation de l'Espritpouvoir : le témoignage de la communaulé dispersée sous la forme d'un appel passionné à la conversion. « Quand les personnes baptisées, entants, hommes et temmes, se sentalent poussées à sortir dans le rue et à donner à haute voix leur expérience, à visiter leurs amis et leura voisins, à voyager en d'autres lieux dans le seul but d'appeler les hommes à la repentance... -, déclare un témoin de la première communauté pentecotiste sud-américalne.

L'émergence du pentecôtisme pro voque au sein du christianisme une revolution dont on ne mesure pas encore toute la portée. Après deux millénaires de combat achamé pour les détruire, les riles de possession sont maintenant

#### Par CHRISTIAN LALIVE D'EPINAY \*

placés au centre de la vie cultuelle d'une des familles chrétiennes, où ils trouvent aussi une ralson théologique. De plus, en falsant place aux modes d'expression non verbaux (ou para-verbaux) — balbutiement, danse, geste, délire, - le pentecôtisme mettait ainsi en question toutes les hiérarchies établies, toutes les spécialisations codifiées, et ouvrait toute grande la porte soit à ceux, si nombreux dans le tiers-monde, pour qui l'usage de la parole est difficile quand il s'agit de e'adresser à un aussi grand personnage que Dieu, solt à ceux, dont le volume croît constamment dans l'hémisphère nord, qui s'insurgent contre du « rationnel » dans les ecclétés industrielles avancées.

C'est d'allieurs en invoquant ses aspects déraisonnables et irrationnels que les dirigeants des grandes Eglises nouvelle doctrine. les conduisant sinsi à se constituer en mouvements autoreprendre le mot de R. Bastide. Signalons enfin que, depuis les années 50, les Eglises chrétiennes — l'Eglise catholique en tête - revisèrent leur position et que l'on assiste aujourd'hul au développement d'un néo-pentecôtisme au sein même des grands corps religieux.

#### Le monde, univers satanique

E pentecôtisme a rencontré des succès très variables selon les pays. Mais, partout en Amérique latine, sa croissance est accentuée et II s'impose comme la principale minorité religieuse. Si l'on examine de près les données statistiques disponibles, on observe que, dans bien des cas, la « conquête pentecôtiste - (l'expression est de certains observateurs catholiques) démarre dans les années 30. Cette Indication est importante : la crise de 1929-1931 se répercute avec une violence multipliée en Amérique latine : elle y marque le début

d'une crise structurelle qui aujourd'hui encore est loin d'être résolue. Les campagnes stagnent et expulsent leurs habitants : les villes connaissent une croissance anarchique, sans relation aucune avec leur taux d'industrialisation. L'idéclogie traditionnelle basée sur un llen de dépendance et de dévouement envers le patron - le grand propriétaire - voit sa crédibilité s'effriter. Dans un univers marqué par la rupture des régulations sociales, la faim, le chômage, la misère,

Professeur à l'Université et à l'Insti-tut d'études du développement, Genève.

le pentecôtisme propose aux masses la tol dans un Dieu d'amour, la certitude du salut, la venue du Royaume, la eécurité de la communauté fraternelle et la participation aux responsabilités d'une même, il leur offre une humanité que la société leur refuse.

L'ensemble des croyances pentecôtistes compose un dualisme (convic-tion d'un conflit irréductible entre les forces divines et les pouvoirs sateniques, ces demiers controlant la terre) combiné avec l'attente impatiente du Royaume qui sera instauré par Dieu ou son fils. Cette vision e'accompagne d'un système d'ac-tion régi par deux réglementations principales : la rupture avec le «monde» (leitmotiv de la première épitre de saint Jean). Le précepte, à lui seul, pourrait civile et politique, déniant toute légitimité aux autorités de ce .- monde -. donc de l'univers de Satan. Un tel refus Intransigeant de la part d'une minorité significative conduirait sans douts à des situations explosives, les croyants es mettant ainsi hors du cadre de la loi. Mais cette première réglementation est saint Paul adresse aux Romains (ch. 13) qui exhorte aux respects des « autorités tive de deux textes assez contradictoires oriente l'action socio-politique vers un conformisme le plus souvent passif et qui se prête à de nombreuses ambiguités, parfois même à l'opportunisme le

L'univers social et politique est placé sous le signe du mai. La question n'est ni de le réformer, ni d'y faire la révolution, puisque Dieu annonce la venue abrupte de son règne dont l'imminence est attestée par tant de signes concrets : (fréquents dans la zone andine), guerres et désordres sociaux (cas demiers presdes pays latino-américains), scandales, ou encore ce congrès mondial des magiclens réuni à Bogota en exptembre dernier. La conviction apocalyptique est entretenue par la répétition constante des - signes -, qui déchaînent les prophéties, réactivent la prédication, l'appel forcené à la conversion. Ici apparaît la première implication

politique évidente du pentecôtisme. En évacuant par l'espérance apocalyptique ponsabilité socio-politiques, ce phènomėne religieux — qui est en soi l'expres - désamorce le potentiel contestataire. volre insurrectionnel, que des siècles d'oppression ont accumulé dans les couches sociales populaires. On com prend alors que ces mouvements refigieux solent particulièrement bien accuellis par les régimes dictatoriaux ou autoritaires d'Amérique latine, puisqu'ils catalisent le potentiel insurrectionnel vers une révolution toute symbolique l'Eglise catholique cherche, elle, à se démarquer des dictatures. En Haiti, eviement des cultes vaudou, mais auss. des mouvements pentecôtistes qui ont son régime, pour englober le cinquième de la population environ en 1970. D'ailvoulu ou du quitter Cuba dans les années 60 se sont-lis recyclés à Haït! ?

Les photos abondent qui montrent les dirigeants pentecôtistes (mais aussi baptistes, etc.) en conférence avec tel président d'une - République bananière - ou avec l'éternel Stroessner, dictateur du Paraguay, à la veille de lancer une grande campagne d'évangélisation. Géneralement, de telles photos sont soigneusement encadrées et accrochées au mur des locaux du pasteur.

Ceci nous conduit à un deuxième aspect. Même si le feu sacré est prèservé, la mouvement pentecôtiste vit una durée plus longue que celle qu'il prevoyait. Le Royaume est sur le point de venir, tout l'indique, mais il n'a toujours pas atterni. Le grand soir pentecôtiste est proche, mais la vie quotidienne se poursuit. Et, avec elle, l'éveil d'appétits nouveaux. Les grands pasteurs pentecôtistes sont à la tête de communautés tocales imposantes, dont les fidèles et il faut prendre ce mot dans le sens le plus fort - se chiffrent par milliers. Le pasteur dispose d'une autorité énorme

### Une activité proliférante

### **MYSTIQUES VIOLENTES** ET STRATÉGIE **NON VIOLENTE**

Par MICHEL DE CERTEAU \*

T / IOLENCE ou non-violence : des positions idéologiques se décogpaient entre chrétions selon cette olternative. Sans doute ont-elles encore des implications pratiques, mais elles s'orticulent de moins en moins sur l'offectivité des combats ou des débats. Les affirmations de principe (par exemple: «Le christianisme condamne la violence ») reçoivent leur force des groupes (politiques, ecclésiastiques, etc.) qui les portent et au elles jouent un rôle mobilisateur. Il en est oinsi (il en o été oinsi) dans les pays où l'institution ecclésiale gardaît, par so cohérenco, la capacité d'orga-niser la crédibilité d'un combat (par exemple, pour l'ordre) et fournissait même à ses contes tataires de l'intérieur (ceux qui prônaient la nécessité de l'action « violente ») le point d'oppui d'où leur opposition tirait un effet politique. Mais, dans la plupart des pays d'Amérique letine (ce n'est pes vrui en Argentine ou en Bolivie), cetta situation chonge ovec l'amoindrissement des pouvoirs dont les institutions ecclésiastiques disposaient, avec les divisions qu'y introduisent de plus en plus les diffénces nationales, les clivages entre classes et les divergences politiques, ou avec la lente dérive des unités religieuses d'origine européenne (catholiques, protestantes, etc.) vers des mouvements de type nationaliste comme l'Umoanda au Brésil (1), correspondant à ce que Robert Bellah appelait justement des « reli-gions civiles » (2). Sur le sol fissuré et moudes Eglises, les déclarations doctrinales

ont bien moins d'impact et d'intérêt. Il en va de même pour les formations politiques de gauche quand, écrasées par un pou-voi: autocrate et/ou militaire, elles doivent aller de « coup » en « coup ». Leurs théories, programmes d'action où les convictions chrétiennes ont longtemps joué un rôle décisif (3), se métamorphosent en mémoriaux symbo-liques ; privées de soutiens publics et organiques, elles s'effilochent dans l'air poliaé des mass media ou se refirent dans le secret des conversations privées. La théorie du foco (le focisme), qui date de 1965, est du possé.

Des interventions ponctuelles se tiennent i distance d'un discours commun. Trop dissemi-nées pour être controlables par le pouvoir (la répression d'un cas n'atteint pas les autres), elles constituent d'innombrables laboratoires conomiques où des hommes d'origines très diverses sont beaucoup moins déterminés par leur position de « délégués » de partis (et donc aussi de représentants de la coupure extre une avant-garde militante et les masses) que par des collaborations locales à la recherche de nouvelles formules. Fourmille-

\* Anthropologue et historien à l'université de Paris VII.

ment sous l'herbe, cette proliférante activité enlève sans doute beaucoup de leur pertinence aux discussions d'autan sur la violence ou la non-violence. Il faut donc plutôt analyser quelles directions prend cette écriture multiple mais tracée dans l'opaque complexité de terrains différents, épousant leurs replis, bou-geante, presque illisible. Murmure révolutionnaire oussi, à travers la pluralité indéfinie des < contrats d'action > entre travailleurs, paysans, notables ou intellectuels. Quelques sondages soulement peuvent l'évoquer.

### Le martyr guérillero

DU Père Camilo Torres, prêtre colombien tue le 15 février 1966 par l'ormée nationole (4), ou du Père Ildefonso, mort en Uruguay, jusqu'ou Père Domingo Lain, tuè le 22 mars 1974 au cours d'un affrontement ovec les troupes gouvernementeles, une tradi-tion s'est formée, que McKale place sous le signe d'une « guérilla mystique » (5). Elle honore des clercs combattants. De ces morts, une littérature est née : des récits, des chants, des images. Le sang des héros morts a circonscrit une place de sens où se trouve symboliquement scellée l'olliance entre la foi chrétienne et la révolution, et où se raconte en même temps le roflux des mouvements guérilleros décimés par la répression. Ces Christs politiques font signe - un signe indissociable de leur échec, et qui prend donc valeur « spirituelle » beaucoup plus qu'exemplaire ou stratégique. Cette littérature « évangélique » n'enseigne pas des méthodes ou des tactiques; elle est plutôt l'équivalent, lui oussi mobilisateur, des martyrologes qui habi-taient jadis les communautés chrétiennes. Elle orticule une foi - sa violence révolutionnaire - dans un champ politique. Elle constitue un nouveau discours chrétien.

« Peu importe qu'ils m'accusent d'être guérillero ou communiste, parce que, dans un monde dont les trois quarts des habitants meurent de faim, qu'importe la vie d'un simple homme comme moi? > Ce message, envoye de Teoponta (Bolivia) par le Père José Prats en 1970 (6), désigne ossez bien les effets de ce discours : la misère populaire, ici, marie des chrétiens à ces deux excommuniés d'hier. la quérilla et le « communisme ». Une hagiographie valorise ces deux interdits. Les heros ne sont pas morts en vain. Une outro idéologie — une outre symbolique chrétienne a été par eux signée et légitimée. A leur sujet, une journaliste brésilienne parlait d'un second vendredi saint » (7).

Moines et martyrs chrétiens continuent de partir dons les guérillas montagnardes, comme jadis vers les déserts d'Egypte. Ainsi, le Père Domingo Lain, engagé dans « l'armée de libération nationale » et « cerveau » de la guérilla colombienne depuis 1970 (8). Il déclaroit en 1970 : « C'est maintenant que débute ma vraie consécration sacerdatale, qui exige le sacrifice total de sai afin que tous les hommes puissent vivre. » En Colombie aussi, les Pères Laurantino Rueda, Pedro Duarte et José Esguerra, sans parler de prêtres accusés de servir de boîtes aux lettres et de soutiens aux guérillares (9). En Bolivie, l'Argentin Nestor Paz ; à Panama, Gallegos, prêtre colombien, etc.

Ces prétres « délinquants » ont provoqué un débat public qui faisait écrire à Javier Dario Restrepo, dans le très officiel « El Tiempo » de Bogota : « Les cas des prêtres guérilleros tels que Camila Torres ou Domingo Lain en

Colombie ont servi à mettre tout le continent en garde contre ceux qui accusent l'Eglise d'être subversive. C'est un fait que les prêtres latino-américains sont parvenus à la conclusion que l'unique solution viable en vue du changement radical qu'exige le continent, c'est la lutte armée > (10), Même si, dons la plupart das pays, elle est devenue impossible ou de plus en plus réduite ; même si, dans le monde clérical, les grandes vues réformistes de Medellin (1968), tout comme celles de Vatican II en Europe, reculent oujourd'hui, appo-raissant utopistes, voire elles aussi « subver-(11), cette poe (d'ailleurs orchestrée par la littérature réactionnaire qui en souligne les dangers) a fait virer la mystique du côté de la révolution et créé une symbolique chrétienne. Elle reste habitée par la figure mythique de « Che » Gueyara. Elle a orienté bien des prêtres latinoaméricains vers les risques d'une tôche sociale chargée pour eux de sens, et les a détournés des bonheurs individuels et des sécurités profassionnelles qui, en Europe occidentale, servent si souvent de portes de sortie aux déceptions engendrées par une idéologie suranne de la « vocation ». Foit plus important, la spiritualité instaurée par ces morts a créé l'espace d'un espoir ; elle o rendu croyable la révolution qui s'éloignait ; elle a force mystique au moment où elle perd une portée directement politique.

### « Impasses » et dépassements

### de la religion populaire (12)

'ECHEC de la politique du « foco » conjuguée à une conception de la foi chrée a eu oussi pour effet pratique une massive orientation de la pastorale, de la pédagogie ou de la catéchèse vers les « religions populaires > (13). C'est une révision déchirante. Avant 1970. Yavant-gorde militauta critiquait assez violemment les religiosités « folk-lariques », alibis socioux, couses d'inertie politique (et, de fait, les grands mouvements religieux spirites populaires étuient souvent soutenus, de l'intérieur ou de l'extérieur, des Etats-Unis par exemple, comme des moyens de fermer la porte de la révolution en ouvrant celle du ciel). L'effondrement des organisations politiques démocratiques ramène aux vastes régions, opparemment immobiles, de l'expression religieuse populaire. On l'a constaté au Brésil depuis le coup d'Etat de fin 1968. Le fait est plus spectaculaire encore ou Chili depuis l'installation de la junte en septembre 1973. Il faut pourtant déceler dans ce courant des éléments très divers, qui sont au moins à

7. Une importance plus grande est accordée à l'onaiyse économique de situations misérables qui, relevant d'un système pour le momen inatteignable (la révolution est loin !), appellent des opérations (coopératives, formation professionnelle, exploitations collectives). Il faut introduire locolement, dans l'organisation octuelle (14), une autre expérience sociale (cogestionnaire) et des movens techniques modestes (à la portée de tous). Cette activit promotionnelle, dans la mesure où elle veut passer par l'adhésion et la participation des paysons on des travailleurs, rencontre leur paysons ou des travailleurs, rencontre leur « mentalité » comme un ensemble d'expériences fondamentales. Mais s'il s'ogit de « résistances » à l'innovation, elles ont poids et sens. La rocherche de moyens techniques mieux

ojustés à une action doit être associée oux longs cheminements fraternels de la comprohension et donc aussi à une outre intelligence de ce qui se dit en des langages religieux d'oilleurs souvent mixtes, strotifiés et

2. Dans l'étude des religions populaires s'investit oussi une très ancienne nostalgie latino-américaine du « pays de l'Intérieur », lieu d'un « propre » dominé et occulté par les réseaux de structures politiques et socio-économiques multinationales. La religion papu-laire, c'est, racontée en fables, la mémoire du phores où se maintient un vouloir. Le folklore laisse entrevoir ce noir soleil qui ne se lêve pas. Désormais, le retour prend une forme plus anthropologique et plus nationaliste. Il bénéficie de travaux plus techniques : l'octivité scientifique en anthropologie, ethnologie ou sémiotique se substitue souvent à des engagements politiques devenus marginaux ou im sibles (15). Mais, en chaque pays, se fait jour

....

وتوعدا الرواف

... ......

ويهود المواد

 $|\psi|_{1,1,1/2}$ 

4 - 2 - **4** -

- La 16 e regis

····,, ···

1 2574,T. 111 - 1<sub>17</sub>±17.1

A STATE OF THE STATE OF

- ---

پښتان د د. د ماند

e's stagement

. . . . . .

(1) Ct. Renato Ortiz, la Mort blanche du sorcier noir. Umbanda : intégration d'une religion dans une société de classe, thèse rouéot. Paris, 1975.

(2) Robert N. Bellah. Beyond Belief. Essays on Religion in a Post-Traditional World, New-York, 1970, pp. 168-189 : « Civil religion in

America 3.

(3) Ct. M. de Certeau, e Les chrétiens et la dictature militaire au Brésil 3, in Politique ausond'hut, not. 1969, pp. 38-53. Sur les positions ecclésiales latino-américaines, cf. deux importants doesiers publiés à Lima par le CEP: Signos de Benovacion, 1969; Signos de Liberacion. Testimonios de la Iglesia en America Latina, 1969-1973, 1974.

(4) Ct. Walter Broderick. Camilo Torres. A biography of the priest-guerrilla, Doubleday, New-York, 1975, la meilleure biographie de C Torres.

Torres.

(5) Michael McKale, « Nestor Paz : the mystic

C Torres.

(5) Michael McKale, « Nestor Paz: the mystic Christian guerrilla », in Radical religion (Berkeley, U.S.A.), vol. If (1975), n° 1, p. 36-44. Cf. Nestor Paz Zamora, My Life for my Friends, Orbis Press, Maryknoll, 1973.

(6) Noticias Aliadas (Lima), 25 juillet 1970.

(7) Nicole Bonnet, « A guerrilha dos cristãos », in Estado de São Paulo, 3 janv. 1971.

(8) Noticias Aliadas, 20 décembre 1973, Le P.D. Lain est l'auteur d'um appel à la révolution, adressé « sux prêtres de Colomble» (texts in Nadoc, Lima, 8 sept. 1971) et d'une étude sur El saccraole y la Revolucion (1973).

(9) P.G., « De plus en plus de prêtres dans la guérilla », in La Croiz, 11 janv. 1974.

(10) Noticias Aliadas, 2 février 1972.

(11) Cl. Ricardo Antoncich, « El tema de la fiberación en Medellin y el Sinodo de 1974 », dans la revue Medellin, 3, 1976.

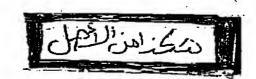
(12) Cl. le titre d'un important dossier : Pret Dantao e os impasses da religida popular. Recife, décembre 1971. Il y en a beaucoup d'autres analogues, constitués par des équipes réunissant chercheurs, militants, travaileurs, etc.

réunissant chercheurs, militants, travailleurs, etc.

(13) Il y a toute une littérature du sujet depuis 1969-1970. Ainsi sur le catholicisme : A. Bûntig, S. Gaillea, J. Monast, etc., Catolicisme popular, Quito, 1969; P.A. Elbeiro de Oliveira, Catolicismo popular no Brasil, Rio, 1970, et Catolicismo popular no America Latina, Rio (Bristil), 1971 (avec une importante bibliographia, pp. 77-79); S. Galilea et M. Gonzalez, Catolicismo popular, Quito, 1972; ITER, A. Fé popular no Nordeste, Salvador-Bahia, 1974, etc.

(14) Alnai, au Brésil, l'expérience du FUNDIFRAN (Fundação de desenvolvimento integrado do São Pranciscão) dans la vallée du São Francisco, à Barra (Etat de Bahia) : cl. le dessier des Cadernos do Caus (Salvador), 20th 1973, et Freddy A.J. Servais, e Un projet de développement au Brésil : in Demain le Monde, 18 février 1974. Ou bien, au Pérou, la CIPOA, à Pivra.

(16) Examplaires, à cet égard, les Ensaics de Antropologia estrutural de Roberto da Matta, Rio, Vozes, 1973 (en particulier sur « le carnaval comme rite de passage », pp. 121-1581, qui renouveillent les méthodes après les études classiques de Luis da Camara Cascudo, Foldore do Brasti (Rio, 1967), Tradicio, Ciência do Povo (Bão Paulo, 1971), Cultura de massa e sultura popular (Bio, 1973), etc.



meneur d'hommes (dans le langage pentecôtiste, on dira qu'il a le - don -), prend conscience des différentes dimensions de son pouvoir, et alors de puissants désirs de reconnaissance, voire de revanche sociale, peuvent se manifester. Ces photos que j'ai mentionnées plus haut ne sont-elles pas le témoin de l'inimaginable réalisation des rêves enfantins : pouvoir voir le président et lui parler ? A ce propos, passons en revue des événements récents survenus au Chill.

#### Pinochet chez les pentecôtistes

DEBUT septembre 1974. Le chef de la Junte, le général A. Pinochet, déclare se heurter à de l'incompréhension de la part de l'Eglise catholique, male qu'heureusement Il n'en va pas de même dans toutes les Eglises chré-

15 décembre 1974. « Lors d'une cérémonie à laquelle assista le chef suprême de l'Etat, le général A. Pinochet. le

temple-cathédrale de l'Eglise méthodiste pentecătiste de Santiago (...) lut solen-neilement inauguré (...). Assistèrent éga-lement à la cérémonie le ministre de l'intérieur, le général C. Benavides, le commandant de la garnison de Santiago (...), le chet de l'état-major de la détense nationale... - (Mercurio, 16 dé-

19 décembre 1974. - Déclaration :

aux sources

### Domination économique et retour

UAND on examine la situation de l'Amérique latine, on ne peut qu'être frappé par la vague de répression, d'une ampleur jamais connue jusqu'à présent, qui s'abat aujourd'hui sur le continent. s'abat aujourd'hui sur le continent. Dans le Sud, en particulier, cette vague de répression s'accompagne ou résulte d'une dégradation économique et politique particulièrement visible dans des pays, naguère relativement prospères et politiquement stables, comme l'Argentine, le Chill ou l'Uruguay. Dans ces pays, la répression est dirigée non seulement contre les militants politiques. le contre les militants politiques, le mouvement ouvrier, les étudiants et les intellectuels, mais aussi, de façon systématique et spécifique, contre les Eglises de plusieurs pays, et cela dans le but de les neutraliser et d'éliminer leurs parteurs prograesités. leurs secteurs progressistes dans la mesure où ceux-ci, en prenant la défense des droits des classes dominees qui sont systématiquement vio-lés, mettent des obstacles d'ordre politique devant les gouvernements répressifs, militaires ou non, qui sont à l'œuvre dans cette partie de

Cette recrudescence de la répres-sion — coups d'Etat, torture insti-tuée, politique économique aboutis-sant quasiment au génocide, etc. sant quasiment au génocide, etc. —
peut s'interpréter de plusieurs façons.
L'interprétation obvie est que. à
l'heure de la récession économique
mondiale et de la crise plus ou
moins profonde du capitalisme multinational — davantage encore lorsque la politique de « détente »
envers le bloc des pays socialistes
pourrait être remise en cause, —
s'ouvre nécessairement une période
de plus grande exploitation de la
main-d'œuvre dans les pays dits du main-d'œuvre dans les pays dits du tiers-monde et, par conséquent, une période de renforcement des régimes forts, y compris militaires, dans une Amérique latine considérée, jusqu'à maintenant, ainsi que l'affirme de fait la doctrine Monroe, comme l' « arrière-cour » de l'impérialisme poord-américais nord-américain.

Il ne nous appartient pas d'ana-lyser ict comment la révolution cubaine de 1959 a probablement été, dans presque toute l'Amérique latine, le détonateur d'un soulèvement politique des masses ouvrières et d'un

L'Eglise évangélique chillenne est aujourd'hul satisfaite, car pour le première tois dans ses cent années d'existence, un chef d'Etat reçoit officiellement ses autorités, pasteurs et dirigeants, mettant ainsi en valeur la force spirituelle constituée par 15% de la population chilienne, (...) Aujourd'hul, nous mar-quons le pas pour témoigner à Dieu notre gratitude de nous avoir ilbérés du marxisme grâce au pronunciamiento des tormes armées en qui nous reconneissons le mur de protection que Dieu a établi contre l'implété athée. Mais nous sommes convaincus que le marxisme ne par Jésus-Christ, car lui seul change les cœurs. C'est pour cela que nous sommes ici, pour appuyer notre gouvernement dans se lutte courageuse et décidée contre le marxisme et pour tui offrir notre concours spirituel. - (Mercurio. 19 décembre 1974.)

Ce fragment d'une déclaration qui couvre une page entière du Mercurio (et qui cite explicitement le texte de saint Paul mentionné plus haut) est signé par les dirigeants des principales Eglises

pentecôlistes. Ces citations renvolent à des événements qui parlent d'euxmêmes. Voilà le grand signe d'un nouveau statut social. Mais, en même temps, les cheis pentecôtistes percoivent l'occasion unique qui leur est offerte dans le Chili de la dictature militaire. Alors que l'aytre granda idéologie d'espérance, le marxisme, est proscrite et ses adeptes persécutés, alors que la situation économique empire et va devenir insupportable pour les masses, le pentecôtisme reste seul avec son message de aziut qui reçoit le blanc-seing de César — et de quel César !

Un élément qui transparaît dans la dernière citation est l'anticommunis virulent. Il fait de tout temps partie d'une vision du monde dualiste qui oppose le spirituel au matériel, le message évangélique au « marxisme, expres-sion maximum de la torce satenique des ténèbres - (déclaration du 19 décembre 1974). Après un temps de flottement sous l'Unité populaire (la légitimité était marxiste et. de plus, de nombreux tidèles approuvaient une politique favorable aux plus défavorisés, donc au peuple pentecôtiste), l'antimarxisme se durcit encore, sous l'influence d'aitteurs de nombreux conselliers spirituels nord-américains.

Le cas chilien est un bon révélateur de la tendance dominante au sein des mouvements pentecôtistes en Amérique tatine. Certes, il existe des exceptions, mais elles sont de peu de poids. Les plus significatives sont peut-être l'Eglise Brazil para Cristo - qui mène une action sociale décidée et, au Chill, la Iglesia Pentecostal Wesleyana, proche du parti socialiste, aujourd'hui décimée par les persécutions. Mais dans l'ensemble, l'analyse des implications socio-politiques des « eectes de l'Esprit » aboutit à cette double conclusion : pour des millions d'hommes sans espoir ni maté-riel ni epirituel, le pentecôtisme a apporté et apporte concrètement un salut, une dignité humaine, une communauté ; mais en même temps ce mouvement renforce, en lui donnant une logique, la dépolitisation des messes populaires et soutient ainsi, plus indirectement que consciemment, le statu

CHRISTIAN LALIVE D'EPINAY.

### L'action idéologique et culturelle de l'Eglise

#### Par GONZALO ARROYO \*

renouveau de ses mouvements polirenouveau de ses mouvements poli-tiques. Il n'est pas non plus de notre ressort de voir comment les coups d'Etat successifs, du moins ceux qui se sont produits au cours des années 70, sont pour une bonne part l'expression de la nouvelle politique « dure » que MM. Kissinger et Nixon ont appliquée vers la fin des années 60 pour contenir l'avancée de la gauche en Amérique latine. Mais il gauche en Amerique latine. Mais il est important de souligner que cette situation révèle surtout une crise de domination des classes nationales alliées au capitalisme international alliées au capitalisme international Celles-ci ont perdu leur capacité de gouverner « démocratiquement » par manque de consensus social, consensus qui auparavant, légitimait jusqu'à un certain point certains Etats latino-américains (pour lesquels le libéralisme était plus qu'un mot). Pour ne pas courir le risque d'une désintégration et d'une perte de leur

Professeur associé à l'université de

hégémonie politique, elles se sont vu dans l'obligation de recourir aux forces armées et aux gouvernements qui utilisent la répression politique qui utilisent la repression politique judiciaire et policière) contre les masses laborieuses. Mais cette vague de répression, qui affecte surtout le cône sud du continent, révèle aussi un autre fait : l'échec du système politique capitaliste sur un continent continent positions position produince le position de la continent position produince le position de la continent position produince le position de la continent position de la continent continent position position de la continent continent position de la continent continent position de la continent continent la continent position de la continent continent la continent la continent la continent continent la continent la continent la continent continent la c considéré comme partie intégrante de la civilisation occidentale.

de la civilisation occidentale.

Tels sont les faits qui s'imposent : aujourd'hui, la forme « normale » de gouvernement est la dictature, aux types divers ; l' « anormale » est le fonctionnement réel de la démocratie libérale imitée des pays capitalistes industrialisés, telle que la traduisent de nombreuses Constitutions, même si ces dernières restent pratiquement et toujours lettre morte. Un rapide tour d'horizon sur les dix nations d'Amérique du Sud les dix nations d'Amérique du Sud montre qu'il n'en reste encore que deux ou trois cas qui ont un gouvernement élu au suffrage populaire. Parmi ces dernières, une seule, sans doute (le Venezuela), ne pratique pas les lois d'exception, qui suppriment. en fait, les garantles constitutionnelles. Cela veut dire, en d'autres termes, que le capi-talisme pénètre en Amèrique latine, à partir du dix-neuvième siècle, a partir du dix-neuvième siècle, mais qu'il ne se développe réel-iement que durant les années 60, sous l'égide des multinationales; il domine évidemment le continent du point de vue économique, mais il est incapable d'y établir son « hégémonie » au sens de Gramsci (1).

(Lire la suite page 18.)

(1) Four Gramscl, l'Etat n'est pas soulement un appareil coercitif mais aussi hégémonique. « l'erreur provient d'une compréhension inexacts de l'Etat dens son sens intégral : dictature plus hégémonie. » Autrement dit, la bourgeoisie capitaliste expres se dictature non seulement au moran de la contrainte à travers uste exerce se dictature non seulement au moyen de la contrainte, à travers l'appareil policier, judiciaire, etc., mais encore au moyen de son hégémonie (domination idéologique) par laquelle elle nautralise tout un ensemble de forces révolutionnaires, Cf. M. A. Ma-ciocchi, Pour Gramsoi, Le Seuil, 1974, p. 139.

aussi uae réserve plus soupçonneuse à l'égard de manifestations propres à d'autres notions latino-américaines, a fortiori à l'égard de generalités sur la division élites/masses. Un nationalisme se cherche — et se montre en effet - sous une forme religieuse où s'annonce à tous ce qui n'a pour personne encore une effectivité politique.

3. Le reflux des codres ecclésiastiques sur la religion populaire est lie chez eux à un echec qui aurait la double figure d'une trahison et d'une humiliation. Il est évidemme téméraire d'en parler ainsi. Pourtant, d'une part, les clercs (ou Brésil, au Chili, etc.) ont majoritairement obandonze, ou moment de l'épreuve, du danger et des conflits, les militonts qu'ils ovaient d'obord encourages. D'outre part, leur alignement (lui oussi « prudent ») sur l'ordre établi ne leur o même pas valu un surcroît de puissance ; au contraire, il s'est traduit par une marginalisation et una dépendance par rapport aux instances réelles (économiques, militaires et technocratiques) du pouvoir. Trahison des clercs, humiliation des Eglises. Le sourd travail qui les ramène vers le peuple semble conduit à la fois par la volonté d'un service à l'échelle modeste des unités locales (celle des curés et des militants de base) et par le besoin de retrouver, dans une sorte de « misère » à moitié commune, les odhésicas et les olliances devenues illusoires dans les lieux politiques où l'on se contente d'exploiter en favour du régime une fiabilité religieuse d'ailleurs de moins en moins noces-

Dans act ensemble, une disparité croissante se produit entre les deux termes d'abord asso-ciós : religion et populaire. L'intérêt des militants vo du premier au second. L'élément religieux n'est pas pour eax un objet d'aperations conservatrices ou muscographiques visant à recucillir des restes précieux, et pas davantage un moyen de retrouver dans les masses des proximités qui compensent ou expriment la marginalisation des Eglises. Il est plutôt référé à deux composantes qui s'y combinent. L'una concerne la possibilité d'une identité de classe ; l'autre, la boso rurale ou populaire de transformations socio-économiques nécessaires. L'una et l'autre désignent ce qui doit se trouver une forme révolutionnaire enracinée dans nne tradition vivante.

A cetto donble pertinence des religions populaires dans les pratiques militantes, il faut ojouter tout ce qui, désigné comme syncré-tisme, renvoie en fait à un transit ou un possage culturel, et tout ce qui, sous une figure religieuse, indique la relation d'une culture dominée avec un langage longtemps dominant c'est-à-dire ovec un langage imposà qui lui sort de masque. Ce dernier aspect surtout rationt l'attention. La culture dite a populaire » se reapproprie subrepticement la culture don nente par la manière même dont elle s'en sert. C'est la ruse de se dire dans le langage l'autre, - une façon de jouer-déjoner le pouvoir qui s'est imposé, et de reprendre la parole sans avoir (encore) une place propre. Le champ religieux est an champ privilégie pour cas stratégies de langage que caractérise, violence invisible, un réemplai ou une protique de la langue reçua la où il n'y a pas encore l'instauration d'une expression autonome.

Les populations encore rurales et dejà sousprolétaires du sertão ou dos envirans de Recife affectent ainsi aux manifestations messioniques » un rôle particulier (16). Una

sorte de bilinguisme culturel s'y développe. Un premier discours constate une organisation de pouvoirs connotés par leur fatalité (la raison du plus fort est toujours la meilleure), par leur mensonge (le riche trompe et vole toujones) et par le silence qu'ils créent (« les gens savent mais ne peuvent rien dire »). Il n'ac-corde aucune justification religieuse à ce monde mal fait avec lequel il faut bien ruser. A côté, les pratiques et les représentations religiouses constituent un autre espace, symbodiscours énonce un quand même. Il dispose d'une poétique en grande partie installée par le colonisateur européen. Mais il s'en sert pour articuler le tableau objectif de la zaisère sur le poème (encore atopique, sans lieu) d'une société différente, égalitaire, où les pauvres triomphent et les corps makdes guérissent. Ce qui n'est pas constatable s'enonce la comme possible, extraordinaire, miraculeux. Ce langage religieux, habité par l'expérience du malheur, croît dans la mesure même où décroit l'effectivité d'institutions démocratiques ; il faiblit quand elle grandit. Il est la figure de ce qui ne peut pas encore prendre forme socio-politique.

.Une protestation « révolutionnaire » inversant l'ordre des forces se maintient dans un espace « sacré », en absence et en attente des moyens nécessaires à sa réalisation. Elle couve sous la métaphore sociale des mouvements religieux. Bien plus, tout se passe, souvent, comme si elle devenait l'indice d'une stratégie qui n'a pos de lieu propre (un parti, une force, une représentation), mais s'infiltre dans l'organisation dominatrice. Elle signifie déjà le murmure et le sourd travail d'une érosion qui, sans ponypir encore se nommer, manifeste la revendication du dominé dans le laagage même du dominant. Alors même que l'ardre répressif est (semble) accepté faute de pouvoir à lui opposer, mille toctiques y infiltrent, sous le mosque de l'adhésion, la possibilité pour une autre ambition de se le réapproprier. Une subversion s'insinue sous le mode de la participation. C'est la résistance compatible ovec la faiblesse. Une patience arme ces compromis.

Il n'est pas interdit de penser au'apiourd'hui, délogées de leurs prétentions idéolo-giques, offaiblies et divisées, les Eglises protiquent des compromis comparables à l'égard des pouvoirs établis. Elles ne s'identifient pas à ce qu'elles acceptent. Leur faiblesse n'est pas renoncement, mêmo si ella n'est pas glorieuse. Peut-être se rapprochent-elles ainsi de protiques populaires. A cet égard, les rares interventions ecclésiastiques officielles qui marquent une opposition (telle celle de Mgr Comus au Chili) (17), et dont les autorités s'empres sent d'attenuer la portée, prannent l'allure de « bruits » relatifs aux gloires ecclésiales d'ontan, et sant déjà secondaires por rappo aux resistances qui se cachent sous une humiliante docilité de « pauvres ».

### Des laboratoires de prise en charge

TL est d'ailleurs frappont que, dans leurs conflits avec les paavoirs, les évêques privi-légient des méthodes nou violentes. Ainsi, Mgr L.E. Prociso à Riobamba (Equateur) (18), Mgr A. Fragoso à Crateus (Ceara, Brésil), Mgr P. Casaldaliga à Sao-Felix (Mato-Grosso, il) (19). Même tendance dans les luttes sociales, comme à la cimenterie Perus à San-Paulo (douze années de grève puis de procès, 1962-1974) (20).

Un symptôme en est le mouvement qui coordonne les actions de « libération non violente». Depuis la première rencontre latino-américaine de 1971 (Alajuela, Casta-Rica), un secrétariat général a été créé à Buenos-Aires (21); des réunions continentales régu-lières s'organisent (Medellin, février 1974 (22); Brésil, février 1976); et aussi des séminaires d'tudes (Bueaos-Aires, mors 1975 ; Sao-Paulo, octobre 1975, etc.). Les actions rurales y jouent un rôle craissant, qui les oriente vers une révoqui se dégagent de références idéologiques précises (politiques ou religieuses) et leur préfèrent l'analyse de techniques d'action, olors même gn'on a'y parle pas de « non-violance ».

En un temps où (Mgr Fragoso le disoit à Medellin en février 1974) « les forces de répression s'organisent de plus en plus > (23), les stratégies qui s'élaborent ainsi dans les collectifs (et onssi dons les mouvements de défense des droits de l'homme, des prisonniers politiques, etc.) (24) présentent des traits où l'on peut sans doute déceler des orientations décisives dans un avenir proche (25). Ea retenir quelques-uns, ce sera en tout cos dessiner des ssues et des auestions du présent.

1. En laissant de côté les idéologies (indissociables de l'élite militante qui les praduit), on entend promotivoir des actions qui soient contrôlables par le groupe local Elles ne visent donc ni des objectifs qui lui échoppent ni des forces qui le dépassent. Le but est d'éviter la division du travail entre théoriciens et exécutants, on l'écrasen consécutif à des ordres irresponsables dont la population de base paie toujours les frais. Les conflits doivent être proportionnes oux moyens du groupe par un apprentissage cogestionnaire des rapports de force. Ils constituent donc « une lutte autogérée », une expérience positive et présente du pouvoir, et par là une onticipation permanente > de l'avenir (26). Cette protique collective n'en est pas mains circonscrite dans le micropolitique et, comme le constatait déjá la rencontre de Buenos-Aires, ella orticule difficilement des actions dissémi

nées sur un projet global. Mais est-ce possible? 2. La conscientisation ainsi définie prend la forme de techniques d'action et fournit des instruments d'analyse de la réalité. Le savoir ici est un agir et il en naît. Il crée, beaucour plus lentement, il est vrai, un irréversible : l'acquisition de protiques sociales.

3. Cette science expérimentale a pour caractéristique de faire apparaître des seuils. Dans les participations sociales coutumières, elle découpe des impossibilités nouvelles. Dans la « normolité » se dessine l'arête d'un non possumus. La non-cooperation est l'action initiale, une rupture instauratrice. Des paysans ne paient plus un impôt municipal (Panama); des Indiens Gaaranis ne fréquentent plus les écoles imposées (Paraguay); les paysans de La Vega ne vendent plus leurs haricots au qui a été fixé (République Dominicaine) : l'évêgue de Croteus (Bresil) ou de Riobambo (Equateur) refuse de participer aux cérém gouvernementales, etc. Une tactique du non, qui correspond à la forme première de la prise de conscience, mobilise le groupe et déplace la géographie de la légalité en lui substituant une référence plus fondamentale.

4. Par là s'introduit une distinction entre quitorité » et pouvoir. A « autorité » ce aui est crédible ; à pouvoir ce qui s'impose. Des pouvoirs adjourd'hui de plus en plus forts

mois de moins en moins crédibles sont ainsi atteints en leur point faible par la mise en cause de leur autorité, puisqu'une adhésion leur reste nécessaire pour fonctionner. Par l'oction qui dénie leur autorité en reconnaissant le fait de leur pouvoir, ils perdent la « vrai-semblance », qui est le décor nécessaire de la violence gouvernante. Un ressort interne leur est enlevé, quand se dévoile la brutalité qui se cache derrière une outorité. Cette oction-là démobilise et démoralise aussi les foactioncroire. Car les policiers et les militaires euxmêmes ont besoin de craire, ou de croire qu'ils croient, ou sens (l'ordre, la patrie, etc.) de la répression qu'ils exercent ou service d'un pouvoir. A toucher à ce point névrolgique, stratègies non violentes deviennent aussi, et c'est encore plus important, des laboratoires où s'expérimentent les moyens dont dispose un graupe pour coatrôler les systèmes de pauvoir. A petite échelle, c'est le prise en charge, au titre d'une conscience collective, du problème qui se pose devont les pouvoirs scientifiques technocratiques: un apprentissage politique de ce qui est normal, croyable ou juste. Nul doute que l'expérience religieuse, des longtemps « spécialisée » dans le croire, n'oit u: rôle nouveau et important à jouer dans ce champ encore si peu exploré de la vie politique. MICHEL DE CERTEAU.

(16) Sur les mouvements messianiques, je renvoie aux travaux bien connus de Maria Isaura Pereira de Queiroz. Cf. aussi, très documenté, Ralph della Cava, Miracle at Joseiro, Columbia University Press. New-York, 1970. Je me rétère lci à des séminaires de recherche sur le iangage populaire et retigieux auxqueis je participe, à Recife, depuis 1973.

participe, à Recife, depuis 1973.

(17) Sur les propos de Mgr Camus (secrétaire de la Conférence épiscopale) lors d'une réunion de journalistes à Santiago et l'affaire qui a suivi, cf. Mensaje (Santiago), novembre 1975, pp. 488-490. Un communiqué de la Conférence épiscopale du Chili (10 octobre 1975) jugeait d'ailleurs ces propos conformes pour l'essentiel à la déclaration épiscopale « Evangüe et paix » (septembre 1975) qui exclusit la lutte dans la défense des « droits » et manifestait as « reconnaissance » aux forces armées pour « le service cendu au pays » et pour « nous avoir libéré d'une dictature marxiste » (cf. le texte intégral, document DIAL, n° 247).

(18) Cf. « l'Engagement politique du chrétien ».

(19) Menace d'expulsion (comme Espagnol) pour avoir pris la défense de populations rurales marginalisées et de petits cultivateurs expatriés. Mer Casaldaliga a été défendu par l'ensemble de l'épiscopat, cf. le dossier 249 de

expatriés. Mer Casaidaliga a été défendu par l'ensemble de l'épiscopat. cl. le dossier 349 de DIAL.

(20) Cl. DIAL, doc. 183 et 203.

(21) Le coordonnateur général, Adolfo Pérez Esquivel (e Servicio pars la accion liberadora en America Latina. Orientacion no violenta ». Peru 620. 5º P. Dot 19. Buenos-Aires, Argentine), publis un bulletin. Par y Justicia (Espana 800, San Isidro, prov. de Buenos-Aires, Argentine), donnant informations et réfexions théoriques.

(22) Cl. Par y fusicia, nº 10-12 (janvier-mars 1974 et 15 juilet 1974).

(23) On a une bonue analyse de la répression dans Sie (revue du CEAS de Caracas, Venezuela), numèro de septembre 1975.

(34) Ainsi. créé en 1973 et théoriquement diasous par la junte en novembre 1975. le « Comité de coopération pour la paix au Chill », ou Pro Paz qui, iui, s'inspire des principes chrétiens, travaille à la « libération » des prisonniers et a eu maille à partir avec la DINA (Direccion de Inteligencia Nacional). organe central de la polire chillenne.

(23) Pour une analyse des techniques et des expériences de non-violence, cl. Jean-Marie Muller, Stratègie de l'action non violente, Parard, 1972, et surtout l'excellente revue Alternatives non violentes, nº 4, p. 12;

Lyon).
(26) Alternatives non violentes, nº 4, p. 12;
nº 12, p. 38.

(Sutte de la page 17.)

Le pouvoir hégémonique des Etats latino-américains manque de consis-tance parce que les classes domi-nées, auparavant soumises aux oligarchies et aux bourgeoisies dirigeantes (dépendantes du capita-lisme international), se rebellent

#### Le mythe occidental

S I nous posons que les classes do-minantes, et donc le capitalisme international, ont politiquement international, ont politiquement échoué en Amérique latine — même sı certains pays comme le Brésil et l'Argentine ont atteint un degré très l'Argentine ont atteint un degré très important de développement écononomique. — il faut nous demander 
pourquoi d'autres pays, qui ont égaiement subi, dans le passé, la pénétration capitaliste à partir de l'Europe, sont parvenus à avoir des 
régimes relativement stables, dans 
lesquels la domination idéologique 
est capable de parvenir à un consensus social qui légitime les institutions sus social qui légitime les institutions politiques bourgeoises. C'est le cas non seulement des Etats-Unis et du non sementar de Elais-Oris et di Canada, comme également de di-verses anciennes colonies britan-niques (Australie et Nouvelle-Zé-lande), mais aussi de pays à civili-sation asiatique comme le Japon. Certaines explications ont été avancées : le capitalisme est issu du féo-dalisme européen, il s'est implanté par simple colonisation territoriale dans des pays à faible population (les anciennes colonies britanniques) et il triomphe aussi sur certaines sociétés féodales pré-existantes, comme au Japon.

rourtant, d'autres modes de pro-duction non occidentaux opposent une résistance au moins passive à cette pénétration capitaliste : « D'une jaçon générale, les pays non « occidentaux », à l'exception du Japon, se sont révélés et se révélent encore de mètres milieux sous la dé-Pourtant, d'autres modes de proencore de piètres milieux pour le développement des rapports de pro-duction capitalistes. Le capitalisme ne s'est rapidement étendu que la où il a été protégé pendant sa jeu-nesse par le jéodalisme (2). »

En réalité, le féodalisme comme tel n'a jamais existé en Amérique latine (3). Cependant, on considère jusqu'à maintenant comme acquise l'appartenance de celle-ci au monde occidental : son origine coloniale, les traditions juridiques et religieuses européennes qui y ont été implantées, l'instauration ultérieure de l'indépendance des systèmes politiques inspirés de la démocratie nord-américaine, la langue et la littérature de type latin, tout cela a sans doute contribué à faire oublier l'existence de cultures natives ayant atteint un certain degré de développement dans les pays andins et en Méso-Amérique, ainsi que l'histoire des échecs successifs de régimes démocratiques parlementaires et des interventions militaires qui font de occidental : son origine coloniale, les

désormais contre elles. Les Etats sont incapables d'arriver à obtenir un consensus social, dans le mouvement ouvrier surtout, chez les paysans, les Indiens et les intellectuels, autour de leurs Constitutions et institutions juridique, utilisées aujourd'hui plus que jamais pour réprimer le peuple.

la démocratie libérale l'exception qui confirme la règle.

Un fait politique qui secoue vio-lemment la conscience latino-améri-caine nous permet de prendre la me-sure de la fragilité et de l'inconsistance du libéralisme créole ; il nous rapproche en même temps de la réalité culturelle cachée des peuples latino-américains. Il s'agit du coup d'Etat militaire qui, en 1973, fait tomber le président Allende au Chili et détruit par la violence les insti-

#### Légitimation de la répression

CETTE culture liée à des rapports de production pré-capitalistes — communautés indigènes soumises aux empires inca et aztèque, plus tard dominees et organisées en fonction du capitalisme, essentiellement par le biais du régime foncier — continue aujourd'hui d'opposer une certaine résistance à la pénétration capitaliste multinationale et à l'idéo-levie dominante. Elle contribue ainsi logie dominante. Elle contribue ainsi a la crise de la domination du capi-talisme, plus evidente autourd'hui mais constamment présente depuis l'indépendance du début du dixneuvième siècle. La crise politique devient plus aiguë, au point de mettre en danger la reproduction du système de domination; elle explique des lement pourquoi non seulement. également pourquoi non seulement la répression s'étend d'une façon

la répression s'étend d'une façon jamais vue jusqu'à ce jour, mais pourquoi aussi elle atteint, de façon systématique, les Eglises, en particulier leurs éléments progressistes.

En effet, les classes dominantes doivent avoir recours aux organes de répression (militaires et policiers) pour se maintenir au pouvoir; elles doivent aussi compter sur n'importe quelle organisation idéologique capable de conférer une légitimité à la répression qu'elles exercent sur le peuple. L'Eglise, qui pèse socialement d'un grand poids dans la plupart des pays latino-américains, est précisément un organisme légitimateur. Très souvent, elle est le seul, ou du moins le principal. D'où l'importance de la contrôler dans des pays où la de la contrôler dans des pays où la religion est vivante dans les masses qui n'ont pas connu le processus de déchristianisation, tellement accentue en Europe occidentale et dans plusieurs pays d'Europe orientale. Il faut remplacer l'idéologie libérale, qui jouait un rôle d'homogénéisation et d'agglutination grâce au contrôle

tutions juridiques et sociales qui constituaient l'expression la plus élaborée, sur le continent, de la dé-mocratie libérale telle qu'elle s'est imposée dans les pays industrialisés. Imposee dans les pays industrialises.

La survivance du régime démocratique chilien, dans un pays en butte
à de profonds changements sociaux,
était sans doute l'ultime espoir qui
alimentait encore le mythe « occidental » répandu par les classes
dominantes du continent et imposé
dominantes du continent et imposé
paux masses le plupo-américalises y dominantes du continent et imposé aux masses latino-américaines, y compris à leurs avant-gardes politiques de gauche, ainsi que l'affirmait récemment A. Uribe (4). Si, au Chili, le mythe démocratique et libéral manifeste son caractère idéologique, à plus forte raison en est-il de même dans le reste du continent « normalement » soumis à des gouvernements totalitaires dont les élites intellectuelles, y compris révolutionnaires, commencent seulement lutionnaires, commencent seulement à comprendre à quel point elles sont loin des racines culturelles de leurs peuples.

direct, ou moins étroit, des moyens d'information, par une autre idéolo-gie légitimatrice de la répression. Le contrôle s'étend alors à l'appareil idéologique ecclésiastique, ét ant donné que les Egiises peuvent être considérées comme « émettrices » d'un discours religieux et pouvant, de ce fait, légitimer les régimes tota-litaires.

litaires.

Il s'ensuit que les classes dominantes et leurs gouvernements totalitaires s'emploient aujourd'hui à diffuser un discours idéologique dont les thèmes principaux non seulement sont ceux d'un anticommunisme primaire d'un anticommunisme primaires de l'un anticommunisme primaires d'un actionne de l'un anticommunisme primaires de l'un anticommunisme primaires de l'un anticommunisme primaires de l'un anticommunisme primaires d'un anticommunisme primaires de l'un anticommunisme de sont ceux d'un anticommunisme pri-maire et d'un nationalisme restreint à leur vision de classe, mais s'em-ploient également à réinterpréter le christianisme en termes potitiques en professant un pseudo-magistère chrétien qui se charge de définir la fol dans ses implications politiques. Les gouvernements militaires se met-tent maintenant à faire de la théo-tent maintenant à faire de la théo-Les gouvernements militaires se met-tent maintenant à faire de la théo-logie, processus qui, dans certains cas, correspond simplement au vide laissé par les Egilses, spécialement par la hiérarchie catholique, qui se prociament « apolitiques » (5). La question qui se pose est de savoir jusqu'à quel point les Eglises et les chrêtiens sont disposés à faire le jeu des classes dominantes et à se prêter au rôle d'appareil

et à se prèter au rôle d'appareil idéologique de légitimation qu'elles leur assignent. En fait, la réponse est complexe, car les Eglises d'Amé-rique latine sont aujourd'hui le lieu de contradictions diverses; en leur sein coexistent des secteurs conser-vateurs (et Intégristes), des secteurs sociaux-chrétiens (c'est-à-dire démo-crates-chrétiens) et des secteurs de gauche. Il ne faut pas confondre les hiérarchies ecclésiastiques et leurs intellectuels que sont les théo-logiens (parmi lesquels peuvent coexister plusieurs théologies plus ou moins élaborées), avec d'autres secteurs plus directement liés aux masses populaires chez lesquelles subsiste une « religiosité populaire » moins intellectuelle, mais plus efficace et plus vitele. Croyantes dans leur grande majorité, les masses latino-américaines considèrent généralement les évêques et les prénéralement les représentants de Dieu, mais elles professent une religion dont la pratique s'écarte notablement des normes et théologies officielles. Cette « religiosité populaire », malgré son ambiguité, plonge profondément ses racines culturelles et religieuses dans le passé indien et ordonne, de façon syncrétique, les mythes précolombiens avec la doctrine apportée par les missionnaires ibériques (6).

L'analyse se complique par le fait

ibériques (6).

L'analyse se complique par le fait que, surtout à partir de la conférence épiscopale de Medellin, en 1968, qui a parié de la « libération » du néocolonialisme, existent au sein de l'Eglise des théologies critiques du capitalisme et de l'impérialisme, lesquelles abandonnent des positions fondées sur « la doctrine sociale de l'Eglise » dont l'expression politique est la démocratie chrétienne, discréditée par l'expérience Frei et la complicité de la tendance majoritaire de ce parti avec le coup d'Etat militaire chillen. Ces théologies critiques — comme, par exemple, la « théologie de la libération » — sont le fait de prêtres, de pasteurs et de e fait de prêtres, de pasteurs et de théologiens qui se sont politisés au contact direct des ouvriers et des paysans, et qui exercent une certaine pression à l'intérieur des Eglises. Il paysans, et qui exercent une certaine pression à l'intérieur des Eglises. Il est important de souligner que la force idéologique d'un tel courant, minoritaire dans l'Eglise, tend à augmenter à mesure que les classes dominantes se livrent à une répression « sauvage ». L'escalade policière conduit surement à une polarisation des classes plus aiguë, et plus visible de tous, surtout dans les pays où il existait auparavant des régimes libéraux. C'est le cas du Brésil, de l'Uruguay et du Chill, pays dans lesquels les évêques, amenés à s'affronter au fait politique de la répression et du néofascisme déclenché contre le peuple puis contre l'Eglise elle-même, en viennent à assumer des attitudes de plus en plus éloignées des régimes militaires qu'ils avaient initialement appuyés ou du moins tolérés.

Il faut ajouter qu'entre les différentes théologies il existe des différences notables concernant la politique. La classe dominante trouve certainement un appui dans les positions conservatrices de mouvements minoritaires in tégristes comme Tradition, famille et propriété », présent au Brèsil, en Argentine et au Chili, — maie surtout dans les positions théologiques plus élaborées et plus cohérentes, comme celles de l'Opus Dei, qui font davantage auto-rité que les autres. Ces positions conservatrices, à la fois modernisantes et procapitalistes, qui sont le fait de chrétiens appartenant, pour la plupart, aux classes aisées, ne jouent cependant pas un rôle public de légitimation en raison du fait qu'elles ne sont pas prédominantes dans l'épiscopat. Celui-ci condamne généralement « les abus du capitalisme », et pas seulement le communisme athée et matérialiste. Ainsi donc, les théologies conservatrices (comme celle de l'Opus Del qui a joué un rôle légitimateur d'une certaine importance dans les demières années du fascisme franquiste) jouent surtout dans la plupart des peuples latino-américains un rôle léglogique dans les classes privilégiess, lesquelles les classes privilégiées, lesquelles trouvent ainsi une justification morale pour leurs actes de répression mais ne bénéficient pas d'une très grande influence dans le peuple.

Les chrétiens de gauche, quant à eux, ont des théologies critiques du capitalisme et de l'impérialisme. Ils ménent une action de « désidéologisation » des masses marquées par l'idéologie dominante, anticommuniste et « nationaliste », qui se camoufle indûment sous une légitimité chré-tienne. Ces chrétiens jouent un rôle

tienne. Ces chrétiens jouent un role

(2) Pierre-Philippe Rey. les diltances de classas. Maspèro, Paris 1972, p. 11.

(3) Une controverse s'est èlevée 517 ce point en Amérique latine, entre divers auteurs, dont A. Gunter Frank, Calo Prado Jr et K. Glauser.

(4) A. Uribe, c lééologie et mythologie dans le fascisme chilten > cars Eléments d'enaiyse du fascisme (Seminaire MA. Macclocchi). Editions 10/18, Paris, 1976.

(5) Il convient de noter que ce: « apolitisme », qui s'impose comme principe normatif à des évêques, des prètres et des religieurs suppose une absence de militance — ce qui n'est pas toujours le cas pour la hiérarchie dans les pays où existe la démocratie chrétienne — laquelle provoque une basse de l'activité théologique des lasses dominantes. Cela est propre à l'Amèrique des Eglises qui laissent ainsi, en ce qui concerne l'action politique, le champ 11 br e au processus correspondant d'activité théologique des classes dominantes. Cela est propre à l'Amèrique latine. Un erempie d'activité théologique est l'utilisation politique de la récente instruction du Vatican sur la sexusité : El Mercurio, principal quotidien chillen, explique que cette déclaration romaine fait la preuve de la corruption de la démocratie européenne et que la préservation des valeurs morales réaffirmées par l'Eglise ne peut être garantie que par des régime militaire chillen.

(6) « Sans l'Eglise, le destin des indiens aurait été tout autre, Et je ne pense pas seulement à la lutte entre-prise pour adoucir les conditions de vie et pour les organiser de jaçon plus juste et plus les organiser de jaçon plus juste et plus les organiser de jaçon plus juste et plus chrétienne; il y avait aussi la possibilité offerte par le baptême de participer, grâce à ce accrement, à un ordre et à une Eglise, Les Indiens, qui sont comme orphelins après la rupture des liers avec leurs anciennes cultures et la mort de leurs dieux et de leurs cités, refrouvent, par la fou catholique, une place daus ce monde. » Octavio Paz, le Labyruthe de la continue de l

- 6 4 5 6

...

.....

ميروات أرواته

- 14 3

.

. (-...)

والمعارض والمعارف

مودية مراوده न का अंक

+ 22

: 🚈

-k.7 G.

......

٠.,

. ځنن

.

### De la bourgeoisie au fascisme

### LA DÉMOCRATIE **CHRÉTIENNE** CHILIENNE ET LA JUNTE

Par JULIO SILVA SOLAR \*

T A démocratie chrétienna chilienne étoit imprégnée d'un certoin projet de changements révolutionnaires. Elle anrait pu le mener à bien quond elle était ou gouvernement. Elle aurait pu oussi, dans son apposition à Aliende, contribuer à la transformation sociale. Cependant, ni dans un cas ni dons l'outre, elle n'est porvence à le faire. Le gouvernemeint de M. Frei a été loin de constituer une rupture avec le capitalisme ; bien au contraire, son plan de développement a pris oppui sur le capital multinational.

Ensuite, sous la présidence d'Allende, l'incapacité de la démocratie chrétienne à rompre avec les grands intérêts privés l'a finalement conduite à favorisor le coup d'Etnt fasciste pour contenir le socialismo. Pendant quarante pas, la démocratie chrétienne chilienne avait abservé une fidélité exemplaire à la démocratie. Et poartant, au mament critique, elle justifio le caup d'Etat militaire.

### Gérer les intérêts de la bourgeoisie

A démocratie chrétienne a exercé le pouvoir en divers pays d'Europe et d'Amérique latine, et son rôle o toujours consisté à gêrer les intérêts de la bourgeoisie. De lo sorte, la contradiction avec son refus de principe du copitalisme arrive à un point dangereux pour sa cohésian interse, et montre que, protique-ment, dans le meilleur des cus, ce refus concerne les abus ou les excès du capitalisme mais non sa structure même. C'est à cela qu'il faut, en grande partie, attribuer les dissidences de gouche, devenues fréquentes ou cours des dernières onnées. Certains secteurs cathaliques, minoritaires mais significatifs, évaluent dayuntage vers la gauche et finissent par se séparer de la démocratie chrétienne.

Ses tentativos réformistes modérées so situent donc à l'intérieur du capitalisme. Elles s'emplaient à accorder une participation des travailleurs aux bénéfices et, parfais, à

Ancien député de la Gauche chrétienne, membre du Centre d'études et de documentation du groupe Chile America à Rome.

la gestion du système, mois dans les limites acceptables par le pouvoir des entreprises. La démocratie chrétienne tend ainsi à donner ou copitolisme une plus grande force sociole face à une éventuelle révolution. Le capitalisme qu'elle préconise est sans oucun doute un capitalisme démocratique (non fasciste), ovec des partis, an Porlement, des syndicats, le me la réforme ograire, etc. On comprend que lo démocratie chrétienne puisse oinsi entrer peu o peu en conflit avec des fractions de lo bourgeoisie, les plos conservatrices et outori-taires, qui représentent lo vieille oligarchie foncière. Dans des époques normoles ou stables, en effet, ses perspectives démocratiques, oinsi que so tentative de formuler une « troisième voie » (ni copitalisme ni communisme), l'entraînent à se heurter oux forces de droite. Mois sous le gouvernement d'Allende, devant le « péril marxiste », la démocratie chrétieune o bien vite serré les rangs outour de la droite, jusqu'à pratiquer une opposition qui oboutit au coup d'Etot fosciste du 17 septembre 1973. Une fois la junte établie au pouvoir, la démocratie chrétienne en orrive progressivement à une apposition chaque jour plus cri-tique envers lo dictature.

La stratégie de décolloge économique du gouvernement Frei s'était principalement basée sur le dynamisme du copital multinotional et de sa technologie. Cela contribuait à renforce la sujetion du pays à l'impérialisme. Le principol exécutant de cette politique du gauver-nement Frei o été l'ingénieur Raul Saez, le même qui, aujourd'hui, occupe le poste de ministre de la coordination économique de la dictoture de Pinochet.

M. Saez est un hamme dont l'action o été décisive pour ce qui concerne les lignes maîtresses de lo politique de développement da gouvernement Frei, durant lequel il a exerce de hantes fonctions: chef de la Corporacion de Fomento, la plus grande organi-sation chilienne d'Etat ; ministre des finonces durant un court laps de temps; principa négociateur des « accords sur la cuivre » avec les sociétés Anaconda et Kennecott, occards excellents pour ces entreprises et exécrables pour le Chili.

Le gouvernement d'Allende envisageait le dévaloppement sur la base d'un change-ment profand des structures de la société. Ce changement commençait par la constitution d'un secteur social, ou nationolisé, dominant par ropport à l'ensemble de l'économie, et par une forte redistribution des investissements en faveur des salaries. D'importantes entrerises pord-américaines - Anoconda, Konnecott, L.T.T. — ont été expropriées. L'Etat a transféré ou secteur nationalisé le fer, l'ocler, le salpètre, quelque 95 % du capital ban-caire, les grands réseaux de distribution et un nombre important d'entreprises industrielles et autres. Près de 50 % de la valeur productive sont ainsi passés au sacteur nationo-lisé. En deux ans, la réforme agraire a exproprié plus de trois mille latifundia. C'était un véritable tremblement de terre pour classe dominante — et pour l'impérialisme L'augmentation du pouvoir d'achat des traers sur une masse de biens plus au moins statique a successivement provoqué des phé-nomenes de pénurie, de marché noir, etc.

Bien que le gouvernement d'Allende se soit toujours maintenu dons le cadre de la légalité et de la démocratie constitutionnelle, la bourgeoisie, horrifiée, se sentait dépossédée de la base même de son stotut sociol et de sor pouvoir. Pour ceux qui voyaient dons la bourgeoisie le modèle de leurs aspirations, il en était de même. Ceux qui voyaient dons le rique latine et pour certains pays d'Europe occidentale voulaient, de toute façon, mettre in terme à cette oventure. Le gouvernement d'Unité populaire o commis des erreurs groves qui ont facilité le minutieux travail de destabilisation » dont s'étaient chargés ses puissants ennemis intérieurs et extérieurs.

La réaction fasciste de la bourgeoisie a ete plus profonde que prevu. Au Chili, ovec une bourgeoisie relativement démocratique dons sa façon d'être habituelle, le fascisme proprement dit se trouvait réduit à quelques noyaux argoniquement faibles et dispersés. Cependont, devant les progrès du socialisme et du pouvoir ouvrier et populoire, il a rapiacquis un dynomis me enveloppant et ogressif qui, à partir de la bourgeoisie mona-poliste, s'est étendu à de vastes secteurs des classes moyennes : propriétaires de camions, com merçants, médecins, fonctionnaires,

C'est oinsi que le parti démocrate-chrétien o été gagné par le dédans à l'alliance avec le fascisme. Les petits groupes notoirement fascistes qui agissaient dans les forces ormées, dans les organisations patronoles, dans le journal El Mercurio, à l'Université catholique, à le direction du parti national ou des brigades terroristes comme « Patrie et liberté », ant pu imposer leur ligne et pratiquement ossumer la direction stratégique des forces oppo-sées au gauvernament d'Allende.

### Le fascisme entraîne

### la démocratie chrétienne

A majorité des dirigeonts de la démocratie du danger d'une dictature fasciste : ce qu'ils redontaient, c'était une éventuelle dictature recontrelent, c'erait une aventuelle dictorure marxiste. A partir des élections municipales d'avril 1971, dans lesquelles l'Unité populaire gagne des voix, le démocratie chrétienne fait alliance avec la droite, le parti national. Les trais bloes politiques qui evalent conconra aux élections présidentielles de 1970 — Alessandri (droite), Tomic (démocratie chrétienne), et Allende (Unité populaire) — se réduisent ninsi à deux. Dans l'opposition, le parti netianni, dont la direction était déjà nettement fasciste et séditieuse, condustit la démocratie chrétienne à une surenchère de « dureté » et de « rage » envers la gouvernement cons-titutionnel. Celui qui cherchait à raisonner ou à diologuer était taxé de « faiblesse » à l'égard du marxisme. Très vite l'apposition soutient la thèse de l'illégitimité du gauvernement et accorde son soutien nux puissantes organisations professionnelles de la petite bourgeoisie qui charchent pour la première fois, oburgeoisse qui chartent pour le présent la lac-en octobre 1972, à parelyser le pays : grève illimitée des chauffeurs routiers, des mayens de transport, des commerçants détaillants, des

médecias et d'autres catégories commo les fonctionnaires et les codres.

Les secteurs de gauche de la démocratic chrétienne ont plusieurs fois essayé de recouris ou dialogue, mais ils ont manque de force et de capacité de décision. Bien qu'ils oient participé à la direction du parti démocratechrétien (ovant l'élection de Patricio Alwyn comme président du parti en mai 1973), ils ont étà l'objet de fortes pressions de la part de la « ligne Frei », hégémonique au sein du parti, qui représente la tête de la bourgeoisie pro-impérialiste, prédominante au sein de la démocratie chrétienne.

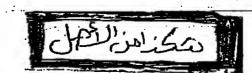
Dès août 1972, le parti démocrate-chrétien et le parti notional annoncent au pays dons une décloration conjointe : « Au Chili, il n'existe plus de démocratie véritable. » Deux sénateurs démocrates-chrétiens présentent on projet de réforme constitutionnelle destiné o créer un insurmontable conflit de pouvoirs. En plus d'un coup d'arrêt donné à la constitution du secteur nationolisé, ce projet visuit, moyennent une subtile interprétation du texte constitutionnel, à supprimer le caractère présidentiel du régime pour le transformer en régime parlementaire, grâce auquel pourrait être imposée au président de la République la volonté de l'opposition, mojoritaire au Congres.

Jusqu'à la fin, la démocratie chrétienne et le parti national ent travaille à créer les conditions favorables au coup d'Etat. Ils soutiennent lo deuxième grande grève des arganisations de la classe moyenne (août 1973) qui perelyse les hôpitoux, le commerce et, ce qui est plus grave, le transport choque jour d'un million de tonnes de produits olimentaires, combustibles, motières premières, en-grais, etc., provoquont ainsi un véritable chaos, ils font approuver par la majorité de lo Chambre des députés une motion qui declare le gouvernement inconstitutionnel et illégal. Plus tard, la junte militaire invoquera plusieurs fois cette déclaration pour justifier le coup d'Etat. Le 9 août 1973, à la suite des conversations avec Alwyn, Allende constitue une équipe ministérielle incluent les quatre chets des forces armées de l'épaque. Mais la presse démocrato-chrétienne et M. Frei luinême refusent toute autorité aux ministres militaires et soulignent l'inconvenance de leur présence ou gouvernement.

### Après le coup d'État militaire

I E coup d'Etat ayant eu lieu (11 septembro 1973), la direction du parti démocrate-1973), le direction du parti démocrate-chrétien le justifie aussirôt et en rejette toute la respansabilité sur l'Unité populaire. De leur côté, la Chambre des députés et le Sénat, tous deux présidés par des personnalités de la démocratie chrétienne, ont, sans protestation, accepté leur dissolution par la junte le jourmême du 11 septembre.

Le president du Sannt, M. Eduarda Frei, a les militaires séditieux non seulement dissoudre le pouvair législatif mais aussi usurper ses fonctions, sons avoir, ne fût-ce que par dignité, esquissé le moindre geste de ré-probation. Il a au contraire déclaré : « Les militaires ont sauvé le Chili » (ABC de Madrid



- પ્રદિશ્

interne de pression sur les hièrar-chies pour qu'elles prennent des posi-tions plus engagées du côté des pau-vres et de leur libération. Progressivement, surtout depuis que les gouvernements dictatoriaux et militaires ont, dans les années 70, pris le pouveir en América de Court

pris le pouvoir en Amèrique du Sud, les hierarchies s'emploient à contro-ler doctrinalement et disciplinaire-ment ces chrétiens, mais sans y par-venir totalement (7). Cela tient au fait que leur engagement au service des plus pauvres et de ceux qui sont de plus en plus viotimes du character. de plus en plus victimes du chômage, de la famine et de la répression poli-cière, trouve sa légitimite dans l'évan-

### Eglise et classes dominantes

CELA est d'autant plus fréquent que les sociétés latino-améri-caines sont polarisées entre une classe dominante, dépendante du capita-lisme international et chaque jour plus privilégiée, et les grandes masses opprimées auxquelles se rattachent souvent les classes moyennes ainsi que les sociaux-chrétiens qui en font que les sociaux-chrétiens qui en font partie. C'est dire, dans ces circonstances, que l'Eglise, surtout catholique et soutenue par certains secteurs de l'Eglise universelle, joue un rôle de suppléance politique, car ses œuvres et ses organisations ecclésiastiques offrent un espace de liberté, le seul où puisse s'exprimer une certaine opposition politique. Ce rôle de suppléance renforce, en quelque manière, le rôle ordinaire des Eglises, c'est-à-dire leur capacité de légitimation idéologique de l'ordre social.

Certains, de façon erronée, à notre avis, ne considérent les Eglises que comme les ailiées inconditionnelles comme les alliées inconditionnelles des classes dirigeantes ou, pis encore, comme une fraction de ceiles-ci. Il est vrai qu'elles sont les alliées objectives du régime capitaliste du fait même de leur existence institutionnelle dans ce système et dans la mesure où elles en dépendent matériellement et juridiquement. Il est vrai aussi qu'une grande partie de leur discours quement. Il est vrai aussi qu'une grande partie de leur discours — religieux, éthique et même politique — et qu'un grand nombre de leurs pratiques sociales et culturelles (écoles, action en faveur du dêveloppement) ont véhicule et véhiculent encore les traits essentiels d'une idéologie libérale issue du capitalisme. Mais il n'en reste pas moins que des chrétiens, laics, prêtres, èvêques, ne s'identifient pas à la classe dominante. En effet, ils estiment que le message du Christ implique la libération des opprimés, qu'ils ont pour mission de proclamer et d'actualiser dans la mesure de leur capacité.

Pour une autre partie de l'Eglise. l'absence de projet politique global — car les Eglises n'ont qu'un projet spirituel. — fait qu'en général elles s'accommodent du projet de la classe dominante, dans la mesure où il garantit sa survie et l'accomplisse-

gile, qui parle de la libération des pauvres, théologie officiellement acceptée par la Conférence de Me-dellin en 1968.

Ainsi, l'influence idéologique des chrétiens de gauche — principale-ment prêtres, pasteurs et religieux ment prêtres, pasteurs et religieux — qui représentent, dans une certaine mesure, la voix des hommes sans voix au sein de l'Eglise, est plus grande que celle des chrétiens du social-christianisme, ces derniers étant plus proches de la « doctrine sociale de l'Eglise » soutenue par l'ensemble des évêques, sauf exception notable comme dans le cas de quelques évêques du Bréeil en d'allieurs des évêques du Bréeil en d'allieurs ques évèques du Brésii ou d'ailleurs.

ment de sa mission de prédication ment de sa mission de predication évangélique. Mais les uns et les autres sont cependant capables d'une certaines autonomie au sein de la société capitaliste de développement. Si elles se voient menacées dans leur survie, elles réagissent en esprit de corps et même de caste, esprit de corps et même de caste, esprit qui se perpetue avec une certaine rigueur au niveau des hiérarchies ecclésiastiques.

Il faut donc écarter l'explication Il faut donc écarter l'explication qui assimile les Eglises, et surtout leurs hiérarchies, aux classes dominantes, bien que certaines personnalités ecclésiastiques soient notolnement compromises avec elles. Si cette explication était correcte, il serait impossible de comprendre pourquoi, dans plusieurs pays latino-américains, il existe une répression spécifiquement dirigée contre les chrétiens et même contre les évêques. chrétiens et même contre les évêques.

Une réponse plus élaborée doit nous amener à envisager plusieurs moments dans la réaction des Eglises sud-américaines face au défi que représente l'imposition de régimes dictatoriaux exigeant d'elles qu'elles remplissent un rôle idéologique de légitimation des gouvernements répressits. En effet, l'Eglise catholique de jond un rôle idéologique de légitimation des gouvernements répressits. En effet, l'Eglise catholique de légitime de legitime pressifa. En effet, l'Eglise catholique a jouè un rôle idéologique de légitimation prépondérant, en raison de conditions historiques difficiles à préciser let. L'une des explications possibles est que la religion chrétienne, importée à l'époque de la conquête ibérique, ne s'est pas seulement enracinée profondément dans a culture du peuple, mais ouvelle a la culture du peuple, mais qu'elle a également servi jusqu'à un certain point de moyen de préservation des rites, croyances et coutumes cultu-relles pré-lbériques, insérés de façon syncrétique dans la religion popu-

Une analyse concrète de la situation actuelle montre que, dans la majorité des cas, il n'existe pas chez les hiérarchies de volonté délibérée de s'opposer ouvertement aux régimes militaires et répressifs, surtout dans les pays où la dictature est une tra-dition. Dans les autres pays, elles font preuve, surtout au début, de grande faiblesse face aux régimes dictatoriaux naissants et elles s'accommodent de la nouvelle situation de façon à assurer la perma-nence de l'institution considérée comme étant d'origine divine.

Il y a des raisons idéologiques à cela, en plus du lien institutionnel ceia, en pius du hen institutionnea avec le système en place par le blais des œuvres et organisations ecclé-slastiques qui, pour subsister, ont besoin du soutien des gouvernements, successifs. Le fait que les Eglises sont fortement hiérarchisées et que le pouvoir est centralisé ne favorise géné-ralement pas la prise de conscience des problèmes sociaux et politiques. Cela est d'autant plus vrai que les hiérarchies qui s'autorenouvellent font généralement preuve d'un pro-fond anticommunisme, intègre depuis le dix-neuvième siècle dans la doc-trine et la pratique chrétlennes, et reaffirmée au temps du stalinisme par Pie XI et Pie XII. Par ailleurs, comme nous l'avons vu. l' « apolitisme » de l'Eglise catholique per-met aux classes dominantes de mani-puler idéologiquement la foi et de neutraliser politiquement les chré-tiens.

Dans un deuxième temps. Dans un deuxième temps. les Eglises sont cependant capables de réaction, surtout celles des pays qui ont connu un certain degré de déve-loppement démocratique. L'attitude de faiblesse dans la résistance aux dictatures de droite au moment où alles les sont les résistances aux dictatures de droite au moment où alles les sont les résistances aux dictatures de droite au moment où alles les sont les résistances aux dictatures de droite au moment où alles les sont les résistances aux dictatures de droite au moment où alles les sont les résistances aux de les sont les résistances aux dictatures de droite au moment où aux dictatures de droite au moment ou droite droite au moment ou droite elles luttent pour la prise du pou-voir en détruisant les démocratles libérales, et de plus grande faiblesse encore quand elles y parviennent effectivement, se transforme, dans certains cas, en attitude de résis-tance grandissante aux régimes dic-tatoriaux et répressés qui charchent tatoriaux et répressifs qui cherchent à amener les Eglises à jouer unique-ment un rôle de légitimation de la ment un rôle de légitimation de la dictature. Pour y parvenir, ces règimes interviennent de l'extérieur pour augmenter jeurs contradictions internes et éliminer les éléments révolutionnaires et progressistes du clergé (8).

C'est alors que se produit une cer-taine radicalisation de secteurs importants de la hiérarchie et du clergé qui sont, à l'heure des souf-frances et de la repression généralisée, alguillonnés par leur conscience chrétlenne et leur fidélité à l'Evangile. Ce processus est conforme non seulement aux traditions libérales et à la polarisation des classes, mais ègalement à la réponse de l'Egilse comme institution qui n'accepte pas d'etre detruite.

Ce processus, qui va d'un premier temps de soumission à un second d'opposition peut prendre plusieurs années, comme dans le cas du Bresil (de 1964 à 1970), on peut aller plus rapidement aux moments de désagrégation économique et politique accélérée, comme dans le cas du Chill (de 1973 à 1975). La Conférence nationale des évêques du Brésil (C.N.B.B.) et le Comité de coopération pour la paix au Chili ont joué

un rôle proprement politique, pro-bablement bien au-delà de l'Inten-tion de la plupart des évêques d'opposition aux militaires (9). L'accélération de ce processus doit, bien entendu, se comprendre par rapport à la réaction du peuple, surtout de la classe ouvrière et des partis qui la représentent, ainsi qu'à la conjoncture économique, politique et sociale. L'opinion publi-que internationale, sensibilisée à ce qui touche à la violation des droits de l'homme, pèse également de son poids sur les Eglises latino-améri-caines, tout comme la pression exercée par les hiérarchies et évê-ques libéraux ou prophétiques d'auques libéraux ou prophétiques d'au-tres pays.

Alnsi, la réponse à notre question n'est pas catégorique. La capacité de résistance des Eglises — et donc leur action comme organisme idéologique resistance des Eglises — et donc leur action comme organisme idéologique de contestation — face aux régimes dictatoriaux qui manipulent la foi, est dépendante de la lutte idéologique interne qui est menée en chacune d'elles. Dans la mesure où ses éléments d'avant-garde parviennent à s'identifier avec les masses populaires, dont la religiodité, bien qu'ambigué et parfois aliénante, possède des racines culturelles distinctes de celles de l'Occident, leur position dans les Eglises se voit renforcée. En d'autres termes, il a'agit d'aller dans le sens — mais blen au-delà — où allait récemment Mgr Lopez Trujillo, secrétaire du CELAM, quand, dans son attaque contre les chrétiens pour le socialisme, il confirmait l'existence de deux « théologies de la libération » : l'une, qui serait d'origine européenne, utilisant l'analyse marxiste; et l'autre, « latino-américaine », qui aurait été, selon Lopez Trujillo, élaborée par les évêques à Medeilin. En réalité, tontes deux sont, d'une certaine manière, d'origine européenne. La première s'identifie davantage avec l'orthodoxie de l'Eglise de Rome, aujourd'hui identifiée de fait au capitalisme occidental et, auparavant, aux conquérants; mais, du moins la première a-t-elle été éla-borée par des Latino-Américains actuellement engagés dans la l'utte borée par des Latino-Américains actuellement engagés dans la lutte politique des masses et de leurs dirigeants — et elle influence et dyna-mise la théologie en Europe.

A. Touraine a quelque raison de parler de la nécessité de « latino-americaniser les Latino-Américains ». Le reproche ne peut s'adresser uni-quement aux chrétiens, mais d'abord et surtout aux dirigeants politiques par trop appliqués à utiliser, de façon mécanique, des théories éla-borées dans les luttes politiques du passé et dans d'autres continents, en oubliant pratiquement leurs racines oubliant pranquement leurs racines culturelles indigènes. Dans la mesure où ne prolifèreront pas, en Amérique latine, les Mariateguis convertis à la réalité culturelle opaque de leurs propres peuples, il ne sera pas possible, aux Latino-Américains, de par-



(Photo C. Gerretten-Gamma.) AVEC M. EDUARDO FREI, LA DEMOCRATIE CHRÉTIENNÉ S'EST DISCRÉDITÉE AU CHILL. Mais l'Egise, en tant qu'institution, ne se laisse pas détruire.

venir à l'hégémonie nécessaire pour résister et s'opposer à la dépendance économique et politique actuelle. GONZALO ARROYO.

GONZALO ARROYO.

(7) Alors qu'en 1968 il avait adopté des positions correctes face aux néocolomisisme, le Cellam prend un virage à druite tors de la réunion de Sucre (1972) au cours de laquelle Mgr Marcos McGrath est rempiacé, au accrétariat général, par Mgr Lopes Trujillo, èveque auxiliaire de Bogota. Ce dernier est, aujourd'hui, à la tâte de la lutte contre les chrétiens d'avant-garde, et aidé en cela par le jésuite beige Boger Veckemans et sa revue Tierra Nueva. Sur l'évolution de l'Eglise latino-américaine et le CELAM, voir l'article de Mgr McGrath...

(8) Cf. Gonsalo Arroyo, la répression (article d'un Monde diplomatique du —).

(9) Rapport sur e la Pénération impérialiste dans les Eglises latino-américaines », présenté su Tribura? Russell II à Rome, en janvier 1976.

du 10 octobre 1973). Tandis qu'Allende mourait en résistant comme il pouvait à l'offensive fasciste, M. Frei, pour sa part, lui auvrait les portes et l'apploudissait. Dans une lettre au président de la démocratie chrétienne mondiale, M. Mariano Rumor, il renouvelait sa jus-

Sa complicité politique avec les auteurs du coup d'Etat donne crédit à ce qui a été dit dans les papiers secrets d'I.T.T., portés à la conadissance du public par le journaliste Jack Anderson, à propos de sa conduite ambiguë entre septembre et octobre 1970, avant que Allende prenne la tête du gouvernement. Les agents d'I.T.T. à Santiago écrivent dans l'un de leurs rapports adressés à leurs supérieurs aux Etats-Unis : « Le président Frei veut barrer la route à Allende et il l'a déclaré à des intimes. Mais il veut le faire constitutionnellement, soit par un retournement des voix du Congrès, soit par une crise interne exigeant une intervention militaire. > La conjuration d'I.T.T. et du général Vioux, coardonnée par la C.I.A., a échoué à cette époque. Il foudro attendre jusqu'en septembro 1973...

Personnellement, ce que M. Frei craignoit le plus, c'était de finir comme Kerensky. Ce camplexo l'a géné à l'extrême. Pour chasser ses phantasmes, il était prêt à payer le prix d'une dictature militaire. Dans un livre écrit peu avent le coup d'Etat (Un monde nouveau), il a présenté le faux dilemme selon lequel le pays était fatalement condamné à dériver vers une dictature communiste ou vers une dictature militaire. Ce qui était une façon de déserter la démocratie et d'encourager la sédition.

Dernièrement, M. Frei a adressé de fortes critiques à la junte. Dans l'one d'elles, il réprouve les règimes autoritoires et défend la démocratie (interview à l'hebdomadaire Nuevo Frontera, de Bogato). Il déclare alors qu'il existe trois grands courants : a Une extrême droite qui prend de plus en plus dans le une physionomie proche du fastisme ressuscité et qui est une régression totale : le communisme, qux différentes famules, que philosophie marxista - léniniste conduit inévitablement à une forme totalitaire de société, dont les modèles sont connus et determinés en de multiples expériences historiques; et, entin, ceux qui soutiennent une philosophie humaniste et qui croient en la démocratie comme étant une attitude qui répond au sens progressiste du développement de l'homme. > M. Frei so situe évidemment dans cetta darnière catégorie. Mais les faits sont plus forts que les mats : la vérité est que, à l'heure la plus critique de la démocratie lienne dans le siècle actuel, M. Frei a été son

Après plus de deux ans de dictature, la démocratia chrétienae se montre très critique à l'égard de la junto, en particulier sur le plan économique. Mais la stratégie de la démocratio chretienno contre la junte ne passe pas par un front anti-fasciste ni par une rupture ouverte avec le gauvernement militaire. Jusque dans sa nate de protestation contre le bannissement de Renon Fuentealba (navembre 1974), le parti démocrate-chrétien laisse entendre que ceux qui cherchent à rendre irrémédiable le conflit entre lui-même et la dictature sont des éléments « enkystés »

dans la junte militaire. Alors que soa aile gauche (Leighton, Tomic, Fuentealba) est favorable à un accord et à une coordination avec les forces de l'Unité populaire, la direction Alwyn-Frei défend la thèse que la démocratie chrétienne chilienne « a défini son objectif : le rétablissement de la démocratie au Chili: et déterminé les moyens: la recherche d'un accord des forces politiques et sociales démocratiques avec les forces armées en vue de la restauration de la démocratie » llettre de Alwyn à Fuentealba, 25 septembre 1975). « Nous devons tous poursuivre cet objectif par les voies indiquées », continue la lettre qui ojoute aussitôt que les partis formant l'Unité populaire ne peuvent pas être considérès comme démocratiques...

### Les courants de gauche

A démocratie chrétienne a toujours dit qu'elle voulait a remplacer le capitalisme >, mais les faits survenus sous deux gouvernements - ceux de Frei et d'Allende démeatent le propos. La démocratie chrétienne non seulement n'étoit pas préparée pour une telle substitution, mais en outre elle lui a énergiquement résisté, quitte à s'allier pour cela avec la droite et le fascisme. Elle peut apporter son appui à un programme controir certains intérêts de l'aligarchie, mais non à un programme de transition vers la socialisme ; elle peut être favoroble à une réforme agraire, mais elle ne peut organiser ane agriculture sacialiste; elle peut soutenir la nationalisation du cuivre (du moins après la condi dature de Tomic en 1970), mais non ua secteur nationolisé de l'ampleur voulus par l'Unité populaire. De la même façan, la dêmocratic chrétienne n'est prête à aucun accord politique ayec l'Unité populaire, et encore moins avec le parti communiste. Aujourd'hu comma hier profondément anticommuniste elle n'entrera ni dans un front anti-fasciste ni dans l'unité sociale et politique du peuple canigintement ovec les forces marxistes léninistes qu'elle qualifie de totalitaires.

Dans l'analyse du compartement de la démacratie chrétienne, il taut sans aucun doute tenir compte des erreurs de l'Unité populaire. Depuis le début, cette dernière n'a éloboré aucune politique en direction de la démocratie chrétienne. Certains membres de l'Unité populaire rejetaient tout rapprochement avec la démocratie chrétienne comme une concession réformiste. L'Unité populaire a, d'une certaine manière, sous-estimé le pauvair de la baurgeoisie et de l'impérialis elle n'o pas adapté son action à la force réalle dant elle disposait. Elle a cru qu'il lu suffisait de mener so politique pour que le n'a pas prêvu à temps l'ampleur de la contre-offensive réactionnaire. Cela explique, en partie, qu'elle n'ait pas eu le réel souci rechercher un consensus plus large, même si cela signifiait qu'elle devrait aller plus lentement. Peat-être était-il possible de parvenir à une certaine convergence dans l'étape initiale da gouvernement d'Allande, alors que la démocratic chrétienne lui evait accorde son soutien au moment de l'élection par le Cangrès national et que l'influence de Tamic était plus

grande. Mais l'Unité populaire n'avait pas compris qu'il fallait, au moins, neutraliser la cratie chrétienne ; les faits ayant été abandonnés à leurs cours, l'affrontement n'en a été que plus fort.

La démocratie chrétienne chilienne, cepen-Ainsi en est-il advenu depuis sa naissance politique, à l'intérieur du parti de l'oligarchie cotholique traditionnelle, le parti conservateur, dans lequel a suroi en 1935 un petit mouvement de jeunes issus des classes moyennes et entrés en lutte avec leur parti ainsi qu'avec les vieilles forces réactionnaires du catholicisme (1). C'est ensuite ua conflit très dur avec la hiérarchie de l'Eglise parce que, conséquents ovec le pluralisme démocratique, ils s'opposent à ce que le parti communiste soit déclaré illégal, sous le gouvernement de Gonzalez Videla, ou début de la « guerre

froide » (1947-1948). Ua conflit permanent se déroule à l'intérieur de la démocratie chrétienne chilienne, entre tendances conservatrices et progressistes. Ces darnières cherchent à conduire le parti au-delà de ce qu'il est, en le changeant par l'intérieur. Ces efforts coincident avec l'étude de certains concepts de base: « L'économie du travail », ea 1946; « Une société communautaire », en 1950; « Vaie non capitaliste de développement », en 1967 ; « L'unité sociale et politique du peuple », en 1970. Mois ces idées, qui impliquent d'une manière ou d'une outre une ouverture vers la gouche, ne parviennent pas à prévaloir (sauf durant de brèves périodes) dans la protique du parti ni

dans son idéalogie réelle. C'est de cette tension interne qu'out surgi certaines scissions. En mai 1969, quand la démocratie chrétienne repousse l'idée de travailles à un front élargi d'unité populaire avec les partis de gouche, noit le Mouvement d'action populaire unité (MAPU); et en juillet 1971, quand la démocratie chrétienne fait alliance avec le parti notional dirigé par nozi Caofre Jarpa, c'est la Gauche d tienne qui se détache. Le MAPU et la Gauche chrétienne font partie de l'Unité populaire.

La dernière manifestation de ce heurt de tandances s'exprime à l'occasion du coup d'Etat de septembre 1973 : quinze dirigeants aux solides convictions démocratiques, à la suite de Bernardo Leighton, en controste ovec position officielle du parti, publient une déclaration vigoureuse pour « condamner catégoriquement » le caup d'Etat et « s'inclirespectueusement devont le au'Allende a fait de sa vie pour la défense de l'autorité constitutionnelle ».

Leighton est sarti du Chili peu après le coup d'Etat et, en actabre 1974, par décret signe de Pinocher, il se voyait interdire de rentror dans le pays. La presse de la junte s'est employée à le disqualifier en proférant toutes sortes d'injures et de menaces, mais en vain. Le 6 octobre 1975, alors qu'il se trouvait à la porte de son domicile à Rome, des inconnus » ont tiré sur lui et sa femme, le blessant d'une balle qui, à un centimètre près, auroit pu le tuer. Leighton et l'aile gauche de la démocratie chrétienne travaillent à une importante convergence de toutes les forces opposées à la dictature dans le but non seule-

ment d'y mettre fin mois aussi, par la suite, d'élaborer conjointement un programme pro-gressiste et démocratique pour la Chili.

C'est à partir des masses humaiaes enchainées par d'injustes structures d'exploitation, de misère et de dépendance à l'égord du pouvoir impérialiste, que surgit en Amérique latine une réflexion chrétienne de libération. Avec ses résonances théologiques, cette réflexion revêt un dynamisme certain et possède une cohérence propre, car elle est le reflet vivant de la réalité sociale de l'homme actuel. Ce mouvement fait déjà participer une part des masses catholiques oux luttes de leurs peuples, en les libérant de leur traditionnelle sujétion oux classes dominantes.

Des perspectives nouvelles s'auvrent donc dans la mesure où cette tendance, qui n'en est qu'à ses débuts, êtend son influence, fait pression sur les rudes résistances du secteur ecclésiastique le plus conservateur, et aide l'Eglise à découvrir la conscience et les intérêts bourgeois qui la dominent encore. Tout celo commence à peser aussi sur les masses et les intellectuels cotholiques qui suivent la démocratie chrétienne, en les poussant à s'interroger et à chercher des chemins

JULIO SILVA SOLAR

(I) Le noyau initial de la démocratie chré-tienne est constitué par la jeunesse, ou phalange, conservatrice, au sein du parti conservateur, dont l'existence va de 1857 à 1968. Le parti conservateur représente le traditionalisme catholique soumis à la prédominance de propriétaires fonciers. En 1935, la jeunesse du parti rassemble soumis à la prédominance de proprésaires fonciers. En 1935, la jeunesse du parti rassemble un groupe de dirigeants constitué par Leighton, Garreton. Frei. Tomic, Gumucio, etc., qui soutiennent des positions social-chrétiennes. En 1938, ils refusent d'appuyer le candidat à la présidence du parti, Gustavo Boss, magnat de la floance, homme d'extrême droite, ce qui améno le parti à réorganiser la jeunesse en iui retirunt la relative autonomie dont elle bénéficialt. Ses membres abandonnent alors le parti conservateur et constituent un nouveau parti politique qui prend le nom de Phalange nationale, auquel s'intégrent les militants du parti corporatif populaire, un petit groupe de catholiques fondé en 1932 pour autive les encycliques sociales de Léon XIII et de Pie XI. De 1938 à 1957, la Phalange est un parti aux faibles forces, avec saulement trois ou quatre députés. En 1955 est constitués la Fédération socialechrétien qui rassemble la Phalange nationale et un groupe dissident du parti national chrétien.

chrétien
Aux étections de 1957. la Phalange obtient quatorze sières de députés et un de sénateur. En juin de la même année, les membres de la fédération sociale-chrétienne fusionnent pour fonder le parti démocrate-chrétien. En 1958, il préssidence de la République, lequel obtient la troisième place après Jorge Alessandri, qui est élu, et Salvador Allende. Aux élections pariementaires de 1961, le parti démocrate-chrétien obtient vingt-trois députés et quatre sénateurs. Peu ancès s'ajoutent cinq nouveaux députés de la nouvelle pauche démocratique. Iraction dissidente du parti democrate national. En 1961 et 1981, le parti democrate national. En 1961 et 1981, le parti democrate n'atonal. En 1961 et 1984, le parti démocrate-chrétien s'augment de dente du parti democrate national. En 1961 et 1941, le parti démocrate-chrétien s'augmente de secteurs issus du Parti agraire du travail. En 1964, Eduardo Frei est élu président de la République, avec l'appui des partis de la droite traditionnelle, des partis conservateur et libéral qui se reportent sur lui par crainte d'une victoire d'allende. En 1955, le parti démocrate-chrétien obtient quatre-ringt-deux députés et douzs sénateurs. En 1956, les partis conservateur et libéral, sérieusement réduits, fusionneut dens le parti national, auquel s'agrège le groupe Action nationale (fasciste). Aux élections présidentielles de 1870, le candidat du parti démocrate-chrétien est Rodomiro Tomic, Allende est élu, arant Jorge Alessandri au second rang, soutenu par le parti national, et Tomic en troisiéms position.

#### D'un idéal généreux à l'élaboration d'une action concrète

### Espoirs et désillusions des démocrates-chrétiens au Venezuela

E COPEI, parti démocrate-chrétien au pouvoir jusqu'en fin 1973, subit une éclipse blen que, lors des dernières élections, il aît récolté un million et demi de voix. Avec une augmentation de 7 % des suffrages, il avait reçu l'appui d'un tiers de l'électorat. Pourtant, un nouveau parti comme le Mouvement pour le socialisme (MAS), qui n'a obtenu que 5 % des suffrages,

tage present et agissant Le président Carlos Perez, qui disposalt de 48,77 % des volx lors de la passation des pouvoirs en mars 1974. avait atteint, en soût de la même année, un taux de popularité de 75 %. A la fin de 1975. Je mécontentement gagnait rapidement du terrain et l'accueil favorable fait à la gestion du gouvernement est aujourd'hui réduit à 30 %. La vague de décrets et d'ordonnances des prenotoire incapacité de gestion. L'appa-reil administralif traditionnel, la démagogie et la rhétorique des partis manifestent plus que jamais leur inaptitude à faire bénéficier les masses de l'abondante pluie de « dollars pétrollers ».

Les secteurs les plus nécessiteux du pays subissent l'érosion de leurs faibles revenus. Le facteur travall n'a repré-senté, en 1973, que 43 % du revenu national, contre 57 % destinés à la rétribution du capital; rapport qui a fait dire au président de la République que 1 % de la population recoit 51 % de

la richesse. La hausse des salaires survenue au début du gouvernement Perez n'a fait que compenser la détériora-tion du pouvoir d'achat provoquée par accélérée pour arriver à un teux d'au

En même temps, l'appareil productif n'a pas été revitalisé, malgré les énormes revenus de l'Etat, absorbés par l'augmentation des dépenses ordinaires, mals aussi par des importations somptuaires qui mettent en danger l'équilibre de la balance des palements et excèdent même la capacité d'absorption des ports. Les affaires commerclales et spéculatives semblent attirer les détenteurs de capitaux plus que la création de richesse agricole et industrielle durable. Les grands projets gouvernementaux d'Installation d'industries de base ne se réalisant, de par leur nature, que l'entement, et ce n'est qu'à moven terme qu'ils peuvent faire sen-

gouvernement va-t-il grandissant. Une question vient naturellement à l'esprit : pourquoi le COPEI ne se précente-t-il pas alors comme un parti actif devant les problèmes les plus

qu'il n'a pas su se définir sur trois questions de base. C'est seulement dans la mesure où il résoudra ces problèmes qu'il pourra se transformer en

### De la doctrine sociale à la définition politique

T E passage du COPEI au pouvoir l'a privé de l'identilé Idéologique qu'il. croyalt avoir. Il avail été fondé en 1946 comme seule possibilité de rassembler les voix des nouveaux militants catholiques, les restes du vieux conservatisme et du régionalisme andin. En attirant certains de ses membres, la dictature de Perez Jimenez (1948 à 1958) avait délivré la parti de ses éléments les plus réactionnaires. Avec le retour de la démocratie, le parti démocratechrétien montrait davantage de sens populaire, une meilleur compréhension de la doctrine sociale de l'Eglise, el s'élait enrichi de nouvelles valeurs puisées dans la lecture de Jacques Maritain et d'Emmanuel Mounier. L'Eglise vénézuélienne elle-même semblait s'ouvrir à la compréhension du phénomène des masses urbaines.

La participation du parti au gouvernement de coalition, sous la présidence de Romulo Belancourt et aux côlés du l'Action démocratique (A.D.), a contribué à l'affermissement de la volonié réformiste du COPEI, lequel finit alors de se défaire des tendances les plus réactionnaires qui croyaient voir dans l'A.D. un communisme camouflé. C'est à partir de l'expérience du pouvoir partagé que s'est développé pour lui le

aigus du pavs ? Si le COPEI est paralysé, c'est parce

parti capable de revenir au pouvoir.

ouvrières. La décennie 60 a été celle d'une définition Idéologique à l'occasion de la proclamation - plus théorique que vraiment politique — de la doctrine sociale de l'Eglise comme troisième voie marquée par la dénonciation moralisante de l'ordre capitaliste et par le rejet du communisme. A tra-

vers cette proclamation abstraite, de larges secteurs pouvalent s'identifier à un parti eans définition politique réelle. La jeunesse y entrait parce que révo-lutionnaire, et la droite parce que anticommuniste. Cette décennie a été celle d'une intense activité intellectuelle qui a dolé le parti de cadres leunes el élargi sa base ouvrière el paysanne. Son identité doctrinale, jointe à un manque réel de définition politique, a

permis que son candidat à la présidence de la République, Rafael Caldera, oblienne, en 1968. le soullen aussi bien des jeunes chréliens révolutionnaires que des anticommunistes les plus désireux d'un changement. Le thème électoral du « changement », soigneusement maintenu dans le vague, a marqué la campagne électorale de 1968. Le changement, tout le monde le voulall après dix ans d'Action démocra-

Arrivé au pouvoir dans des conditions aussi précaires, le parti démocrate-

#### Par LUIS UGALDE \*

chrétien a mené une gestion marquée tisfaits non seulement les jeunes el la majorité des travailleurs, mais aussi les chefs d'entreprise et la classe moyenne elle-même. L'inflation, dès 1973, a fait le reste et a permis au mécontentement de se retourner sur le seul candidat de l'opposition ayant des chances de gagner, M. Carlos Andrés Perez, l'actuel président de la

Les proclamations abstraites de la démocratie chrétienne sur la justice sociale et sur la promotion populaire concrète pour récondre aux besoins gouvernement s'était débattu entre un pragmatisme proche du cynisme et des dence l'absence de politique. Cette attitude semble être l'une des caractéristiques des démocraties chrétiennes qui cherchent à obtenir l'adhésion de la gauche sans perdre celle de la droite, ou à créer une société nouvelle

Ayant perdu les rênes du gouvernement, certains membres du COPEI ont repris la recherche d'une définition politique dans le cadre de la doctrine sociale de l'Eglise. Mais ils se heurten à un horizon ecclésial bien différent de celui de la décennie antérieure. Les groupes les plus lucides ont vu que la proclamation abstraite de la justice sociale et de la dignilé de la personne humaine fait le jeu du capitalisme si elle ne parvient pas à une analyse concrète du mécanisme d'oppression externe et de domination interne que subissent les masses. Ils citent le pape Roy, en 1971, exhortait les communautés chrétiennes locales à - analyser avec objectivité la situation propre à leur pays, à l'éclairer par la lumière de la parole de l'Evangile (...) car, face à des situations aussi diverses, il nous est difficile de dire une parole unique, ayant valeur universelle ». Ces communautés doivent discerner . les choix et les engagements qu'il convient d'assumer pour réaliser les transformations sociales, politiques et économiques qui apparaissent nécessaires avec urgence dans chaque cas ..

L'urgence de cette recherche et la frustration engendrée par l'expérience réformiste de la dernière décennie ont conduit les groupes chrétiens les plus aclifs à se livrer directement à l'élude de choix socialistes.

Les membres du COPEI s'interrogent à voix basse : quel est le secteur ou quelle est la classe sociale dont

les intérêts sont les mieux défendus par notre parti ? Conscient de son origine de droite et de la nécessité d'obtenir des suffrages massits, le COPEI se débat dans son imprécision politique et, en dernier ressort, préfère C'est toujours une tentation que de vouloir Imiter le parti au pouvoir, lequel la bourgeoisie sans perdre son caractère de « parti du peuple ». .

Tentation, oui, mals aussi possibilité. On peut cyniquement penser que les méthodes publicitaires modernes de campagne électorale permettent d'être « candidat de gauche » tout en utilisant l'argent de la droite. Malgré les

efforts du brillant el Jeune leader Abdon Vivas Teren pour réclamer une constante clarification de la démocralisme communautaire et non totalitaire, les liens traditionnels et le besoin de ressources pour financer les campagnes électorales tendent à pousser le COPEI droite. En termes strictement électoraux, cette position peut se révèler rentable. masses des promesses vagues. Ce genre d'alliance peut même s'étendre aux entreprises multinationales, encore que le COPEI alt. durant ces dernières années. conservé à leur égard une position plus ferme que le parti social-démocrate.

#### Choisir une base sociale

E NFIN, le COPEI doit se prononcer sur une candidature. Aussi paradoxal que cela paraisse à trois ans des futures elections, c'est sans doute cette difficuité qui représente le plus grand obstacle à une présence active et unitaire du COPEI dans les grands pro-

L'actuelle et vive querelle interne a dépassé le stade des divergences idéologiques pour se transformer en lutte de personnes ou de clans exaspérés par le choix du candidat à la présidence de la République lors des dernières élections. Avec de subtiles mais évidentes pressions de l'exécutit, c'est la qui avait été imposée pour les élections de 1973. C'était la récompense de sa Rafael Caldera depuis sa jeunesse et le prix que le candidat Luis Herrera Cempins — doué sans aucum doute d'une image mellieure et de possibilité de victoire — payalt en échange de viellles et discrètes divergences sur le soutien de jeunes plus radicalisés. Luis Herrera avait ses propres idées, con propre etyle de gouvernement qu'il n'osait capandant pas opposer à celui

Dans ce pays si durement marqué par une sulte de caudillos militaires pendant un siècle et demi, un - caudillisme - civile est aussi en vigueur au niveau des fortes personnalités qui rétribuent les fidélités avec des prébendes. Le grand défi que dolver aujourd'hul relever les partis consiste à donner leur chance à des plans objectifs, à des équipes de travall et L'absance d'une telle perspective est une menace directe pour l'existence même des partis. Les rapports personnels et subtils pesent encore d'un polds trop lourd dans les décisions des partis politiques, alors que les perspectives idéologiques ne jouent qu'un rôle de justification a posteriori.

Les violents affrontements internes

qu'a provoqués l'Imposition d'une candidature ne se sont pas apaisés, mais au torale i Les uns et les autres ont cher-ché un bouc émissaire dans la faction opposée. Pour les élections internes d'octobre et novembre 1975, au plan de la vie locale du parti et des organismes qui préparent les élections au secrétariat général, c'est la candidature de Luis Herrera Campins qui avait été relenue. Ses partisans étalent, cette fois, décides à aller jusqu'au bout, même s'il fallait pour cela envisager

Luis Herrera est un homme populaire et cultivé, cordial dans ses rapports et calculateur. Avec beaucoup de rela-« capacità de passage » à la télévision, aux meetings publics et dans la presse, il a l'appui des éléments les plus ouverts du parti, par son style plus disponible et moins autoritaire. Mais II y a deux grandes inconnues à son sujet. Personne ne sait, pas même ses amis les plus proches, ce qu'il pense er réalité des aspects fondamentaux de la vie politique du pays. Il s'est toujours tenu dans une ambiguité calculée, malgrè une apparence nettement progressiste. La seconde inconnue est sa capacité de gestionnaire, de dirigeant d'une équipe gouvernementale telle que la réclame le Venezuela d'aujourd'hui. Par contré, on connaît sa capacité à accepter les critiques et à faire son

SI le COPEI parvenait rapidement à définir une candidature, à organiser en conséquence ses équipes de travail et cis, il pourrait, de nouveau, envisager la victoire. Face à un parti comme l'Action démocratique, qui a en main large expérience électorale, il y a place pour un parti uni et cohérent. Mais un doute demeure : au cas où le COPEI remporterait la victoire électorale, ouvrirait-il les voies d'une politique sociale ferme, au pays du gaspillage pétroller et des masses dépossédées ?

### «L'ADIEU AUX ARMÉES», de Pierre Gallois

### Un cri de colère et d'angoisse =

E genéral Pierre Gallois est un homme qu'on ne désarme pas, un doctrinaire que l'on ne saurait amèner, de quelque façon que l'on s'y prenne, à transiger avec l'absolu de ses convictions. Depuis vingt-cinq ans. sa vision stratégique du « monde-après-lliroshima » l'a conduit à focaliser la défense de la France sur ta discussion nucléaire. Cette conception, il l'a préchée avec une inébraniable conviction dans sent livres, dans des milliers de conférences, de cours d'université, d'interventions par les massmedia, d'articles. Ce serait donc une grave erreur que de confondre sa violence avec la hargne du visionnalre décu qui a clamé sa vérité dans le désert on qui a frappé en vain aux portes. Bien an contraire, personne, en politique on en écriture, n'ignore le penseur et l'œuvre, et personne, en 1976, ne truite de dissussion nucléaire sonne, en 1976, ne traité de dissansion nucleaire sans se référer avec reconnaissance on agacement — on même avec la pittoresque irritation de notre casuiste en chef Raymond Aron — an martélement de Pierre Gallois. Plus ancore, cat interpellateur vigoureux a su se faire entendre quand il le faiinit, et au sommet. Guy Mollet l'a reçn, alors premier ministre, qui a aussitôt tancé la France dans la vole de l'atome militaire. Le général de Gaulle l'a entendu, qui impos: aussi blen à l'ignorance ingénue de ses fidèles qu'à l'opposition, murée dans son refus de principe, et qu'aux navigateurs du marals charmés par les sirènes atlantistes la miraculeuse réalisation d'un système d'arme nucléaire cohérent,

Aussi fant-il tenir le dernier livre de Pierre Gallois, l'Adieu aux armées (1), ponr ce qu'il est et en recevoir précisément le message : non point la proposition rabachée d'une stratégie refusée la proposition rabachée d'une stratégie rérusée (puisque cette stratégie, quand elle ne se dégrade pas dans l'incohérence, est officiellement celle de la France), mais un cri de colère et d'angoisse contre la timidité. l'ambiguité avec lesquelles elle est mise en œuvre; un cri contre le manque d'affirmation de l'absoin du choix de la France, alors que la crédibilité de la dissuasion est faite. alors que la crecibilité de la dissaision est faite de l'affichage, en majerié, de la doctrine : nne révolte contre ce qui est consenti avec excès en matière d'effectifs et d'argent à l'héritage conventionnel d'un passé irrémédiablement dépassé ; une protestation passionnée non seulement à l'encontre du péché contre l'esprit et de la mauvaise gestion de l'Etat mais, plus proces, contre cette conséquence desmatique. eucore, contre cette conséquence dramatique: que le maintien des forces traditionnelles à un nivean aspérieur à cetul qui est indispensable au jeu même de la dissuasion peut laisser croire à l'adversaire que le pays n'a pas vraiment choisi, qu'il n'est pas farouchement résoin à la non-guerre dont il s'est donné par ailleurs

l'outil, qu'il commettra pent-être le crime contre lui-même d'entrer dans le jeu de l' « Autre », de livrer la bataille qu'il ne peut pas gagner. A passer au crible les structures, les effectifs, A passer au cribie les structures, les effectirs, les moyens des armées de la France, il apparaît au général Gallois que gouvernement et état-major sont les gérants honteux de la stratégie nucléaire qu'ils ont choisie. Et l'on peut se demander avec lui si la dissuasion nucléaire française, qui, seule, est adaptée à la défense sans complaisance, sans nostalgie, du pays, ne

tionnel n'interceptera un missile balistique ennemi, conventionnel ou nucléaire. P. Gallois parie donc défense, Bien que défense, puisque la France, ramenée aux dimensions géographiques et démographiques qui sont désor-mais les siennes, « et qui entre les mains vides dans les siennes, «et qui entre les mains vides dans ce dernier quart de siècle», ne pent pré-tendre à rien d'antre qu'à se défendre. Que l'armée, donc, ne soit plus détournée de sa tâche; que la distinction que faisait déjà le comte de Guibert dans un rapport à l'Assemblée

### Par le général GEORGES BUIS

va pas mourir dans d'immenses efforts, étouffée sons na grand tas de corps à demi morts, main-tenns en excessif sursis. Tout se passe, en effet, pour Pierre Gallois comme si l'on s'était contenté d'accrocher l'arme nouvelle à la pano-plie acommitée an long des âges. Alors il enrage, désespère pour reprendre courage, et démontre, en historien appuyé sur une documentation de chartiste, en ferrailleur à le gouaille incisive, qu'au temps où l'atome a fait changer la guerre de nature il est définitivement interdit la guerre de nature il est definitivement interdit-nux Français de se tromper de stratégie, comms ils ont eu fâcheusement coutume de le faire dans le proche passé, en 1870, en 1914, en 1940, pour ne point remonter an fumnite des tribus

A LORS, qu'on ne ini parie pius, à lui, Pierre Galiols, de « la condition militaire », qui n'est qu'un sous-produit des structures de nos n'est qu'un sons-produit des structures de nos forces; qu'on ne lui parle plus des effectifs de la mission cependant qu'on se bat les flancs pour donner une mission aux effectifs; qu'on ne lui parle plus de l'exemple des Américains et des Russes, dont les problèmes militaires sont autinomiques de ceux de la France; qu'on ne lui parle plus d'approches», de « montrer le paville le conjections extérieures à cas l'Extérieure. lon », de emissions extérieures » que l'Extérieur interdit; d' « opposition adaptée » et d' « inten-tiona (adverses) à sonder », comme si un ennemi terrifiant et informé aurait jamais pu prendre l'initiative de l'attaque sons être som-brement déterminé à la conduire à bon terme, brement déterminé à la conduire à bon terme, avec tous ses moyens. Qu'on ne lui parle pas, non plus, à cet aviateur, de «défense aérienne du territoire» dans la zone de zéro à quinze mills mètres, alors qu'à l'étage au-dessus les satellites, armés on non, et les fusées de tout type se promènent librement, espendant aussi que l'on sait d'évidence que pas plus qu'un obus n'a jamais intercepté un autre obus, jamais un avion de chasse on un missile convenconstituante, en 1791, entre forces du dedans et forces du debors, soit faits une fois pour toutes. L'armée, c'est la force de l'extérieur. Rien d'autre. A ce titre, elle doit être technique et doit constituer avant tout l'ontil approprié à la défense contre l'ennemi du dehors. Cet outil doit donc être conçu dans les conditions d'aujourd'hui et antour de l'arme sonveraine, en évacuant les phantasmes accrochés an 18 Brumaire, an général Boulanger, aux « braves soldats » du 17°, comme

phantasmes accrochés an 18 Brumaire, an général Boulanger, aux e braves soldats » du 17-, comme à la levée en masse on au démentiel héroisme de 1914-1918, renvoyé à la légende — la plus belle des légendes — par le refus patent des appelés de 1946 de mourir en amateurs.

On ne fait pas le métier des armes sans l'apprendre, et moins encore au temps de l'atome. C'est pourquoi l'ontil de la défense doit être conçu en priorité et, si l'on y est contraint par des misons diverses, en exclusivité, pour assurer l'intégrité de l'Heragone. S'il doit être mis en œuvre par des gens de métier, qu'il le soit. Si l'arrivée en masse des appelés dans les structures de l'outil conduit à le défigurer et à le ruiner, qu'on renouce à l'appel au contingent. Si des appelés ont leur place, en petit nombre, dans les structures, qu'on les y insère. Mais qu'on de métange plus les doctrines et les genres. Les militaires se sont montrés, à ce jour, des virtuoses dans l'adoption du uncléaire sans modification sérieuse des vielles structures. Us ont e uvalé le mucléaire sans sourciller », écrit Gallois, qui y voit une manœuvre pas forcément hypocrite mais instinctive, corporative, « syndicale » en quelque sorte, pour proroger le conventionnel. C'est pourquoi, juge-t-il, « ce n'était pas à l'armée traditionnelle qu'il failait définir ses missions » mais « à un nouvel apparail militaire », un appareil indifférent aux caractéristiques géographiques, topographiques, démographiques du territoire national puisqu'à la différence de l'armée traditionnelle le système d'armes nu-cléaire peut se donner dans les espaces maritimes cléaire peut se donner dans les espaces maritimes

et sériens tout le recul qu'il desire. La vraie protection de Paris au temps du feu nucléaire ne se réalise plus sur la frontière de l'Est, mais à partir d'un point où stationne un sous-marin lance-engins. Un point situé quelque part, dans les profondeurs d'un océan, à des milliers de nètres de notre capitale.

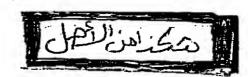
E N bref, au moment où l'agitation dans les casernes a rendu an gouvernement et à l'opinion le service inestimable de les amener, par une vole techniquement mineure mais politiquement capitale, à se poser le problème de la défense, Pierre Gallois avance l'Idée d'assurer cette défense avec « l'armée du minimum vital ». Ce faisant, nous l'avons dit, il n'invente fonda-mentalement rien. Il a le mérite de ne s'étre pas aissé anesthésier et il nous réveille en déblayant à coups d'explosifs les sédiments politiques et sociologiques qui empéchent de voir que cette armée-là est déjà implicitement commandée par la stratégie de dissussion qui est, répétous-le, la pierre augulaire de la stratégie officielle de la France.

A 2500

France.

Lorsque Pierre Gallois écrit que cette armée minimale pourrait se composer de deux fois sept cent cinquante e civils a chargés de la mise en œuvre du système d'arme nncléaire, il provoque, il agresse le lecteur. Gallois est un général passionné d'efficacité et il sait que l'arme noble, pour être crédible, doit être maniée par des hommes qui ont fait du service un saccerdoce, ani acceptent donc. comme l'écrit Xavier Sallannoble, pour être crédible, doit être maniée par des hommes qui ont fait du service un sacerdoce, qui acceptent donc, comme l'écrit Xavier Saliantin, « de jouer le jeu à un coup », qui « acceptent la mort pour sauver les autres ». Aunsi blen, dans la deuxième partie de son livre, admet-li que les effectifs des trois armées et des services nécessaires à la construction, à in protection, à l'environnement, à la misc en œuvre de l'outil nucléaire de la dissussion, pontrait s'élever à deux cent cinquante mille, voire à trois cent mille hommes. Ce qui importe, ce n'est pas que ces chiffres solent la moitié des chiffres actuels, c'est que Gailois y arrive — en en déplorant l'importance puisque seule en Europe la France est détentrice de l'arme de destruction massive — par la démarche intellectuelle inverse de celle qui conduit les hérétiques de la dissuasion qu'il cione au pilort, sans pitié qu'il est pour ces victimes d'un laxisme doctrinal qui veut conclier le grand nombre et la hante technicité au prix de 3 % du produit national brut et qui prépose ainsi à la défense du pays six cent mille hommes qui se voient attribner 35 % du budget des armées pour n'être que mai payés, mai armés, mai aimés.

(1) L'Adieu aux Armées, de Pierre Gellois, Ed. Albin Michel, Paris, 1976, 372 p., 45 F.



### Insuffisances de l'agriculture, pressions de l'étranger...

### L'INDE ET LE BANGLADESH RELANCENT LEURS CAMPAGNES DE LIMITATION DES NAISSANCES

INDE et le Bangiadesh, qui appar-tiennent à la région du monde où l'équilibre entre population et moyens de subsistance est le plus framoyens de subsistance est le plus fra-gile, viennent d'annoncer des mesures spectaculaires de prévention des nals-sances. La population de l'Inde dépasse maintenant six cents millions de per-sonnes; elle pourrait atteindre le mil-liard en l'an 2000. La politique de pla-nification familiale sulvie depuis 1962 n'a pas empêché le taux d'accroisse-ment naturel d'augmenter; il est de 25 % par an Le Bangladesh, quant à lui, compte quatre-viugts millions d'habitants en 1976; son rythme de croissance annuel est de l'ordre de 3 % : même si ce taux devait dimi-nuer sensiblement, il y aura, selon loute traisemblance, cent cinquante millions de Bengalais à la fin du siècle, sur un territoire représentant

toute traisemblance, cent cinquante millions de Bengalais à la fin du siècle, sur un territoire représentant le quart de la France. De surcroît, cette masse humaine est très jeune et sa densité et sa pauvreté sont les plus impressionnantes du monde (1).

Si le développement de l'agriculture a permis, surtout en Inde pour le blé, d'accroître la production de céréales alimentaires, base de la nourriture, ces progrès (2,6 % par an entre 1960-1961 et 1971-1972 en Inde, et 2 % en moyenne dans le delta du Gange) se sont révélès insuffisants pour faire face aux besoins : compte tenu du nombre de bouches à nourrir, les quantités de grains disponibles par habitant — premier critére d'évolution du niveau de la consommation — ont à peine progressé en Inde au cours des dix dernières années et sont restècs à peu près stagnantes au Bangla-

desh : elles ont diminue, dans les deux cas, pour les légumineuses, importante source de protéines dans ces régions. En outre, de grandes inégalités exis-

Les classes dirigeantes de New-Delhi et de Dacca craignent maintenant que les vieilles structures socio-politiques sur lesqueltes repose leur pouvoir craquent sous la pression de masses prolétariennes, jeunes et fréquemment sans emploi. Elles constalent, d'une part, qu'en dépit de leur velléités d'indépendance, elles doivent se soumettre, pour la quasi-totalité de leurs achais cèréaliers, au monopole américain, et, d'autre part, que les pays développés se lassent de plus en plus de déverser leur aide dans de véritables paniers percès et qu'ils réclament parfois ouvertement des mesures radicales pour enrayer le flot de population (2). Aussi bien, à l'attitude un tantinet dilettante de ces responsables face à l'acriposion » démographique, a peu à peu succède une inquiétude réelle, encouragée il est vrai par la peur qu'inspire en Occident la perspective d'un plus grand déséquilibre démographique mondial.

### New-Delhi tire les lecons de l'échec antérieur

P LUSIEURS gouvernements régio-naux indiens ont envisagé de pénaliser les couples trop féconds. Et les projets antinatalistes, fortement coercitifs, qu'ils ont élaborés, vont plus ioin que ne le souhaitait le plan éla-boré à la conférence de Bucarest toelui-ci indiquait, notamment, que tout couple a le droit de décider librement du nombre de ses enfants et de l'espacement des naissances (3). Ces projets ne sont pas encore entrés en vigueur, mais ils constitueraient, s'ils vigueur, mais ils constitueraient, s'ils etaient appliqués, une nouvelle atteinte à la liberté individuelle. Le Pendjab semble ignorer les conclusions d'une étude scientifique faite à Khanna, sur son territoire, et qui confirmait que le principal souhait des gens de modeste condition sociale était d'avoir une famille combreuse commence. une famille nombreuse, comprenant en particulier des fils, capables de représenter une « force de travail», une source de revenu (4). Cet Etat du Nord-Ouest de l'Inde possède le revenu par habitant le plus élevé de l'Union. Il a largement bénéficié de la « révopropose de rendre la stérilisation obligatoire pour les couples de plus de deux enfants.

Le gouvernement du Maharashtra (Etat de Bombay) a envisagé de prendre des mesures dans le même sens; il s'est fixe l'objectif d'un million de stérilisations. Il est du devoir de toute personne éligible de se faire stériliser, indique en substance son projet, qui prévoit aussi l'attribution d'un « certificat de stérilisation » aux personnes opérées. Des peines de pri-son pouvant aller jusqu'à deux ans et des amendes seraient infligées aux couples qui enfreindraient ces dispo-sitions.

ŕ.

A la vérité des mesures aussi radi-cales ne seraient applicables qu'au prix d'une véritable surveillance poli-cière qui n'existe pas à l'heure actuelle, et dont la mise en place serait sans doute plus coûteuse que le programme de prévention des nais-sances lui-même. Mais devant l'échec des campagnes précédentes, surtout



du n° 32

- Les multinationales étrangères en France.
- Edmond Maire: la C. F. D. T. et le programme commun...
- Marioscopie: Soares à

livre ouvert.

En outre, de grandes inégalités existent dans la consommation domestique; comme les événements de ces dernières années l'ont amplement démontré, une hausse de la production globale ne met pas tous les Indiens et les Bengalais à l'abri de la disette. Derrière les troubles qui conduisirent à la proclamation de l'état d'urgence en Inde en juin 1975, il y avait une crise socio-économique; derrière les coups d'Etat au Bangladesh, les séquelles de la famine de 1974. Les classes dirigeantes de New-Delhi

incitatives, et reposant principalement sur des pratiques contraceptives « clas-siques » (condom, stèrilet, piluie), et malgré le retentissant fiasco des opèmalgré le retentissant fiasco des opérations de stérilisation obligatoire faites par le passé au Kérala et au Goudjerat, l'Inde étudie sérieusement la possibilité de généraliser les méthodes chirurgicales (vassectomie pour l'homme, saipingotomie pour la femme) déjà pratiquées à petite échelle. Les dirigeants appartiennent à une classe privilégiée chez laquelle la planification familiale est largement répandue. Le gouvernement de New-Delhi se

tion familiale est largement répandue.

Le gouvernement de New-Delhi se rétracta sensiblement après avoir enregistré des réactions très défavorables à ses projets. L'Eglise catholique (il y a onze millions de chrétiens en Inde) déclarait que ceux-ci iralent à l'encontre de la dignité et de la liberté de l'homme et approuvait, en revanche, des dispositions dépourvues de caractère forcé. Les musulmans (soixante-deux millions de personnes), qui sont avec les chrétiens et les sikhs. qui sont, avec les chrétiens et les sikhs, les communautés les plus prolifiques. exprimaient également leur inquiétude. Les autorités firent alors entendre qu'elles n'avaient pas l'intention de précipiter les choses et d'en arriver à des mesures « drastiques ». Les gouvernements régionaux auront la liberté d'élaborer leurs propres législations, assura Mme Gandhi. Confler aux Etats provinciaux le soin de promul-guer des lois et, surtout, de les appliguer dans un domaine aussi délicat, cela signifialt, en clair, céder au laxisme qui caractérise généralement la mise en œuvre de toute réforme au niveau local.

Le ministre indien de la santé et de la planification familiale, M. Karan Singh maharadjah et longtemps régent de l'Etat du Jammu et Cachemire n'en a pas moins délini, le 16 avril, une politique à la fois claire et réaliste. L'âge légal du mariage est porté de quinze à dix-huit ans pour les filles. de dix-hult à vingt et un ans pour les tilles, de dix-hult à vingt et un ans pour les garçons till avait déjà tendance à s'élever). Il y a de fortes chances, cependant, qu'une telle disposition subisse des entorses dans un pays où subisse des enforses dans un pays ou la corruption, autant que le mariage précoce. fait partie des mœurs et ou les mariages, comme les dècès et les naissances, ne sont pas tous déclares... Elle devrait néanmoins avoir un effet dissuasif et contribuer à faire recuier

dissuasif et contribuer à faire reculer l'age de procréation des couples. Le gouvernement a. d'autre part. l'intention d'améliorer l'état civil. les services de lutte contre la mortalité infantile (la perte d'un ou plusieurs enfants encourage la natalité), ainsi que l'éducation des jeunes IIIles (14 des filles de quatorze à dix-sept ans poursuivent des études, contre 35 des garçons), et d'enseigner la démographie dès l'école. Afin d'éviter les surenchères de certains États, qui avaient tendance à ne pas freiner la natalité car la représentation des pronatalité car la représentation des pro-vinces au Parlement central est proportionnelle à leur population, cette représentation conservers la même importance jusqu'à la fin du siècle. Plus significatif est le fait que si New-Delhi a décidé de renoncer « pour le moment » à la stérifisation obligale moment» à la stérilisation obligatoire, il a. en revanche, stimulé la
stérilisation volontaire: la «compensation» versée aux femmes et aux
hommes acceptant de se faire stériliser sera portée à 150 roupies (80 F)
pour un couple de deux enfants, à
100 roupies s'il en a trois puis à
70 roupies s'il en a quatre ou plus.
Cette mesure devait entrer en application dès le 1« mai. Mais l'expérience
a montré que les stimulants monétaires doivent être très forts et prolongès pour être « efficaces»; ils attirent ges pour être « efficaces » : ils attirent avant tout les couples dans la détresse

Enfin, la limitation des naissances sera encouragée par tous les moyens de communication de masse; les dona-tions faltes par des sociétés ou des associations aux organismes de plani-fication familiale donneront droit à des dégrèvements fiscaux; la recherPar GERARD VIRATELLE

che en matière de génétique et de contraception sera développée.

Ces mesures sont, dans l'ensemble, conformes à celles que les spécialistes indiens ou étrangers conselliaient à New-Deihi d'adopter depuis iongtemps. Etant donnés les résultats de la planification familiale depuis plus de vingt ans — elle a à peine contribué à la diminution du taux de natalité — on est tenté de se montrer sceptique. Les dirigeants indiens ont finalement renoncé à la stérilisation obligatoire parce qu'elle aurait eu des conséquences imprévisibles sur la vie culturelle, sociale et économique. Le succès relatif de la nouvelle politique dépendra beaucoup du budget qui lui sera consacré. En tout cas, la dramatisation qui a entouré son lancement rend plus criant encore l'échec antérieur. Echec démographique (au moins existe-t-il che en matière de génétique et de

maintenant un service national de planification familiale et la population en est très largement consciente). Echec en matière économique, puisque aussi blen les progrès, en raison de leur extrême lenteur, n'ont pas eu comme dans les pays nantis, où l'élèvation du niveau de vie a été rapide, de prolongements antinatalistes. Au contraire, faute d'être mobilisée dans de grands travaux collectifs, la masse humaine (douze millions d'inemployés recensés) hypothèque tout succès de la « vois indienne de développement ». La conférence de Bucarest avait pourtant fait ressortir que, dans la maitrise de la nabalité, le degré de développement économique et social jouait un rôle aussi grand que les pratiques contraceptives, et que tous ces facteurs étaient interdépendants. Mme Gandhi compte aussi, à n'en point douter, sur compte aussi, à n'en point douter, sur un autre facteur : les pouvoirs exorbi-tants qui lui confère l'état d'urgence.

### Le problème numéro un pour Dacca ?

A U Bangladesh, la prévention des naissances n'en est pas à un stade aussi avancé qu'en Inde. Deux mois après l'installation du régime Ziaur Rahman, et deux semaines après celle d'un «conseiller» du président ayant fonction de ministre de la santé, de la population et de la planification familiale. Dacca déclenchait cependant une «campagne intensive d'information sur la planification /amiliale». Le ministre qui en a la responsabilité, le Dr Mohammed Ibrahlm, agit en connaissance de cause : de quatre connaissance de cause : de quatre épouses, dont trois sont en vie, il a eu

épouses, dont trois sont en vie, il a eu une quinzaine d'enfants...

Pourquoi cette précipitation de la part d'un régime s'affirmant « intérimaire » ? Sous la pression de milleux néo-malthusiens occidentaux, en particulier américains, les autorités se sont rendues à l'évidence : compte tenu de son rythme moyen d'accroissement, l'agriculture ne serait pas en mesure de nourrir toute la population. sement, l'agriculture ne serait pas en mesure de nourrir toute la population. Pour pailler d'éventuelles disettes, le gouvernement devra importer chaque année plus d'aliments (les importations de céréales sont passées de 0,4 million de tonnes en 1960-1965 à 1,4 million en 1970-1975; elles représentent 14% des besoins). La population est le problème numéro un, a-t-on décidé.

La campagne, lancée en lanvier, a

a-t-on décidé.

La campagne, lancée en janvier, a pour but de stimuler les activités de prévention des naissances déjà existantes mais restées en léthargie, afin de convaincre ni plus ni moins quinze millions de couples d'adopter des méthodes anticonceptionnelles. des méthodes anticonceptionnelles. Pour cela le pays a été quadrillé par des agents — le plus généralement des femmes car. en pays musulman, il seralt difficile à des hommes de pénéter dans les foyers — ayant la responsabilité de quatre à cinq villages, et chargés de visiter chaque famille. maison par maison, pour les informer de l'existence et des buts de la limitation des naissances. Bref. ces agents conseillent les « clients » potentiels, mals distribuent aussi sur-le-champ des contraceptifs conventionnels, dirigent les personnes intèressées par la pose d'un apparell intra-utérin ou une opération de stérilisation vers la cli-nique la plus proche, qui peut être située à des dizaines de kilomètres. Il ne s'agit donc pas uniquement d'une campagne d'information mais

d'une campagne d'information mais aussi d'une campagne d'incitation.

Mais le «clou» de l'opération, c'est lorsqu'elle se transforme en foire, en mela, comme on dit dans le langage populaire, lorsqu'elle donne lieu à une fête avec décorations, musique, documentation imagée pour «rabattre» et séduire la « clientèle». Quelques hommes se présentent effectivement dans l'espoir de recevoir un don en nature ou en argent, parfois à l'incitation de notabilités locales. Ils ne viennent pas en tout cas de gaieté de viennent pas en tout cas de gaieté de viennent pas en tout cas de gaieté de cœur, ni toujours « à découvert » ; certains ne révèlent pas leur nom car la vasectomie est considérée dans les villages comme une opération latale pour la virillét. Si cela se savait, l'opéré perdrait sa dignité sociale. Aussi les volontaires sont-ils souvent des hompes espriants de l'âge de des hommes « sortant » de l'age de des hommes « sortant » de l'âge de reproduction et qui, dans bien des cas, ont déjà eu de nombreux enfants. Quarante-cinq ans, c'est l'âge moyen de la mortalité au Bangladesh! On stérilise des mourants potentiels, lorsqu'on ne précipite pas leur mort. La campagne a fait, dit-on, plusieurs victimes.

Les organismes qui la soutiennent sont les mêmes que ceux qui encoura-gérent des opérations semblables en Inde et au Pakistan autrefols. La Fondation Ford et le Population Council (finance par les fondations Ford et Rockefeller) ont subventionné diverses citudes. L'Association pour la stérilisa-tion volontaire au Bangladesh, aldée par l'Association internationale pour la stérilisation volontaire, dont les fonds proviennent du Congrès américain, assiste le gouvernement bengalais. Washington a fourni 1,8 million de dollars de dons en 1974 et 1,6 million de dollars l'années suivente L'US Ald de dollars l'année suivante. L'U.S. Ald

(i) Pour une étuds de la conjoncture démocraphique lusqu'au début des an-nées 70. voir : Les populations au sud de l'Elimaisya », par J.-C. Chesanis et J. Vallin, revue Population, novembre et décembre 1975. (2) Voir le Monde diplomatique, sep-embre 1975.

(3) Voir « La population du monde et la conférence de Bucarest », par Yves Charbit, le Documentation Irançaise, n° 3218, 4219 et 4220.

(4) The Myth of Population Control. par Mahmood Mamdani. Monthly review press. et le Monde des 14-15 mart 1976.

(5, Voir « Vasectomy Mela and Pamily Planding », par Dr Zafrullah Chowdhury. dans The Bangladesh Times, 25 février 1976.

a livré 20 millions de mois-pilules. La nourriture (un repas), les médicaments et les vêtements donnés aux « vasectomisés » à titre de « compensation » proviennent, pour l'essentiel, de l'assistance étrangère.

Dacca veut montrer que cette aide est bien utilisée et, surtout, que quelque chose est fait avec enthouslasme à défaut de rigueur. Tout cela dans le but de conserver la confiance des pays donateurs : l'aide extérieure finance la quasi-totalité du budget de développement. Certains de ces pays ont fait entendre qu'ils ne poursulvraient pas leur effort si des mesures n'étaient pas prises pour freiner l'accroissement démographique.

Il existe pourtant incontestablement une « demande » en faveur de la labellieur formilles l'obstrale n'est

Il existe pourtant incontestablement une « demande » en faveur de la planification familiale. L'obstacle n'est pas là. Il est dans la capacité des autorités appartenant à une classe dirigeante citadine de convaincre les prolétaires ruraux (la majorité de la population) qu'ils trouveront une certaine sécurité matérielle s'ils ont une famille moins nombreuse. « C'est seulement avec et à travers les ruraux eux-mêmes que le problème peut être résolu », déclare le docteur Zafrullah Chowdhury, qui fait en solitaire une expérience remarquable en ce domaine. Il poursuit :

Il poursuit:

« La planification familiale ne peut être imposée autoritairement, L'un des grands obstacles à toute solution à ce problème est la myopie avec laquelle les intellectuels et les médecins regardent la situation. Ces citadins croient qu'ils connaissent la voie correcte et qu'ils vont transformer les a masses ignorantes ». Ceux qui ont la charge du programme national n'ont pas de connaissance non seulement technique, mais de leurs « clients ». Sans cela, aucun succès n'est possible. Nulle

part au monde la planification familiale abordée séparement n'a eu de succès. La surpopulation est un symptôme du « syndrome de pauvreté »; la croissance démographique ne sera maîtrisée que quand une meilleurs qualité de vie sera offerie au peuple (5). »

On en est évidemment loin. Le niveau de vie n's pas progressé depuis dix ans. Rien n'a été fait depuis l'indépendance pour sméilorer la condition de la femme ni retarder l'àge du nurisge, qui est très précoce. Une jeune fille n'est pas pubère que ses parents s'empresser de chercher à la marier. Le mariage est bien entendu « arrangé » par les pa rents des deux futurs conjoints, qui ne sont pas invités à formuler leurs sentiments ni à donner leur consentement. On est marié à douze ou à treize aus pour la jeune fille, entre seize et vingt aus pour le jeune homme. Certes, dans de nombreux cas, le mariage n'est pas immédiatement consommé, encore que l'éducation sociale et s'ex ue i le de l' « épouse », qui a vécu toute son enfance dans la promiscrité au ras du sol de la hutte villageoise, est faite très tôt. Et on se marie jeune, pour avoir des enfants... Dès qu'une femme devient mère, elle renforce sa position sociale à l'égard de son mari et de la communauté qui l'entoure. L'influence tutélaire génitrice des femmes à agées est considérable au Bengale, où les hommes ont également une autorité écrasante. Or ceux-ci tiennent à assurer leur descendance afin de compter autour d'eux des « bras » pour leurs vieux jours. L'enfant est tôt dans les champs.

L'islam, du moins la conception intererde que la religion a imposée de

autour d'eux des «bras» pour leurs vieux jours. L'enfant est tôt dans les champs.

L'islam, du moins la conception rétrograde que la religion a imposée de longue date à la société bengalaise, encourage aussi la natalité.

Principale cellule de travail, de vie et de joie, la famille, si possible nombreuse, possède une fonction plus vaste et importante qu'en Occident. Vouloir la réduire sans apporter des transformations profondes affectant cette fonction, en particulier dans le domaine économique, c'est vouloir sauvegarder les privilèges des propriétaires terriens et des usuriers et faire payer aux milieux les plus pauvres, ce qui est une conséquence de leur pauvreté et de l'absence de progrès économiques et sociaux. Le gouvernement de Dacca o lancé son « programme intensif » de planification familiale avant même d'avoir énoncé clairement sa politique agricole et sans avoir laissé entrevoir une évolution du statut de la femme, un relèvement du niveau de son éducation et de l'âge du mariage. La (sur) population est, certes, un problème majeur au Bangiadesh, mais II n'est pas le sui; et il n'est pas responsable de toutes les difficultés que connaît ce pays. En le traitant isolement et précipitamment, ne risque-t-on pas d'obtenir des résultats contraires à ceux recherchés ?

### A ROYAN Le cinéma du Sud-Est asiatique et de la Chine

OUS les pars du Sud-Est atla-tique sont de grands produc-teurs de films; l'Europe les ignore à peu près complètement, et l'on pouvait croire que la cycle cinéma du Festival de Boyan comblerait cette lacune. Il ne le fit qu'im-parfaitement puisqu'on ne vit aucun film des Philippines, de Malaisie, de Thallande, de Birmanie, de Talwan, de Singanour... Seuls les pars de la péninsule indochinoise, la Chine, la Corée du Nord et, ourieusement, l'Indonésie, proposèrent des œuvres, blen souvent maisdroites d'afficurs.

Deux films nord-coréens se propo-saient d'illustrer « l'avant et l'après- » révolution. La Petite Bouquetière décrit, dans un style mélodramatique non dépourvu de charme, la vie quotidianne en Corés sous la domi-nation japonaise, tandis que les Lamineurs expose les épreuves de la construction du socialisme à l'époque de l'intervention américaine.

Les films vietnamiens présentent, si on les compare aux précédents, nius d'originalité dans la mise en scène et une très grande souplesse dans leurs affirmations politiques; dans la Tempéle se léve (de Huy Thanh et Le Huyen, 1986), par exem-ple, il apparaît nettement que la conciliation, l'explication et la réaducation out autunt d'importance pout emporter l'adhésion des masses que ies victoires militaires.

Les projections de films chinois curent lieu au moment des affrontements entre la gauche et les partisans de M. Teng Tsiso-ping; c'est dire qu'elles furent suivies attentivement, chacun y recherchant comme des indices prémonitoires. Seul. dans une certaine mesure, la Rupture (ter-miné en décembre 1975) en propossit. L'intrigue oppose un recteur d'uni-versité révolutionnaire aux cadres du parti, enseignants conservateurs, qui contestent une ligne pédagogique basée sur le recrutement des étudiants les plus pauvres, l'installation de l'Université en milleu rurai. la construction des bâtiments universituires par les étudiants eur-mêmes, la modification des programmes en tonction des spécificités locales, la coopération avec les paysans voisins, la critique des maîtres au sein de l'Université, etc. Après de successives victoires politiques du recteur, les tensions devienment al vives entre ini et les bureaucrates du parti que le président Mao doit intervenir, par lettre personnelle, en faveur du rec-

teur Long.
Cette médiation de Mao Tse-toung (qu'on pourrait interroger politique-ment) se produit également (mais sur

un plan symbolique, comme éphéméride) dans un autro film chinois, Notre époque de (eu (1974), où le président tranche encore en faveur du chef métallurgiste Tchao Se-hai. mettant en pratique le mot d'ordre e compter sur ses propres lorces s, s'oppose au détaitisme des directeurs de l'usine et propose de fabriquer, sans aide étrangère, un alliage spé-cial indispensable à la marine de

La plupart des films chinols sont bâtia sur la lutte de deux conceptions anagonistes; ils indiquent les décisions que doivent pren-dre les responsables; séquence sprès séquence, le film désigne les positions e visies », « [ustes », qui ruinent l'argumentation des adversaires. C'est un cinéma philosophique construit sur une très solide unité d'action, où un moralisme strict tient lieu de

T E cinéma que nous avons pu voir semble avoir exclu de son champ de réflexion (ou du moins l'avoir peu théorisé) l'interrogation sur son rôle dans l'articulation à une culture populaire. Lorsqu'il s'agit d'un cinéms popularie. Lorsqu'i a sgit d'un cinema d'Etat, il procède d'una manière asgement didactique, exaitant une pensée progressiste, proposant des conduites fustes ». On ne le sent pas iul-même traversé par un conflit culturel, par une réflexion sur l'idécorde des formes par l'une des des l'armes de l' logis des formes narratives, par des références sur récits populaires.

En un certain sens, les deux films indonésiens (Toha, le martyr de Bandung et l'Aveugle de la grotte au /antôme) projetés au cours du Festival sont plus proches des traditions narratives populaires qui dispersent le récit, s'attardent dans des intrigues secondaires, en appellent au magique, à la mythologie, et se compo-sent avec naiveté. Ces films, insupsent avec naiveté. Ces films, insupportables pour un regard occidental,
sont irremplaçables par une production cinématographique occidental,
américaine en particulier, qui ne parvient pas à augmenter sa part du
marché. C'est là une réalité sur
laquelle le cioèma d'Etat devrait
réflèchir, lui qui souvent, croit à une
narrativité normative, à une sorte
d'esperanto fictionnel qui serait la
riposte « scientifique » à l'abus des
scories idéologiques dans les films
populaires et qui est piutôt une
riposte institutionnelle qui appaurit, d'où qu'elle provienne, l'imaginaire des tilms, discipline le regard
des spectateurs, réduit leur plaiair et
sous-estime la rhétorique des longues
créations collectives du peuple créations collectives du peuple

### Les études africaines en Union soviétique

### UNE INTERPRÉTATION DU COLONIALISME **DU RACISME**

### ET DU DÉVELOPPEMENT

Avec la victoire du M.P.L.A. en Angola, toutes les anciennes colonies portugaises d'Afrique sont désormais dirigées par des partis politiques imprégnés de marxisme. Ainsi le nombre des regimes d'orientation socialiste est-il considérablement accru en Afrique. Les prédictions de Chou En-lai, qui avait estimé lors de sa grande tournée en 1963 sur le continent noir que « la situation révolutionnaire » y était excellente, se sont donc peu ou prou réalisées. Mais plutôt en faveur de l'U.R.S.S. que de la Chine. Comment l'Union soviétique s'est-elle préparée à son rôle sur le continent noir?

EPUIS la création de l'Institut soviétique de l'Afrique, en 1959, la maison d'éditions Nacuka (Science) a publié jusqu'en 1973, à elle seule, six cent vingt ouvrages sur l'Afrique. Pour la seule année 1970, les chercheurs soviétiques ont publié trois cent trente-huit livres, brochures et articles relatifs aux problèmes africains.

Ces quelques chiffres donnent une ldée du développement des études africaines en Union soviétique, depuis « l'ère des indépendances africaines », a l'ère des indépendances africaines », sous l'égide de l'Institut, qui dépend de l'Académie des sciences. Un conseil scientifique sur les problèmes de l'Afrique, créé en 1966, coordonne les travaux des sections africaines des différents établissements de recherche de l'U.R.S.S. Il s'agit principalement, en l'occurrence, des instituts soviétiques de linguistique, d'ethnologie, de géographie des pays en voie de développement, de littérature comparée, etc. (1).

L'intérêt accru de l'U.R.S.S. pour l'Afrique à partir des années qui sui-virent la seconde guerre mondiale découlait de raisons idéologiques pré-cises. Les chercheurs soviétiques rap-pellent volontiers que l'U.R.S.S., à l'inverse des grandes puissances cordl'inverse des grandes puissances occi-dentales d'Europe, n'avait aucune colo-nie. Pour eux, la colonisation se trouve directement associée au système capi-taliste. Aussi, la lutte des mouvements nationalistes africains contre l'em-prise coloniale n'est-elle qu'un volet du combat du prolétariat contre le

Mais la recherche soviétique en

Afrique s'appuie aussi sur une tradition blen antérieure à la révolution d'octobre. Dès le XVIII° slècle, l'Académie des sciences s'intéressait à l'Afrique. Le premier texte sur l'Afrique conservé dans ses archives date de 1729. Il concernait les ports de Zanzibar et de Mombasa. Un peu plus tard paraissait un guide de la géographie ancienne du continent noir, retraçant les étapes de sa découverte depuis Hérodote.

A la fin du XVIII°, l'étude des langues africaines étalt assez avancée pour que, dans le dictionnaire comparé de toutes les langues et dialectes, l'une des grandes entreprises de l'Académie, figurent trente-trois langues d'Afrique, dont plusieurs idiomes bantous, ainsi que le malgache et le hottentot.

Cet intérêt pour l'Afrique allait de pair avec une certaine absence de préjugés raciaux : les armées de Pierre-le-Grand comptaient un général noir, le fameux Abraham Hannibal, esclave acheté par l'ambassadeur russe à Constantinople qui le présenta au tsar. Hannibal se maria en Russie, poursuivit sa carrière sous la grande Catherine, et Pouchkine se fiattait d'être l'un de ses descendants directs.

Les recherches africaines s'orientèrent dès le XVIII° siècle plus particulièrement dans deux directions, l'Ethiopie et le monde arabe. L'engouement pour la civilisation éthiopienne provenait de la parenté entre les Egises orthodoxes copte et russe. Des chercheurs comme B.A. Dorn et B.A. Tourkaiev faisaient autorité en la matière au XIX° siècle. Pour le monde arabe, c'est le contact avec l'Islam qu'impliqualt la conquête des territoires russes d'Asie qui devait provoquer, au XIX° siècle, un développement remarquable des études dans ce domaine, notamment en Afrique du pement remarquable des études dans ce domaine, notamment en Afrique du Nord et en Egypte. Puis, les « ques-tions coloniales et nationales », qui se posalent très concrètement au nouveau régime soviétique dans les territoires semi-coloniaux et musulmans de l'Asie, entraînèrent un essor et une nouvelle orientation de la recherche. Dans le orientation de la recherche. Dans le cadre des positions doctrinales prises par Lénine, les africanistes soviétiques s'intéressèrent ainsi aux mouvements de résistance nationaux à la colonisation et publièrent de nombreuses études sur des sujets tels que la lutte d'Abd El Krim dans le Rif marocain contre Français et Espagnols, le mouvement ouvrier d'Afrique du Sud et, à la veille du second conflit mondial, la conquête de l'Ethiople par les armées de Mussolini.

Le "saut à travers les siècles"

des territoires coloniaux à l'indépen-dance, les questions économiques prennent une importance accrue. Comment vont s'organiser les nouveaux Etats africains qui empruntent la voie socialiste? A cet égard, les chercheurs soviétiques considérent que l'expérience acquise par leur pays au Kazakhstan et dans ses républiques asiatiques — Turkmenistan, Ouzbekistan, Tadjikistan, Kirghiztan, ainsi qu'en Mongolle — reste riche d'enseignements.

gnements. Ce point de vue est particulièrement mis en valeur dans un ouvrage récent de V. Solodovnikov, actuel directeur de l'Institut d'Afrique, et de V. Bogo-lovski, intitulé l'Expérience du déve-loppement non capitaliste, traduit en français en 1875.

français en 1975.

Effectivement, les problèmes qu'eurent à résoudre ces républiques asiatiques s'apparentent étroitement à ceux des territoires d'Afrique sous tutelle suropéenne. Leur statut sous l'empire tsariste était, soulignent les auteurs, un statut colonial. Dès lors, le développement des républiques asiatiques devait s'axer sur des impératifs analogues à ceux que se sont ratifs analogues à ceux que se sont fixes la plupart des pays du tiers-monde : élimination de la féodalité locale, industrialisation, lutte contre l'analphabétisme, émancipation des

femmes.

Bien entendu, ce vaste programme se heurta à de considérables difficultés, et Solodovnikov et Bogolovski signalent les luttes qui précédérent ou jaionnèrent sa réalisation.

Les deux auteurs consacrent d'ailleurs tout un chapitre à la question religieurs graviale missue la

daneurs cont un chapitre a la ques-tion religieuse, cruciale puisque la population de plusieurs des républi-ques soviétiques d'Asie est en large partie musulmane, et bouddhiste à l'origine en Mongolle. Leur réflexion débouche tout naturellement sur l'Afrique et ils potent que les puisl'Afrique et ils notent que les puis-sances coloniales, après avoir consi-déré les religions autochtones comme

déré les religions autochtones comme autant de refuges du nationalisme, tentèrent ensuite de former une sainte alliance entre « musulmans, bouddhistes et néo-colonialistes » contre le communisme athée.

Le livre se poursuit par une étude des pays d'Afrique qui ont emprunté la voie socialiste : Algérie, Egypte (celle d'avant Sadate). Guinée, Congo, Somalie et Tanzanle. Cette analyse est pour eux l'occasion de réfuter les thèses de divers auteurs, notamment Frantz Fanon, défini comme un socialiste populiste qui épouse la théorie chinoise selon laquelle seule la paysannerie est révolutionnaire dans les pays coloniaux. Ils récusent dans les pays coloniaux. Ils récusent ainsi les accusations chinolses contre l'U.R.S.S., notamment les propos de Chen Pota qui affirmait, en 1967, que IURSS, ne pouvait être prise pour modèle, car elle était, en fait, deve-nue un État capitaliste. Ils condam-

A PRES la seconde guerre mondiale, nent également les principes maoïstes selon lesquels la révolution ne peut aboutir que par la lutte armée.

Au passage, quelques jugements sont
portes sur des expériences socialistes
qui tournérent court : Nkrumah a échoué parce qu'il n'a pas su constituer un parti de classe (allusion au maintien de la bourgeoisie des plan-teurs de cacao), et Modibo Keita parce qu'il avait désorienté les masses par des mesures antidémocratiques au

par des mesures antidémocratiques au sein de son propre parti.

Des critiques sont formulées aussi contre l'aide des puissances occidentales aux pays en voie de développement qui aboutit à un endettement au-dessus de leurs moyens, tout en favorisant le secteur privé et en accèlérant la détérioration des termes de l'échange. Enfin, les auteurs contestent que la société coutumière africaine ne recèle aucun antagonisme de classe.
Ainsi, l'ouvrage de Solodovnikov et Bogolovski se présente-t-il comme un résumé de l'orthodoxie marxiste-léniniste à l'usage des pays en voie de développement, dont le leitmotiv est l'affirmation que le passage direct d'une société féodale et arriérée au raiellement. que la société coutumière africaine ne socialisme et à la prospérité est pos-

sible.

C'est dire que la voie d'un progrès rapide est ouverte aux gouvernements d'Afrique et d'Asie qui, s'épargnant l'étape capitaliste, choisissent la voie socialiste du développement. Ils font ainsi « un saut à travers les siècles », ainsi « un saut à travers les siècles », selon le titre d'un ouvrage soviétique — traduit en anglais en 1968 sous le titre A Leap Through the Centuries — consacré lui aussi à l'expérience des républiques d'Asie centrale et du Kazakhstan, L'ouvrage s'ouvre par l'évocation du philosophe arabe El Farabi, né précisément au Turkistan au X° siècle, qui révait « d'une cité vertueuse où l'entraide traternelle combit-

né précisément au Turkistan au X siècie, qui révait « d'une cité vertueuse où l'entraide fraternelle condutrait au bonheur ».

Les é tu de s africaines dans les domaines de l'ethnologie et de la littérature ne sont pas moins approfondies. En ethnologie, les prises de position théoriques des chercheurs soviétiques sont affirmées avec netteté, par opposition le plus souvent, aux écoles de pensée occidentales.

Un ouvrage collectif de l'Académie des sciences, traduit en français et intitulé Contre le rucisme, qui comporte en particulier des monographies sur l'apartheid sud-africain et le problème noir aux Etats-Unis, débute ainsi par une étude critique des théories du néo-évolutionnisme et du relativisme culturel. L'auteur, une femme, Y. Petrova - Averkieva, dénonce tout d'abord la collusion de l'ethnologie occidentale et de la colonisation en s'appuyant, entre autres, sur des citations de deux ethnologues de renom, le Britannique Daryli Forde et le Belge Jacques Maquet, qui soulignalent l'utilisation des recherches de leux collègues en Afrique par l'administration coloniale — accusation

Par CLAUDE WAUTHIER

aujourd'hui reprise en France dans l'ouvrage tout récent de Jean Copans, Anthropologie et impérialisme. Elle s'en prend plus particulièrement à la théorie du relativisme culturel de l'Américain Melville Herskovits. Celuil'Américain Melville Herskovits. Celui-ci, selon Y. Petrova-Averkieva, entend se préserver contre tout reproche de racisme en affirmant que civilisations curopéennes et africaines ne sont pas comparables, de manière à éviter tout jugement de valeur qui considérerait comme inférieures les civilisations africaines; mais, ce faisant, dit-elle, Herskovits considère chaque culture comme unique en son genre, spéci-Herskovis considere chaque culture comme unique en son genre, spécifique et immuable, et en arrive à exclure de sa recherche tout processus de changement qualitatif, c'est-à-dire de progrès, et, bien plus encore, de toute loi générale d'évolution de l'humanité.

Dans le même ordre d'idées, l'ethno-logue soviétique condamne les thèses de l'Américain J. Steward, qui, pour dépasser l'évolutionnisme de Darwin (taxé de marxisme aux États-Unis,

#### Anthropologie et impérialisme

L'E même article aborde les études arts et des lettres, et Orlova et Charevskaya s'y livrent à une critique serrée de la théorie de la négritude, ainsi que de deux ouvrages désormais classiques d'africanistes occidentaux, le premier sur la philosophie africaine, du R.P. Tempels, le second sur la littérature, de Janheim Jahn.

Elles admettent qu'au départ l'exal-tation d'une spécificité et d'une beauté nègres avait une certaine justibeauté nègres avait une certaine justification dans la lutte contre l'assimilation forcée, mais estiment que, par
la suite, la négritude a tendu à déboucher sur une sorte de « rucisme à
rebours (2) » qui définit une Weltanachauung nègre, dont il falt la plerre
de touche de la négritude, est jugé
comme un encouragement aux écrivains noirs à s'attarder sur les « traditions africaines » au détriment des
problèmes actuels.

La thèse du R.P. Termels, mission-

La thèse du R.P. Tempels, mission-naire flamand qui estimait que la philosophie inhérente aux croyances ancestrales des Bantous de l'ex-Congo belge était, en fait, proche du chris-tianisme, est rejetée pour des raisons analogues. Pour les auteurs de l'arti-cle, elle « est largement utilisée par l'Eglise dans l'intérêt du néo-colo-

Un autre article sur la littérature africaine, intitulé « le Heurt des époques dans la prose de l'Afrique occidentale » (paru dans l'Afrique dans les

note-t-elle, parce qu'il suppose une loi générale de l'évolution des peuples), a conçu un néo-évolutionnisme selon lequel l'histoire de la société humaine est la somme de systèmes fermés sublesant une évolution dite e multi-linéaire », excluant toute loi universelle de l'histoire.

Elle conclut par une citation de Claude Lévi-Strauss : « Faut-il s'étonner qu'aujourd'hui la doctrine du relativisme culturel soit inacceptable, même pour les peuples au nom desquels elle était soutenue, alors que les ethnologues, partisans de l'évolutionnisme unilinéaire, trouvent un appui inattendu parmi les peuples qui aspirent surtout à profiter des bienjaits de l'industrialisation et qui préjèrent se considérer temporatrement arriérés plutôt qu'uniques de façon permanente? »

permanente? >
D'une manière plus générale, ainsi que le soulignent AS. Orlova et B.I. Charevskaya, deux autres femmes, dans un article du gros volume en français sur les Etudes africaines en U.R.S.S. (qui date de 1963), les ethnologues soviétiques récusent la distinction souvent faite en Occident entre peuples historiques et non historiques. Ils contestent, par allleurs, le fonctionnalisme de Malinowski — qui dominait l'ethnologie anglo-saxonne entre les deux guerres — pour lequel « les races ont leurs particularités psychiques et ne peupent être considérées comme égales ». Ce point de vue a été critique sévèrement par les deux grands

que sévèrement par les deux grands sociologues soviétiques D.A. Olderoque et I.I. Pothekine, qui y ont vu « une tentative non dissimulée de fonder scientifiquement la politique colo-

études soviétiques - annuaire 1968) fait lui aussi le procès de la négritude, à partir de la notion de « conflit » ou de « rencontre » de cultures élaborés partir de la notion de « conflit » on de « rencontre » de cultures élaborée par Arnoid Toynbee. C'est de cette notion même que découle, souligne l'auteur, F.M. Breskina, le concept de nègritude qui tend à opposer l'esprit occidental, imprégné de rationalisme et de matérialisme, à la religiosité et à l'émotivité nègres. La négritude ainsi entendue, écrit-elle, est parfattement illustrée par le roman du Sénégalais Cheik Hamidou Kane, l'Aventure ambigué, dont le hèros, jeune musulman peulh, est déchiré entre sa croyance en Dieu et le matérialisme athée, le second ayant sur le premier la supériorité de s'être approprié les techniques de la civilisation, mais d'une civilisation sans âme dont l'homme n'est plus la fin. C'est là, estime Breskina, une opposition artificielle entre l'Europe et l'Afrique. La plupart des romanclers ouest-africalins, dont Ferdinand Cyono, Mongo Beti, Sembène Ousmane, dit l'auteur, ont, à l'inverse, non seulement axé leurs ouvrages sur les aspects odieux de la colonisation, mais encore, à l'occasion, dénoncé les côtés négatifs des contumes ancestrales. Comme le dit un des hêros de Bongo Beti : « Les Blancs et les vieux, c'est la même chose. » Ainsi, il n'y a pas « conflit de cultures » mais « heurts des époques ».

L'effort de traduction d'écrivains

époques ». L'effort de traduction d'écrivains africains en Union soviétique est

considérable. Une brochure intitulée Cultural Exchanges between the U.S.S.R. and Africa », de Maria Rait (qui est une spécialiste des langues hamitiques), mentionne ainsi la parution de quatre anthologies: Contes des peuples d'Afrique, tiré de la tradition orale, Au rithme du tam-lam, qui réunit des poèmes de Senghor, David Diop, Keita Fodeba, Kobina Parkea, Tchicaya U.Tamsi, Rabemananjara, etc., Folklore et littérature des ptuples d'Afrique, consacré à la littérature en langue vernaculaire, et un recueil de poètes africains d'expression portugaise. Elle signale aussi un ouvrage de critique, d'auteurs africains et soviétiques, Littérature des pays d'Afrique, et une collection d'écrivains noirs dans laquelle ont paru, entre autres, des écrits de Benjamin Matip, Richard Rive, Mongo Be ti, Ferdinand Oyono, Cyprian Riwensi, Peter Ahrahama, etc. considérable. Une brochure intitulée

ECRIVEN

· 4. ...

. .

- 1

Beti, Ferdinand Oyono, Cyprian Ekwensi, Peter Abrahams, etc.

A cet effort en direction du lecteur russe correspond, hien évidemment, un effort parallèle en direction des lecteurs africains. Les ouvrages, brochures et articles mentionnes ci-dessus et traduits du russe en français ou en anglais ne représentent bien sûr qu'une très faible partie des publications soviétiques dans les langues européennes utilisées en Afrique et dans les langues africaines. Les œuvres les plus importantes de Marx. Lénine, Engels, etc., ont été traduites notamment en swahill, en haoussa et en amharique. Les Editions du Progrès publient régulièrement en langues étrangères, en français entre autres, des ouvrages de vulgarisation, tels que le Mouvement de libération nationale en Afrique occidentale, de N. Gavrilov, Problèmes économiques africains. de L. Alexandrovskala, etc. Chaque année paraît, en anglais et en français, un annuaire recueillant une série d'articles d'africanistes sur des sujets divers. Chaque année également, un volume broché trilingue (français, anglais, russe) donne une bibliographie des livres, brochures et articles consacrés à l'Afrique publiés en U.B.S.S.

Ainsi, dans le domaine des sciences humaines, l'U.R.S.S. s'est-elle équipée, depuis la seconde guerre mondiale, pour acquérir une connaissance sérieuse d'un contingent avec lequel—sans parler de l'éloignement géographique—elle était moins familiarisée que l'Europe occidentale en raison de son passé colonial, ou que les Etats-Unis à cause de leur population noire.

(1) L'Université de l'amitié entre les pruples, ou Université Patrice-Lumumbacréée en 1961, accueille pour sa part les étudiants du tiers-monde, et n'est pas spécialisée dans le recherche africaine. Ells comptait, dès 1962, environ quatre mille étudiants originaires de quatre-vingt-cinq pays répartis dans différentes disciplines qui vont de la physique à l'histoire, en passant pas l'économie politique et la médecine.

(2) Les critiques africains de la s pé-

(2) Les critiques africains de la « négritude » — telle qu'elle est exprimée,
en particulier, dans l'œuvre de Senghor —
lui adressaient des reproches queique peu
différents : Sekon Touré y voit une
dangereuse tentative de perpétuer un
métissage culturel au profit de l'Enrope,
tandis que Fanon regrettait que la queit
des traditions qu'elle implique se réduise
à une banale recherche d'exotisme.

#### DES AMBASSADES CARNET

A l'occasion de leur départ, l'am-bassadeur de la République populaire de Pologne et Mme Emil Wojtaszek

ont donné une réception le 14 avril.

L'ambassadeur de Grande-Bretagne et lady Henderson ont offert une réception le 21 avril à l'occasion du départ du ministre plénipotentiaire et de Mme Christopher Ewart-Biggs.

 A l'occasion de leur départ, l'am-assadeur de l'Inde et Mme Dwarka Nath Chatterjee ont donné une récep-tion le 21 avril.

● Le comité du Front uni national du Kampuchea a organisé une soirée commémorative le 24 avril, suivie d'une représentation artistique à l'occasion du premier anniversaire de l'indépendance nationale du Kampuchea démocratique.

A l'occasion de leur départ, le premier secrétaire, adjoint au conseiller chargé de la presse près l'ambas-sade de Grande-Bretagne et Mme An-drew Palmer ont offert une réception le 26 avril.

● L'ambassadeur de la République socialiste fédérative de Yougoslavie et Mme Radomir Radovic ont donné une réception le 26 avril, à l'occasion de la visite en France d'une délégation parlementaire yougoslave.

. M. K. Hironaga, ambassadeur du Japon chargé des affaires de l'UNESCO et M. C. Hizaoka. délégué permanent du Japon près l'UNESCO, ont présidé à l'inauguration des Jour-nées japonaises (27 avril-7 mai) le 27 avril au slège de l'UNESCO.

L'ambassadeur de la République togolaise et Mme Napo ont offert une réception le 27 avril à l'occasion de la fête nationale.

A l'occasion de la fête nationale. l'ambassadeur du Portugal et Mme Coimbra Martins ont donné une réception le 28 avril dans les salons

• Le comité central du parti com-muniste français a offert une récep-

tion le 29 avril à l'occasion de la visite de membres du parti du Front de libération nationale d'Algérie.

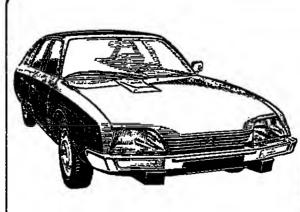
A l'occasion de la sortie du livre de Hassan II, le Defi et en présence de M. Bahnini, ministre d'Etat charge des affaires culturelles, M. Youssef Ben Abbes, ambassadeur du Maroc, a don-né un cocktail le 29 avril.

Nécrologie

M. Alberto Coloma Silva, ancien ambassadeur de l'Equateur, est décède le 20 avril.

### A DEUX HEURES DE PARIS PAR AUTOROUTE SUD PROPRIÉTÉ EXCEPTIONNELLE XIIº SIÈCLE

(Classée M.H. - Subventions. - Exonérations fiscales) Cour intérieure, 8 pièces principales, 2 boins, mazout, garage, garde. Ecrire: mº 32455 P.A. SVP 37, rue du Général-Foy, 75008 PARIS.



Le Département des Relations Internationales de Citroën Champ-de-Mars,

créé, particulièrement, à l'intention de Messieurs les Membres du Corps Diplomatique et des Organismes Internationaux, se tient à leur entière disposition pour tout renseignement qu'il leur plairait d'obtenir.

FILIALE DE S.A. A.-CITROEN 8-10, rue de la Cavalerie, Paris 15°, Télez: TT CITRO 204.833 F, Tél. 567.99.20 - 783.52.76.

**CITROËN** & CX





# Politique et littérature

### **POURQUOI** « ILS » ÉCRIVENT...

Par BERNARD CASSEN

S I, de Harold Macmillan à Harold Wilson, les dirigeants britanniques ont toujours veillé à faire oublier leur caractère intellectuel et si l'actuel titulaire de la Maison Blanche se fait gloire de... son homonymie avec un trust automobile (« f'suis un gars du Michigan et mon nom est Ford »), les hommes politiques français, au contraire, se font voloniters hommes de lettres. La « République des professeurs » a certes cédé le pas à celle des « énarques », mais les deux ont en commun un certain culte du diplôme et, maigré l'envahissement de l'audio-visuel, un souci d'affirmer leur appartenance à l'intelligentsia, sinon à rester présents dans l'histoire par leurs cuvrages. Ce prurit de l'écriture transcende les frontières des partis: à un certain niveau de responsabilité, on se doit d'avoir un ou plusieurs livres à son actif pour ne pas déchoir. Leur qualité importe finalement peu. L'important c'est d'être imprimé. de la Maison Blanche se fait gloire c'est d'être imprimé.

De Charles de Gaulle à Georges Pompidou, « agrégé sachant écrire », puis à Valéry Giscard d'Estaing qui, lors de sa dernière conférence de presse, s'arrangea pour citer un personnage d'un roman de Pierre Mac Orlan datant de 1911, la fonction présidentielle n'échappe pas à la fascination littéraire.

Si le livre affermit le statut d'un homme politique, il répond aussi à d'autres motivations. Selon l'appartenance de son auteur et le mo-ment où il est publié, il a des fonctions très différentes qui vont de l'avancement militant d'une idée au règlement de comptes, en passant par la confirmation d'une image de marque personnelle qui doit immédiatement, comme dans toute bonne publicité, être perceptible dans le titre. On n'est pas surpris que Michel Debré, « baron » intégriste du gaullisme, ait Une certaine idée de la France (1) que lacques Chaballa Palmas général Jacques Chaban-Delmas, général, rugbyman, tennisman et sprinter, nous apprenne qu'à chaque aurore renait son Ardeur (2), qu'un troisième « baron », Olivier Guichard, tout de calme et de mesure, s'accommode d'Un chemin tranquille (3) et qu'après avoir mis Cartes sur table (4), comme un autre multipliait les cactus, pour conquerir le pouvoir Michel Po-niatowski vise maintenant à Condutre le changement (5).

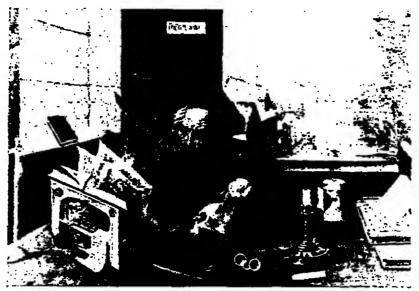
Dans l'opposition, les règles sont les mêmes. Il est dans l'ordre des choses que Pierre Mendès France ait légué comme leçon politique l'exigeante nécessité de *Choisir* (6), en rupture avec la grande tradition de la famille radicale selon laquelle, pour reprendre la célèbre formule du bon Dr Queuille, « Il n'y a pas de problème que l'absence de solu-tion ne finisse par résondre ». Robert Fabre avec Quelques baies de genièvre (7) nous restitue un peu de cette atmosphère d'école buissonnière et d'accents d'Occita-nie que les radicaux de gauche ont

héritée des « radicaux du Sud-Ouest » de la IV République. Etienne Fajon reprend un thème du combat actuel du parti communiste en rappelant, sur le communiste en rappelant, sur le fond rouge de la couverture de son livre: Ma vie s'appelle liberté (8). René Andrieu, rédacteur en chef de l'Humanité, confirme que son objectif et celui de ses camarades c'est, pour reprendre le vers d'Eluard, Du bonheur et rien d'autre (9). Pierre Juquin, membre du comité central, réaffirme que le communisme de notre temps c'est du comité central, réaffirme que le communisme de notre temps c'est maintenant le Sens du réel (10). On notera que ces trois ouvrages sont publiés chez des éditeurs « bourgeois », ce qui va certes réduire à peu de choses leur diffusion militante (celle-ci étant réservée, sanf exception, à la production des Editions sociales), mais montrera que les dirigeants communistes ne s'enferment plus désormais dans aucun ghetto, fût-il éditorial

Edouard Depreux qui, pour des raisons de principe, rompit avec la S.F.I.O. pendant la guerre d'Algérie pour se retronver dans le quasi-désert politique du P.S.A. puis du P.S.U., a laissé tout simplement les Souvenirs d'un militant (11). Mi-chel Jobert, qui prétend se situer politiquement « ailleurs », ne peut blen entendu faire moins qu'avoir un Autre regard (12).

Pour un éditeur, c'est générale-ment une excellente opération que de publier un homme politique conqu. Le public escompté est d'abord le « noyau dur » des mili-tants, à qui l'ouvrage sera recommandé dans les bulletins intérieurs de son parti, à qui il sera offert à la vente dans les fêtes, réunions, congrès, etc. Au-delà, on s'adres sera à tous les lecteurs friands de politique intérieure. Ils peuvent se chiffrer par milliers, voire par dizaines de milliers. C'est une facon de se remettre au premier plan, d'apparaître à la télévision, d'être interrogé à la radio, de faire l'ob-jet de comptes rendus dans la presse écrite. Les milieux de l'information et ceux de la politique vivent en constante symbiose; aussi un homme politique ou un journaliste bénéficiera-t-il a priori d'une « couverture » infiniment plus grande, même pour un premier ouvrage médiocre, qu'un romancler déjà chevronné ou un chercheur confirmé.

Il ne faut pas négliger non plus un certain aspect de « voyeurisme »: lire les souvenirs de M. X., c'est pénétrer dans l'intimité des grands de ce monde, connaître le dessous des affaires, s'intégrer au cercle magique » de la politique. C'est en tenant compte de ces différents facteurs que l'on va s'ef-forcer de classer en quelques catégories la quinzaine d'ouvrages récemment parus et où des hom-mes politiques français parlent d'eux-mêmes (on exclura donc romans, essais historiques ou théo-riques, d'ailleurs plutôt rares).



LEÇONS D'UNE VIE OU MEDITATION SUR LA MOET?

effectivement confondue avec celle de son parti, mais sa sensibilité affleure fréquemment, ne serait-ce que lorsqu'il évoque ses angoisses de père de famille sans nouvelles de son fils pendant quelques heures lors de la manifestation du 8 fé-vrier 1962 où, devant les grilles du metro Charonne, on denombra huit morts, tombés sous les coups de la police de M. Roger Frey, ministre de l'Intérieur. On peut aussi ranger parmi les chroniqueurs sereins Edgar Pisani qui évoque avec verve et entrain sa passion de gaulliste dans le Général indivis (16). C'était, il est vrai, quelques mois avant d'être réelu au Senat sous l'étiquette socialiste.

Les personnalités qui ont occupe des fonctions éminentes ont parfois quelque peine à s'en remettre et se posent désormais en recours.

Dans l'Ardeur, Jacques ChabanDelmas se reproche « d'aroir sousestimé la brutalité et les irrégularités de l'adversaire » qui l'a mis hors jeu en mai 1974. La politique est certes un sport, comme nous le rappelle l'ancien premier ministre, qui n'a pas de collaborateurs mais des « coéquipiers » et qui, lorsqu'on évoque devant lui la jeunesse de Valery Giscard d'Estaing, lance : « Sur l'état civil, je suis battu en effet. Mais, sur cent metres, ce serait peut-être autre chose. > Et, dans ce sport, on se relève difficilement de la « fragilité », surtout lorsque la « rigueur est cachée, je le concède, sous une vivacité, une ardeur de plaire... :

Michel Jobert est bien modeste. Ne pressentant pas qu'il irait un jour < monter un haut-parleur sur [sa] voiture pour aller autour des places des villages vers ceux qui voulaient [l']entendre : (12), il avait d'abord obstinement décliné le portefeuille de ministre des af-faires étrangères que lui offrait le Voilà comment, en crendant serayez toujours un arbre dans votre vie. Il vous tiendra compagnie partout, même à Manhattan.

Olivier Guichard, lui, ne donne pas dans l'emphase. Il a trop frèquenté les cabinets pour être impa-

président Pompidou en 1973. 4 Et hèlas! il revenait à la charge, rompant le silence en me deman-dant instamment de « lui rendre le service d'accepter ce poste. » vice :, on se constitue peut-être un destin national et en tout cas un mouvement politique qui, lorsqu'il tient congrés, inscrit sur ses banderoles : « Souriez, rous entrez dans le monde merreilleur du Mouve-ment des démocrates. > Le monde « d'ailleurs » ou de l'Autre regard a effectivement ses règles (y com-pris grammaticales) propres et on n'y est pas chiche en fortes maximes que lecteurs et militants pour-ront méditer tout à loisir : « Un conseil pourtant : si rous le pourez,

tient ou aigri. Il sait d'experience que e la part du jeu, de la puis-sance, est si grande dans la vie politique qu'elle facilite le succès des hommes de jeu et de puissance : les calculateurs et les aventuriers. > N'étant sans doute ni l'un ni l'autre, il poursuit placidement son Chemin tranquille, · où ne manquent pas les ornières et qui pourtant mène où l'homme doit aller ».

phoniques (Michel Jobert raconte qu'à un certain moment le bruit courait que — pour se protéger ! — Valéry Giscard d'Estaing et son fidèle lieutenant ne se parlaient qu'en anglais au téléphone...., poser au défenseur des libertes individuelles menacées par l'ordinateur, se déclarer préoccupé par les inculpations et internements abusifs, deplorer les sévices policiers et la multiplication des polices privées, n'était pas de nature à faciliter la tache du ministre de l'Intérieur de l'époque. Comme il est bien connu la société libérale avancée a mis fin à tous ces agissements, comme peuvent en temoigner les soldats et civils traduits devant la Cour de sûreté de l'Etat, les promoteurs du projet SAFARI, les militants ouvriers agressés par les miliants ouvriers agresses par les milices patronales et les travail-leurs immigrés expulsés au petit matin, Michel Poniatowski peut maintenant philosopher sereine-ment sur la meilleure façon de Conduire le changement.

François Mitterrand n'a pas les memes soucis. Ses chroniques reu-nies dans la Paille et le Grain (18) s'arrêtent au lendemain du 19 mai 1974 où il aurait e roulu sécher les yeux de ceux qui n'en peuvent plus d'attendre et d'espèrer ». Fort au-jourd'hui de ses succès électoraux. il devançait en quelque sorte l'éve-nement en annonçant : c Notre peuple a autre chose à faire que s'attarder. Moi aussi. »

Profondément chaleureux est le journal de l'année 1975 de Robert Fabre (7). On y découvre un hom-me resté simple, encore étonné de s'être trouvé placé sur l'avant-scène (même si son statut de troisième homme aux côtés de Georges Marchais et de François Mitterrand est un peu formel) et qui, le di-manche, tient le service des ur-gences dans sa pharmacie de Villefranche - du - Rouergue. C'est seulement dans les petites villes de province que la politique peut garder ce visage humain qu'il affectionne. Qui donc, parmi les hommes politiques, aurait la franchise un peu naīve d'écrire ce que tous ont du ressentir, un jour de victoire, quand bien même ils ne prétendaient vibrer que pour la France ou pour le peuple : c Comme mon père serait fier!

(1) Michel Debré, Une certaine idée de la France (Fayard, 1972). (2) Jacques Chaban-Delmas, l'Ardeur (Stock, 1975). (2) Olivier Guichard. Un chemin tran-quile (Planmarion, 1975).

(4) Michel Poniatowski, Cartes sur table (Payard, 1972). (5) Michel Poniatowski, Conduire le changement (Fayard, 1975). (8) Pierre Mendès Prance, Choisis (Stock, 1974). (8) Etienne Pajon. Ma rie s'appelle liberté (R. Latfont, 1975). (9) René Andrieu. Du bonheur et rien d'autre (Stock, 1975). (10) Pierre Juquin, le Sens du réel (Grasset, 1971). (11) Edouard Depreux, Souvenirs d'un militant (Fayard, 1972). (12) Michel Jobert, l'Autre regard (Grasset, 1976). (13) Roger Duchet, la République épin-glée (Alain Moreau, 1975).

(14) André Cornu, Mes républiques in-iscrètes (Jean Dullis, 1978). (15) Bigeard. Pour une parcelle de gloire (Pion. 1975). (16) Edgar Pisant, le Général indivis (Albin Michel, 1974). (17) Pierre Mendès France, La vérité guidait leurs pas (Gallimard, 1976). (18) François Mitterrand, la Paule e: le Grain (Flammarion, 1975).

Chroniqueurs et ci-devant L'AUTOMNE de leur carrière A ou déjà à la retraite, ayant définitivement renonce à l'exercice du pouvoir, certains peuvent prendre du recul avec sérenité. N'attendant plus de faveurs, ils recouvrent dant pins de laveurs, les récouvrent leur franc parler et ne se privent pas d'égratigner les personnages en place. Ainsi dans la République épinglée (13), Roger Duchet, ancien secrétaire général du C.N.I. (Centre national des indépendants) et l'un des faiseurs de rois de la Quatrième République, trace-t-il quelques portraits au vitriol et évoque-t-il des épisodes désoplants des intrigues des années 50. Le « mythe Pinay » y est mis en pièces par celui-là même qui l'avait suscité.

André Cornu, secrétaire d'Etat aux Beaux-Arts de 1951 à 1954, a attendu d'être octogénaire pour livrer, dans Mes républiques indiscrètes (14), quelques souvenirs.
Sans doute s'illusionne-t-il quelque
peu en croyant que les générations
futures retiendront étarnellement son nom comme restaurateur du château de Versailles. A côté de cette grande œuvre de sa vie poli-tique, une grande déception : n'avoir pas été élu président de la République en 1953. Il disposait pourtant de tous les atouts au dé-part : l'appui d'un grand nombre de ses collègues sénateurs, de ses

amis députés et une jeune épouse dont il pensait que « sa prestance et son charme feraient merreille à l'Elysée ». Las! Ayant découragé l'ardeur d'un sémillant dirigeant gaulliste, elle fit perdre à son mari les cent trois voix R.P.F. qui lui étaient nécessaires, et c'est René Coty qui, au treixième tour, accèda à la magistrature suprême.

Le général Bigeard ne songeait sans doute pas qu'il ferait plus tard une carrière ministérielle en écrivant en 1973 le manuscrit de Pour une parcelle de gloire (15). Evoquant en langage de chambrée sa carrière militaire bien remplie, il donne l'image d'un « p'tit gars d'chez nous » arrivé au sommet des honneurs, en restant proche du peuple. Est-il censé le représenter dans les consells de gouvernement, comme un O.S. représente les travailleurs manuels au cabinet de M. Stolern et les éboueurs le pro-létariat matinal et immigré aux petits déjeuners de l'Elysée ?

Etlenne Faion se demande dans son livre (8) ; « La vie d'un homme, ma vie, est-ce vraiment intéressant? ». Et il constate : « Je m'apercois, relisant parfois ce qu'il m'a été donné d'écrire au long de ma vie, que je ne me suis presque jamais exprimé à la première per-sonne du singulier. > Sa vie s'est Les oracles et les responsables

L ES oracles incarnent aux yeux de leurs partisans comme de leurs adversaires une rigueur oui commande le respect. On ne les soupconne pas d'ambitions vul-gaires. Michel Debre reconnait avoir exercé les fonctions de premier ministre « de façon assez autoritaire », mais l'autorité de l'Etat ne fait-elle pas partie d'Une certaine idée de la France? A lire ses entretiens avec Alain Duhamel, on découvre un homme véhément, pourfendeur de « l'immobilisme ou de la subversion, sans autre ambitant ». Aux éternels insatisfaits qui contestent notre société, il rappelle les progrès accomplis. Critique-t-on la « civilisation de la pollution », il clame : « A-t-on oublie les épi-démies de peste et de choléra, les tamines? >

De Pierre Mendès France, il est généralement admis qu'il a tou-jours fait passer ses principes avant toutes choses, n'ayant « pas èprouvé au même degré que tel autre l'ambition impatiente, lanci-nante du pouvoir, le goût du pou-voir » (6). C'est ainsi que, souffrant, Unefrence en mars 1973 une invesil refusera en mars 1973 une inves-titure qui lui eût sans nul doute rendu son siège de Grenoble conquis en 1967 et perdu pour une containe de voix en 1968. Sa ré-flexion sur l'homme d'Etat et le pouvoir, qui préface la série de portraits politiques de La vérité guidait leurs pas (17), est un vibrant plaidoyer en faveur de la démocratie, de la parole donnée, jusque dans leurs extremes conséquences: « Le suffrage universel a tous les droits, y compris le droit à l'ingratitude. » Qui pourrait dire si, comme de Gaulle renvoyé a Colombey en 1969. Pierre Mendès France n'eprouve pas une morose délectation de cette « ingrati-

Engagés dans l'action quotidienne, occupant le pouvoir ou le sentant à leur portée, les responsables ne souffrent d'aucun complexe, et leurs écrits ont une vigueur qui est le fait des hommes en prise

directe avec la réalité. Comptables à tout moment de leurs affirma-tions, sachant qu'elles seront, le cas échéant, utilisées contre eux par leurs adversaires, ils sont genéralement prudents et peu enclins, à l'inverse des « chroniqueurs », à faire trop de confidences inutiles.

Leur carrière politique est encore devant eux. Michel Poniatowski n'a eu que plus de mérite à publier Cartes sur table un an avant d'entrer au gouvernement et deux avant d'être le premier des mi-nistres. Dénoncer les écoutes télé-

### < Les Grands de ce monde >-

UAND elle procède d'un grand talent et d'une parfaite connaissance psychologique du milieu, la fiction politique est parfois plus instructive que la - vraie - réalité. A cet égard, le dernier roman de Bertrand Poirot-Delpech, les Grands de ce monde (1), nous apprend beaucoup sur les ressorts et les rituels de l'ambition politique.

Le livre, partie monologue intérieur d'un garda républicain préposé à l'Elysée, partie séquences où interviennent une demi-douzaine d'autres personnages, pourrait s'appeler - Sept jours en mai 1968 -, de l'effondrement apparent du régime au redressement ponctué par le discours de de Gaulle et la manifestation des Champs-

Quelques personnages résis : de Gaulle, Mendès France. D'autres qui ne sont pas véritablement - à clès - tant lls correspondent à des figures classiques de la V' République : Monsieur Frank, qui, derrière la - couverlure - d'un cabinet de gestion, la F.R.I.M.E., exerce ses activités de barbouze (il aurait soufflé à de Gaulle le - le vous ai compris - d'Alger): Astrid György, l'aristocrate gauchiste du septième arrondissement, ce quartier où - les tarés de droit divin et les bachoteurs de la compétence se retrouvent comme par hasard sur le même palier »; André-Jacques Henri-Duval, normallen et arriviste, ancien condisciple de Monsieur Frank. oul l'a introduit auprès d'un de Gaulle à la recherche - d'autres Giscard pour la relève - mais - des Giscard sans Poniatowski pour leur monter à la tête -. Bot Saint Rut, le promoteur, qui ne revendique - pas un passe-droit, le vous dis, justa

Témpin privilègie, en tant que chautleur de voiture officielle, des petitesses des grands de ce monde, le garde Tonio Manuelli sera aussi le dépositaire d'un secret d'Etat : ce n'est pas à Baden-Baden que de Gaulle est allé le 29 mai 1968, mais au mètro Balard, où Tonio lui a tenu compagnie.

Ecrit, on le sent, dans la jole, le roman de Poirot-Delpech est véritablement dévastateur : les lics, les modes, les impostures, les faux-semblants de la classe dirigeante et de ses amuseurs appointés y sont pourfendus avec entrain. L'espoir n'y est pas non plus absent : . Celul d'un village immense dont les cloches n'ont pas encore sonné, meis dont l'heure arrive, vous ne croyez pas ? -

(1) Bertrand Poirot-Delpech, les Grands de ce monde (Gallimard, 1976).

:.; ·

ASSADES

THIS PIR STOROLT D

EXCEPTIONNELLE

### « Le Projet espérance », de Roger Garaudy

Par YVES FLORENNE

ESPERANCE de Roger Garaudy est, on le sait, une espérance en quelque sorte totale, qu'on pent regarder, selon sa peute, comme contradictoire, merveilleusement unifiante, ntopique, réaliste transcendante, doublement impie et hérétique (à l'égard de deux religions inconciliables) ou tout simplement évangélique : puisqu'il possède l'espérance chrétienne et nourrit celle d'un communisme pur. On salt aussi qu'après une lougue marche sur une route traversée il a trouvé son cheminement égal et assuré entre Marx et Jésus.

C'est dans cette perspective que s'inscrit son « projet »; et comme il est donné pour un contre-projet, le seul salutaire, c'est que tous les autres élabores aujourd'hui sont, plus ou moins, des projets desespérance.

sont, plus ou moins, des projets desespérance.

Qu'on ne s'y trompe pas : ce projet-là est résolument terrestre, comme d'ailleurs le christianisme même de Roger Garaudy. Ce sont donc les périls mortels courus par cette terre et l'humanité dont elle est le lieu que l'auteur considère à son tour avec angoisse. L'angoisse « la plus grave », celle qui n'avait « jamais pesé sur les hommes » : celle de la survle de la planète. Pourtant, on s'étonne toujours d'une telle affirmation. C'est, au contraire, la fin de la planète et de l'homme terrestre qu' a toujours èté annoncée et qui est, pour les chrétiens, article de foi et même d'espérance. Seulement, il en est de cette fin totale comme de la mort : nous ne concevous pas qu'elle puisse être pour aujour-d'hui, ni même que cela nous concerne personnellement. Seulement les autres. Et, en l'espèce : les autres d'un lointain futur. Or nous pourrions bien y être.

faut saus doute une certaine force d'ame et d'ima-I gination pour accepter la pensée, et pent-être y trouver quelque exaltation. d'être les témoins de cette fin. les derniers hommes. Avec cette différence essentielle, cette nouveanté écrasante, que, cette fois, elle serait le fait de l'homme, non de Dien ou de la nature. Bref, comme tout le monde, Roger Garaudy ne prend en compte qu'un avenir quasi éternel, encore qu'il soit menacé de mort et serait en tout cas désastreux s'il s'inscrivait dans la trajectoire que le présent lui assigne.

D'allleurs, la « bombe » supposée neutralisée, c'est encore plus qu'il n'en faut pour nous détruire que l'énergie nucléaire « pacifique ». Le réquisitoire, ou plutôt la prophétie, vise encore des maux moins fondroyants mais leutement asphyxiants, tels que l'automobile, cette « vache sacrée », et tout ce qui fait de la société de croissance et de « stimulation systématique du désir » une « société criminogène » et suicidaire. Alors, la décroissance? Non, certes, mais une autre croissance. Ce sont. Dieu me pardonne, les mois mêmes croissance. Ce sont, Dieu me pardonne, les mots mêmes prononcés par M. Giscard d'Estaing, qui les avait empruntés, il est vrai, à Robert Lattès. Pour celui-ci comme pour Roger Garaudy, on imagine que ces mots-la ont un contenu un peu différent.

La critique porte sur les deux types actuels de société, dans la mesure où l'une et l'autre communient dans la mème « religion » de la même croissance, qui n'est que

croissance pour la croissance, avec des motivations et des critères exclusivement économiques, sans aucune « finalité humaine ». En outre, ou plutôt en conséquence, car tout est lié : dans ces deux sociétés apparemment opposées, toute décision vient d'en hant. L'échec est double et total : il n'y a pas plus de « libre entreprise » ici qu'il n'y a là de socialisme. Enfin, « il faut dire très clairement que dans un marxisme scientiste prétendant que tout problème humain peut être résolu « scientifiquement », dans un marxisme « unidimen-» sionnel » faisant de l'athèisme un dogme, cet athèisme devient un « opium du peuple ». Où il rejoint Santiago Carrillo — dans le P.C. espagnol actuel, Roger Garaudy serait à l'aise — déclarant que « le dogmatisme marxiste peut devenir un opium du peuple ». peut devenir un opium du peuple ».

TI faut donc revenir à la pureté de l'évangile — socia-liste. Sur cette pierre sera hâti le projet espérance. Il consiste d'abord à ramener l'inspiration et le fonc-tionnement de l' « en haut » à sa base. Et d'abord le marché: soustrait aussi blen à l'anarchie libérale et au despotisme non éclairé du profit qu'au dirigisme de l'Etat.

Il s'agit donc d'un projet autogestionnaire, qui est décrit avec précision, à partir d'une note de Michel Rocard. Alors. l'entreprise ne sera plus une « société de capitaux » mais une « société de personnes ». On pourra ensin parler de libre entreprise. Mais l'autogestion est le principe même de la démocratie, qui déborde donc l'économique, embrasse le politique et toute la vie sociale, instituée a la « démocratie directe et authentique, substituée à la « démocratie » déléguée.

sociale, institue partont la démocratie directe et authentique, substituée à la « démocratie » déléguée.

Roger Garaudy ne prétend pas écrire un traité ni formuler un programme : simplement, tracer des « pistes de réflexion ». Mais la fin, et les moyens qu'elle implique, sont très clairement définis et ne tolèrent pas le compromis. Les « fondements objectifs de notre espérance » sont solidement posés. Le projet est essentiellement porté par un triple pilier; une certaine conception : de l'homme, de l'histoire, de l'avenir. L'homme (le « sens de l'histoire » rejeté) étant le créateur de cette histoire — la sienne — et de cet avenir. Mais c'est ici qu'est mise en lumière l'idée-force (qui sera répudiée avec le plus de force aussi par les « dogmatiques ») de transcendance. Elle est dans la trame du livre entier, et définie dans les dernières pages. « non pas seulement attribut de Dieu, mais dimension essentielle de l'homme ».

Telle est l'esquisse vigoureuse du nouveau modèle de civilisation qu'il est urgent d'inventer et de choisir. Demain peut-être, après-demain surement, il sera trop tard. Pour que l'avenir soit, il faut s'arracher à une conduite qui fait de lui une « extrapolation suicidaire du présent ». Savoir concevoir et construire un vral socialisme, tel qu'il n'en existe pas même l'ombre, impliquant « la poursuite d'autres fins ». Autrement dit : des fins autres que la fin tout court.

fins autres que la fin tout court.

\* Bobert Laffont, Paris, 1976, 226 pages, 30 F.

#### AFRIQUE

### Rhodésie et Namibie, bastions menacés du pouvoir blanc

DEPUIS de longues années déjà, des guérilleros se battalent dans l'indifférence quasi générale contre le pouvoir blanc en Rhodèsie et en Namibie (ex-Sud-Ouest africain). Il aura fallu l'Indépendance du Mozambique et la guerre d'Angola pour que l'Occident prenne vraiment conscience de la situation explosive créée en Afrique australe en un siècle de colonisation. Pour le moment, l'Afrique du Sud — pièce maîtresse du système de domination blanche — gugne du temps en s'employant à règler le sort des deux derniers bastlons du colonialisme subsistant audelà de ses frontières, faisant pression delà de ses frontières, faisant pression sur son « ex-allié » de Salisbury, orga-nisant une mise en scène constitu-tionnelle à Windhoek.

Deux livres récents sur la Rhodésie et la Namibie, qui feront sans doute découvrir à un public européen non anglophone la situation réelle des populations africaines dans ces pays, montrent la fragilité de la cause qu'y défendent encore les tenants minoridéfendent encore les tenants minori-taires du pouvoir blanc.

Dans le Drame rhodésien (1), Roland Pichon rappelle que l'amendement Byrd avait permis au gouvernement américain de reprendre ses achats de chrome à la Rhodésie, au mépris des sanctions économiques imposées par les Nations unies. L'amendement est tentionre en rienger meis celen le present des parties en la present de la celent d les Nations unies. L'amendement est toujours en vigueur, mais ceia n'a pas empêché M. Kissinger, lors de sa récente tournée en Afrique, d'offrir ses bons offices pour aider à résoudre le problème rhodésien. Après les vaines tentatives de M. Wilson, puis de MM. Vorster et Kaunda, a-t-il vraiment l'intention de porter le coup de grâce au régime de M. Smith en Rhodésie? Toute l'histoire des rapports entre les colons de Rhodésie et la Grande-Bretagne, la nature de leurs liens avec l'Occident, fondés avant tout sur des intérêts économiques, doivent maintenant les inciter à prendre ce risque au sérieux.

au sérieux. A cet égard, Roland Pichon cite des propos révélateurs tenus par M. Charles-A. James, suppléant du secrétaire d'Etat, adjoint aux affaires africaines, qui déclarait, l'an dernier, qu'il faliait abroger l'amendement Byrd car cels pouvait « jouer mainte-

PROCHE-ORIENT

LES EMIRATS DU GOLFE ARABE. — Jean-

★ P.U.P., « Que sais-je? », Paris, 1976.

Rien de commun dans ce « golfe Arabe » (« que l'on appelle encore golfe Persique », dit l'auteur) entre les minuscules et pauvres émirats de Fujairah ou d'Umm-ai-Qaiwain, dont les quelques militers d'asbitants vivent misérablement de la pècha, et le riche Koweit auquel l'accumulation des pétrodollars permet de spectaculaires prises de participation dans des entreprises occidentales. Et, pourtant, n'a-t-on pas tendance à les considèrer tous comme les « nouveaux riches du pétrole » ?

L'un des mérites de ce petit livre, écrit par un professeur d'histoire et de géographie, est donc de nous montrer, emirat après émirat, comment chacun a su — ou n's pas pu — utiliser la « révolution du pétrole » pour s'engager dans is voie de l'industrialisation, réduire sa dépendance allimentaire à l'égard de l'étranger, lutter contre le chômage et l'analphabétisme, et créer les équipemente sociaux indispensables à l'amélioration du niveau de vie de leur population, que ce soit dans le cadre d'un Etat indépendant comme le Koweft, Qatar ou Bahrein, ou au sein de la Fédération des émirats arabes unis (F.E.A.U.) qui regroupe depuis 1971 les sept autres émirats du Golfe. C. T.

Jacques Tur

125 pages, 6,98 F.

nant un rôle vital pour assurer l'accès à long terme des entreprises américaines au chrome et aux autres minéraux de Rhodésie ». Juste retour du sort : les Européens de Rhodésie se voient aujourd'hui menacès par la logique de cette « politique de l'argent » qui n'avait jamais cessé montre le Drame rhodésien, de prévaloir sur la mission « civilisatrice » dont ils se réclamèrent dès leur arrivée. Mais s'ils dolvent cêder le pouvoir à

Mais s'ils dolvent cèder le pouvoir à la majorité noire, que sera alors le nouveau Zimbabwe? C'est la grande interrogation. À laquelle le livre exhaustif de Roland Pichon ne permet pas de répondre. Perpétuellement interdits et renaissants sous d'autres formes, leurs chefs contraints à l'exil ou emprisonnés, les mouvements nationalistes de Rhodésie, aujourd'hui fondus dans un Congrès national africain iul-même divisé, ont adopté des positions plus ou moins radicales pour mener la lutte de libération: mais longtemps coupés des populations dont lis se réclament, ils n'ont, jamais formulé de programme politique. L'expérience enseigne que la guérilla prolongée mène au durcissement des positions anti-impérialistes et à des choix idéologiques souvent influences par les alliances étrangères. C'est pourquoi le temps presse pour l'Occident en Rhodésie: si M. Kissinger a tiré les leçons de l'êchec angolais, va-li se contenter de la nomination, dans le gouvernement de M. Smith, de quelques Africains acquis au régime? Africains acquis au régime?

Le dossier de la Namibie, que présente Peter Fraenkel (2), fait
apparaître une cause juridiquement
perdue d'avance pour l'Afrique du
Sud, qui se trouve néanmoins mieux
armée pour la défendre que son voisin rhodésien. Cette fois c'est, en effet,
le géant économique et militaire du
continent africain qui administre un
territoire qu'il a pratiquement annexé
contre la volonté de l'ONU. La sévit
l'apartheid, et Pretoria s'efforce de
façonner un avenir à son avantage en
préparant la mise en place de « hantoustans » selon le système mis au
point pour l'Afrique du Sud ellemême et qui permettrait aux Blancs
de conserver les régions les plus riches.

Dans son introduction, l'auteur ne

Dans son introduction, l'auteur ne Dans son introduction, l'auteur ne pouvait mieux faire que céder la parole à M. Sean MacBride, commissaire des Nations unies pour la Namible, qui mêne une lutte dipiomatique active pour la cause dont il est chargé. Dans ce territoire, dit-Il, la situation est « bien pire » qu'en Afrique du Sud; « bien pire aussi que dans les anciennes colonies », et il cite, à titre d'exemple, l'extraordinaire déficience du système d'enseignement et de formation administrative. Peter Fraenmation administrative. Peter Fraenkel compète cette précision par des données historiques, diplomatiques et économiques, par une description des lois répressives et de la politique raciale.

Avec l'installation du M.P.L.A. au pouvoir en Angola, les guérilleros peuvent espèrer avoir les coudées plus franches de l'autre côté de la frontière namibienne. Mais le règime de M. Neto doit prendre garde d'aller trop loin dans le soutien qu'il leur accorde. L'Afrique du Sud de M. Vorster reste une plèce maitresse pour l'Occident : ses atouts sont sans commune mesure avec ceux du règime rhodésien.

MICHELINE PAUNET.

(1) Boland Pichon, le Drame rhodésien.
Résurgence du Zimbabus, IDOC-FRANCE,
librairie-éditions L'Harmattan, Paris, 1975,
247 pages, 30 P.
(2) Peter Fraenkel, les Namibiens, éditions Entente, coll. «Minorités », Paris,
1976, 147 pages, 29 P.

#### CINEMA

#### ANALYSE DE FILMS : ANALYSE DE SOCIETES. - Marc Ferro

\* Blachette, coll. a Pedagogles pour notre temps s. Paris, 1975, 136 pages, 28 F.

notre temps », Paris, 1975, 136 pages, 28 P.

Premier historien à considérer le cinéma comme source fondamentale pour l'étude des sociétés du vingtième siècle, Marc Perro part du postuist qu' « un l'ilm est histoire »; à le démontrer, il s'emploie régulièrement dans trois institutions : à l'Ecole pratique des hautes études où il dirige un séminaire sur « Société - histoire - cinéma », dans la revue des Annales où il publie ses textes théoriques, et ches Pathé-Cinéma où il achève de réaliser une série de films de muntage. Images d'histoire, destinés en particulier aux enseignants.

Accueillis très favorablement par les professeurs d'histoire, ces films de court mètrage demandaient toutefois un support théorique qui permit de mieux en déplier toutes les significations, toutes les richesses. C'est dans cette perspective pratique que Perro publie aujourd'hui cet ouvrage qui est à la fois une synthèse de ses positions théoriques et une démonstration pédagogique de celles-ci, en pais d'un catalogue raisonné des principaux films d'intervention historique diffusés en Prance et les moyens de se les procurer.

Dans la première partie, l'autour

paux films d'intervention historique diffusés en Prance et les moyens de se les procurer.

Dans la première partie, l'autour revendique svec force arguments le statut historiques du film (de fiction ou de documents); il explique l'importance que revêt le repérage exact de l'origine des documents filmiques et procure au lecteur quelques signes pertinents qui jui permettront de déceler d'éventuelles manipulations. Il rappelle la nécesaité de lier tout film à l'époque et à la société oui l'a produit. Il insiste sur le besoin de relever tous les lapaus qui out pu se gisser dans le cadre et de mesurer ainsi l'écart entre le projet du cinéaste et les démentis de l'image.

En analysant certains aspects de la Grande llusion et de Tchapaier. Marc Ferro montre que tout film, tout document filmé possède une richesse de connotations qui échappe à leur auteur et que, grâce aux mutations idéologiques et à de nouveaux concepts théoriques, nous pouvons facilement percevoir aujourd'hui. Ces connotations e témoignent qu'un film est toujours débordé par son contenu » et que ce déhordement autorise une autre lecture qui éclaire, mieux que bien des lextes, les contours complexes d'une société.

#### LE CINEMA AMERICAIN D'AUJOURD'HOL ---Théodore Louis et Jean Pigeon ★ Seghers, coll. « Cluéma 2000 ». Paris, 1975, 272 pages, 36 P.

1. R.

Un livre nécessaire, qui fait le point sur la production américaine depuis 1957 en analysant, sous un angle sociologique, trois aspects : les mécanismes économiques, les mutations esthétiques et les contonus fictionnels.

La dernière partie propose un dictionnaire de nouveaux réalisateurs et comédiens, ainsi qu'une filmographie très détailiée et presque exhaustive.

I. R. LR.

GHANGER LA VILLE, par Paul Granet (Grasset, Paris, 1975, 350 pages, 39 F): Comment donner aux villes une dimension humaine et faire cesser le scandale de la politique d'urbanisme sctuellement en vigueur en France.

### **EUROPE**

#### L'IRLANDE : IDEOLOGIE D'UNE REVOLUTION NATIONALE. — Maurice Goldring

\* Editions sociales, Paris, 1975, 126 pages, 18 F. Maurice Goldring, déjà auteur de l'excel-

lent Drume de l'iriande (Bordus, 1973) s'attaque su cœur même de l'énigme qui déroute tous les analystes de l'firlande : la persistance, dans le dernier quart du vinctième siècle, de conflits où le polds de l'histoire, quand ce n'est pas celui de la mythologie, semble l'emporter sur l'importance des enjeux immédiats. Il examine le contenu social des revendications nationales et le contenu national des luttes sociales sans vouloir nier l'un ou l'autre, comme le font trop de « théoriclens » arant tout soucleux de se sècuriser en plaquant sur une réalité complexe une grille d'interprétation déjà éprouvée.

une grille d'interprétation déjà éprouvée.

La période retenue est celle qui s'ètend de 1880 aux années 1920, entre les débuts de la renaissance culturelle iriandaise et la fin de l'union avec l'Angieterre. C'est à ce moment que se créent les modèles culturels, les représentations que les intellectuels l'indais veulent donner de leur pars, en privilégiant systèmatiquement un idéal au détriment de la réalité (façon aussi de se réapproprier une histoire que le colonisateur leur a niée); une Iriande gaélique, rurale, domaine des poètes et cimetière des héros. Maurice Goldring montre brillamment comment cette idéologie nationale anti-angiaise, rêvée plus que vécue, est en même temps un puissant agent du conservatisme social. Il explique aussi, au passage, pourquoi l'insurrection de Dublin de Pâques 1916 a largement échoué en raison de positions anti-ouvrières des dirigeants nationaux. Ce remarquable outragé (dont la conclaion et le style allègre ne sont pas les moindres mérites) donne les éléments pour saisir un présent en symbiose permanente avec le passé, car, comme le dit l'auteur. « en Iriande, l'évolution a tou-jours le masque de la tradition, le pays avance à reculons, les yeux l'ixés en arrière ».

### LE PROBLEME NATIONAL CATALAN. — Jaume

Rossinyol \* Mouton, Paris, 1975, 712 pages, 88 P.

Denuis la mort du général Franco, la Catalogne du Sud est devenue le fer de lance du mécontentement des Espagnols.

Catalogne du Sud est devenue le fer de lance du mécontentement des Espanols. L'ouvrage de Jauma Rossinyol, qui posside toute la rigueur d'une thèse universitaire pour un doctorat de droit, explique tes causes profondes et spécifiques des revendications catalanes.

L'auteur décrit méthodiquement l'itinéraire historique du fait national catalan; il déroule avec minutie et aménité l'ensemble des données géopolitiques et insglistiques, commente les indicateurs socio-économiques et relève dans tous les domaines l'affirmation constante de vouloir-ètre catalan.

Il démontre définitivement qu'avec sept millions d'hommes pariant une langue parfaitement différenciée, crésteurs d'une riche culture littéraire, architecturale, picturale, musicale... la Catalogne constitue sans conteste une nation; et même d'après le préfacier de l'ouvrage. M. Guy Héraux, « une nation plus homogène que la Finlande ou la Roumanis ». Après avoir souligné toutes les oppressions politiques, culturelles, économiques cont la Catalogne au cours des sécles à été l'objet, fauma Rossinyol expose les modèles politiques qui permettralent le pieln épanouissement de la nation catalane Dans un but constructif et avec un sonci de sérènité, l'auteur écarte la couveraineié absolue »; il estime plus realiste, dans un premier temps, de lutter pour l' « indépendance dans le cadre d'une fédération hispanique ». Il propose toutefols une large fédération suropéenne comme seule perspective politique » Il propose toutefols une large fédération suropéenne comme seule perspective politique qui garantirait définitivement les libertés catalanes et permettrait enfin la réunification de tous les Catalans, « ceux de Perpignan et ceux de Barcelone ».

Le sérieux de ce travail, la clarté et l'aispance de l'exposé, l'Intérêt des thèses de l'auteur ét l'importance connidérable de l'appareil bibliographique font de cet ouvrage un outil désommis indispensable pour toute approche documentée des problèmes catalans.

### SOCIALISME

LE SOCIALISME DU SILENCE - Pierre Daix.

LE SOCIALISME DU SILENCE — Pierre Daix.

\*\* Senil. Paris. 1976, 288 pages, 35 F.

Pierre Daix a constaté que le « socialisme soviétique » était un « problème
maudit ». Maudit, en ce sens que tout
ie monde s'en est détourné, et que la
recherche historique sur le sujet est rare.
Jusqu'en 1936, très peu d' « effractions »
dans le mur du silence. De toute taçon,
la vérité s été refusée. Or il semble que
les brèches ouvertes assez récemment,
apparenment béantes, secrètent le matériau qui étéve un autre mur : « L'anclen
stalinisme avait bonne conscience, te
nouveau mauvaise, — sans que cela
change rien. »

Ce non-changement est, au fond, l'objet
même du livre, portant sa conséquence :
la nécessité du changement fondamental.
Il s'agit, pour Pierre Daix, comme pour
Medvedev, que les communistes solent
« les juges les plus intransigeants de leur
propre histoire ». Dans la mesure oû elle
se confond avec celle de l'Union soviétique, Pierre Daix « rafraichit » et expose
ensemble toutes les effractions au
« mur » : du pacte avec fitter, sux
« décombres » éclairés par Soljenitsyne, et
que « nous nous obstinons à prendre
pour l'avenir ». Reste la source, el elle
n'a pas été empoisonnee; reste Marz,
« s'li n'est pas mort à Petrograd ».

Y. F.

### LE SOCIALISME SANS VISAGE. - Thomas

\*\* P.U.F.. Paris, 1975, 198 pages, 38 F.

Qu'il soit ou non dans le vral. Thomas
Moinar est, à coup sûr, à contre-courant.
Alors qu'on a cru et continue d'espérer
dans uns évolution. à long terme convergente, des systèmes libéraux et maristes
vers un « socialisme à visage humain ».
l'auteur aperçoit, lui, l'avènement d'un
» socialisme sans visage », impersonnel,
pen soucieux de théorie et d'idéologie,
imposant durement un certain fonctionnement. Et cette évolution déplorable
serait le fruit non pas de la tyrannie de
l'État, mais de son affablissement :
même dans les régimes socialistes où le
confiscation par le parit est analogue à
la mainmise des groupes de pression et
des « léodalités » dans les sociétés capitalistes. D'où la constitution — visible
dans le tiers-monde — « du tiers modèle », qui n'est pas encourageant. Le
livre non plus. \* P.U.F., Paris, 1976, 198 pages, 38 F.

● L'EUROPE TECHNICIENNE - REVO-LUTION TECHNIQUE ET LIBRE ESSOR INDUSTRIEL EN EUROPE OCCIDEN-TALE DE 1750 A NOS JOURS, par David S. Landes (Gallimard, Paris, 1975, 175 pages, 135 F).

Une Amérique inconnue, ambigüe, en proie à ses contradictions.

Deux siécles d'Amérique

De la première présidence de Georges Washington au scandale de Watergate, c'est le même drame qui continue à se jouer.





## DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

#### ONU

Au Conseil de sécurité: condamnation de l'agression sud-africaine en Angola...

Te Conseil de sécurité a condamné le 31 mars par 9 voix et 5 abstentions (Etatz-Unis, Royaume-Uni, France, Itulie, Japon), la Chine ne participant pas au vote, l'agression de l'Afrique du Sud contre la République populaire d'Angola. La réunion du Conseil avait été demandée par le Kenya au nom du groupe africain

demandee par le Kenya au nom du groupe africain.

Le Conseil a également exigé que l'Afrique du Sud s'abstienne d'utiliser le territoire international de la Namibie pour monter des actes de provocation ou d'agression contre la République populaire d'Angola ou tout autre Etat africain voisin. Il a demandé, d'autre part, au gouvernement sud-africain de faire droit aux demandes d'indemnisation de l'Angola pour les dommages qui lui ont été infligés.

Dans son préambule, la résolution réaffirme le principe suivant lequel aucun Etat ou groupe d'Etats n'a le droit d'intervenir dans les affaires intérieures ou extérieures des autres Etats. Il rappelle aussi le droit de chaque Etat, dans l'exercice de sa souveraineté, de demander l'assistance auprès d'un autre Etat ou d'un groupe d'Etats.

Les cinq pays qui se sont abstenus ont fait valoir que la résolution ne fait aucune réfé-

groupe d'Etats.

Les cinq pays qui se sont abstenus ont fait valoir que la résolution ne fait aucune référence aux autres interventions étrangères en Angola. La Chine, pour sa part, a jugé que le texte peut être utilisé a par une superpuissance pour continuer son agression en Angola ».

...extension des sanctions contre la Rhodésie...

D'autre part, le Conseil a décidé à l'unanimité le 6 avril d'étendre les sanctions obligatoires contre la Rhodèsie pour y inclure les assu-rances, les noms commerciaux et les franchises rances, les noms commerciaux et les franchises commerciales. Parruiné par les quinze membres du Conseil, la résolution demande à tous les pays membres de l'ONU de prendre des mesures pour que leurs ressortissants et les personnes se trouvant sur leur territoire n'assurent pas les marchandises et les produits qui auront été exportés de Rhodésie après la date de la présente résolution ou les produits destinés à y être importés. Le texte leur demande aussi de ne pas assurer les marchandises détenues en Rhodésie en violation de l'embargo de 1968. Les quinze membres du Conseil ont décidé en outre que tous les Etats prendront les mesures voulues pour empêcher leurs ressortissants de conréder le droit d'utiliser un nom commercial ou de contracter un accord de franchise avec toute entreprise commerciale, industrielle ou de services publics établie en Rhodésie.

...et injonction à Djakarta de retirer ses troupes de la partie orientale de Timor

Au terme d'un débat qu'il avait entamé le 12 avril, le Conseil de sécurité a demandé le 22 du même mois à l'Indonésie de retirer sans délai toutes ses troupes de la partie orientale de Timor. La résolution a été votée par 12 voix et avec 2 abstentions (Btats-Unis et Japon), le Bénin n'ayant pas pris part au vote. Le secrétaire général est en même temps prié d'inviter son représentant spécial à poursuivre sa mission et ses consultations avec les parties intèressées.

SITUATION AU LIBAN. — Le 30 mars, M. Kurt Jaidheim, secrétaire vénéral des Nations unies, a Waldheim, secrétaire général des Nations unies, a adressé une lettre su président du Conseil de sécurité pour attirer son attention sur « la gravité de la situation au Liban ». Il estimait alors que « l'ampleux de la tragédie et les conséquences qu'elle risque d'entraîner » pouvaient mettre en danger la paix dans cette région du monde.

SAHARA OCCIDENTAL. — II. Oloj Rydbeck, envoyé spécial de II. Waldheim, a entrepris une deuxième mission sur le Sahara occidental le 28 mars. Il s'est rendu en Espagne et en Algérie mais a jait savoir, dans une conférence de presse, le 7 avril, que Rabat et Nouakchott avaient refusé de le recevoir.

Rabai et Nouakchort araient refuse de le recepoir.

DROITS DES PALESTINIENS. — Le représentant de l'Organisation de libération de la Palestine s'est opposé à une proposition fatte le 30 mars par le représentant de la Tunisie devant le comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien et qui visalt à inviter le secrétaire général d'aire connaître ses vues sur les travaux du comité. La proposition a été retirée. D'autre part, le comité a exigé la cessation immédiale de toute répression contre la population palestinienne dans les territoires occupés.

DECOLONISATION. — Chardée par le comité de la décolonisation d'enquêter dans les pays voisins de la Rhodésie et de la Namibie sur les événements concernant ces deux territoires, une mission est partie le 12 april pour Londres d'abord, puis pour la Tanzanie, la Zambie, le Botswana, le Mozambique et l'Ethiopie.

NAMIBIE. — Le comité des Nations unies pour la Namible a étu trois vice-présidents le 18 mars, et désigné la Roumanie comme nouveau membre du comité. Il a. ensuite, arrêté son programme de travail qui comprend trois principaux chapitres : participation de la Namible aux organisations et conférences internationales; activités des proupes étrangers en Namible; programmes d'assistance en javeur du territoire.

L'institut des Nations unles pour la Namible a. d'autre part, ouvert sa troisième session le 7 acril de Lusaku.

APARTHEID. - Réuns le 14 certi, le comité contre APARTABLE. — Relatif to terra, le constitue de la repartició s'est préoccupé de la collaboration entre Israèl et l'Afrique du Sud. Il a décidé d'étudier, à su prochaîne réunion, une proposition soudanaise demandant un examen détailé du problème. D'autre part, le comité s'est prononcé en laveur d'un envoi de lettres aux Etals-Uit, è l'O.IT, et aux grands syndicats internationaux pour aitirer son attention sur les conditions de travail en Afrique du Sud.

DISCRIMINATION RACIALE. — Le comité pour l'élimination de la discrimination reciale a tenu su treixième session à Genève du 29 mars en 16 avril. CONSEIL DE TUTELLE — Une mission du Conseil de tutelle l'est rendu, cu cours des dernières somaines, dans le territoire sous tutelle des lles du Paoifique. Elle anat été chargée d'y examiner les mesures prises en ce qu'i concerne l'avenir du territoire.

REDUCTION DES BUDGETS MILITAIRES.— Chargé de préparer un repport sur divers problèmes concernant la réduction des budgets militaires, d l'intention de la trente et unième session de l'Assemblée cénerale, le groupe d'experts sur la réduction des budgets militaires a term sa première session à Genère du 22 au 26 mars, Deux autres

### NATIONS UNIES ET INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES A VOCATION MONDIALE

réunions sont prévues apant la session de l'Assemblée. CRISE FINANCIERE. — Le comité de négociations sur la crise linancière de l'ONU a ouvert sa première session le 14 mars, et devait poursuiore ses travaux fusqu'au début de mai. Il est chargé d'examiner les moyens de parvenir à un régionnel d'ensemble de cette crise.

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL. — Le Conseil économique et social des Nations unies a commence les trapaux de sa soixantième session le 13 avril. L'ordre du jour est plus spécialement consacré aux problèmes sociaux et aux droits de l'homme. On trouvers un bre! résumé des travaux qui doivent se poursuivre jusqu'au 14 mai dans le prochain numéro du Monde diplomatique.

DROIT DE LA MER. — La conférence des Nations unles sur le droit de la mer, qui tient se troisième session à New-York depuis le 15 mars, a débatiu en séance plénière, dans le courant d'avril, des procédures à suivre pour le règlement des différends, puis de l'utilisation pacifique de l'espace océanique. DROIT COMMERCIAL INTERNATIONAL. — La commission pour le droit commercial international consecre sa neuvième session, qui s'est ouverte à New-York le 13 avril, à la réglementation internationale des transports maritimes et à l'arbitrage commercial international.

commercial international.

PROGRAMME POUR L'ENVIRONNEMENT. —
Réuni à Natrobt du 30 mars au 14 avril, pour les
travaux de sa quatrième session annuelle, le conseit
des pouverneurs du Programme des Nations unies
pour l'environnement a passé en revus les activités
en ce domaine. Il s'art aussi préoccupé des difficultés financières qui menacent d'entraver la poursuite de ses activités.

BSPACE EXTRA-ATMOSPHERIQUE. — Le sous-comité scientifique et technique du comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphé-rique a tenu sa tretuème session à Genève du 22 mars au 7 spril. Ses travaux ont surfout porté sur la télédétection de la terre par satellite et sur le rôle des Nations unies dans ce domaine.

e REFUGIES. — A l'invitation du gouvernement de Luanda, une mission du haut commissariat pour les réfugiés s'est rendue en mars en Angola pour discuter du programme d'assistance humanitairs et de réinstallation des personnes déplacées.

— Le haut commissariat a, d'autre part, ennoncé que le montont des contributions en juveur de son programme de rapariement de réfugiés du Mozambique s'élevait au 30 mars à 5 millions de dollars. Il y a un an, il avait fixé comme objectif 7.1 millions de dollars.

— Le 9 auril, le haut commissaire a attiré l'attention des gouvernements sur l'œuvre entreprise au bénéfice des réfugiés du Sahara occidental en Algérie, les invitant à fournir des contributions spéciales.

• EMFANCE, — Le Fonds des Nations unes pour

ENFANCE. — Le Fonds des Nations unes pour l'enfance à annoncé, fin mars, une vagie campagne de vaccination en Ethiopie.

### Commission économique pour l'Europe

Les travaux de la trente et unième session

Les délégués des trente-quatre pays membres l'pays européens, Etats-Unis et Canada) de la Commission économique des Nations unies pour l'Europe (C.E.E.-ONU) ont participé aux travaux de sa trente et unième session réunie à Genève du 30 mars au 9 avril. M. Gerhard Hahn (R.D.A.) a été étu président de le Commission. de la Commission.

de la Commission.

La réunion a passé en revue la situation économique de l'Europe et, surtout, elle a examiné l'orientation des activités futures en tenant compte des résultats de la conférence tenant compte des resultats de la conference d'Helsinki sur la sécurité et la coopération en Europe. Une résolution a d'alleurs été adoptée à ce sujet, affirmant la détermination des gouvernements membres de mettre en œuvre les dispositions pertinentes de l'acte final de la conférence d'Helsinki en apportant les adaptations appropriées au programme de travail de la C.E.E.-ONU. La Commission a aussi décide d'attention avec soin le proposition de

de la C.E.E.-ONU. La Commission a aussi décidé d'étudier avec soin la proposition de l'Union soviétique d'organiser en U.R.S.S. un congrès sur l'énergie. D'autres décisions concernent la coopération en Méditerranée, le tourisme, l'ènergie, l'auto-matisation, la normalisation, les industries mécaniques et électriques, etc. La prochaine session aura lieu du 18 au 29 avril 1977.

. COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE.

A l'issue d'une réunion tenue à Addis-Abeba du
15 au 18 mars dernier. A a été décidé de Créer une
organisation régionale airicaine de normalisation;
l'acte constitutif a été adopté. Dans l'attente de la
première réunion constituante, en janvier 1977, un
comité au sein de la commission économique des
Nations unies pour l'Airique se chargera des
confacts.

LA COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'ASIE
a tenu sa session annuelle à la fin du mois de mars
à Bangkok.

### **UNESCO**

Première conférence des ministres de l'éducation physique et du sport CONSIDERANT l'éducation physique et le cation permanente, la première conférence des ministres responsables de ces deux disciplines, réunis à Paris du 5 au 10 avril, a adopté à l'unanimité une résolution invitant l'Organisation des Nations unles pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) à les incorporer de manière plus conséquente a dans ses science et la culture (UNESCO) à les incorporer « de manière plus conséquente » dans ses futurs programmes et à leur accorder la même attention qu'à ses autres activités dans les domaines de l'éducation, de la science, de la culture et de la communication.

La conférence recommande également que soit examinée la possibilité de crèer au sein de l'Overgieries une « structure permanente »

l'Organisation une « structure permanente » pour assurer la coordination d'une coopération entre les pays membres et la communication multilatérale des informations.

CONSEIL EXECUTIP. — Le conseil exécutif de l'UNESCO a ouvert à Paris, le 36 avril, les travaux de sa quatre-vingt-dur-neuvième session, qui doit se prolonger jusqu'au 28 mai. IMPORTATIONS D'OBJETS DE CARACTÈRE CULTUREL. - Réuni à Paris du 22 au 30 mars,

un comué de techniciens et de juristes de cin-quante-quatre pays à adopté un projet de protocole modifiant l'accord de 1956 sur l'importation d'objets de caractère éducatil, scientifique ou culturel. Ce projet, qui seru soumis à la prochaine conférence générals de l'UNESCO, encourage la circulation de l'information d partir des pays en vote de dévelop-pement et assure, dans ces pays, la protection d'industries de production de matériels sportifs, d'instruments de musique et de machines servant à la production de l'irres.

#### Santé

Publication du rapport annuel

Publication du rapport annuel

Une totale remise en cause des relations entre
la collectivité et les services de sante est
nécessaire pour satisfaire aux besoins de santé
de millions d'individus encore insuffisamment
protégés dans le monde. Cet avertissement est
lancé par M. Halfdan Mahler, directeur général
de l'Organisation mondiale de la santé (OMS.),
dans son dernier rapport annuel intitulé Activité de l'OMS. en 1975. Le Dr Mahler rappelle
que les besoins de santé urgents des pays en
voie de développement ont pour origine « la pauvreté, les infections, la mainutrition, et la sousalimentation, l'absence d'eau potable aisément
accessible et les muittples dangers liés à l'environnement», et qu'il n'est guère possible de
parer à des meusces de cet ordre en recourant
aux techniques classiques.

- L'OMS. avait chaisi « Prèvoir et prévenir la cécité » comme thême de la Journée mondiale de la santé, qui u été célébrée le 7 avril.

- Le Dr Adetokunho O. Lucas (Nigéria) a été nommé au mois d'avril, au poste de directeur du programme spécial de recherche et de formation concernant les maladies tropicales.

- Le bureau régional de l'O.M.S. pour l'Europe a réuni, du 12 au 14 avril à Bruxelles, un groupe d'experts chargé d'évaluer les risques d'absorption par l'homme des contaminants microscoplaves par l'homme des contaminants microscopiques contenus dans l'eau et dans les aliments.

### **F.A.O.**

Le comité de la sécurité alimentaire estime les stocks de céréales insuffisants

insuffisants

C REE par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (F.A.O.) à la suite de la conférence mondiale de l'alimentation de 1974, le nouveau comité de la sécurité alimentaire mondiale a tenu sa première session début avril à Rome. L'une de ses tâches principales est d'évaluer les stocks actuels et à venir, et de voir s'ils suffisent à assurer un apport régulier de denrées alimentaires de base pour répondre à la demande sur les marchés mondiaux et intérieurs et, notamment, pour satisfaire les besoins de l'aide alimentaires en période de mauvaise récolte et de graves pénuries.

pénuries.

A cet égard, le comité a souligné que les réserves totales de céréales (non comprises I'U.R.S. et la Chine pour lesquelles on n'a pas de renseignements) représentent les 12 % de la consommation mondiale annuelle, blen au-dessous du niveau de sécurité minimal qui a été estimé par le secrétariat de la F.A.O. à 17-18 % de la consommation annuelle.

Si la situation alimentaire mondiale s'est améliorée l'année dernière, la marge étroite qui persiste entre excédents et pénuries ne permet pas d'écarter le risque de graves pénuries en cas de mauvaises récoltes en 1976.

RIZ. — Le groupe intergouvernemental de la FA.O. sur le riz, qui a tenu sa diz-neuvième session à Rome début avril, a recommandé une action concertée pour constituer des stocks.

BLE ET CERRALES SECONDAIRES. — Selon une estimation de la F.A.O., la production mondiale de blé et de céréales secondaires pourruit progresser de 7% en 1976 par rapport à 1975. La F.A.O. prévoit une production totale, en 1976, de 384 mülims de

tonnes (contre 353 en 1975) et de 700 millions de tonnes de céréales accondaires (contre 682 t'année dernière).

dernière).

NUTRITION. — Une première norme internationale pour les préparations pour nourrissons a été élaborés par la commission du Codez Alimentarius, organe des Nations unies, patronné à la jois par la F.A.O. et par l'O.M.S. Valable pour les nourrissons jusqu'à l'âge de douse mois, cette norme a été élaborée en raison de l'usage croissant des succédanés de lait maternel (bien que la préambule eu projet de norme souligne que l'allattement au sein est toujours préférable dans la mesure du possible). est toujours préjérable dans la mesure du possible).

PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL. — Dans un discours prononcé le mois dernier devant le comité du Programme alimentaire mondial (PAM) intitulé à présent « Comité des politiques et des programmes d'aide alimentaire ». M. Francisco Aquino, directeur exécutif du Programme, a indiqué que son organisme spait l'intention de consacrer 500 millions de dollars d'aide alimentaire cette année à des projets de développement économique et social et 60 millions de dollars d'aux besoins alimentaires d'urgence des populations allectées par des catastrophes.

### Organisation des Nations unies pour le développement industriel

Des mesures de réorganisation

Des mesures de réorganisation

Conformement aux recommandations
cadoptées lors de la conférence de Lima
(Pérou) en mars 1975, l'Organisation des Nations
unles pour le développement industriel (ONUDI)
a été l'objet d'une réorganisation destinée à lui
permettre de « mieux répondre aux besoins des
pays en développement, et en particulier à ceux
des pays les moins avancés, pour lout ce qui
touche à la promotion de l'industrialisation et
à l'instauration d'un nouvel ordre économique
international », et le personnel a été affecté aux
nouvelles divisions et sections de l'Organisation.
M. Abd-El Rahman Khane, directeur exècutif,
a en effet constitué deux divisions relevant
directement de son cabinet: la division de la
coordination des politiques (dont le directeur
est M. Edward Napoliello) et la division des
services de conférences, de l'information et des
relations extérieures (dont le directeur est
M. Almany Sylla). En outre, M. Khane a crèé
le Centre international d'études industrielles
(dirigé par M. Azmi A. Affil), la division des
opérations industrielles (dirigée par M. George
Voilk') et la division des services administratifs
(dirigée par M. Anders Risholm) (dirigée par M. Anders Risholm)

D'autre part, le comité intergouvernemental plénier chargé de rédiger l'acte constitutif transformant l'ONUDI en une institution spécialisée a tenu sa deuxième session au mois de mars à Vienne

\* AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE ATOMIQUE. — Plus de trois cent cinquante représentants de trante-deux pays ou organisations internationales ont participé au colloque sur la gestion des décheis radio-actifs propenant du cycle du combustible nucléaire, qui a en lieu d Vienne du 22 au 25 mars. Ce colloque a été organisé conjointemen: par l'Agence internationale de l'énergie atomique (ALEA.) et l'Agence de l'O.C.D.E. pour l'énergie nucléaire (A.E.N.).

— Egalement sous l'égide de l'A.I.E.A. et de l'A.E.N., s'est tenu à Vienne, du 29 mars au 2 avril, un colloque international sur la prospection des gisements de minered d'uranium, qui a recommandé la création d'un groupe d'experts chargé de donner des avis sur les étades et les réalisations d'entre-prendrs pour assurer la découserle de réserves d'uranium capables de satisfaire aux besoins prévisibles de l'industrie nucléo-électrique.

• ORGANISATION INTERGOUVERNEMENTALE

 ORGANISATION INTERGOUVERNEMENTALE
CONSULTATIVE DE LA NAVIGATION MARITIME.

Le bureau régional pour l'Amérique laine de
l'Organisation intergouvernementale consultative de
la navigation maritime (O.M.C.I.) a été inauguré

L'ALLE L'ALLE L'ALLE L'ALLE L'ALLE L'ALLE L'ALLE
L'ALLE L'ALLE L'ALLE L'ALLE L'ALLE L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE
L'ALLE le 18 mars d Rio-de-Janetro (Brésil) par M. G.P. Srivastava, secrétaire général de l'organisation. — Le 17 mars, le Portugal est devenu le quatre-vingt-quatorzième membre de l'O.M.C.I.

e ORGANISATION DE L'AVIATION CIVILE INTERNATIONALE — M. Yres-Maurice Lambert (France) a été nommé secrétaire général de l'Organisation de l'aviation civile internationale, en remplacement de M. Assad Rotaite (Liban). Il prendra ses fonctions au cours de l'été.

### ORGANISMES FINANCIERS D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

### Fonds monétaire international

Dernières transactions au titre du mécanisme pétrolier

E Fonds monétaire international (F.M.L) a annoncé le 1" avril les dernières transac-tions effectuées au titre du mécanisme pétrotions effectuées au titre du mécanisme pétro-lier 1975. Dix pays ont ainsi acheté au total l'équivalent de 371 530 000 000 droits de tirage spéciaux (D.T.S.) ainsi réparts: République arabe d'Egypte: 11 490 000 D.T.S.; Finlande: 115 110 000 D.T.S.; Mall: 3 990 000; Marco: 18 000 000: Mauritanie: 1 930 000; Philippines: 55 160 000; Turquie: 91 490 000; République démocratique populaire du Yémen: 7 420 000: Yougoslavie: 56 150 000; Zamble: 10 790 000.

En donnant leur accord, les administrateurs se sont livrès à un examen final du mécanisme pétrolier 1975.

10 790 000.

Relèvement des quotes-parts et projet d'amendement des statuts Le conseil des gouverneurs a voté le 22 mars

Le conseil des gouverneurs à vote le 22 inais une résolution en faveur du relèvement des quotes-parts : le montant total de ces quotes-parts passe de l'équivalent de 29.2 milliards de D.T.S. à l'équivalent de 39 milliards de D.T.S. Cette déciston ne devait prendre effet qu'après l'adoption du projet d'amendement des statuts du Fonds sur lequel le conseil des gouverneurs était invité à se prononcer avant le 30 avril.

ACHATS DANS LE CADRE DU MECANISME COMPENSATOIRE — Une série d'achais ellectués dans le radre du mécanisme de linaucement compensature une été approuvés en mars et avril :
Zalre (23 mars) : achat d'un montent en monnaies étrangères équivalant à 56,5 millions de D.T.S. (10 millions de D.T.S. en yens japonais, 6,5 millions de D.T.S. en ilorins néerlandais, 4 millions de D.T.S. en dollars) :
Argentine (28 mars) : achat d'un montant en monnaies étrangères équivalant à 110 millions de D.T.S. (47,5 millions de D.T.S., 32,5 millions de D.T.S. en dollars et 30 millions de

D.T.S. en dollars et 30 millions de D.T.S. en dentschemarks);
Uruglusy (29 mars): achal d'un montant équiD.T.S. (16 millions de D.T.S. en jrancs belges, 10 millions de D.T.S. en gens japonais, 5.3 millions de D.T.S. en dollars canadiens);
Turquie (1° abril): achat d'un montant équivalant en monnaies étrangères à 37,75 millions de D.T.S. en dollars:
Philippines (2 april): cchat d'un montant équivalant en monnaies étrangères à 77,5 millions de D.T.S. (30 millions de D.T.S. en gens japonais. 30 millions de D.T.S. en dollars, 17.5 millions de D.T.S. en bolicars vénézvéliens!;
Tauzanie (2 april): achat d'un montant équivaiant en monnaies étrangères à 21 millions de D.T.S. (11 millions de D.T.S. en dollars canadiens, 7,9 millions de D.T.S. (11 millions de D.T.S. en dollars canadiens, 2,1 millions de D.T.S.);

Mauritanie (2 avril): achat d'un montant équivalant à 6,5 militans de D.T.S. en francs français; Ouganda (6 avril): achat d'un montant équivalant en monnaiss étrangères à 20 militans de D.T.S. (10 militans de D.T.S. en schillings autrichiens, 10 militans de D.T.S. en dollars); Maroa (6 avril): achat d'un montant équivalant en monnaies étrangères à 56,5 militans de D.T.S. (40 militans de D.T.S. en dollars, 12,5 militans de D.T.S. en deutschemarks, 4 militans de D.T.S. en dinars kouettens).

TIRAGE DES PHILIPPINES. — Le 2 cortl. le F.M.I. a approuvé une demande des Philippines portant sur l'achat, au cours des trois prochaînes années, de l'équivalent de 217 millions de droits de trages spéciaux. La quoie-part de ce pays au Fonds équivaut à 155 millions de D.T.S.

CREDIT « STAND-BY » AU ZAIRE. — Le Zaire a bénéficié, le 21 mars, d'un crédit « stand-by » lui permettant d'effectuer, au cours des douze prochains mois, des tirages jusqu'à concurrence de l'équivalent de 40,95 millions de D.T.S.

### Groupe de la Banque mondiale

Octroi de vingt prêts

A Banque internationale pour la reconstruc-L tion et le développement (Banque mondiale ou BIRD) annonce les prêts sulvants : - Congo (25 mars): 38 millions de dollars pour le développement du réseau ferroviaire; - Iles Fidji (25 mars): 12 millions de dollars, qui contribueront au développement de l'indus-

qui contribueront an developpement de l'indus-trie sucrière;
— Philippines (25 mars) : 50 millions de dol-lars, qui auderont à financer un projet d'irriga-tion de la vallée du Cagayan, située au nord de

 Banque de développement des Antilles (1° avril) : 20 millions de dollars, qui contribueront au développement de secteurs économiques importants du Commonwealth des Caralbes L'un importants du Commonwealth des Caraïbes. L'un des prèts de 17 millions de doilars est accordé aux conditions classiques de la Banque mondiale (8,50 %); l'autre, qui s'élève à 3 millions de dollars, a été consenti aux conditions du « troisième guichets et porte donc intérêt à 4,50 % l'an; — Equateur (1° avril): trois prêts d'un montant global de 17,5 millions de doilars. Le premier, de 3 millions de doilars, financera un projet destiné à développer la fabrication industrielle moderne de semences; le deuxième (4 millions de doilars) contribuera au financement de la planification du prè-invegissement ment de la planification du pré-investissement et de la préparation de projets dans le secteur du développement rural et agricole; le troisième prêt, d'un montant de 10,5 millions de dollars, sera affecté à un projet routier ;

 Mexique (1° avril): 100 millions de dol-lars, destinés à financer un plan quinquennal d'investissement de Perrocarriles Nacionales de Mexico, (chamille de ferrocarriles Nacionales de Mexico (chemins de fer);

and the commence of the control of t

### ÉDITIONS A. PEDONE

13, rue Soufflot, 75005 Paris Tél.: 033-05-97

BIBLIOTHEQUE : Institut d'Etudes Politiques de Bordeaux. Centre d'Etude et de Recherche sur la Vie locale. Série « Vie locale » n° 5 J. LAGROYE, G. LORD, L. MOUNEIR-CHAZEL, J. PALARD.

LES MILITANTS POLITIQUES DANS TROIS PARTIS FRANÇAIS

- Trinité-et-Tobago (1<sup>er</sup> avril) : 7 millions de — Trimite-et-Toolgo (1º avril) : 7 militons de dollars pour alder à financer un projet routier; — Bolivie (8 avril) : 25 millions de dollars pour le financement d'un projet destiné à déve-lopper la production et la distribution d'élec-tricité;

 Egypte (8 avril): 45 millions de dollars, destines à la reconstruction et à la modernisation du port d'Alexandrie;
— Grèce (8 avril) : 30 millions de dollars
(pour quinze ans et à 8.50 %) pour la réalisation

d'un projet routier; — Indonésie (8 avril) : deux prêts d'un mon-tant de 167 millions de dollars pour le dêve-loppement du réseau routier (130 millions de dollars) et de l'enseignement (37 millions de

dollars);

— Roumanie (15 avril) : 50 millions de dollars (pour vingt ans et à 8.50 %), qui financeront en partie les dépenses en devises étrangères pour le projet de centrale hydraulique de Riul-Mare-

Refezat;
— Syrie (15 avril): 35 millions de dollars, qui seront affectés à l'amélioration du réseau d'adduction d'eau de Damas;
— Cameroun (22 avril): 17 millions de dollars, qui financeront en partie un programme d'amélioration de l'enseignement; ce prêt, accordé dans le cadre du « troisième guichet », porte intérêt à 4.50 %;
— Thaïlande (22 avril): 50 millions de dollars destinés au financement d'un projet de recons-

— Trasiande (22 avril) : 50 millions de dollars destinés au financement d'un projet de reconstitution d'une plantation de caoutchouc ;

— Nicaragua (22 avril) : 11 millions de dollars, qui aideront ce pays à mettre en œuvre sa politique de développement de l'enseignement et de formation professionnelle dans les cam-

CREDITS DE L'ABSOCIATION INTERNATIONALE DE DEVELOPPEMENT. — Cinq crédits ont été accordés en avril par l'Association internationale de dévelopment (1DA), filiale de la Banque mondiale: 7 500 000 dollars au Bangladesh pour le financement d'un projet d'assistance technique (8 avril); 8 millions de dollars à la Somalie pour le développement des cultures sèches (15 avril); deux autres crédits d'un montant de 42 500 000 dollars à la Somalie (15 avril) pour l'amélioration des réseaux d'adduction d'eau de six grandes villes (21 500 000 dollars) et la réalisation d'un programme d'enseignement (21 millions de dollars); 6 millions de dollars au Burundi (22 avril) pour linancer un projet de développement de la pêche.

OPERATION DE LA S.F.I. EN REFUBLIQUE DE

OPERATION DE LA S.F.I. EN REPUBLIQUE DE COREE. — La Société linancière internationale (S.F.I.) a consenti, le 15 avril, un prêt de 5 millions de dollars et souscrit une participation au capital d'un montant équivalant à environ 530 000 dollars pour l'extension de la Société des papeteries de Chonfu, principal producteur sud-coréen de papier journal.

### Banque africaine de développement

Prêts au Cameroun, au Ghana, à la Guinée et au Zaîre

L A Banque africaine de développement a annonce en avril quatre opérations de prêts:

— Au Cameroun (1° avril) : un prêt complèmentaire de 650 000 u.c. (soit environ 180 millions 700 000 francs C.F.A.) pour aider à couvrir le coût additionnel de la nouvelle aérogare de

— Au Ghana (1° avril) ; 2 millions d'u.c. (soit environ 556 millions 600 000 francs C.F.A.) consentis à la Banque de développement agricole du Ghana et destinés à couvrir les coûts en devises afférents à la construction de plusieurs

— A la Guinée (1° avril) : un prêt complémentaire de 1 million d'u.c. (soit environ 278 millions de francs C.F.A.) pour financer le coût en devises que requiert la modernisation de l'extension du réseau de télécommunications ; — Au Zaīre (1" avril): un prêt supplémentaire de 1 million d'u.c. (seit 278 millions de francs C.F.A.), atribué au Conseil exécutif national pour couvrir partiellement le coût additionnel en devises relatif au projet de construction

de quatre ponts sur la route Kinshasa-Kenge. Tous ces prêts ont été accordés au taux de l'an et une commission d'engagement de 0,75 % sur les soldes non décaisses.

FONDS AFRICAIN DE DEVELOPPEMENT. — Deux prêts ont été accordés le 3 avril : 5 millions d'u.c.F (soit 1280 000 000 F C.F.A.) au Tchad pour financer la totalité des dépenses en devises et une partie des dépenses en monnais locale d'un projet risant à améliorer l'évacuation des eaux pluviales des quartiers les plus denses ; 5 millions d'u.c. F (soit 1280 000 000 F C.F.A.) au Soudan pour contribuer à la réalisation de la première des deux phases du projet d'extension du système d'adduction d'cau de Port-Soudan.

### Banque arabe de développement économique en Afrique

Approbation de six prêts

S IX opérations de financement ont été approu-D vées par le conseil d'administration de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) au cours de sa quatrième en Arique (BADEA) au cours de sa quarrieme session, tenue le 21 mars dernier à Tunis. Elles intéressent les pays ci-dessous :

— Zambie : 10 millions de dollars (pour vingtcing ans et à 4 %), pour la réalisation de la route

Ritwe-Ndoia;

— Rwanda: 5 millions de dollars (pour vingtcinq ans et à 2 %), pour la réalisation d'un projet
de développement rural intègré;

— Kenya: 5 millions de dollars (pour vingtcinq ans et à 4 %) destinés à financer un programme de développement rural intégré;

-- Maii : 10 millions de dollars (pour vingt-cinq ans et à 2 %), pour contribuer à la réali-sation du barrage de Selingue ;

— Sierra-Leone: 5 millions de dollars (pour quinze ans et à 4 %), destinés à la construction d'une centrale électrique;
— Gambie: 4 millions de dollars (pour vingtcinq ans et à 2 %), pour la réalisation d'un projet de développement rural intégré.

### Banque asiatique de développement

Prêts aux Philippines, à la République de Corée et à la Thailande

A Banque asiatique de développement a accordé, à l'aide de ses ressources ordinaires, plusieurs prêts en faveur des pays suivants:

— Philippines (35 mars): 24.20 millions de dollars (durée de vingt ans et à 8.75 %), destinés à améliorer le réseau ferroviaire entre Manille et Legaspi;

-- République de Corée (30 mars) : 12 millions de dollars (durée de quinze ans et à 8,75 %), pour le financement d'un programme visant à exploter les ressources nationales en charbon ; ce prêt a été accordé à la sodété gouvernementale Dai Han Coal Corporation;

— Thallande (30 mars): 19 millions de dollars (durée de vingt-quatre ans et à 8.75%), pour contribuer à la réalisation d'un projet de construction de routes à grande circulation.

TROIS EMISSIONS D'OBLIGATIONS. — Le 2 avril, la Banque asiatique a annoncé une émission d'obligations réalisée dans vingt-quaire pags membres et non membres. Ces obligations, intitulées e obligations deux ans de 1976, venant à échéance le 1° avril 1978 » portent intérêt à 7 3/8 % payable deux fois l'an le 1° avril et le 1° octobre de chaque année. L'émission a été achetée par dix-sept pays membres de la région et par sept pays non membres. Auparavant, un accord portant sur une émission d'obligations d'un montant de 80 millions de rials saoudiens (l'équivalent d'environ 31,6 millions de dollars) avait été conclu (le 22 mars) entre le dollars) avait été conclu (le 22 mars) entre le Banque asiatique et l'Agence monétaire d'Arabic Saoudite.

Uns autre émission d'obligations de 75 millions de deutschemarks (l'équivalent d'environ 29,46 millions de dollars) avait aussi été prise ferme, le 29 mars dernier, par la Dresdner Bank A.G. de Francfort. Ces obligations portent intérêt à 7,75 % et viendront à échéance en 1983.

#### Banque européenne d'investissement

Prêts à la Nouvelle-Calédonie et au Portugal

L A Banque européenne d'investissement (B.E.I.) a accordé le 25 mars à la Nouvelle-Calédonie un prêt d'une contre-valeur de 5 millions d'u.c. (environ 26,1 millions de frança français) pour financer l'extension des capacités de production de la Société métallurgique le Nickel-S.I.N. D'une durée de douze ans au taux de 9,50 %, ce prêt a été consentl à la Caisse de coopération économique, qui l'utilisera pour le financement partiel d'un prêt d'un montant de 150 millions de francs français accordé pour ce projet.

D'autre part, l'a aide exceptionnelle d'urgence » d'un montant de 150 millions d'u.c. offerte au Portugal par la C.E.E., sous la forme de crédits à Portugal par la C.E.E., sous la forme de crédits à long terme, est devenue effective le 7 avril dernier: deux prêts, d'un montant total de 50 millions d'u.c. ont été octroyés pour renforcer l'approvisionnement en électricité du pays. Le premier de ces prêts, d'un montant de 35 millions de dollars (pour quinze ans), a été consenti à la Companhia Portuguesa de Electricidade pour le financement de la construction d'une nouvelle centrale thermique prês de Setubal. Le second prêt s'élève à 15 millions d'u.c.; il a été accordé (pour onze ans) au Banco de Fomento Nacional, la Banque de développement portugaise, pour le financement de projets industriels et touristiques de petite de projets industriels et touristiques de petits

Accordés sur les ressources propres de la Banque, ces prêts bénéficient d'une bonification de 3 % à charge du budget de la Communauté, ce qui en ramène l'intérêt à un taux net de 6,50 %, contre 9,50 % habituellement.

### Banque interaméricaine de développement

Prêt à la Jamaique

L A Banque interaméricaine de développement a annoncé, le 18 mars, l'octroi à la Jamaique d'un prêt d'un montant de 5,9 millions de dollars destiné à financer le Fonds jamafcain d'assis-tance aux étudiants. Accordé à l'aide du Fonds d'opérations spéciales, ce prêt, d'une durée de trente-cinq ans, porte intérêt à 2 % l'an.

EMPRUNT AU JAPON. — Le 3 avril, la Banque a emprunté au Japon 5 milliards de vens (l'équiva-lent d'environ 16,7 millions de dollars) pour financer ses opérations d'aids au développement des pays membres.

PRECISION. — La creation du Fonds spécial du Nigéria et de la Société africaine de réassurance, a été annoncée en page 25 du précédent numero sous le titre « Banque centraméricaine d'intégration économique ». Il s'agit en fait d'organismes dépendant de la Banque africaine de développement.

### GROUPEMENTS ÉCONOMIQUES ET COMMERCIAUX

### Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement

Consultations sur le cuivre

A demande des membres du Conseil Intergouvernemental des pays exportateurs de cuivre (CIPEC), des consultations entre pays producteurs et consommateurs se sont déroulées du 23 au 26 mars à Genève au sein de la commission des produits de base de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED). A l'issue de ces consultations, qui avaient pour but l'examen des problèmes du marché international du cuivre et des possibilités d'une action internationale commune, les vingt-six pays participants ont décidé de créer un groupe de travail chargé de mettre en chantier une reglementation destinée à stabiliser le marché et de rédiger un premier rapport avant l'automne 1976. Au cours de ces consultations, les participants ont pris connaissance d'une note préparée par le secrétariat de la CNUCED suggérant plusieurs possibilités pour la conclusion d'un accord international sur le cuivre, la demande des membres du Conseil Inter-

### GATT

Les concessions de la C.E.E. sur les produits tropicaux

Les produits tropicaux

A C.E.E. a présenté le 7 avril à Genève son offre de concessions commerciales sur les produits tropicaux en faveur des pays en voie de développement, et qui prendra effet à compter du 1s janvier 1977.

Cette offre a été faits lors des négociations commerciales multilatérales qui se déroulent dans le cadre du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce). Elle porte sur cent quatre-vingts produits et, selon la C.E.E., les concessions offertes couvrent un volume d'importation dans la C.E.E. de l'ordre de 1,8 milliard d'unités de compte (environ 22 milliards de dollars).

### **Groupe** andin

Accord à la commission pour la révision des objectifs du traité de Cartagena

L A commission du Groupe andin a finalement surmonté les difficultés qui menaçalent l'avenir de l'organisation, au terme de sa sei-

zième session extraordinaire réunie à Lima du 28 février au 6 avril et qui a abouti à un accord sur la révision des objectifs du Groupe andio.

sur la révision des objectifs du Groupe andin.

En six décisions, la commission recommande
aux six gouvernements de souscrire au protocole additionnel portant révision de l'accord de
Cartagena. On sait que cette révision porte sur:
a! les produits réservés aux programmes de
développement industriel : b! le tarif extérieur
commun; c! le système de vote pour l'adoption
des programmes de développement industriel.

Dans les deux premiers cas, le protocole pro-longe de deux ans le délai initial pour la réa-lisation des objectifs de l'accord de Cartagena. Ainsi, l'entrée en vigueur des premières dispo-sitions du tarif extérieur commun est repoussée du 31 décembre 1976 au 31 décembre 1978. Par conséquent, il ne sera définitivement installé qu'en 1982 pour la Colombie, le Chili, le Pérou et le Venezuela, et seulement en 1987 pour l'Equateur et la Bolivie.

D'autre part, le système de dégrévement appliqué à ces deux derniers pays est modifié.

Quant au système de vote pour l'adoption des programmes de développement industriet, il a été convenu qu'un projet revenu une seconde fois devant le Comité (la Junta), après le vote nègatif d'une des parties, pourra être adopté avec l'adhésion d'au moins quatre pays.

avec l'adhésion d'au moins quatre pays.

LA DIFFUSION DU PROGRAMME PETROCHIMIQUE AUPRES DES GRANDES ENTREPRISES
OCCIDENTALES. — La deurième session du comité
pétrochimique du Groupe andin s'est tenue les 5 et
à suril à Lima pour examiner les mesures à prendre
en vue de réaliser les objectifs du programme de
développement industriel du seateur pétrochimique
approuvé en août 1975, Le secrétaire permanent du
comité a aussi présenté un rapport sur la difusion
du programme pétrochimique auprès des grandes
rutreprises des Etats-Unis, de l'Europe occidentale,
du Japon et de l'Amérique latine, au moyen, notamment, de séminaires organisés dans ces régions.
Le premier de ces séminaires a d'ailleurs eu lieu
à Lima les 5 et 6 curil, avec la participation de
représentants de once grandes entreprises des EtatsUnis, de l'Allemagne de l'Ouest, de la France et du
Japon.

#### Association latino-américaine de libre-commerce

Le fonctionnement du système des paiements et des crédits réciproques en 1975

Proques en 1713

REUNIS à Montevideo le 27 mars dernier, les représentants des banques centrales des onze pays membres du traité de Montevideo — auxquels s'était joint le représentant de la Banque centrale de la République dominicaine, — ont examiné les résultats des opérations commerciales effectuées en 1975 dans le cadre du système de paiements et de crédits réciproques de l'Association latino-américaine de libre-commerce (ALALC). commerce (ALALC).

Dépassant d'un montant équivalent à 108 018 000 dollars le volume de l'année dernière, ces opérations ont atteint en 1975 l'équivalent de 3 396 000 000 de dollars. La tendance à l'accroissement du volume des opérations de compensation multilatérale des soldes, enregistrate d'avantée a année dernière de vice de la compensation de com trée d'année en année depuis la mise en vigueur en 1966 de ce système, s'est à nouveau confirmée. Le système de paiements et de crédits réci-proques, né de l'accord général de Mexico de 1965, permet notamment de réduire l'emploi de devises dans le régiement des opérations

commerciales et de limiter le recours aux éta-blissements bancaires d'origine étrangère pour le financement des opérations commerciales entre les pays membres.

entre les pays memores.

INDUSTRIS DE L'ALUMINIUM. — Ourrant un nouveau egcle de réunions par secteurs d'industries, les représentants de l'industrie de l'aluminium ont siégé à Montevideo du 22 au 30 mars. Les expertiprévolent une production annuelle de 1 million de tonnes à partir de 1980. Un accord a été conclu en rue d'orienter la production en fonction des corretéristiques de la demande. Le comité exécutif d'illaic en sera saixi avant le 30 septembre : 1 devra mettre sur pled un mécanisme d'échange basé sur des concessions à caractère temporaire et prenant effet à partir de 1977.

• O.C.D.E. — Selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (O.C.D.E.), l'augmentation des prix à la consommation dans les pays membres a été de 0,7 % au mois de février, ce qui ports d 9,1 % la hausse des prix pour la période de douse mois se terminant en ferrier, L'O.C.D.E. constate une nouvelle accelération pour la zone dans on ensemble, après l'accalmie de la tin de l'année 1976, et relève une très nette différence entre l'amélioration constante aux Eletc-Unif (due en partie à la baisse du prix de l'esseuce et des produits alimentaires) et l'expérience européense où dans l'ensemble, les prix des produits manujacturés et des produits alimentaires es sont à nouveau élevés en lièche.

— On signale, parmi les récentes publications de l'O.C.D.E. : la Suède, dans la série e Etudes économiques » : Questions d'ordre politique soulerées par la protection des données et des libertés individuelles (376 pages); Examen des politiques nationales d'éducation : la Norvèse et la Politique agricele en Autriche.

• COMMUNAUTE DE L'AFRIQUE DE L'EST.

agricole en Autriche.

• COMMUNAUTE DE L'AFRIQUE DE L'EST. —
La commission de révision du traité de 1957 créant
la Communauté de l'Afrique de l'Est entre le Kanva,
la Tanzanie et l'Ouganda, a tenu sa troisième
session à Arusha au début du mois d'avril. Outre
la révision des s'iructures et du fonctionnement de
la Communauté et de ses institutions, la commission
s'est préoccupée de l'amétioration de la coopération
à l'intérieur du marché commun existant entre les
trois pars.

· CONSEIL INTERNATIONAL DU BLE.

e CONSEIL INTERNATIONAL DU BLE. — Les perspectives concernant la production mondiale de blé pour l'année 1976 demeurent en général [crorables, indique le Conseil international du blé danson rapport publié à Londres à la fin du mois de mars. Seule la récolte des Etats-Unis est estimée en baisse (55.3 millions de tonnes contre 58.1 millions en 1975) en raison de la sécherosse qui a affenté les champs de blé d'hoer.

Les spocks des cinq principaux exportateurs de blé (Etats-Unis, Canada, C.E.E., Argentine et Australie) à l'issue de leurs récoltes 1975-1976 sont évalués à l'heure actuelle entre 32 et 34.2 millions de tonnes (les prévisions de fanvier dernier agant été révisées en hausse de 3,6 à 7 millions). L'accroissement par rapport à l'année précédente serait alors de l'ordre de 2,3 à 4,5 millions de tonnes, ce qui porterait les stocks bien au-dessus de leur niveau de crise des deux dernières saisons (27 millions de tonnes).

 CONSRIL INTERNATIONAL DE L'ETAIN. — Le Conseil international de l'étain indique que, au 31 décembre 1975, le montant des stocks régulateurs était de l'ordre de 20071 tonnes de métal, contre 11942 tonnes au 36 septembre de la même année. ■ CONSEIL CLEICOLE INTERNATIONAL. — Le trente-quatrième session du Conseil oléicole international (C.O.I.) s'est tenue du 28 au 30 avri! à lamir (Turquie). On trouvera un bref résumé de tes travaux dans le prochain numéro du Monde diplomatique.

ORGANISATION DES PAYS EXPORTATEURS
DE PETROLE. — Les ministres du pétrole des pays
membres de l'Organisation des pays exportateurs de
pétrole (OPEP) se sont réunis les 21 et 22 acris
d Genève. Aucun communiqué n'a été publié à
l'issue de celte rencontre extraordinaire et informelle, conpoquée à la demands de l'Iran.

### COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

### Marché commun

Echec du Conseil européen

Echec du Conseil européen

Les neuf chefs d'Etat ou de gouvernement
Le de la CEE, réunis les 1se et 2 avril à
Luxembourg, n'ont pas réussi à se mettre
d'accord sur la répartition des alèges du futur
Parlement européen qui doit être élu au suffrage universel en mai 1978.

M. Valéry Giscard d'Estaing avait proposé
à ses huit collègues de reconduire le chiffre de
cent quatre-vingt-dir-huit députés, c'est-à-dire
la répartition actuelle des sièges du Parlement
européen, indirectement issu du suffrage universel. Les principales réserves sont venues de
la Grande-Bretagne et de l'Italie.

De même, la discussion sur les problèmes
monétaires et économiques s'est terminée sans
adoption d'un communiqué. Des experts avaient
travaillé sur un texte rassemblant une déclaration d'ordre général d'origine française, une
suggestion britannique portant plus spécialement sur le chômage structurel et le document
de la Commission sur la nécessité d'une convergence plus poussée des politiques économiques, gence plus poussée des politiques économiques notamment budgétaires et monétaires, des Etats de la Communauté.

Ce document de la Commission, qui a servi de hase de discussion, envisage d'ailleurs non des sanctions économiques et monétaires contre des sanctions economiques et monetaires contre un pays qui ne respecterait pas les normes établies en commun mais la suspension des facilités et des aides prévues entre les Etats du Marché commun. Ce qui n'est pas loin des idées du chanceller Schmidt.

du chanceller Schmidt.

Ce dernier, qui a mené le débat au Conseil
de Luxembourg, s'est opposé à l'adoption d'un
texte qui ne traduisait pas dans les faits les
mesures contraignantes dont il s'était fait

Pas d'accord sur une politique énergétique commune

energétique commune

Les ministres de l'énergie des Neuf n'ont pas réussi, le 25 mars à Bruxelles, à se mettre d'accord sur les grandes orientations d'une politique énergétique commune. Ils ont du renvoyer à une session ultérieure au mois de juin, à Luxembourg, aussi blen la décision sur un programme de garantie aux investissements pour les sources d'énergie de remplacement produites dans la C.E.E. que sur la mise en œuvre d'un système de solidarité communautaire en cas de nouvelle crise de l'énergie.

La France et l'Italie, notamment, ont annoncé à leurs collègues qu'elles ne pouvaient donner leur approbation à la mise en place d'un prix minimum d'importation pour le pétrole destiné à rentabiliser les sources d'énergies produites dans la C.E.E. (énergie nucléaire, charbon, pétrole de la mer du Nord) et réduire ainsi la dépendance de la Communauté européenne à l'égard du pétrole importé, qui était encore de 55 % en 1975.

La politique budgétaire de la C.E.E.

Les ministres des affaires étrangères et des finances des Neuf sont assez facilement tombés d'accord le 5 avril à Luxembourg sur les grandes lignes d'une politique budgétaire pour les deux prochaines années.

Sans remettre en cause la politique agricole commune, les Neuf, indique-t-on de source communautaire, ont pris trois décisions importantes:

communation de la control de l

par les droits de douane, par les prélèvements agricoles et un pourcentage de T.V.A. qui se situe autour de 1 %. L'ensemble de ce système de ressources propres permettrait alors de mettre fin aux contributions nationales calculées d'après le produit national brut de chacun des Etats

membres.

2) Les Neuf semblent être également d'accord

2) Les Neur semblent être êgalement d'accord pour appliquer à partir du 1st janvier 1978 l'unité de compte européenne, c'est-à-dire définie d'après un panier de monnaies des pays membres de la C.E.E.
3) Les ministres ont également défini les bases des engagements financiers extérieurs de la Communauté européenne, c'est-à-dire en fait des aides financières accordées sur le budget de la C.E.E. eur vava du Maghreb à la Turquie de la CE.E. aux pays du Maghreb, à la Turquie, à la Grèce, au Portugal, à Israël, et du Maghreb (Egypte, Syrie, Jordanie, et Liban). Ils sont d'accord pour affecter, jusqu'en 1980, 500 à 500 millions d'unités de compte (1 u.c. = 1,30 dollar) à cette fin.

Fluctuations monétaires et politique agricole

Les effets pernicleux des fluctuations moné-taires sur la politique agricole européenne ont encore occupé le 6 avril les ministres de l'agriculture de la C.E.E.

encore occupe le 6 avril les ministres de l'agriculture de la C.E.E.

Avant de se préparer, au terme d'une session de deux jours consacrée à plusieurs problèmes de gestion, les ministres ont en effet entendu la Commission européenne annoncer que le budget agricole de la C.E.E. risqualt de devoir être augmenté de 3 milliards de francs si la livre sterling et la lire italienne poursuivaient leur chute libre. Ce déficit proviendrait de la nécessité pour le Fonds agricole de verser des « moatants compensatoires » qui subventionnent les importations britanniques et italiennes de produits agricoles afin de corriger l'affaiblissement du pouvoir d'achat de ces monnaies. Le budget agricole de la C.E.E. est d'environ 31 milliards de F.

Les ministres de l'agriculture s'étalent consacrés essentiellement, la veille, à des demandes d'aides particulières. Réunis pour compléter leurs décisions du 6 mars dernier sur les prix agricoles, ils ont examiné successivement une demande allemande d'extension des zones d'aide à la production de bié dur, une demande danoise concernant l'aide au lait écrémé liquide, des revendications italiennes pour le stockage du sucre, la prise en charge des alcools provenant de la distillation des excédents de vin, et une modulation des primes à l'arrachage des mauvaises vignes en fonction des rendements.

NOUVELLE AIDE AU PORTUGAL. — Réunts à Luxembourg le 6 cord. les ministres des affaires

NOUVELLE AIDE AU PORTUGAL. — Réunts à Luxembourg le 6 avril. les ministres des affaires étrangères ont décidé d'accorder une nouvelle aide importante au Portugal qui vient s'ajouter à l'aide d'urgence défà décidée pour ce pays pour un montant de 150 millions d'unités de compte (150 millions de dollars).

tent de 150 milions à unives de compte (160 munons de dollars).

Par ailleurs, les Neuf ont décidé d'accorder une dide exceptionnelle au Zaère et à la Zamble, de l'ordre de 25 millions d'unités de compte (30 millions de dollars) en tant que pays associés au Morché commun par la convention de Lomé. Cette aide est destinés à permettre d ces pays de jaire face aux difficultés causdes par les événements d'Angola et le boycottage de la Rhodésie.

d'Angola et le boycottage de la Rhodesie.

PAS D'ACCORD SUR LA CONTRIBUTION AU
FONDS INTERNATIONAL POUR LE DEVELOPPEMENT AGRICOLE. — Les ministres de la coopération des Neul n'ont pu se mettre d'accord, le 8 aordi,
à Luxembourg, sur la participation financière de
la C.E.E. au Fonds international pour le développement agricole dont la création avait été recommandée par la conférence alimentaire de la F.A.O.
Huit États membres de la C.E.E. se sont déclarés
favorables à une contribution de la Communauté
de 200 millions de dollars équivalente à celles qui
sont attendues des États-Unis et des pays exportateurs de pétrole. Mais la délégation française a
maintenu les réserves qu'elle avait défà exprimées
en octobre dernier.



Qui paiera l'aide au financement des stocks de charbon?

E prochain conseil des ministres de la CECA, consacré aux problèmes de l'énergie, devra règler un des problèmes que la longue quergle du 25 mars (voir notre précédent numéro) sur le prix-plancher du pétrole n'a pas permis de trancher. Il s'agit de savoir qui paiera l'aide au financement des stocks de charbon dans la Communauté, que chacun des Neuf juge indispensable autant pour des motifs d'emploi.

Le colt global d'une telle politique de stockage est d'environ sept unités de compte par tonne et par an; soit, pour un peu plus de 40 millions de tonnes de stocks, quelque 300 millions d'unités de compte. La part que la Commission de Bruxelles propose de mettre à la charge de la CECA est de 50 millions d'unités de compte. Comment ventiler cette somme entre les Neuf? La Commission a proposé aux Neuf de choisir entre trois formules, valables chacune pour trois ans: E prochain conseil des ministres de la CECA

1) Aide communautaire de 5 unités de compte par tonne stockée en supplément, dans la limite de 10 millions de tonnes. Etant donné l'état actuel des stocks et la « grille » de participation des Neuf au budget communantaire (22,1 % pour l'Allemagne, 23 % pour la France, 17,2 % pour l'Allemagne, 23 % pour la Grande-Bretagne, 8,9 % pour les Pays-Bas, 6,9 % pour la Belgique...), cela se tradurait d'après l'évolution du stockage en 1975) par un transfert positif pour l'Allemagne (5 millions d'unités de compte et surtout la Grande-Bretagne (18 millions), mais négatif pour la France (7 millions), l'Italie (8,5 millions), les Pays-Bas (4,4 millions) et la Belgique (2 millions).

2) Alde communautaire de 2,5 unités de compte par tonne, pour 20 millions de tonnes de stocks. Cette formule permettrait de subventionner non seulement les stocks supplémentaires 1) Aide communautaire de 5 unités de compte

de socss. Cette formine permettrate de suvertionner non seulement les stocks supplémentaires de 1975 mais encore 5 militons de tonnes de réserves nouvelles en 1975.

3) La troisième méthode procède d'un esprit different. Ce n'est plus le stock additionnel qu'elle financerait, mais un total permanent de 20 militons de tonnes ; la Communauté paierait 25 unités de compte par tenne de particular de la compte 2.5 unités de compte par tonne et par an les gouvernements et les entreprises s'entendant pour couvrir les 4.5 unités de compte restantes.

Parallèlement à cette aide au stockage, les services de Bruxelles cherchent à mettre en œuvre le principe d'un encouragement à l'utili-sation du charbon dans les centrales thermiques, sation du charbon dans les centrales thermiques, retenu par les Neuf, lors du conseil des chefs d'Etat ou de gouvernement des l'\* et 2 décembre dernier. Ils songent à une aide à l'investissement, à des aides de fonctionnement pour les centrales au charbon, sinsi qu'à des subventions visant à compenser la différence de prix pour les charbon primaires utilitées. Il outre programe visant à compenser la différence de prix pour les énergies primaires utilisées. Un autre système pourrait consister à incîter les producteurs d'électricité à augmenter leur consommation charbonnière. L'application de mesures fiscales à l'égard du fuel et du gaz, ainsi que des interventions quantitatives directes ou indirectes sont for leverte courriers à l'express des extrets. également soumises à l'examen des experts.

Ces diverses formules impliqueralent un engagement réciproque des intéressés portant

engagement réciproque des interesses portant sur dix ans au moins.

Les moyens financiers nécessaires à la mise en œuvre des mesures d'aides communautaires pourraient provenir, soit du budget communautaire, soit d'une taxe spécifique grévant la consommation d'électricité. En cas de besoin, cette taxe pourrait être étendue à la consommation d'eutres formes d'énergie.

Reprise confirmée dans la sidérurgie

Pour la première fois depuis plus d'un an, la production d'acier des Neuf a dépassé en mars son niveau de l'année précédente : 11871 000 tonnes, soit 0,6 % de plus qu'en mars 1975. Ce lèger progrès traduit celui des productions française (+ 11,7 %), allemande (+ 6,5 %) et danoise (+ 27 %). En revanche, les productions beige (-8,2 %), anglaise (-8,1 %), italienne (-3,9 %), luxembourgeoise (-4,4 %) et néerlandaise (-6,7 %) restent inférieures à celles de l'an dernier. celles de l'an dernier.

La production de l'ensemble du premier tri-mestre (32.8 millions de tonnes) a encore été inférieure à celle des trimestres correspondants de 1974 (39,4) et 1975 (36.3), mais elle a toutefois dépassé les prévisions faites par les spécialistes de Bruxelles; ceux-ci tablaient sur seulement 30.1 millions de tonnes de janvier à mars. Ce redressement devrait se poursuivre, puisque les commandes de produits laminés reçues en mars par les acièries des Neuf ont dépasse 8 millions par les actives de reui ont depase o limitors de tonnes, contre 6.8 le mois précèdent et 6.4 en mars 1975. La demande est particulièrement satisfaisante dans les industries transformatrices et le négoce de l'acier en Allemagne et en France.

LOGEMENTS OUVRIERS. — Un prêt à ringt ans et 1 % d'intérêt de 1,22 million de DM a été accordé à la société Berliner Wohn und Geschältshaus pour a a societe activer nont una Geschattshaus pour la modernisation de quarante logements de mineurs et de stiérurgistes à Berlin-Ouest.

AIDE A LA READAPTATION PROFESSIONNELLE.

Une aide de 105 000 livres a été décidée par Bruxelles pour deux cent quarante-neuf travailleurs touchés par la fermature de certaines installations de production (notamment de quatre fours Martin) de la société britannique Lions Patent Shaft, contrôlée par la groupe Laird.

AIDE A LA CONVERSION INDUSTRIELLE. - La AIDE A LA CONVERSION INDUSTRIELLE. — La Commission européenne a octrojé un crédit de 21 millions de livres steriing eu National Coal Board, pour seroir au financement de quinze projets d'investissements différents en vue de stabiliser la production de charbon pour centreles électriques, et de

NICE capitale de la Côte d'Azur

centre mondial des congrès met à votre disposition :

Palais des congrès pontant recevoir

Traduction simultanée : Trois cents hôtels totalisant plus de dix mille chambres ;

chambres:

D'innombrables possibilités d'excursions et de distractions.

Au centre de la Côte d'Arus, desservie par un séroport international, des liaisons ferroviaires, routières et maritimes la reliant à toutes les capitaies.

capitales.
EN TOUTES SAISONS
EN TOUTES SAISONS
INICE EST LA FILLE
IDEALE DES CONGRES

OFFICE DE TOURISME SYNDICAT D'INTIATIVE

32, rue Hôtel-des-Postes — Tél.: 85-Télex: Accueil Nice: 460-42.

Un Parales 20 2000 personnes; Vingt salles de capacités diverses; Vingt salles de capacités diverses;

maintenir la production de charbon à coke dans les mines Oakdale, Com Coedeley et Abertillery (Pays de Gelles) et Snowdon (Eent). Cos profets contribueront au mainten d'une capacité d'extrac-tion de plus de 6 millions de tonnes par an. La capacité de production des sièges d'extraction concernés sera également augmentée de 2 millions de tonnes pour compenser la lermeture d'autres sièves.

Une side de 7 millions de livres a été également accordée à le British Steel, pour le financement partiel du remplacement du haut fourneau n° 4 dé la section de Port-Taibot (Pays de Galles). Le coût total du projet est évalué à (i.i. millions de livres : le nouveau haut fourneau aura une capacité de production annuelle de 550 000 tonnes de fonte brute, mais deux hauts fourneaux de moindre importance seront simultanément termés

CONCENTRATION AUTORISEE. — La même British Steel a été autoritée par Bruxelles à absorber la firme allemande de névoce d'actor Walter Biume (Stuttgart), étant donné que les rentes d'actor de la British Steel sur le marché de la République fédérale sont pratiquement négligeables et que la part de la Blume sur le relevant market » n'y atteint que 2,5 %. La British Steel Corporation s'assure ainsi un meilleur accès sur le marché allemand, où agissent de nombreux négociants stockeurs, dont le volume total de vente atteint quelqua 8 millions de tonnes en 1974; les ventes de Blume ne s'élèvent qu'à 200 000 tonnes par an.

#### Parlement européen

Du stockage de soja aux négociations avec le COMECON

L E Parlement européen, réuni à Luxembourg, s'est prononcé le 6 avril contre l'attribution Le s'est prononcé le 6 avril contre l'attribution préconisée par la Commission d'aides européennes au stockage du soja, que la C.E.E. importe essentiellement des Etats-Unis.

Le Parlement européen a estimé que la dépense prévue par la Commission (35 millelons de F) pour stocker 250 000 tonnes de soja constituerait un cadeau injustifié aux exportateurs américains. tateurs américains.

Le Parlement a d'autre part adopté le 7 avril à Luxembourg une résolution qui affirme que « le succès du dialogue euro-arabe est lié à la solution des problèmes politiques, ce qui contri-buera efficacement à la paix ».

Dans sa résolution, le Parlement souhaite également que dans le cadre du dialogue euro-arabe la Communauté ne tolère pas le boycot-tage que certains Etats arabes infligent à plu-

sieurs firmes commerciales qui traitent avec

Israël
En outre, M. Wilhelm Haffenkamp, membre
de la Commission européenne, a déclaré que la
décision française de quitter le « serpent »
monétaire européen confirmait la fragilité du
système monétaire en Europe, et ce aussi longtemps que les Neuf ne réaliseraient pas de
progrès sur le chemin de l'Union européenne. Tsrael.

La Commission du Marché commun a justifié le 8 avril, devant le Parlement européen, l'ouverture de négociations commerciales entre la Communauté européenne et le COMECON. M. Brunner, membre de la Commission, a estimé que le souci des pays de l'Est de développer leur commerce avec l'Ouest était inspiré par « un besoin d'innovations », et que ce dernier ouvrait des perspectives de transformation de la société de ces pays. Cette tendance est favorable à l'amélioration de la situation mondiale, a-t-il ajouté.

Le commissaire européen n'a cependant pas caché la nécessité pour les Neuf de veiller à leurs intérêts, notamment en évitant les suren-chères dans le domaine des crédits à l'expor-tation.

#### Association européenne de libre-échange

entreprises dans les secteurs public et privé.

Création d'un fonds d'aide au Portugal

Les consells de l'Association européenne de libre-échange (AELE) ont approuvé les statuts du fonds de développement industriel en faveur du Portugal, dont l'objectif est de contribuer au développement de l'industrie por-tugaise par le financement de projets visant à restructurer ou à créer des petites et moyennes

entreprises dans les secteurs public et privé.

Ce fonds, d'un montant équivalant à 100 millions de dollars, est constitué par les contributions des pays membres de l'Association dans les proportions suivantes: Suède 30%, Suisse 25%, Autriche 15%, Norvège 12%, Finlande 10%, Portugal 6% et Islande 1%. L'entrée en rigueur du fonds, dont la création avait été décidée en novembre dernier par les ministres de l'ARLLE, se fera dès que les approbations parlementaires requises auront été obtenues.

AUTRES ORGANISATIONS POLITIQUES, TECHNIQUES ET SOCIALES

#### **Organisation** des Etats américains

Les règles de fonctionnement des entreprises multinationales

ES entreprises multinationales sont soumises à la souveraineté des États, et, par consequent, aux lois et aux décisions des tribunaux et autorités compétentes de juges, tribunaux et autorités compétentes de l'Etat où elles exercent leurs activités » : tel est le principe essentiel retenu par le camité juridique interaméricain sur les entreprises multinationales, dans son rapport final publié à Washington le 25 mars dernier. Ce comité avait été charge par l'Organisation des Etats américains (O.E.A.) de codifier les règles de fonctionnement des entreprises multinationales dans les pays hôtes. Il recommande la création d'un centre interaméricain des entreprises multinationales pour examiner régulièrement tous les aspects de leurs activités. Les données recueillies permettraient d'élaborer une politique fondée sur l'expérience.

Il faut noter que, dans sa conclusion, le comité établit une distinction entre les grandes entreprises multinationales qui se sont implan-tées en Amérique latine et celles qui se sont du sous-continent.

L'ADMISSION DE NOUVEAUX MEMBRES.

Après une semaine de dépats, le conseil permanent de l'O.E.A. s'est prononcé le 21 mars pour le maintien de l'article 8 sur l'admission de nouveaux membres dans le protocole de réformes de la charte de l'Organisation. Il s'est ainsi refusé à prendre en considération la demande de Trinité-et-Tobago, soutenue per la Grenade et la Jamaïque, en vue de sa suppression.

soutenue per la Crimuse et la santaga.

En vertu de cet article, le conseil permanent ne formuleroit aucune recommandation et l'Assemblés générale ne prendrait pas de décision sur une demande d'admission qui émanerait d'une entité politique dont le territoire, soit en partie, soit en totalité, fait l'objet d'un litige entre un pays extracontinental et un ou plusieurs pays membres de l'Organisation. Toute décision serait suspendue en l'attente d'un accord par voie da négociation. La recours au conseil permanent n'ayant pas abouti, la resistem est désormais du ressort de l'Assemblée question est désormais du ressort de l'Assemblée

CONCERTATION AVEC LES REPRESENTANTS DE L'INDUSTRIE BANANIERE. — Préparée par l'Organisation des Etats américains, s'est tenue à Washington, le 31 mars, la première réunion sur les problèmes de l'industrie benanière en Amérique latine entre, d'une part, les représentants de l'Union des pays exportateurs de bananes (UPEB) et, d'autre part, les dirigeants de United Brands et de Castle and Cooke, les deux entreprises américaines qui contrôlent à elles seules 55 % énviron du commerce mondial de ce product. Placée dans la perspective d'un accord international entre pays producteurs et pays consommaleurs, dont la négociation va s'amorcer en fuillet prochaîn au sein d'un groupe de travail de la F.A.O., cette réunion s'inscrivait aussi dans le cadre des initiatives de l'O.E.A. en jareur des pays producteurs du sous-continent, qui ont déjà contribué, en 1974, à la criation de l'UPEB et, au début de cette année, à la conclusion d'un accord entre le gouvernement de Panama et United Brands sur la propriété des moyens de production de la banane dans ce pays.

PROCHAINE SESSION DE L'ASSEMBLEE GENE-

PROCHAINE SESSION DE L'ASSEMBLEE GENE-FROCEIAINE BESSION DE L'ASSESSIELE GENE-RALE. La commission préparatoire à la sixtème session ordinaire de l'Assemblée générale de l'O.E.A. a mis fin à ses traveux le 5 avril, avec l'adoption définitive de l'ordre du jour de cette rencontrs qui s'ouprira dans la capitale chilienne le 4 juin pro-

chain.

Parmi les questions les plus importantes qui ferant l'objet des débats : le protocole de révision de la charle de l'Organisation et du traité inter-eméricain sur la solution pacifique des conflits, le projet sur la sécurité économique collective et sur la coopération pour le développement, le respect des droits de l'homme, la loi sur le commerce extérieur des États-Unis et l'exclusion de l'Equateur et du Venezuela des avantages du système des prétérences tarifaires généralisées, etc.

Lique des Etats arabes

Création d'un Fonds monétaire arabe

R EUNIS depuis le 26 avril à Rabat, les ministres de l'économie et des finances des A ministres de l'économie et des finances des pays membres de la Ligue des Etats arabes ont procédé à des échanges de vues sur les possibilités de coopération économique et financière interarabe, ainsi que sur l'investissement de capitaux arabes à l'intérieur et à l'extérieur du monde arabe, et sur la création d'un marché financier au sein de la Ligue. Signé le 27, l'accord créant un Fonds monétaire arabe (F.M.A.) concrétise en partie ces projets : il est en effet destiné à favoriser le développement des échanges commerciaux et à répondre à toute demande de crédits provenant des pays membres connaissant un déficit de leur balance de palements : l'accord prévoit un capital social constitué par les apports des pays membres d'un montant de 250 millions de dinars arabes (900 millions de dollars).

### Conseil de l'Europe

Développement économique et sauvegarde de l'environnement

R EUNIS à Bruxelles les 23 et 24 mars, les ministres de l'environnement des dix-huit pays membres du Conseil de l'Europe et de cinq pays non membres (Finlande, Llechtenstein, cinq pays non memores (rimande, liectuenstein, Portugni, Espagne et Yougoslavie) ont décidé de traiter en commun les problèmes d'aménagement de l'environnement naturel, en tenant compte des interactions entre ce milieu et le milieu créé par l'homme (centres urbains, industriels et fouristiques). Dans le cadre de ce programme de coopération, les ministres ont décidé d'assurer, en matière d'aménagement des paysages, d'utilisation des sols, d'infrastructures et d'équipements, une planification préalable permettant d'évaluer à l'avance les effets des plans de développement économique et social sur la nature, et de sauvegarder le patrimoine biologique des pays européens en développant le réseau européen de réserves biogénétiques. Le Conseil de l'Europo a été chargé d'élaborer

une convention internationale relative à la conservation de la vie sauvage (espèces migratrices et habitats naturels); la coopération entre instances officielles et organisations privées de protection de la nature devra être renforce, notamment par l'intermédiaire des campagnes d'information organisées dans le cadre du Conseil de l'Europe par le Centre européen d'information pour la conservation de

LUTTE CONTRE LA DROGUE. - Des experts LUTTE CONTRE LA DROGUE — Des experts sociaux, médicaux et juridiques de certains pays membres du Conseil de l'Europe se sont réunis d Strasbourg du 29 mars au 1º avril pour rechercher les moyens de jairs échec aux traiquants de droyue non professionnels qui circulent en Europe. Cette rencontre constitue la première étape d'une campagne de lusts contre le trafic de drogue et l'alcoolisme, prévue dans le programme quinquennal de travail du Conseil de l'Europe et destinée à mettre au point des mesures de prévention, de dépistage et de traitement communes aux pays européens.

PRIX DE L'EUROPE 1976. — La commission de l'aménagement du territoire et des pouvoirs locaux de l'assemblée du Conseil de l'Europe a attribué le Prix de l'Europe 1976 au Devon County Council, pour ses efforts en faveur de l'unité européenne. SAUVEGARDE DE LA NATURE. — Le diplôme du Conseil de l'Europe pour la sauvegarde de la nature a été décerné aux parcs nationaux français de la Vanoise et des Pyrénées, et au parc turc de Kuscennèti.

### Croix-Rouge

Le gouvernement angolais refuse l'offre du C.J.C.R.

L'E Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.) a annoncé le 26 avril que les autorités de la République populaire de l'Angola (R.P.A.) venaient de lui communiquer leur souhait de voir les programmes d'assistance en faveur des populations angolaises être conduits par des organismes nationaux, et plus particulièrement au travers de la société nationale de Croix-Rouge en voie de structuration Auguse de Croix-Rouge en voie de structuration. Aucune date n'a été fixée par les autorités de Luanda pour la reprise de ces activités.

Le C.I.C.R. rappelle à ce propos que, dans le contexte d'une assistance d'urgence d'après guerre, il avait soumls fin février au gouver-nement angolais un programme de six mois en complèment des activités humanitaires déployées depuis plusieurs mois. Le nouveau programme mettait l'accent sur le domaine médical et devait laisser aux autorités le temps de mettre en place une infrastructure nationale.

Au vu de la réponse de la R.F.A., le C.I.C.R. a décidé de démobiliser le personnel en attente. Il étudie également les modalités d'un dégagement progressif du dispositif en place en Angola depuis juin 1975.

CONFERENCE SUR LE DROIT HUMANITAIRE

— La troisième session de la conférence diplomatique sur la réaffirmation et le développement
du droit international humanitaire applicable dans
les conflits armés s'est ouverte le 21 avril à Genève.
Ses travaux doivent se prolonger jusqu'au 11 juin. UN BILAN DES ACTIVITES DU CLCR. AU CHILL — Plus d'une centaine de vigites dans quatre-vingts itenz de détention, distribution de 800 kilos de médicaments et de secours divers (pour une valeur globale de 70 000 (rancs susses) : tel est le blan, pour le deuxième semestre de 1975, de l'acti-vité du C.LC.R. suprès de trois mille quatre cents détenus politiques au Chât. • UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE. — Réunis le 30 mars à Paris, la commission scientifique, technique et aérospatiale de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale (U.E.O.) a examiné les conclusions du colloque sur les principes et les moyens d'une politique aéronautique européenne, qui avait eu lieu les 2 et 3 février d Toulouse. La commission a évalement débattu de diverses questions scientifiques, techniques et aérospatiales, et pris connaissance d'un rapport sur les activités européennes dans le domeins océmographique préparé par un député britannique. M. Raymond Carte.

Carter

- Un débat sur le rôle de l'Organisation du traité de l'Attentique nord (OTAN) et un exposé du ministre italien de la délense. M. Arnoldo Forlant, sur la politique de délense en Italie et la sécurité en Méditerranée ont été au centre des travaux de la rencontre annuelle de la commission de délense de l'Assemblée de IU.E.O. avec les présidents des commissions de délense des Parlements nationaux des pays membres de l'Union, qui s'est tenue du 6 au 3 avril à Rome et à Naples.

- GROTTEE INDEPENDANT EUROPEEN POUR LA

e au 9 auril à Rome et à Naples.

e GROUPE INDEPENDANT EUROPEEN POUR LA COOPERATION EN MATIERE D'ARMEMENTS. Les représentants de onze pays européens membres de l'OTAN (les dix de l'Europroupe, plus la Franca) ont participé à Rome, le 9 avril, à la deuxième réunion du Groupe indépendant curopéen pour la coopération en matière d'armements, après la exesum constitutios du 2 /éprier dernier. À l'ordre du jour ; propositions des pays participants indiquant les besoins nationaux en matière d'armements et calsudrier des projets actuels et juiurs de coopération.

e CONSEIL NORDIQUE. — Le Conseil nordique et le secrétariet pour la coopération culturelle dans les pays nordiques annoncent la publication d'uns étude intitulés Education des adultes dans les pays nordiques. Coopération hordique dans le domaine de l'éducation (en unglais, 149 pages).

e ORGANISATION DU TRAITE CENTRAL. —
Réuni à Londres les 7 et 8 avril. le comité militaire
de l'Organisation du traité central (CENTO) a
passé en revue les problèmes de défense de la région
et préparé un rapport sur les activités militaires
de l'altiance en vue de la réunion du conseil des
ministres du CENTO ce mois-ci à Londres.

de l'altiance en vue de la réunion du conseil des ministres du CENTO ce mois-ci à Londres.

• UNION INTERPARLEMENTAIRE MONDIALE. L'Argentine, le Bangiadesh, Bahrein et le Yémen du Nord ont été exclus de l'Union interparementaire mondiale (U.I.M.) au cours d'une session qui s'est déroulée à Herico dans la deuxième quincaine du mois d'arril. Le conseil exécutif de l'U.I.M. a en eifet estimé qua ces pays, qui vensient de proceder à une « dissolution violente » de leur Parlement, ne respectaient plus les normes de la démocratis parlementaire telles qu'elles sont définies par l'Union. D'aulre part, par soizante-diz-neul vois contre zèro, avec trois abstentions (deux déligués des Etat-Units et un de l'Espagne), à été adoptée une résolution présentée par les pays scandinaves, le Mexique et le Venezuela, qui condamne « la l'allitte des droits constitutionnels » au Chili et exige la libération immédiale des membres du l'allitte des droits constitutionnels » au Chili et exige la libération incarcèrés; la résolution demande l'envoi au Chili, dès que possible, d'une mission de deux membres de l'Union pour contrôler cette libération.

L'Union a également approuré une proposition canadenne recommandant la création d'une commission spéciale d'enquête sur les cus d'emprisonnement, de torture et de mauvais traitements infligés à des parlementaires dans le monde entier.

• COMMISSION DU FACIFIQUE SUD. La huttième conférence réalonale de l'enseignement

instigés à des parlementaires dans le monde entier.

• COMMISSION DU PACIFIQUE SUD. La huttème conjérence régionale de l'enseignement organisée par la Commission du Pacifique Sud (C.P.S.) y'est déroulés à Boror (Palau) du 22 au 28 mars. Les directeurs de l'enseignement de tretse pays océaniens qui participaient à cette réunion, se sont principalement procecupés de la formation des enseignants de la région, de l'éducation communautaire (et notamment du rôle du centre de formation à l'éducation communautaire (et notamment du rôle du centre de l'ormation à l'éducation communautaire de Fidji), de l'expérience pédagogique de Communication par valellite sur le réseau de communication PEACESAT, de l'enseignement bilingue et biculturel, des services d'orientation professionnelle ainsi que de l'éducation sanitaire.

e ORGANISATION EUROPEENNE FOUR LA RECHERCHE NUCLEAIRE. — L'Organisation européenne pour la recherche nucléaire (CERN) a commencé au mois de mars la mise en route de l'accélérateur de particules de 400 GV (SP.S., synchrotrom à protons souterrain), dont la construction audit été entreprise en 1971, et qui est comparable, en dimensions et en performances, à l'accélérateur américain de Batavia (Chicago).

e COMITE INTERGOUVERNEMENTAL POUR LES MIGRATIONS EUROPEENNES. — Durant les mois de mars et d'avril, et maigré les difficultés dues aux troubles qui sévisaient à Beyrouth, le Comité intergouvernemental pour les migrations européennes (CIME) a pu organiser le transfert, de la capitale libanaise à Athènes, de deux mille sept cent trente réjunés avairiées en transit eu Liban cent trents rélugiés apairides en transit au Liban qui attendaient leur départ vers un pays de réins-tallation. Dès le 26 mars, trois cent quatre-vingt-quinzs d'entre eux pariaient pour les Etats-Unis.

• TRANSPORT APRIEN. — L'Association du ransport aérien international (IATA) indique que, e TRANSPORT AFRIEN. — L'Association du transport aérien international (IATA) indique que, pour l'année 1975, les rèplements annuels bruts entre compagnies aériennes, traités par la chambre de compensation (c'est-à-dire le total des sommes débités et créditées à chaque membre) ont atteint 11.5 milliards de dollars (+ 13 % par rapport à l'année précédente); selon certaines prévisions, ce montant annuel pourrait atteinées 14 milliards de dollars en 1976. Rappelons que, créée en 1997, la chambre de compensations de l'IATA gère actuellement les comptes de quatre-vingt-etz des cent dir compagnies aériennes membres de l'association et de quatre-vingt-treize transporteurs non membres.

VILLE D'ART, DE TOURISME ET DE CONGRES

Allie au prestige de ses monuments anciens l'énergie souriente d'une jeune cité qui, dans au élan sons relâche, construit son avenir.



LE PALAIS DES PAPES; LE PONT SAINT-BENEZET, popularisé à travers le monde par la fégende et la chanson: ses nombreux édifices civis et religieux; LES TRESORS DE SES MUSEES; DE MAGNIFIQUES EXCURSIONS À TRAVERS LA PROVENCE;

SON FOLKLORE (danses et vieilles tradi-

tions);

UN FESTIVAL DRAMATIQUE (15 juillet - 15 août) Théatre chorégraphie, cinéma mu-

Dissoli Théstre chorégraphie, cinéma musique;

DES SALLES DE REUNION;

DES SERVICES REGULIERS DE TRAINS E SUO-COUCHÉME » siler et retour au départ de PARIS, ETAPLES (Le Touquet), BOULOGNE LIEGE BRUXELLES, AMSTERDAM, DUSSELLORF, HAMBOURG, KARLSRUHE;

SON IMPORTANT MARCHE QUOTIDIEN DE FRUITS ET FRIMEURS;

DES SATISFACTIONS GASTRONOMIQUES et des vins de grands crus (Châteauneuf-du-Pape, Côtes-du-Rhône, Gigondas, Tavel, etc.);

LE FALAIS DES EXPOSITIONS evec son duipement pour touces les manifestations et congrès ess grands et luxueuses salles de conférences, de restaurant, son in me n's e parking.

parking.

• Visitez AVIGNON • La Sonneuse de Joie I... s Renseignements: Maison du Tourisme, cours Jean-Joures.

### LE MONDE DIPLOMATIQUE

### L'AMÉNAGEMENT **CONVENTIONS** DE GENÈVE

## Guerre technologique et protection des populations civiles

Par MALVERN LUMSDEN \*

\* Attaché de recherche à l'Institut inter-national de recherche pour la paix (SIPRI) à Stockhoim, auteur d'un ouvrage publié sous les auspices du SIPRI, *Incendiary Weapons* (les Armes incendiaires), Almqvist ès Wiksell, Stockholm, 1975.

A troisième (et peut-être demlère) session de la conférence diplomatique sur le droit humanitaire international s'est ouverte à Genève le 21 avril. L'objet de cette conférence est de procéder à la remise à lour des quatre conventions de Genève de 1949, qui visalent à assurer un minimum de protection légale aux victimes de guerre, c'est-à-dire aux blessés,

Les questions les plus controversées découmieux prévenir que guérir : c'est pour protéger le plus grand nombre de gens possible contre les méfaits de la guerre que l'on propose de restreindre ou de prohiber l'usage de certains moyens de combat. Mals ces Interdictions et ces restrictions imposeraient de sévères limites à la liberté d'action des militaires, ce qui pourrait remettre en cause la défense des inté-

il est toujours allé de sol que le droit humanitaire dovait faire une part à peu près égale à ces intérêts contradictoires. Mais les aménagements qu'on sa propose d'apporter aujourde les moderniser tendent à faire une part beaucoup plus belle eux intérêts des militaires qu'à ceux des civils et des organisations huma-

'EST ce qui ressort clairement des débats cruels et « non discriminants » sur les-quels était centrée la conférence spéciale d'experts gouvernementaux qui s'est tenue à Lugano (Sulsse) du 28 janvier su 18 février sous les auspices du Comité international de la Croix-Rouge. Soixante des cent soixante-dix experts délégués par les gouvernements pour y participer étaient des militaires ou des fonction-naires des esrvices de défense.

Aucune organisation de protection civile n'étalt représentée. Aucun membre d'une orga-nisation nationale de Croix-Rouge ne prit la parole pour décrire les ravages provoqués par les armements modernes parmi les populations civiles. Les organisations d'aide privées qui portent secours aux populations touchées par la guerre n'avaient pas non plus de repré-

Cet état de choses n'est que le symptôme d'une situation beaucoup plus grave. L'objet de ces comérences est d'éliminer les méthodes et Instruments de guerra « non discriminants », c'est-à-dira qui affectent indistinctement la population civile et les objectifs militaires.

Mais Il est de fait qu'en général ni les militaires engagés dans des conflits ni les orga-nisations internationales ne recueillent les données indispensables our les effets « accidentels » conséquence, il leur est impossible de porter des jugements objectifs sur le caractère « dis-

Ainsi, l'Annuaire des Nations unles pour 1953 Indique que l'état des pertes américaines pen-dant la guerre de Corée excédait trois cents milie tués, biessés ou disparus, tandis que les forces des Nations unles avaient infligé à l'ennemi « des pertes infiniment supérieures, que l'on peut chiffrer entre un million et demi deux millions ». Mais comblen de civils brûlés lors de ralds incendiaires « non discriminants - sur des villes et des villages ? Les pertes civiles n'entrerpient-elles pas dans les calculs de l'ONU ? A en croire un article de M. Oberdorfer paru dans l'International Herald Tribune du 27 juin 1975, la guerre de Corée

aurait falt un total de deux millions sept cent mille victimes civiles, alors que les pertes mili-taires s'établissent au total à sept cent cinquante-hult mille tues, blesses ou disparus. Cela talt 3,6 victimes civiles pour chaque combattant tué. Il serait temps que les Nations unles créent un organisme officiel chargé de recueillir et de tenir à jour les statistiques de ce genre.

il y a un second exemple : la guerre du Vietnam. Bien que le Pentagone alt fait parvenir des consignes particulières qui soulignalent la nécessité d'éviter les pertes civiles (Congressional Record du 6 Juin 1975), aucun bilan d'origine militaire ne parvint jamais à Washington civils et aux blens privés (New York Times, 9 octobre 1972). Le Pentagone publisit chaque semaine un état détaillé des pertes militaires mais le chiffre des victimes civiles n'était consigné nulle part, quolqu'une commission du Sénat américain ait évalué le nombre des civils tués à plus d'un demi-million pour le seul Vietnem du Sud.

E manque d'information a poussé certains participants à la conférence de Lugano à adopter des positions qui frisant le ridicule. Ainsi, certains pays soutinrent que les bombes su napalm (dont près de 400 000 tonnes ont été larguées en Indochine) sont tout à fait discriminantes », mais la délégation améri-caine ne put (ou ne voulut) offrir d'autre illus-tration des effets - bénins » du napaim que les conclusions d'une étude sur le cas de cin-quante et un soldats américains qui avalent été brûlés au napalm à la suite d'accidents divers. Les mêmes délégations prétendirent que les pleux de bambou et autres armes primitives non seulement provoqualent des souffrances militaires et les civils. Il se peut très bien que cela solt vral, mais aucun élément concret n'a été avancé à l'appui de cette thèse.

Le manque de données précises en la matière explique qu'il soit difficile d'aboutir à des conclusions scientifiques valables. Mais pareille lacune est tout de même étonnante, s'aglasant d'une conférence à laquelle était supposée participer l'élite des experts mondiaux et dont la préparation, étalée sur deux ans, avait coûté la somme rondelette de 750 000 france suisses.

Le résultat aurait sans doute été tout autre si les organisations humanitaires (nationales ou internationales) avaient pu exposer leur point de vue, afin de compenser les réticences blen naturelles qui se manifestent chez les militaires lorsqu'il s'agit de foumir des informations sur les dominages provoqués par les opérations de guerre dont ils sont responsables.

ES précédentes sessions de la conférence diplomatique ont parmis quelque progrès dans la redéfinition des fimitas imposées aux opérations militaires en temps de guerre. C'est ains), par exemple, qu'on y a décidé d'interdire les bombardements systématiques des zones de peuplement et la destruction des digues, des récoltes et des centrales nucléaires. Les attaques contre des objectifs militaires situés dans des zones de pauplement devront afin d'occasionner le moins de pertes civiles

Sur le papier, ces nouvelles réglementations paraissent très judicieuses. Mals rien ne dit quelle sera leur efficacité dans la pratique. En particulier, on peut se demander quelle

place leur sera faite dans les préoccupations tactiques des écoles militaires et des réunions

Le problème est plus grave qu'il n'y parait au premier abord, pour plusieurs raisons. La première est que la planification militaire est principalement axée sur la défense du territoire, et non pas des populations. La seconde est que les responsables des opérations militaires ont tendance à partir du principe que les civils seront évacués des zones de combat et qu'il n'est donc pes nécessaire de les faire entrer en ligne de compte lors de la préparation d'une action de défense ou d'une offensive. Et lorsque des civils sont pris au milieu d'une bataille, ils sont considérés comme des poids morts, et il ne viendrait à l'idée d'aucun corps opérationnel d'organiser autour d'eux son action

N exemple assez extrême de ce problème est apparu à Lugano fors de la discussion sur l'utilisation des mines terrestres larguées d'avion contre des blindés, mines qui peuvent aussi être à usage antipersonnel. Il s'agit d'armes nouveiles, mises au point pendant la guerre du Vietnam, afin de semer en quelques Instants des champs de mines sous les pas d'une armée ennemie en marche ou dernière des lignes ennemies.

On fit remarquer que, al ces mînes étaient répandues dans la campagne, l'enneml avait toujours le loisir de se rétugier dans les villes. Il fallalt donc, logiquement, autoriser leur usage dans les zones urbaines. Les seules précautions que l'on proposalt de prendre étaient soit la signalisation des secteurs minés (qui ne serait qu'une blen plètre consolation pour les citadins), soit la mise au point d'un dispositif qui détruirait automatiquement la mine au bout d'un temps déterminé. On explique que ces mines étalent tellement nouvelles que leur emploi tactique n'était pas encore tout à fait au point, et donc qu'il n'était pas acceptable de réglementer leur usage dans les zones civiles, les militaires n'ayant pas encore décidé

Il n'est pas nécessaire de faire un bien grand effort d'imagination pour mesurer l'étendue des possibilités qu'ouvrent ces mines en ce qui concerne les opérations de harcèlement derrière les lignes ennemies, pour ne rien dire de leurs perspectives terrifiantes pour les populations civiles. La seule manière d'éviter qu'elles ne provoquent des dommages considérables et aveugles serait de prohiber totalement leur usage, ou du moins de le réglementer très sévèrement.

T pourtant, le groupe d'étude qui discuta de ce problème à Lugano était à tel point dominé par les militaires que tout cela n'entra pratiquement pas en considération dans ses débats. Il est très possible que la conférence de Genève soit invitée à « légitimer » l'usage de ces mines dans les conditions décrites plus haut.

Le fait reste que cette tentative de remise à jour des conventions de Genève souffre d'une représentation disproportionnée des militaires. tandis que la défense civile en est pratiquement exclue. Dans ces conditions, ne peut-on craindre que les nouveaux protocoles ne favorisent davantage la protection des militaires contre de possibles réactions de panique des populations civiles que la protection des civils contre les militaires?

### Dans ce numéro :

### Pages 2 et 3

LA CLEF DE VOUTE DU SYSTEME AMERICAIN. par Noam Chomsky: un projet mûri de longue date, pour préserver les intérêts économiques des Etats-Unis dans le monde

Union soviétique: Le bilan de la « détente » au cœur de nouvelles polémiques, par Bernard Feron.

### Pages 4 et 5

«Crise» économique, «crise» des démocraties: LA NOUVELLE IDEOLOGIE (C.J.).

«Une Suisse au-dessus de tout soupçon», de Jean Ziegler : la forme la plus achevée de société capitaliste, par Jacques Attali.

· Croyez-vous que la Grande-Bretagne soit un pays libre? , par Christian Martin.

INTERNAT

1/2 pension - externat - de la 6ème aux terminales ABCD

Cours Jean-Jacques Rousseau

établissement privé du second degré DIRECTION : JEAN-MICHEL TAILLEFER

documentation sur demande

7 bd Prince de Galles / tél (93) 81.37.54

nice cote d'azur

Suite de l'article de Christian Martin sur les libertés en Grande-Bretagne. - Apolitisme et collaboration : le film . Chantons sous l'occupation . (LR.).

### Page 7

Au Vietnam, les catholiques dialoguent avec le pouvoir revolutionnaire, par Hugues Tertrais. Dans les revues

### Page 8

INCERTAIN PORTUGAL, suite de l'article de Jean-Pierre Clerc. Festival à Perpignan: Les Amériques latines dans le

### Page 9

L'Afrique du Sud doit s'efforcer de briser son encerclement par des régimes progressistes, par René Lafort Une étude sur la littérature algérienne de langue française, par Jean Chevrier.

### Pages 10 et 11

LE TCHAD, PAYS DIVISE : UNE . INDEPEN-DANCE - QUI SE CONQUIERT, reportage de Didier

### Pages .12 et 13

LE CONFLIT ISRAELO-ARABE ET LA CRISE LIBANAISE: La convergence syro-israélienne, par Selim Turquiè. — La levée palestinienne en Cisjor-danie, par Arthur Rahab. — Suite de l'article de Georges Corm: Le bourbier libanals.

### Page 14

CINEMA POLITIQUE : Objectifs militants, par Ignacio Bamonet Guy Hennabelle, Serge Toubiana et

### Pages 15 à 20

EN AMERIQUE LATINE, LES CHRETIENS ENTRE LA DICTATURE ET LA REVOLUTION : Du conservatisme à la recherche d'une authentique libération, par Yves Materne. — Le rôle particulier des mouvements protestants populaires, par Christian Lalive d'Epinay. — Mystiques violentes et stratégie non violente, par Michel de Certeau. — L'action idéologique et culturelle de l'Eglise, par Gonzalo Arroyo. — La démocratie chrétienne chilienne et la junte, par Julio Silva Solar. — Espoirs et désillusions des démocrates-chrétiens au Venezuela, par Luis

«L'Adieu aux armées» de Pierre Gallois, par le général Georges Buis.

### Page 21

L'Inde et le Bangladesh relancent leurs campagnes de limitation des naissances, par Gérard Viratelle. Festival à Royan: le cinema du Sud-Est asiatique et de la Chine (LR.).

### Page 22

Les études africaines en Union soviétique, par Claude Wauthier.

### Page 23

POLITIQUE ET LITTERATURE : Pourquoi «ils» ecrivent..., par Bernard Cassen.

### Page 24

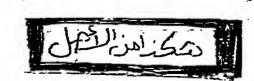
Les livres du mois.

### Pages 25 à 27

L'activité des organisations internationales.

La numéro du « Monde diplomatique » d'avril 1976 a été tiré à 119 500 exemplaires.

Mai 1976



(7)